

**PHILIPPE DE VILLIERS**

# **LE MOMENT EST VENU DE DIRE CE QUE J'AI VU**

**HOLLANDE  
MITTERRAND  
CHIRAC  
SARKOZY  
POUTINE  
JUPPÉ**



© Éditions Albin Michel, 2015

ISBN : 978-2-226-38407-2

# Introduction

---

J'ai été un homme politique. Je ne le suis plus. Ma parole est libre.

Ce n'est pas moi qui suis allé à la politique. C'est elle qui est venue à moi, quand Jacques Chirac m'a nommé secrétaire d'État, en 1986, en raison de ma réussite en tant qu'entrepreneur culturel au Puy du Fou. Je n'avais ni mandat électif, ni carte d'un parti.

Je suis entré en politique par effraction. Et j'en suis sorti avec le dégoût. Aujourd'hui, je la déteste. Elle m'a fait du mal. À force de croiser le mensonge, on se sent soi-même contaminé, atteint par le regard des gens, on a l'âme blessée par tant de turpitude, dans ce monde où la trahison est comme le recours naturel de l'amitié.

Je suis parti comme j'étais arrivé. Du jour au lendemain. On dit tellement que jamais les politiciens ne quittent la scène et qu'ils s'accrochent à leurs mandats ! Je voulais témoigner du contraire : la politique n'est pas un état mais un *service*.

Le temps a passé. La mascarade a continué, au détriment du peuple.

Ceux qui disaient la vérité sont tous partis. Sur la place publique, répandant leur faconde, ne demeurent que les faussaires et ludions médiatiques, à l'avant du décor.

En coulisse, il m'a été donné d'observer leur manège. J'ai vu, de mes yeux vu, rougir les fers dont seraient forgées, au fil de leurs échecs, les tromperies à venir de tous ces liquidateurs qui ont partie liée. J'ai vu s'agiter la crapaudaille.

L'arrogance avec laquelle les cupides de ce petit monde glauque jouent des crédulités du peuple donne des haut-le-cœur.

Il m'a semblé que le moment était venu de raconter les grands ébranlements auxquels j'ai assisté, désolé, impuissant. Nous avons changé d'époque : si les faussaires font sortir encore et encore, de leurs mains agiles, de nouvelles illusions, le peuple a cessé de les croire.

Tout craque. L'horizon se charge, les nuages s'épaississent.

Le désastre ne peut plus être maquillé, il est trop visible, trop spectaculaire ; il touche la vie des plus simples. Partout monte, chez les Français, le sentiment de dépossession.

Nous sommes entrés dans le temps où l'imposture n'a plus ni ressource ni réserve. La classe politique va connaître le chaos. Elle a déclassé la France, elle l'a précipitée dans une impasse alors qu'elle avait mandat de la rétablir en sa grandeur. Et le peuple s'en est aperçu. Mais les politiques ne sont pas seuls responsables. Ils ont pu s'appuyer sur des alliés utiles dans le monde économique, médiatique, associatif, etc., parmi toutes ces élites en révolte contre le peuple.

Il n'y a plus ni précaution à prendre, ni personne à ménager. Il faut que les Français sachent. En conscience, j'ai jugé que le moment était venu de dire ce que j'ai vu.

## « D'où parles-tu, camarade ? »

---

Dans la pénombre, tout seul, debout derrière un grand panneau aveugle, les pieds embarrassés par les câbles entremêlés, je piaffe.

J'attends le décompte du chef cadreur. « Trois. Deux. Un. Silence ! Ça tourne... Antenne ! » On me fait signe. Il faut entrer. Comme un gladiateur dans l'arène, une main me pousse à l'épaule.

Le studio forme une agora inondée de lumière. Le public a pris place tout autour des gradins, au-dessous des projecteurs et des trompe-l'œil.

La tension se lit sur les visages. C'est un spectacle, mais surtout un combat sans pitié.

Ils sont là, déjà, qui m'attendent. Ils sont trois. Trois fauves de haute crinière, des « journalistes de télévision », comme on dit ; ils ont, de réputation, la mâchoire large et le coup de patte griffu.

Je suis l'« invité », en tant que président d'un mouvement politique que je viens de créer, « Combat pour les Valeurs ».

Dès que j'ai rejoint ma place, derrière une petite table, je vérifie qu'on m'a bien mis un verre d'eau. La dernière gorgée avant le corps-à-corps. C'est « L'Heure de Vérité », l'émission phare de la politique à la télévision en ces années 1990 où la parole publique captive encore les Français. Pour les journalistes, c'est le galon de grand inquisiteur célébré dans les magazines du show-biz. Pour les hommes politiques, c'est l'habit de lumière, l'adoubement des premiers rôles. On y prend du volume ou on y meurt.

C'est ma première « Heure de Vérité »<sup>1</sup>. J'ai le trac. Mais je reste concentré. Je me rassure : ils ont aussi peur que moi. C'est un combat physique : ils sont les fauves, je suis le lion vertical, le lion dominant. Je vais leur faire baisser les yeux.

Il y aura trois vagues : Alain Duhamel et Albert du Roy attendent leur tour. Je vois s'approcher le premier assaillant. Une figure : le mari d'Anne Sinclair, Ivan Levaï. C'est le directeur de l'Information de Radio France, le temple de la « bien-pensance ». Il est redouté. Car, justement, jamais il ne baisse les yeux. Un grand prêtre des médias. Il avance vers moi et se donne de l'aisance en marchant lentement jusqu'à sa chaise. Je le vois qui se cale, comme un affût de canon au mantelet. Puis il se rejette légèrement en arrière, pour prendre de l'altitude dans la pose. Il a des yeux d'appétit, qui rient un peu, mais le menton reste crispé, il serre les dents.

Il arbore un air de gravité, plisse les lèvres, esquisse un rictus d'écouvillon, la mâchoire entrouverte. Pas d'échange courtois en forme de préambule ; tout de suite la charge :

– Monsieur de Villiers, en quoi vous distinguez-vous du maréchal Pétain ?

Je m'attendais à un mauvais coup. Mais je ne pensais tout de même pas que mon baptême du feu se ferait sur Vichy. Il est navrant de penser que, dans l'esprit du temps, quiconque n'applaudit pas à toutes les nouveautés est forcément un nostalgique de la collaboration et des « heures les plus sombres de notre histoire ».

Je le regarde fixement. Il est ravi de son effet ; il sait qu'à la télévision, comme dans l'équilibre de la terreur, c'est la première frappe qui compte. Alors je vais le démasquer :

– Je vous vois venir, monsieur Levaï. C'est une corde de marine... Regardez-moi bien. Comme ça, ce sera la dernière fois que vous me poserez la question. « Combat pour les Valeurs » puise à la double source de la Résistance française et de la résistance spirituelle des pays de l'Est qui se sont libérés du communisme. Si un jeune me demandait aujourd'hui ce qu'il faut lire, je lui répon-

drais : Tocqueville pour avoir le sens de l'épaisseur historique, Sol-jenitsyne pour avoir le sens de la Vérité, et Václav Havel pour avoir la Conscience. Quant à l'esprit de résistance, mes références familiales s'accordent avec mes références intellectuelles et celles de mes amis pour rejeter tout ce qui, de loin ou de près, peut ressembler à l'antisémitisme, au racisme, à l'intolérance.

Il fait la moue. J'ajoute, en glissant sur un plan plus personnel :

– Mes deux grands-pères sont morts enveloppés dans le drapeau tricolore en chantant la *Marseillaise*, l'un à la bataille du Grand-Couronné...

– Mais ce n'est pas la question que je vous posais...

– Et mon père à moi...

– Mais ce n'est pas la question. Vous avez quarante-trois ans, donc vous n'avez pas été vichyste.

– Je suis né en 1949...

– Vous n'avez donc pas été vichyste.

– Vous me posez la question de savoir si j'ai serré la main du maréchal Pétain ? Eh bien non, je vous le répète, je suis né en 1949.

– Non, c'est la question de la DÉRIVE, monsieur de Villiers !

– C'est comme si vous disiez à M. Delors : « Vous savez, la dernière fois que quelqu'un a parlé de la Grande Europe, c'était le Maréchal. » Et c'est comme si vous disiez à Alain Duhamel qui passe ses vacances à l'île d'Yeu : « C'est pour être à côté du tombeau du maréchal Pétain ! »

Ivan Levaï ne goûte pas, en une matière aussi grave, ce trait ironique. Il prend un air réprobateur :

– Ma question était grave...

– Je vous ai répondu. Mes valeurs à moi, ce sont les valeurs morales. Celles qui ont abattu le Mur de Berlin.

Ivan Levaï insiste :

– Le maréchal Pétain aussi prônait le retour à la terre, il prônait la Mère, la Fête des Mères.

Face à une telle mauvaise foi, je sors de mes gonds :

– C’est insupportable que vous disiez cela. Jean-Paul II prône la Famille, n’est-ce pas ? Jean-Paul II est donc pétainiste ? Mère Teresa, qui défend la vie, est pétainiste ? Soljenitsyne est pétainiste ? Vous ne voyez plus que des pétainistes partout, monsieur Levaï ! Il faut sortir !

Il ne bronche pas. Sachant que les journalistes sont avec lui et probablement aussi le public, il reprend :

– Oui, mais la DÉRIVE ?

Le mot revient, lancinant. J’en appelle aux téléspectateurs de cette mauvaise foi :

– Eh bien, je voudrais dire aux Français qui nous regardent en ce moment que nous sommes devant un CAS D’ÉCOLE. Certains mots nous sont interdits. Et je vais les affranchir sur ce que m’a confié un jour le dissident lituanien Vytautas Landsbergis : « Pendant soixante-dix ans, le communisme s’est maintenu parce qu’on nous a interdit certains mots qu’on n’osait plus prononcer. Le mot “Famille”...

– C’est un beau mot, m’interrompt Ivan Levaï qui prépare l’estocade.

– ... le mot “Charité”...

– C’est un beau mot.

– ... le mot “Nation”...

– C’est un beau mot.

– ... le mot “Morale”...

– C’est un beau mot.

– ... le mot “Racines”...

– C’est un beau mot.

– ... le mot “Foi”... »

– C’est un beau mot.

– Chaque fois, ajouté-je, que quiconque prononçait un mot comme celui-là, il était aussitôt soupçonné, puis accusé et bien sûr condamné. Et on disait de lui : c’est un anticommuniste primaire, c’est un fasciste.

Ivan Levaï sourit. Il a la main. Il décoche :



– On est d'accord sur le fait que vous êtes né en 1949 et que, donc, on ne peut vous accuser de rien. Ma question portait sur les DÉRIVES. Vous vous méfiez, si j'ai bien compris, de tous les totalitarismes : le totalitarisme stalinien et, *je l'espère*, le totalitarisme hitlérien...

La voilà, la flèche au curare : il l'« *espère* ». C'est odieux. Mais trop tard. Le poison a traversé l'écran. L'insinuation est dans la question du journaliste. Il en restera désormais une vague suspicion. Il a gagné. J'ai envie de me lever, de m'en aller. C'est déshonorant, écoeurant. Je perds mon sang-froid :

– Ah... Mais non, pas « JE L'ESPÈRE » ! Ce n'est pas possible. Pas « JE L'ESPÈRE ». Je suis obligé de vous dire, monsieur Levaï, que, pendant la guerre, ma famille a souffert **comme la vôtre** !

J'insiste alors sur les derniers mots :

– Mon père a été torturé, il a terminé la guerre dans le camp de représailles de Lübeck ; et moi, je le vois pleurer à chaque fois qu'il parle de cette période ! On peut tout de même être un homme politique de droite, défendre les valeurs, et ne pas entendre tout le temps ce sous-entendu qui est une forme de révisionnisme ! Le révisionnisme, il a deux formes : il y a le révisionnisme qui nie le génocide des Juifs, épouvantable ; et il y a une autre forme de révisionnisme : sous-entendre qu'un chrétien en serait une sorte de vague complice.

Ivan Levaï fait mine de ne pas être convaincu.

Hélas, tout l'entretien se déroulera sur ce ton.

À la sortie du studio, je suis sonné, hébété, ébahi. *Villiers fa-cho*.

Je ne comprends pas bien le sens de cette *reductio ad hitle-rum*. J'appartiens à une famille d'officiers qui a versé son sang au champ d'honneur pour la liberté des nations, contre la logique de la race. Hélas, je devine que cette marque au fer rouge est fatale : sur un plateau de télévision, l'impression produite vient plus encore de l'interrogateur que de l'invité. Il suffit d'un peu d'ironie dans les yeux, de fiel au bord des lèvres, d'un parfum de soupçon

pour provoquer, avec une seule moue, une petite déchirure d'image. Il suffit d'un mot, d'une incise. « *Je l'espère* », a-t-il dit en levant les yeux au ciel. Il « *espère* » que mes résolutions et mes songes jamais n'ont abrité de mauvaises pensées crypto-collabos. Il « *l'espère* », mais il n'en est pas sûr.

C'est le journaliste insinuateur qui distribue les bons et les mauvais points. Et, dans mon cas, le verdict est pour le moins injuste. Je pensais naïvement que les états de service de ma famille me dispenseraient de ce genre d'interrogatoire.

Le mal est fait. C'était le but. Le doute rampe depuis l'écran jusqu'au canapé de la salle de séjour : « C'est pas net... » Dorénavant, je n'aurai plus le droit d'entrer dans le périmètre sanitaire dessiné par les Autorités morales, ou tout au moins je n'y serai admis qu'avec une crécelle de lépreux : « néo-pétainiste, nazi rentré, catho-vendéo ranci, esprit moisi ».

Drôle de pilori pour le rejeton d'une famille dont le chef fut un héros de la Résistance. En raison de son admirable courage, nous sommes membres de l'Association des enfants de Lübeck, aux côtés du grand rabbin Haïm Korsia. Cette association perpétue la mémoire des victimes du camp de représailles de l'Oflag XC de Lübeck, où furent enfermés des officiers français, dont beaucoup de juifs, considérés comme « dangereusement hostiles à l'Allemagne ». Notre association rassemble leurs enfants qui se retrouvent, comme à La Flocellière le 3 mai 2015, pour célébrer l'un de nos héros, Jean des Graviers.

Mon père et son frère Jean, brillant officier de chasseurs alpins, étaient les voisins de paillasse et de baraquement de Robert Blum – le fils de Léon Blum –, de Marius Kahn – le grand-père de DSK –, du père d'Éric de Rothschild – le président du Mémorial de la Shoah.

Appartenant à une vieille famille d'officiers français, le chef de bataillon Jacques de Villiers nous parlait avec retenue de sa guerre : « Mes chers enfants, dans la famille, depuis Hastings, on n'exhibe ni les médailles ni les blessures. De père en fils, on entre

au Service et quand vient son tour, on paie *l'impôt du sang*. C'est notre seul privilège. Un officier de tradition fait son devoir d'État. Sans ostentation. En silence. Après tant d'autres, j'ai été un serviteur de la Grande Muette. Comme disait La Hire, j'ai fait ce qu'un soldat a l'habitude de faire. Et, pour le reste, j'ai fait ce que j'ai pu. »

Ses faits d'armes lui ont valu une citation à l'ordre du corps d'armée, la croix de guerre et la croix du combattant volontaire de la Résistance. Emprisonné à Dunkerque, il fut transféré de camp en camp, avec son ami Gilbert Cahen-Salvador ; ensemble, ils imaginèrent quatre tentatives d'évasion. Hélas, chaque fois, ils échouèrent et furent repris. Fiché, avec son frère, comme « récalcitrant irrécupérable », Jacques de Villiers fut embarqué par la Gestapo jusqu'au camp de représailles de Lübeck le 24 août 1944. Le 2 mai 1945, en fin d'après-midi, une colonne de l'armée anglaise, avec, à sa tête, une jeep américaine, vint ouvrir les portes du camp et libérer tous ces prisonniers amaigris, affamés, résistants dans l'âme.

Le « *je l'espère* » d'Ivan Levaï était franchement malveillant. De même que les gros plans insistants sur ma chevalière et qui reviendront à chaque reportage. On la juge désuète, « réac », cette chevalière, j'y suis très attaché. Pas par affectation mais par respect pour ce qu'elle représente : une longue tradition de résistance. Elle a fait trois guerres glorieuses, au doigt de trois officiers français : 1870, 1914, 1940. Ce n'est pas un colifichet du show-business, c'est un symbole chevaleresque. Y sont incrustées les armoiries du champ d'honneur qui ont traversé les régimes, je la regarde avec fierté. Elle s'est évadée en 1870, au doigt de mon aïeul. Elle était à l'offensive à la bataille du Grand-Couronné le 10 septembre 1914, c'était mon grand-père Louis qui la portait. Il galopait, en pantalon garance, à la tête de sa compagnie. Après avoir reçu une balle en pleine poitrine, il tomba de son cheval en criant : « Vive la France ! » La chevalière, récupérée sur-le-champ, fut rendue à notre famille. Beaucoup plus tard, en 1923,

ma grand-mère reçut une lettre du préfet du Calvados qui était rédigée en termes choisis : « Vous pouvez venir chercher le corps de votre mari, mardi matin, à Caen, en gare de marchandises. » Mon père mit la chevalière à son doigt pour rendre hommage à son père, mort pour la France. Plus tard, quand les SS le torturèrent, il la dissimula dans sa bouche pour que « les boches ne la lui prennent pas ». Quand il fut giflé, elle lui cassa une dent. Mais les SS ne virent rien, tout juste entendirent-ils le cri de mon père.

Aujourd'hui, je regrette ma réaction trop timorée devant les insinuations odieuses d'Ivan Levaï, le grand inquisiteur. J'aurais dû faire comme Clavel : « Messieurs les censeurs, bonsoir ! » Par pudeur, je n'ai pas osé. J'ai cru qu'on pouvait se remettre d'une telle assignation à résidence sur l'échiquier de la honte. Avec le temps. Je constate que je me suis trompé. On reste, pour la vie, nimbé d'un halo de lumière noire, celle des astres aux mauvaises conjonctions.

Je repense à la fameuse apostrophe des Enragés de Mai 68 dénoncée par Michel Foucault lui-même : « D'où parles-tu, camarade ? » Une question policière, au fond. Elle vaut condamnation : « Si ceux dont tu te réclames t'absolvent, c'est que nous devons te condamner ! » Fils de résistant ? Et alors ? Il ne s'agit pas de savoir *ce que* vous pensez, mais *d'où* vous le pensez. Vous êtes un koulak, un Vendéen, un « aristo », un chrétien, un réactionnaire. Donc, un « ennemi du peuple ».

J'ai compris ce jour-là que le petit écran n'est pas un miroir, c'est un tamis idéologique qui trie le bon grain et rejette les vilains cailloux. Il vit de la « loi des suspects ».

Du Tribunal révolutionnaire au tribunal médiatique, de Fouquier-Tinville aux imprécateurs de plateaux, la parenté est évidente, c'est une ligne de continuité. J'ai commis l'erreur de ne pas l'avoir deviné. Mon « Heure de Vérité » le fut vraiment pour moi. Depuis ce jour-là, je sais que le débat politique, en France, est biaisé, asymétrique, irréel.

Sur le livre d'or de l'émission, l'invité devait, à sa sortie, filmé en direct, prendre la plume et laisser une dédicace. Je me suis appliqué à écrire l'apostrophe de Soljenitsyne : « NE MENTEZ PLUS. »

---

1. Le 24 mai 1992.

## L'Énarchie apatride

---

Je suis un rescapé. J'ai failli sombrer. J'ai fait l'ENA. Ce n'est pas une école, c'est un moule, un laminoir sémantique qui vous broie : vous y entrez avec trois mille mots, vous en sortez avec trente seulement, le cerveau formaté, hors de vos neurones et le cœur vide.

Heureusement, j'avais la tête ailleurs – c'était en 1977 –, j'écrivais mon scénario du Puy du Fou. Par manque d'assiduité, j'ai échappé au moule. J'ai fait l'ENA buissonnière. Quand on m'a démoulé, j'avais gardé mes formes anciennes, les empreintes de mes provinces d'esprit qui tissaient mes pensées et mes songes.

La haute fonction publique avait peu d'attrait pour moi, je n'étais pas prêt à devenir un fonctionnaire qui fonctionne. Dans les couloirs de l'école où s'affichaient les classements intermédiaires, on me regardait comme un excentrique, une valise à la main, toujours sur le départ vers mes rêves artistiques vendéens. Pour mes camarades, qui avaient refusé Soljenitsyne comme nom de promotion, ce retour vers la Vendée avait quelque chose d'insolite et de grotesque, aux antipodes de la « modernité ».

Le huis clos du laboratoire de la rue des Saints-Pères abritait une folle ambition, celle de substituer l'administration des choses au gouvernement des hommes. Pour qu'un jour les choses décident à la place des hommes. Un rêve saint-simonien.

Ainsi devait-on apprendre à planifier, à entrer corps et âme dans un monde qui fabriquerait ainsi une cité sans frontières ni racines. Il fallait seulement apprivoiser l'idée de devenir des ingénieurs sociaux. Les énarques ne sont pas des gens qui veulent faire le mal, mais simplement des gens qui pensent savoir mieux

que le peuple ce qui est bon pour lui. Et, en 1977, ce qui était jugé bon pour le peuple, c'était déjà la fin des nations, la fin de l'histoire, la fin des religions, la fin des idées, la fin de la politique.

Cette école – de pensée ? – s'est trompée sur toute la ligne, depuis l'après-guerre. Les inspecteurs des finances qui venaient nous administrer leurs billevesées nous enseignaient l'utopie technocratique : « C'est l'État qui est le moteur de la société. Les communistes de l'Est ont seulement choisi une voie trop radicale. »

Pendant toute notre scolarité, nous vivions sur le mythe de la convergence de l'Est et de l'Ouest. De conférence en conférence, en nous rappelant la barbarie nazie, on instruisait le procès général des nations, coupables, forcément coupables. On voulait nous faire croire qu'en procédant à leur effacement, à leur fusion dans de plus grands ensembles sans passé, en apesanteur, en tournant les peuples vers la seule quête des prospérités matérielles, on mettrait pour toujours un terme aux guerres et aux conflits.

Le Mur de Berlin tomba sur ces bavardages hors du temps. Un peu plus tard, l'effondrement de l'Union soviétique, en 1991, accompagna un nouveau diagnostic, celui de la fin de l'Histoire.

Ce ne sont plus, nous dit-on, comme dans le monde ancien, les idées qui mènent le monde nouveau, ce sont les lois du marché. Le bien-être cosmique se substituera aux passions nationales mortifères.

C'est à ce moment-là que l'énarque Minc commit le concept de « mondialisation heureuse ». Nouvelle utopie emportée par le choc du terrorisme islamique. Les religions n'étaient pas mortes. Ni les idées, ni la politique. Elles ne mourront pas tant qu'il y aura, transmises par l'épaisseur du temps et l'expérience des peuples, des civilisations.

À l'ENA, on m'a appris l'informatique, la comptabilité publique, la fiscalité, les statistiques, la psychosociologie. Il n'y avait rien, dans l'enseignement, qui touchât à l'Histoire, aux cultures, au Temps long. Et, depuis l'arrivée de Richard Descoings, la même déculturation a gagné Sciences Po. Ce qui constitue un désastre

pour cette école qui était le creuset des futures élites politiques mais aussi économiques et médiatiques. Un désastre purement français. On n'enseigne plus les humanités en France.

À l'ENA, on apprend à extrapoler plutôt qu'à innover.

Cette école est un décalque mimétique et formel. On ne cherche pas à penser, à réfléchir, mais à reproduire. Cela donne des Attali, des Fabius ou des Juppé.

Comme on ne croit pas à la profondeur historique, la vie est un divertissement et la pédagogie une posture. L'immaturité préside à toutes les épreuves qui ont un caractère ludique superficiel largement fondé sur l'esprit du temps, l'esprit sartrien de dérision.

On met le monde en fiches et on récite ses fiches. La culture en quarante mille fiches. C'est un jeu. Les énarques savent tout et rien d'autre. Au concours d'entrée, il y avait la fameuse épreuve du grand oral. Il ne s'agit pas d'observer les qualités de discernement mais l'esprit de repartie. Alors le jury s'amuse à poser des questions cocasses auxquelles l'impétrant doit répondre par des saillies loufoques.

– Monsieur Dupont, vous avez parlé de la ville de Vienne tout à l'heure. Quelle est donc la profondeur du Danube à Vienne ?

– Sous quel pont, monsieur le conseiller d'État ?

Voilà la bonne réponse. Elle circule dans tous les couloirs. L'élève a eu 15/20.

– Mademoiselle, accepteriez-vous d'épouser un Noir ?

– Oui, si c'était un mariage blanc.

La jeune fille a eu 17/20. Celle qui la suit est une blonde incandescente :

– Mademoiselle, pouvez-vous nous parler de l'amour ?

– L'Amour est un fleuve russe qui prend sa source en Mongolie dans les monts Kentaï et se jette dans le détroit de Tartarie vers l'océan Pacifique. Il est très infidèle car il quitte souvent son lit. Mais, à la fin, il y revient.

La jeune fille, Sophie, a été major de la promo.



Et puis, il y avait cette fameuse épreuve de psychothérapie collective que nous appelions le « pédalage en groupe ». C'était la grande époque de la « dynamique de groupe ». Nous étions filmés, cinq élèves dans une pièce. En face, nous observaient trois psychologues et un psychothérapeute. On nous donnait à discuter un sujet dénué de sens mais polémique, destiné à faire éclater les conflits, à détecter le cheminement personnel de « ceux qui allaient structurer le groupe » – expression consacrée – et de « ceux qui allaient s'y fondre » ou, au contraire, « s'en exclure d'eux-mêmes ». Ainsi, par une fulgurante anticipation qui permettait de voir à travers les gens, grâce à la maestria des psychothérapeutes, il devenait possible de savoir à l'avance ceux qui auraient davantage un tempérament d'« animateur » ou de « suiveur ». Lors de cette épreuve, je fus enfermé avec François Rousely et Pierre Blayau. Le verdict fut sans appel. Je fus déclaré « suiveur », avec une très mauvaise note, et les deux autres furent notés 20/20. Plus tard, la vie a quelque peu modifié le verdict du classement : Roussely a mis en difficulté EDF et Blayau en capitotade Moulinex.

Cette anecdote me rappelle le mot que Michel Audiard met dans la bouche du paysan Augustin dans le film *Le Président* : « On est gouverné par des lascars qui fixent le prix de la betterave et qui ne sauraient pas faire pousser des radis. »

Pour réussir à l'ENA, il suffit de reprendre ce qui est dans l'air du temps. Le fin du fin est d'anticiper ce qui, demain, relèvera des nouvelles tournures et nouveaux jargons. Chaban inventera « la nouvelle société », Chirac « le travaillisme à la française » et Giscard « le libéralisme avancé ». Typiquement des formules d'énarque de haut vol.

La matrice sémantique apprend aux futurs hauts fonctionnaires à maîtriser les éléments de langage qui leur seront utiles tout au long de leur carrière. Les énarques forment un réseau, ils obéissent aux énarques. Il leur faut faire acte d'allégeance, moins à l'État qu'à ceux qui sont entrés dans la carrière avant eux. Cette

école ne disparaîtra jamais pour cette raison. L'ENA procure à ses élèves un viatique, elle leur fournit une intelligence des normes établies, la règle du jeu qui leur servira toute leur vie. Le concours de sortie fonctionne comme une liste d'aptitude, l'aptitude à couler le pays et à se couler dans le moule de la haute fonction publique, à en adopter les codes, la phraséologie et le mode de raisonnement. Derrière les néologismes, les sigles et le sabir mêlé de mots anglo-saxons, la socialisation par imprégnation de l'ENA a pour but de produire des individus conformes, dociles et policés, et de parvenir à l'unité de langage, de méthode et d'esprit.

Cette École Nationale de l'Arrogance se nourrit de la croyance qu'on va pouvoir changer la société par décret. C'est l'esprit Macron : on peut modifier les traditions, les éradiquer. Peu important l'ancienneté notariale ou les dimanches et jours fériés ; d'un seul coup de plume on va changer le mode de vie des Français. Par la technique, on va dissoudre la politique.

Je me souviens d'un examen emblématique qui portait cette utopie, « l'épreuve sur dossier » : je crois qu'elle durait six bonnes heures. Nous avions, sous les yeux, un dossier à sangle, rempli de documents d'information. La note introductive décrivait un problème de la société française et il s'agissait, pour y répondre, de proposer un texte, un décret qui ferait disparaître le problème. Vous vous imaginez ? Un type tout seul, dans son coin, qui va faire disparaître un problème d'un seul jet d'encre en barbouillant un arrêté. Il y a là quelque chose de faustien : en six heures, on va réformer la société. Macron a revécu cette épreuve. Pour des gens comme lui, il suffit d'une nuit où on dort mal. Le lendemain matin, on se réveille avec une nouvelle résolution en ouvrant les volets : « Aujourd'hui, il pleut, je vais faire un décret. »

Cette noble institution de la République obéit à une logique froide. C'est une machine à classer : un concours passé à vingt-cinq ans oriente toute une vie professionnelle. Ce n'est jamais que le retour à la société de cour de la fin de l'Ancien Régime : les fils de la grande noblesse se retrouvaient colonels à vingt ans quand

ceux de la noblesse seconde, blanchis sous le harnais, finissaient péniblement lieutenants-colonels, comme d'Assas. Rien de nouveau sous le soleil. Ceux qui sortent dans la botte choisissent non pas l'action, la création, mais les corps de contrôle, l'inspection des Finances, le Conseil d'État et la Cour des comptes : malgré leur inexpérience, ils vont entamer leur vie professionnelle en jugeant ceux qui ont vingt-cinq ans d'expérience dans la vie active. Comme me le disait, avec sa truculence, Jean Puybasset, mon directeur des stages : « Ces petits messieurs apprennent le fumet du pouvoir dans les palais de la République et acquièrent ainsi le droit de mettre les grandes entreprises publiques en déconfiture. » Ils sont les membres respectés de cette technocratie d'État : en se partageant le pouvoir, ils ont inventé le fameux modèle français avec six cents milliards d'euros de transferts sociaux et 45 % de prélèvements obligatoires.

L'ENA ne s'arrête pas aux portes de l'École, c'est une petite société qui perdure. On retrouve les anciens élèves dans certains cercles comme le Club Jean Moulin, qui fournira à la Commission trilatérale ses cadres intellectuels les plus éminents, ou Le Siècle, le cénacle le plus puissant de France, où cent quatorze inspecteurs généraux des Finances se font encore aujourd'hui les vecteurs de diffusion de la « bien-pensance » et veillent à l'endogamie du milieu politico-médiatique. Endogamie philosophique, intellectuelle, sémantique et même physique. C'est cet « entre-soi » qui a mis la France en faillite.

En 1981, j'ai démissionné du corps préfectoral. Je n'avais pas honoré les dix années de fonction publique que je devais à l'État. Il m'a fallu – c'est la loi – rembourser ma scolarité. Je n'ai pas voulu de parachute – le détachement, la mise hors cadres –, ni ventral ni dorsal, non plus qu'une place préparée par les socialistes. Je suis redevenu un simple citoyen. J'ai cherché du travail.

## Chirac, le cavalier des steppes

---

En quittant mon HLM de la Gibrande où je loge comme stagiaire de l'ENA, je sais que la journée sera dure. Et longue. Un exercice physique. Comme tous les samedis et dimanches en Haute-Corrèze, en cette année 1976.

Il va falloir encore allonger la foulée. Pour le suivre. Sitôt descendu de la DS noire du préfet Charles Barbeau, son camarade de la promotion Vauban à l'ENA, il a déjà traversé toute la halle d'Eygurande.

Je l'aperçois là-bas qui serre les mains, flatte les croupes généreuses des salers et embrasse les dames. C'est la bousculade, il prend une petite fille dans ses bras. Le ballet des perches au-dessus des caméras signale, au milieu de la foule, ses volte-face. Il faut coller à la caravane pour ne pas être décroché. La visite du comice se fait au pas de charge. On court derrière le grand cavalier.

À peine prend-il le temps de lire trois lignes de louanges exagérées, rédigées par le sous-préfet d'Ussel, Bertrand Landrieu, il est déjà parti. Nous arrivons au congrès départemental de Vie montante. Il passe entre les chaises roulantes : « Comment ça va ? Comment ça va ? » Il n'y restera qu'une heure, le temps de glisser aux anciens : « Il est regrettable que les jeunes ne vous écoutent pas plus souvent, car vous avez la sagesse. » Puis nous faisons halte à la fête des Cadets de Neuvic. Juste le temps de glisser aux jeunes : « Il est regrettable que les anciens ne vous entendent pas plus souvent. Car vous êtes l'avenir. »

Bientôt nous prenons la route de Corrèze pour inaugurer la nouvelle poste. Soudain le cortège stoppe en pleine campagne. Il

est perdu. Dans un virage, le Premier ministre nous a faussé compagnie. Il a pris un chemin de terre. J'apprendrai qu'il s'est arrêté, en passant près de Meymac, dans une ferme, pour embrasser Mme Farges, la doyenne des Limousins, qui a fêté hier ses 107 ans.

Un peu plus tard, on retrouve le fugitif. Il réintègre le cortège et on fait une pause à la caserne des pompiers de Peyrelevade où les tables sont dressées pour une collation. Il est quatorze heures.

Il est grand temps, le convoi est épuisé. Les ventres médiatiques des grandes chaînes crient famine. Les journalistes de Radio France et de *Libération* se recoiffent et se plaignent, ces demoiselles « ont crotté leurs chausses ». Les tables de batterie sont décorées de linaigrettes du plateau de Millevaches. Un jeune localier corrézien, l'appareil photo en bandoulière, s'approche de moi. Il a deviné l'embarras dans mes yeux : je cherche mon couvert. Il m'affranchit sur les coutumes de la Chiraquie : « Il n'y a pas de place réservée. Pas plus pour le stagiaire de l'ENA que pour les chefs de service. En Chiraquie, c'est tout à la bonne franquette. » Avec sa gouaille et son air penché, il me raconte qu'il est le correspondant de *La Dépêche du Midi* ; que c'est difficile pour lui, parce que, ici, c'est *La Montagne* qui fait la pluie et le beau temps, vu que le journal est accrédité pour sa chiracolâtrie. Très vite, on s'assoit et on se tutoie. Les plats arrivent. Nous sommes au milieu de bons vivants et de gros mangeurs. C'est un concours d'abdomens rebondis, tous décorés. Denis Tillinac – c'est le nom du jeune journaliste – vient au secours de mes étonnements, au troisième plat – un confit de canard aux cèpes des Monédières : « Le chiraquisme, en Corrèze, est rien moins qu'un ascétisme. » Entre les grailoux et les croustous, il ne faut pas caler. C'est une épreuve.

Sur l'estrade, le célèbre Baptistou – Jean Ségurel – enchaîne les « Bruyères corréziennes » à l'accordéon musette, dans le brouhaha et la bonne humeur.

Ça tourne, ça tangué. Le vin coule. À chaque fois, c'est cul sec. Chirac fait rigoler tout le monde : « Ah, j'aime les femmes corréziennes, parce qu'elles servent les hommes debout ! »

Et soudain, sans crier gare, il se déplie. Il fait signe au préfet. Il faut partir. On est en retard. On nous attend pour inaugurer un établissement de gérontologie de la Fondation Claude-Pompidou, à Treignac et à Merlines. La course reprend de plus belle.

Quand la journée est finie, je suis *réalisé* – comme dit ma mère. Je repasse par la préfecture où je vide mon cartable. Il est plein de lettres et de petits mots griffonnés – des demandes de faveurs et de *plaçous*, selon le mot corrézien. Toutes ces suppliques ont été glissées furtivement, sur son passage, « entre les mains du Grand ». Une fois par heure, il a vidé ses poches et m'a appelé :

- Philippe, prends ça. Tu réponds demain matin.
- Je fais d'abord examiner les courriers par les services ?
- Oh, non, surtout pas ! Tu réponds « oui ». Après, on verra.

Alors je réponds « oui ». À tout. C'est un exercice délicat. Là encore, il faudra suivre. Oui aux demandes de subventions. Oui aux décorations. Il pleut plus de médailles en Corrèze que de gouttes de pluie, surtout cette année-là, où la sécheresse frappe toutes les campagnes, au point qu'il n'y a plus d'eau à boire pour les bêtes dans les abreuvoirs. Le « poireau » agricole ne suffira pas à faire remonter l'eau dans les rivières.

Je suis chargé de cette mission de confiance : répondre « oui », mille fois par semaine. Parfois le « oui » s'embrouille avec un autre « oui ». Un jour, deux plaideurs en appellent à Jacques Chirac : j'ai commis une erreur d'inattention. En procès l'un contre l'autre, ils ont saisi le Premier ministre de leur querelle. Et ils se plaignent d'avoir reçu la même lettre qui leur donnait raison à tous les deux. C'est le risque du métier. Peu importe : dans la manne torrentielle et les trombes de bienfaits, tout cela se noiera et sera emporté. Les maladresses seront oubliées, englouties. Car les

gens peuvent brandir une lettre devant leurs voisins. Enluminée d'une large signature à la vraie encre du Premier ministre.

Avec ses grandes enjambées, Jacques Chirac a l'allure d'un voltigeur à hautes bottes. Par ses réflexes, il reste un énarque, mais qui ne croit pas à l'administration. Elle est trop lente et trop formelle. Il se méfie des procédures et des procéduriers. Il ne connaît pas le monde de l'entreprise, il ne jure que par la sphère publique. Il croit à la devise de son illustre devancier, Henri Queuille : « Il n'y a pas de problème qu'une absence de solution ne finisse par régler. » Pour résoudre les difficultés, pense-t-il, il faut créer des équipements publics. Il fait embaucher les chômeurs par la préfecture et la Trésorerie générale. Il a la culture de l'impôt et de la prime. Pour la sécheresse, il débloque un « à-va-loir » pour les paysans. Une sorte d'acompte. On verra ensuite comment on paie. Ce sera l'« impôt sécheresse ».

Il a la mobilité du hussard, la légèreté du mousquetaire : il est de droite à Paris où il peste contre le péril socialo-communiste, et de gauche en Corrèze, une terre radicale-socialiste, qui se souvient du père Queuille.

Pour lui, les mots n'ont guère de sens. Il a gardé de l'ENA le côté ludique. La démocratie est un jeu. Il fait tomber les quilles. Souvent, il nous glisse, avec un clin d'œil : « Tu n'imagines pas la démagogie dont je suis capable. Tu vas voir... » Je l'entends ponctuer : « C'est superbe ! » quand quelque chose lui paraît quelconque. Et il souligne : « C'est fondamental » quand un propos lui semble dérisoire. Il s'en fout. Le mot « conviction » lui fait peur. C'est un truc de malade. Un jour, il me dira :

– Quand j'aperçois des panneaux « convictions de droite », « convictions de gauche », j'envoie les porteurs à Sainte-Anne.

Pour lui, les idées ont quelque chose de pathologique et relèvent de la psychiatrie. Il faut s'adapter au terrain. De fait, il se fait gaulliste à Bort-les-Orgues, radical à Neuvic, communiste à Tulle, libéral chez son suppléant, le docteur Belcour, le jeune médecin d'Ussel, proche de la bourgeoisie du plateau de Millevaches.

Il se droitise en semaine à Paris, pour tourner Giscard sur sa droite. Il se gauchise le week-end en Corrèze, où il « règle au Ricard » les cocos au zinc du café Poumier.

Quand il vous prend par l'épaule, vous glisse une confidence avec un léger coup de coude, un peu canaille, vous ne résistez pas. La séduction est immédiate.

Ce n'est pas qu'on le croie, on l'aime. Il est « une force qui va », comme disait Hugo d'Hernani. Il aime les gens, même si ce n'est qu'une affectivité profuse sur l'instant. Il est entouré de cadavres affectifs, il oublie aussi vite qu'il se donne.

La gauche corrézienne se méfie de lui. Elle l'appelle « l'emboîneur », « l'enjôleur ». Les apparatchiks interdisent aux militants d'assister aux inaugurations. Trop d'entre eux succombent. Denis Tillinac leur dit devant moi :

– Un socialiste qui veut continuer à ne pas aimer Chirac, je lui donne un conseil : ne pas le croiser.

C'est une bonne nature. Un Bonaparte de comice. On peut l'approcher, il n'a pas de morgue, il est accessible, dérangement à toute heure.

Les maires, parfois, l'appellent au téléphone à la mairie de Paris, en pleine nuit, et lui confient :

– Je n'ai pas osé déranger le préfet...

Quand on est corrézien, on peut toucher Chirac. Derrière l'abattage et l'entrain, il y a de la tendresse. Dès qu'il voit un handicapé, il l'embrasse. Seul le retient, dans sa course haletante, le visage de la souffrance. Il prend le temps de ses apitoiements. C'est un énarque éruptif, un hybride rare, comme un trèfle à cinq feuilles.

Il est servi par une équipe exceptionnelle de loyauté et de précision. Le préfet Charles Barbeau, d'une haute culture, est un grand commis de l'État. Protestant exact, il récite par cœur du Agrippa d'Aubigné. Le côté baroque de Chirac le désarçonne. C'est le directeur de cabinet du préfet, Jean-Pierre Bechter, qui fait les programmes des visites de fin de semaine. Un sens politique



inné. Une verve sans pareille. Il me forme au métier préfectoral et m'accorde toute sa confiance. Quand il est à Matignon, pour chercher des sous et payer les promesses du week-end, c'est à moi qu'il laisse l'intérim. J'ai tout appris de lui sur la vie publique, dont il se fait une haute idée. Il est toujours à la bonne hauteur. C'est un vrai patriote, au sens des patries charnelles.

Il me donne une mission délicate : « gérer le Kaiser ». Car tout le monde le craint, le Kaiser. Il est redoutable. Il fait trembler les puissants. Il dirige le bureau de *La Montagne*, à Tulle. Il s'appelle Maurice Fitz. Son surnom impérial, qui contraste avec son statut de localier, lui vient de l'empire qu'il exerce sur la Haute-Corrèze. Il règne sur tous les esprits. Pour accéder à un couloir dans la rubrique des échos « Du grenier du Trech à la côte de Poissac », il faut montrer patte blanche. Il est irascible. À tous points de vue, cet homme pèse lourd : cent cinquante kilos au moins. Son humeur le porte au massacre gratuit. Son diabète lui fournit des amertumes qu'il transforme en aigreurs de plume. Il canarde et braconne en haute sphère. Il se fait du gros gibier.

Il faut le calmer. Toute la préfecture en a peur. Et tous les parlementaires. Quand il se fâche, il ne lâche jamais sa proie. Il y revient plusieurs fois. Il la piétine. Ce n'est pas lui qui nomme les préfets, mais c'est lui qui les fait partir. Il n'aime pas les intercesseurs et les courtisans. Il faut savoir lui parler. Il a l'art de l'écho malveillant et du compliment outré. Il s'amuse, il joue à *La Montagne* avec les petites souris. J'apprends à l'appivoiser. Nous sommes deux à pouvoir le maîtriser : Jean-Pierre Bechter qui joue de la cabrette, et moi de l'harmonica. Il me prend en affection et, très tôt, verse dans la bienveillance. Je lui explique que « nous avons un grand préfet ». Il finit par l'écrire. Ouf ! Il m'appelle « Monsieur Sécheresse », car c'est moi qui fais rentrer la paille et le fourrage. Cette année 1976 est terrible. Pour le stagiaire, c'est une bénédiction.

Le stage se déroule à merveille. Ayant gagné la faveur du Kaiser, je gagne celle de Chirac. J'entre dans le cercle des confi-

dents. À Ussel où je suis sous-préfet par intérim, j'assiste à des réunions secrètes. Je vois de près tourner la machine chiraquienne. Bernadette m'accorde quelques égards, quelques sourires. Elle se plaît à dire : « Villiers, je l'aime bien parce qu'il est né. »

J'assiste à la préparation du congrès fondateur du RPR à Égletons, le 3 octobre 1976. En petit comité, deux jours avant, Chirac se déchaîne contre Giscard :

– On va lui couler du béton dans les veines !

Il y a là, parmi nous, un ancien ministre de la SFIO, Charles Spinasse. Il est très vieux, il a les pommettes creuses, des yeux bleu acier d'avant-guerre. Léon Blum disait de lui : « C'est mon meilleur ministre ! » À la Libération, il a connu quelques soucis. Puis il a succombé au charme de Chirac. Pendant le dîner, il met en joie les comparses :

– Il fallait Pétain en 40, de Gaulle en 44. Puis Giscard en 74, et vous, Jacques, la prochaine fois !

C'est ce soir-là que sera concocté l'appel d'Égletons sur « le travaillisme à la française », un concept creux typiquement énarchique et corrézien. Bref, chiraquien.

Marie-France Garaud, ancienne conseillère de Pompidou, prépare l'autre coup d'éclat, l'appel de Cochin. Il martèle devant moi, en écrasant sa cigarette :

– Philippe, tu vois, cette Europe, elle m'emmerde ! Je ne suis pas pro-européen. Je ne suis pas anti-européen. Je suis a-européen !

Il pense, en cet instant, que, pour être président de la République, il faut être contre l'Europe. Quelques années plus tard, au moment de Maastricht, il pensera l'inverse : « On ne peut pas être président, me dira-t-il, sans être pour l'Europe. » La question n'est pas de savoir ce qui est bon pour la France. Mais ce qui est bon pour être président.

En réalité, comme il n'a jamais cru aux idées, Chirac n'a jamais eu de certitudes. Il ne sait quoi penser. Il a besoin d'un appui-tête.

Quand il s'adosse à Marie-France Garaud et Pierre Juillet, il est eurosceptique ; quand c'est Balladur et Juppé qui le conseillent, il devient eurolâtre. Il court. Il est le cheval. Il lui faut un jockey.

Il n'a pas d'opinion sur les choses, il est un homme de l'immédiat. Il ne croit pas trop à l'Histoire. Je me souviens d'un grand dîner avec Mitterrand et d'autres dirigeants européens, à l'Élysée. Chacun y allait de sa date favorite en Europe, au nom de son pays. C'est Margaret Thatcher qui commença :

– Pour moi, la date importante, c'est 1215, la Grande Charte.

– Pour moi, enchaîne Kohl, c'est 1648, le traité de Westphalie, la nouvelle Europe.

– Pour moi, poursuit Mitterrand, sur le Temps long, c'est 496, le baptême de la France.

Chirac n'a encore rien dit. Il prend un air stratosphérique et inspiré. Il est à ses libations, les yeux dans sa bière. Mitterrand se tourne vers lui :

– Et vous, monsieur Chirac, votre date européenne ?

– Pour moi, c'est 1664... Kronenbourg.

Alors, il lève sa pinte avec fierté. C'était une manière de dire : « Je m'en fous. »

Quand on le connaît bien, on devine ses dilections et aversions. Il n'aime pas l'histoire de l'Occident. Il déteste Rome, l'*imperium*, la grandeur. Il dit que « ça pue la mort ! ». Son for intime le porte vers l'Orient. Il délaisse l'Occident par étapes. La fuite vers l'Orient commence par la Russie – il parle russe –, ensuite la Grande Steppe, puis la Chine, enfin le Japon, où il ira cinquante-trois fois durant sa vie publique.

Il préfère le bouddhisme au catholicisme, le yin et le yang.

L'Histoire de France ne lui dit pas grand-chose. Il n'entre pas dans les cathédrales. Il préfère aux Arts florissants les Arts premiers. Dans son bureau trône un rhinocéros rescapé de l'inondation de Lisbonne. Les murs sont tapissés de masques africains. Il n'aime, dans l'Histoire, que celle d'avant et celle d'après.

– C’est dans la Protohistoire que l’homme était le plus heureux. Avant la division du travail. Et c’est dans la Posthistoire qu’il le sera de nouveau. La tête de l’homme sera plus grosse, il ne sera plus un prédateur.

Quand il était en Algérie, il avait la fibre. Son passage par l’ENA lui aura été fatal. Il est devenu vaguement citoyen du monde. Il a appris à faire carrière. C’est un modèle du genre. Magistrat à la Cour des comptes pour commencer, la magistrature suprême pour finir.

À l’ENA, on s’extasie : « Quand même ! Quel parcours ! »

## IV

# Giscard, le colin froid

---

Quand le préfet de la Charente-Maritime, Maurice Theys, apprit en 1979, par un télex, ma nomination sous son autorité comme directeur de cabinet, il protesta discrètement auprès de la place Beauvau. Je venais de créer, pendant ma scolarité à l'ENA, l'œuvre buissonnière du Puy du Fou. Je n'étais pas dans la norme de la préfectorale.

Le très sérieux magazine *Vie publique* m'avait consacré sa couverture, avec un titre qui barrait la une : « Le sous-préfet saltimbanque ». Le préfet Theys aurait préféré un profil plus classique. Il ne voulait pas d'un « homme de tréteaux ».

Mais, un an plus tard, il changea d'opinion quand il apprit ma convocation à l'Élysée.

Le ton était devenu patelin, douxereux, quémandeur même. Enroulé sur lui-même, il roucoulait et suppliait :

– Quand vous serez là-haut, près du soleil, si vous pouviez détourner quelques rayons vers votre premier préfet, qui n'a jamais cherché la lumière, il vous en serait reconnaissant. Vous comprenez... à ce stade de ma carrière, une préfecture de région serait plus convenable...

Ma carrière à moi est à peine commencée et me voilà dans le bureau du président de la République. Décidément, on n'est pas dans la norme du corps préfectoral. Cet entretien est inattendu, inouï. Que va-t-il m'arriver ? Que signifie cette audience ?

Valéry Giscard d'Estaing est là, en face de moi. Comme s'il avait du temps à perdre. Sa grande taille lui donne fière allure. Il me dévisage. Longuement. Puis me toise comme un vertébré supérieur observe un spécimen de vertébré inférieur. Il me regarde

avec son œil de colin froid et, pour ajouter à mon embarras de menu fretin, il mâchonne et savoure sa première question comme un barbon chuintant du bec :

– Monsieur le sous-préfet, on me dit que vous crachez le feu...

– Oui, monsieur le président. C'est exact.

– Vous crachez souvent ?

– Non, une fois par semaine. Lorsque je reviens au Puy du Fou.

Le président sourit et esquisse une moue gourmande. Il est ravi. Je suis confus. Mon préfet m'avait pourtant prévenu :

– Villiers, à Paris, vous êtes grillé...

Et me voilà promu. Giscard cherchait un cracheur de feu. Une aiguille dans une meule de foin chez tous les sous-préfets aux champs. Pauvre préfet de Charente-Maritime, il me prenait pour une tête brûlée, alors que le président, lui, a deviné mon profil :

– Vous avez le sens du contact populaire...

C'est bien cette espèce-là qu'il cherchait. Un sous-préfet qui ait « le sens du contact populaire » pour faire feu de tout bois et ainsi favoriser l'élection à la députation de son fils Henri, conseiller général de Marchenoir en Loir-et-Cher. Voilà que mon parcours insolite devient, dans les yeux du président, un atout majeur. Je suis l'homme idoine. Le président aurait pu penser à je ne sais quel phénomène qui récitât par cœur tous les arrêts du Conseil d'État. Non, il veut un sous-préfet qui crache des flammes. Je suis nommé dans le poste prestigieux de Vendôme. Une sous-préfecture de première classe. Je m'occuperai du dauphin, je le ferai connaître, il a les qualités pour se faire aimer. Je vais le promener partout. Je serai montreur d'ours.

C'est devant le Centre Pompidou, sur la grande esplanade, que j'étais allé apprendre à cracher le feu. Pour les nécessités du spectacle nocturne que j'avais imaginé en Vendée. Comme disait de Lattre, le chef ne doit donner aucun ordre qu'il ne soit capable d'exécuter lui-même. Il n'y avait pas de cracheur dans le bocage. Il en fallait un dans mon scénario.

À Beaubourg, tous les soirs, venait s'installer un maître, poitrine ouverte, dont la bouche immense dégoulinait de pétrole devant les badauds et les cultureux. Les colonnes de flammes qu'il formait s'élevaient très haut et venaient souligner, entre chien et loup, la tuyauterie de la grande usine pétrochimique et muséale « que le monde entier nous envie ». Il m'apprit à vaporiser des nuages de kerdane et de cacao pur. J'avais, selon lui, des aptitudes, comme d'autres pour la flûte traversière. Cracher à Beaubourg signait, par avance, un destin culturel.

Sans être flamboyant, je devins un honnête cracheur, puis formateur à mes heures d'une génération brillante, aujourd'hui mondialement reconnue.

C'est ainsi que ce détour par le Centre Pompidou me conduisit à Vendôme, en Giscardie, au bord du Loir aux eaux tranquilles.

Je me souviens du survol de l'hélicoptère blanc au-dessus de la sous-préfecture, qui, chaque vendredi, depuis Paris, venait se poser à Authon, sur une prairie aménagée au bout de la propriété, entre les boules de buis et un alignement de vieux chênes.

Le samedi matin, la sous-préfecture était en alerte rouge. Car le président, au volant de son propre véhicule, partait tirer le sanglier à Chambord. Mon prédécesseur m'avait raconté un incident qui avait failli lui coûter son poste :

– L'hiver dernier, alors qu'il empruntait une petite route de l'arrondissement, le président a dérapé sur le verglas. Il était furieux : les routes n'avaient pas été salées. Il a fini sa journée de chasse avant de la commencer, dans un fossé, avec un bonnet de laine sur les oreilles, une paire de bottes et sa vieille parka. Depuis ce jour-là, le préfet m'a demandé de saler à l'aube, tous les week-ends.

– Même l'été ?

– Oui, en toutes saisons. C'est quand même plus prudent...

Ainsi, après avoir appris à cracher, j'ai appris à saler. Le président, qui eut vent de mes salages, récompensa mon zèle à prati-

quer ce qu'on appellera un peu plus tard le « principe de précaution ».

J'entrai dans le cercle intime. Je fus invité à dîner, à plusieurs reprises, au château de l'Étoile. C'était la propriété de madame, héritée du côté de la famille de Brantes.

Le maire d'Authon, un ancien charcutier à la retraite, veillait avec les gendarmes à la sécurité de toute la famille. Il m'appelait presque tous les jours. Il me rapportait le bruissement des rumeurs ; j'étais chargé, à ses côtés, d'éteindre les feux de tourbe. Avec les Giscard, rien n'était tout à fait conforme aux usages du commun : quand les deux fils s'inscrivirent au Club du Vieux Manoir, qui organisait un chantier de travaux à la forteresse médiévale de Lavardin, il y avait une pension à payer. Au lieu de régler par chèque, les Giscard payaient en légumes, en équivalent de poireaux et carottes : deux paniers par enfant et par jour. Ce retour au troc choquait le maire. Je lui expliquai que, sur un site médiéval, l'idée d'un paiement en nature relevait probablement d'une ancienne coutume, respectueuse de l'esprit des lieux. Il acquiesça.

J'avais de l'amitié pour le fils, de la considération pour le père, pour son intelligence et sa placidité. Mais je ne le comprenais pas. Il appartenait à un autre monde, le monde anglo-saxon. On l'appelait VGE comme JFK. Il avait, pour la France provinciale, de la condescendance. Il la voyait conservatrice et pudibonde. Et moi, je devinais qu'il me regardait comme un fils de cette France-là.

Un soir, à Authon, nous fûmes invités à partager le souper du couple présidentiel. Pour ma femme et moi-même, c'était une corvée. Pour les Giscard, une politesse et une curiosité. Nous n'étions que tous les quatre, dans le salon Empire tapissé de tableaux de chasse. Le porto était de belle couleur, le président guettait de temps en temps, par la haute fenêtre donnant sur le parc, le passage d'une biche improbable. Il remettait des bûches dans la cheminée, trop basse pour lui. Et en tisonnant, nos deux



hôtes parlaient de la douceur des hivers en Vendômois. La conversation était élégante, courtoise, délicieusement insipide.

Soudain, un aboyeur en livrée, avec un fort accent sans doute yougoslave, interrompit l'apéritif :

– Monsieur le président de la République est servi !

La soupe de châtaignes qui fut apportée au maître de maison, puis à ses invités, était exquise. Le président, me considérant, selon ses mots, comme « un capteur d'humeurs et d'opinions », m'accabla de questions sur ce que pensaient les Vendômois. Peut-être se doutait-il que sa popularité n'était pas à la hauteur de l'image qu'il avait de lui-même. Me voyant mal à l'aise à confectionner quelques guirlandes de circonstance, il martela, comme pour me convaincre du bien-fondé de sa politique :

– Cher ami, beaucoup de Français n'ont pas compris ce que j'entendais faire : je veux rajeunir et changer la France.

– Monsieur le président, les Français ne veulent peut-être pas qu'elle change. Moi qui suis un rural, quand je vois que tout bouge et que plus rien n'est fixe, je partage ce souhait profond de maintenir les permanences, de préserver le bornage.

– Mais, cher monsieur le sous-préfet, on ne pourra garder éternellement notre France rurale, traditionnelle, économe, masculine et gérontocratique, centralisée et hiérarchisée. La politique doit se mettre à l'heure de demain.

Désaccord abyssal. Là où VGE désignait des retards, je voulais voir des vertus.

– Je préfère être franc avec vous, dis-je au président : la population vendômoise ne comprend pas bien votre société libérale avancée, votre jeunisme. Les gens disent que vous courez après les énervés de Mai 68.

– Eh bien, figurez-vous que la menace d'un autre Mai 68 m'inquiète. Ma politique de réformes vise à conjurer cette menace. Le style que je veux imposer – la décrispation – me semble plus adapté aux temps nouveaux.

Giscard admettait la contradiction – elle entraînait dans les nouvelles règles de la décontraction à l'américaine et des déjeuners de gardes-barrières où on avait le droit de tout dire –, mais il imputait les critiques que je lui rapportais à la seule force d'inertie et à la frilosité provinciale. Depuis toujours, il « entendait traduire peu à peu, dans le domaine politique, les effets de la révolution humaine qui ébranle notre vieille civilisation ».

– Tout évolue, disait-il : la science, la religion, la biologie, la société. Eh bien oui ! La politique aussi doit évoluer.

Quand il vint me rendre visite au Puy du Fou puis chez moi, nous eûmes de longues conversations. Je sentais qu'il voulait imposer au tempérament français les mœurs politiques anglaises. Cela ne me plaisait guère. Et je le lui disais.

La Cinéscénie du Puy du Fou, qu'il souhaita revoir, lui inspira de nombreux commentaires élogieux. Mais il prenait tout ce qu'il voyait par un biais technique ou sociologique. L'Histoire ne l'intéressait pas plus que Chirac. Il s'en méfiait comme d'un héritage pesant, irrationnel, empreint de pathos et de déchirements malsains.

Il me confia que son maître à penser était Confucius, le sage qui désarmait les factions et cherchait à philosopher au centre, comme lui à « gouverner au centre ». Les philosophies lointaines l'intéressaient plus que notre culture et nos grands hommes.

C'est d'ailleurs sous son septennat que l'École française abandonna – ô symbole – l'étude du fil chronologique de l'Histoire nationale et que fut créé le trop fameux « collège unique ». L'académicien Alain Decaux lança un appel de détresse : l'Histoire cessait d'être une discipline cardinale pour devenir une « discipline d'éveil ».

Cet homme qui ne savait pas que « l'Histoire est tragique » avait subi une double déformation, celle de Polytechnique et celle de l'ENA. Lors de son discours d'investiture<sup>1</sup>, il avait mis toute sa sincérité à prononcer les mots du grand chambardement : « De ce jour date une ère nouvelle de la politique française. Voici que

s'ouvre le Livre du Temps avec le vertige de ses pages blanches. »

Ce qu'il allait écrire, c'est l'effacement de la France. Il la croyait finie comme grande puissance.

Souvent, il me répétait :

– Philippe, vous regardez la France comme un acte de poésie. Vous devriez la regarder à travers le prisme de la démographie. Nous ne sommes plus que 1 % de la population mondiale. Chaque homme d'État ferait bien d'afficher, dans son bureau, la courbe de la démographie dans le monde. La France est une puissance moyenne. Voilà tout.

– Mais, monsieur le président, la puissance n'est pas une question de taille, mais de politique ! La France reste une grande puissance dans le regard du monde. Elle ne le sera plus si vous répétez aux Français que ce n'est pas sa vocation. Ne rompez pas, je vous en prie, avec le credo de la grandeur française.

Tout cela ne l'ébranlait pas. Il me dévisageait, perplexe, presque paternel :

– Cher Philippe, il faut regarder la vérité en face : notre dimension nationale, à l'heure actuelle, n'est pas celle d'un des grands États fédéraux, l'URSS et les États-Unis, c'est plutôt la dimension d'un des États qui composent ces États fédéraux.

Le dessein de Giscard était clair : sortir la France de l'Histoire pour l'abriter du tragique. Il se méfiait des passions nourries par le récit des épopées mythiques.

Pour conjurer la violence – croyait-il –, il fallait dissoudre la France dans une Europe fédérale. N'en faire qu'une province d'un grand ensemble. Il ne pensait pas que la France eût les ressources morales et matérielles nécessaires pour renouer avec son destin. Il avait cessé d'y croire, comme tant d'autres de sa génération et de celles à venir. Je compris plus tard – il me le confia un jour – que cette certitude désabusée lui venait de ses conversations avec Jean Monnet, le père fondateur de l'Europe, qui était son mentor :

– À la fin de notre dernier entretien, me confia VGE, Monnet quitta mon bureau puis revint sur ses pas : « Je suis venu pour vous dire : vous avez compris l'ESSENTIEL. »

– Et qu'est-ce donc que l'ESSENTIEL pour vous ?

– Vous avez compris que la France était désormais trop petite pour pouvoir résoudre toute seule ses problèmes !

Comme son modèle, Giscard mit son septennat au service du grand rêve postnational. Il n'avait qu'une idée : l'intégration de notre pays dans une Europe fédérale, libérale et atlantiste.

Sans doute songea-t-il furtivement, mais sans le dire ouvertement, que, de l'émergence des « États-Unis d'Europe », lui viendrait un second destin, celui d'un nouveau Washington, un Washington pour nos vieilles nations épuisées, peuplées d'Indiens impuissants, se donnant la main autour du dernier feu mourant pour l'ultime farandole.

Giscard fut l'alchimiste de son propre malheur : les Français, ayant goûté à l'élixir du socialisme rampant, voulurent essayer le breuvage du socialisme triomphant.

Dès l'élection de Mitterrand, le 10 mai 1981 au soir, ma résolution était prise d'abandonner la carrière préfectorale. Ma Vendée me manquait. Mitterrand venait de libérer les ondes. Je créai une radio en Vendée, Alouette, la « radio au pays ». Et puis mon bébé du Puy du Fou commençait à grandir. Né en 1978, il avait trois ans quand la gauche arriva au pouvoir. La Cinéscénie allait alors connaître un véritable décollage national.

---

1. Le 27 mai 1974.

## « Vive la crise ! »

---

Ce fut une émission d'un genre complètement inédit. Entourée d'un tapage énorme. Un docu-fiction sur l'économie. Du jamais-vu, jamais osé. Laurent Joffrin – alors jeune journaliste à *Libération* – s'en souvient encore aujourd'hui : « On a rassemblé plus de gens qu'un grand film populaire du dimanche soir ; type *La Grande Vadrouille*. C'était incroyable ! »

Le 22 février 1984, toute la France ou presque regardait « Vive la crise ! » – tel était le titre de l'émission. La foule des curieux était au rendez-vous pour assister à un spectacle inouï : Yves Montand parlant d'économie, puisque c'était lui, le présentateur de ce grand moment de télévision. Le phénoménal succès d'audience marqua l'histoire du petit écran et de la presse écrite : vingt millions de téléspectateurs, 50 % de parts de marché.

« Vive la crise ! » ouvrit l'ère du multimédia. Le lendemain de l'émission, le journal *Libération* tira un supplément spécial avec Yves Montand en couverture. Un nouveau record. Il fallut retirer plusieurs fois le numéro, aussi vite épuisé qu'imprimé. Le coup était bien joué. C'était un exercice périlleux de « pédagogie » : il s'agissait d'expliquer au grand public les raisons du marasme économique de la France, mais aussi de remettre un peu de ciel bleu sur l'écran et dans les cœurs. L'intention cachée était de faire de « Vive la crise ! » un mot d'ordre populaire : la crise est une chance. Pas seulement un traumatisme. Donc, on va s'en sortir.

Le scénario, écrit par ce qu'on appelait alors « la deuxième gauche », était inspiré des livres de l'ancien commissaire au Plan Michel Albert et du jeune et séillant Alain Minc ; deux têtes dans l'esprit du temps.

Le choix d'Yves Montand comme porte-voix n'était pas un hasard : depuis le printemps 1983, l'acteur mythique avait multiplié les apparitions médiatiques, il dénonçait les communistes « complices du goulag », il les accablait d'une haine d'autant plus tenace qu'il avait été longtemps leur compagnon de route. Un soir, dans un moment fameux des « Dossiers de l'écran », il avait fait exploser l'audimat, en piquant une rage de comédien, le doigt levé, menaçant : « Si un homme de plus de cinquante-cinq ans et encore MEMBRE du parti communiste veut me rencontrer et me dire bonjour, je lui fous sur la gueule ! »

L'émission fit grand bruit. Toute la presse lui jeta des couronnes de lauriers. En France, on aime les communistes-anciens communistes-anticommunistes. Montand était en colère, d'avoir été communiste et de savoir que d'autres l'étaient encore. Les journalistes de toutes obédiences portèrent au pinacle cette nouvelle « star de la politique ». Ils crurent déceler, après Coluche, un nouveau héraut de la « société civile » – un concept émergent face à l'État impuissant. Dans les rédactions, on lui prêta même des ambitions, sans trop savoir lesquelles.

Dans les jours qui suivirent la soirée de « Vive la crise ! », les baromètres médiatiques explosèrent, Yves Montand changea quasiment de statut. Il devint rien de moins que « présidentiable ». À force d'être comparé à l'acteur président Ronald Reagan, il se prit au jeu et endossa le costume : il n'était plus l'acteur. Il prenait la pause et se proclamait « de gauche, tendance Reagan ».

Ployant, avec une jubilation pincée, sous le fardeau des éloges qui venaient de ses amis, Bernard Kouchner et André Glucksmann, il se préparait à la charge suprême. C'est dire l'état de la France. On était sous Mitterrand et on avait le choix entre Coluche et Montand.

Il faut reconnaître que, ce soir-là, lors de l'émission « Vive la crise ! », l'artiste creva l'écran. Il avait l'air inspiré. Il prenait les téléspectateurs par les sentiments :

– La crise ? Quelle crise ? s’interrogeait-il. Moi, je suis comme vous, j’aimerais bien y voir clair...

Avec le ton du bon père de famille, affectueux, sévère, il concluait, le regard empreint de gravité, le doigt tendu vers les Français, captivés :

– C’est vous et vous seuls qui trouverez la solution ! Il n’y a pas de sauveur suprême, il n’y a pas de superman. C’est vous, prenez-vous par la main et avancez ! Ou on aura la crise, ou on sortira de la crise. Dans les deux cas, on aura ce qu’on mérite.

Le message était clair : l’État ne peut plus rien pour vous. D’ailleurs, Mitterrand l’avait avoué un dimanche soir : « On a tout essayé ! » Dans ce nouveau bain de concurrence mondiale, chacun devait apprendre à nager en haute mer. Sous peine de noyade.

Dans son éditorial du numéro spécial de *Libération* qui accompagnait l’émission, le docteur Serge July dévoilait son pronostic : « L’effet des transformations que nous sommes en train de subir dans nos existences sera aussi important en intensité et en conséquence de tous ordres qu’un *changement de sexe*. En fait, c’est d’un changement de vie qu’il faudrait parler. Et finalement, tout est là, nous sommes en train de changer de vie. Le mot d’ordre n’est plus de changer *la* vie mais changer *de* vie. » L’ancien maoïste en appelait à la « grande révolution culturelle occidentale ». En quoi consistait cette révolution ? Il fallait « donner à chacun d’entre nous le désir de changer de vie, c’est-à-dire, dans une même existence, de changer plusieurs fois de profession, de lieu d’habitation, éventuellement même de pays, de résidence, et par voie de conséquence, de culture, d’amitiés et de partenaires, tout en restant soi-même ».

Ce nouveau projet de société entraînait en résonance avec le vœu du grand patronat. Le mot-clé était le même : la *mobilité* sans entraves. Il fallait apprendre à être mobile. Mobile et volatil.

L’émission « Vive la crise ! » correspondait à un moment précis du septennat mitterrandien, le moment du grand « tournant de la

rigueur » et de l'abandon des politiques nationales. La figure paternelle du pédagogue Yves Montand habilla un bouleversement majeur : la France se jetait dans le grand monde. Et larguait la *doxa* socialiste. C'est ce que les Anglo-Saxons appelleraient « le consensus de Paris ». La France se soumit alors aux dogmes anglo-saxons. On allait passer du socialisme national qui avait fait de gros dégâts à la globalisation ultralibérale.

Le 23 mars 1983, François Mitterrand avait choisi la libération des capitaux et le maintien dans le Système monétaire européen – le fameux SME. Il avait décidé de suivre l'Allemagne. Le franc dépendrait du mark. La politique du franc fort à Francfort allait plomber notre économie à cause d'un taux de change trop élevé. L'industrie allemande en tirerait profit pour décoller. La France, elle, s'enfoncerait dans la désindustrialisation. La monnaie unique était en route.

La « gauche moderne » avait gagné. Elle venait d'imposer le libre-échange universel, au nom d'un principe moral : l'ouverture est une vertu, le protectionnisme un péché. Les évangélistes du marché qui avaient concocté la parabole de « Vive la crise ! » étaient des chrétiens, des démocrates-chrétiens – Delors, Camdessus, Lamy, Lagayette, Peyrelevade. Ils iraient bientôt coloniser les instances internationales – FMI et Banque mondiale. Ils étaient en mission, ils allaient partir évangéliser, au nom de l'économie œcuménique mondialisée, toutes les nations. Ce sont eux qui, dès 1983, en prêchant pour la liberté des marchés et des capitaux, firent sauter les verrous étatiques.

Ces nouveaux humanistes pensaient au fond d'eux-mêmes que les puissances publiques, les frontières, les nations étaient autant d'obstacles à la prospérité universelle : en faisant reculer le politique et tout ce qui ressortissait au contrôle vertical, on favoriserait l'échange, l'innovation, le spontanéisme créateur. Plus besoin de gouvernement, une « gouvernance »<sup>1</sup> suffirait. L'Europe était donc une étape nécessaire de la dérégulation et de la fin du politique ; dans leur esprit, elle n'était pas la destination ultime, car



le but du voyage, c'était la globalisation totale des capitaux, des marchés, des opportunités et des transactions, c'était l'homme nomade de Jacques Attali.

L'émission « Vive la crise ! » venait donc à point nommé pour déposer, dans chaque foyer, dans chaque cœur, le message du nouvel évangile européiste et mondialiste. La première partie de l'émission relevait du constat. La seconde entendait proposer des fenêtres de « sortie de crise ».

Première idée salvatrice : « Tous à mi-temps ! » Un reportage-fiction montrait un patron qui sauvait son entreprise, les salariés gagnaient moins mais récupéraient du temps libre.

L'autre idée présentait un modèle d'entreprenariat pour une France ankylosée : surprise ! Le modèle choisi était... le Puy du Fou ! Voici que cette « entreprise du troisième type » était présentée par ladite émission de la gauche bien-pensante comme une réponse emblématique, à la fois « libertaire et conviviale », à la crise.

Pourquoi avons-nous été choisis pour être ainsi présentés comme des éclaireurs ? « L'épopée vendéenne de Philippe de Villiers réunit la plupart des ingrédients qui composent l'après-crise. Citons-en quatre : l'engouement technologique, l'autonomie, le refus de l'institution, l'esprit d'enfance<sup>2</sup>. »

Depuis plusieurs mois, je voyais bien que la « deuxième gauche », en quête de nouvelles tendresses, s'était amourachée du Puy du Fou. Guidés par Franz-Olivier Giesbert, un esprit libre, curieux, sans sectarisme et toujours amical, Yves Montand, Bernard Kouchner, Christine Ockrent, André Glucksmann y vinrent à plusieurs reprises. Ils croyaient deviner une forme prémonitoire « d'autogestion yougoslave à la française ». Ils avaient observé que, dans cette expérience où l'on se donnait, il n'y avait pas de subventions, pas de dividendes, c'était un capitalisme sans capitaux, une création sans marketing, on n'y développait pas le culte du profit, il n'y avait pas de droits d'auteur et tous les bénéfices étaient réinvestis, au centime près, dans l'œuvre.

Les exégètes du « dépérissement des institutions verticales », les guetteurs de micro-initiatives et des nouvelles convivialités se précipitaient sur cet échantillon à panache de Silicon Vendée à la française.

Ainsi le Puy du Fou fut-il présenté à toute la France comme le signe de « l'indéfinissable *bonne nouvelle* qu'on sent poindre derrière la crise ». Rien que cela.

Sans doute était-ce un contresens de faire appel à l'œuvre du Puy du Fou pour vanter les mérites du globalisme vagissant, une erreur de casting, comme aurait dit Montand. Mais la gauche moderne – la gauche tendance Reagan – était moralement perdue. Depuis Mai 68 où elle avait préféré la petite-bourgeoisie étudiante aux ouvriers de Billancourt, elle cherchait des relais pour faire passer la pilule de sa révélation mondialiste.

La contradiction apparaissait flagrante entre un moment audiovisuel de propagande sur l'appel au déracinement et l'illustration vivante d'une œuvre enracinée.

Trente ans après, le Puy du Fou caracole. On le sollicite depuis la Chine, la Russie, l'Amérique, l'Asie, au moment même où les élites mondialisées, titubant entre les friches et les ruines, font pâle figure.

Pourquoi donc le Puy du Fou poursuit-il son ascension ? Comment est-il devenu une entreprise mondialement reconnue alors que tant de fleurons européens, aujourd'hui, coulent à pic ? Parce que, depuis la création, en 1978, de cette aventure artistique et culturelle, nous avons choisi de chanter nos patries charnelles. Nous n'avons jamais cherché à nous aseptiser, à nous *mondialiser*, à ressembler aux autres, à taquiner le paradoxe et la mode de la culture décalée. Nous avons jalousement préservé notre modèle et notre singularité en cultivant nos jardins secrets, qui sont français.

Et voici qu'un jury planétaire nous récompense, en nous décernant deux fois l'Oscar du plus beau parc du monde<sup>3</sup>, et qu'on

nous sollicite pour « mettre en valeur l'âme des peuples », aux quatre coins de la planète.

Le Puy du Fou est né en réaction au chaos post-soixante-huitard, prémisse de « Vive la Crise ! ».

J'ai imaginé cette saga dans un temps où la société française commençait à se détourner de la grande Histoire. La France ne s'aimait plus. On lui cherchait des noises. Elle n'osait plus se regarder dans le miroir de son passé. Car « le passé de la France est affreux », murmurait-on<sup>4</sup>. L'Histoire avait disparu de nos médias et bientôt de l'école.

J'ai voulu relever le défi. J'ai écrit un poème allégorique parmi les herbes folles, sur une humble colline de hêtres, j'ai allumé des feux grégeois, des petites lumières dans la nuit, vacillantes. Il n'y avait que des corbeaux tout autour et, en face de moi, une ruine. Mauvais présage. Je n'avais, pour étonner, sous le chariot des étoiles, rien d'autre que ma plume et le frisson qui va avec. Pas d'argent, pas de soutien, pas de routes, pas de troupes, pas d'expérience. Toutes les conditions étaient réunies pour l'échec. Assis au milieu de mon public virtuel, parmi les ajoncs et les genêts en fleur, je rêvais de faire venir la France, puis le monde dans ma petite Vendée.

Comment parler à un peuple qui se détourne de lui-même ? Comment le rappeler à sa grandeur, à ses héritages spirituels ? Il fallait faire quelque chose de grand mais qui ne fût pas une œuvre didactique. Cet acte improbable de mémoire et de chair vive était, pour moi, une urgence. L'intuition me portait à penser qu'une société se sauve non pas par des mises en garde, mais par des réalisations qu'on accroche à contre-pente.

Je voulais qu'il y eût un lieu de référence en France, où on chante la France, où on raconte Blandine, les Vikings, les Chevaliers de la Table ronde, Jehanne, la Renaissance française, Cyrano, La Fontaine, Charette, les poilus de la tranchée des Baïonnettes, l'amour du vieux pays... S'il n'y a pas de marketing au Puy

du Fou, c'est qu'on ne propose pas ce que les gens aiment mais ce qu'ils pourraient aimer.

J'ai donc voulu écrire un hymne à la France. C'était un acte d'amour. Je voulais rembourser ma dette morale pour une enfance heureuse. À mon père, qui était lorrain, à ma mère, qui était catalane, je voulais dire « merci ». Mes parents ont donné à leurs enfants la Vendée en partage, une province de l'esprit. J'étais débiteur. J'ai choisi de rembourser en nature, en lumière. Je voulais aussi réparer l'injustice faite à ces guerriers en sabots, suppliciés sans sépulture, qui ont sauvé la liberté de conscience, et dont nous sommes les héritiers distraits.

Alors tout un pays de collines alentour s'est embrasé. Les gens sont venus, enthousiastes, pour participer à l'aventure. Ce fut un soulèvement de vie. Puis ce fut la foule, ce fut la houle. Le Puy du Fou connaît, depuis plusieurs décennies, un succès impressionnant, croissant. 30 000 personnes par jour en plein été.

L'aventure s'est épanouie en cinq coups d'audace : la Cinéscénie, le plus grand spectacle du monde avec ses mille cinq cents acteurs, le Grand Parc de l'Histoire de France, l'Académie Junior, un important creuset avec vingt-cinq écoles, la Cité nocturne, où l'on choisit son siècle pour dormir, enfin « Puy du Fou international », bientôt présent sur tous les continents. Il y a, sur le site, trois mille cinq cents bénévoles et mille cinq cents salariés, permanents ou saisonniers, qui, entre la nature et l'Histoire, enluminent de jour comme de nuit notre patrimoine. Avec une soixantaine de savoir-faire technologiques dont les succès nous ont hissés sur le toit du monde. Las Vegas nous considère avec envie. Nos laboratoires repoussent, chaque matin, les limites de l'innovation. Les inventions pleuvent. Aucun ingénieur, trois mille ingénieux.

L'architecture est la même depuis le premier serment : c'est un modèle associatif qui reçoit la propriété de toutes les richesses corporelles et incorporelles. Ni dividendes ni subventions. Le Puy du Fou n'est adossé à aucune collectivité, à aucune structure capitalistique. L'œuvre gagne de l'argent pour créer et non l'inverse.

Et la fondation « Puy du Fou Espérance » aide les orphelins malgaches, soulage les misères lointaines.

Peu à peu s'installe, en Europe, le face-à-face entre deux modèles, Disney, qui était dans l'esprit de « Vive la crise ! », et le Puy du Fou. Le rêve consumériste face au rêve historique. D'un côté, les parcs à thème mondialisés qui formatent des sensations avec des manèges. On monte, on descend, on crie, et puis on s'en va. Et de l'autre côté, des parcs à thème enracinés qui font partager des émotions poétiques avec des spectacles vivants sur l'histoire singulière des civilisations. On vibre ensemble, on pleure ensemble, on rit ensemble. Et ensemble, plus tard, on se souvient.

Que constate-t-on aujourd'hui dans le monde du loisir culturel ? À force de tout mondialiser, de tout standardiser, il y a un manque. On recherche autre chose. Un appel au Temps long. Une soif de racines. On veut savoir d'où on vient. Le spasme de la grande oblitération va bientôt finir. On rallume les étoiles une à une. Les Américains eux-mêmes s'inquiètent de l'avenir de l'*entertainment* uniformisé. Car leurs parcs sont les mêmes partout, à Tokyo comme à Orlando. Et avec élégance, ils nous ont couronnés deux fois en trois ans. C'est un signe : « Vous êtes dans le vrai », nous avouent-ils.

Il y a bien une urgence de civilisation intime à renouer le fil de nos rêves. C'est le message, le merci de cette foule qui déferle vers nos fresques et nos romances.

Le Puy du Fou, avec ses deux millions de visiteurs annuels, retrouve l'esprit des hussards noirs, aujourd'hui disparus, vilipendés, odieusement moqués, qui ont transmis à nos pères la mythologie du roman national.

Un peuple qui ne rêve plus meurt de froid. La France, tramée dans l'étoffe des songes, grelotte en ses amnésies et divertissements ludiques. Notre pays est guetté par la barbarie, qui est le fruit de la violence oubliée. « L'Alzheimer historique ne vaut pas mieux que l'Alzheimer cérébral », avertit Pierre Nora<sup>5</sup>.

L'amputation de la mémoire des jeunes pousses porte les plus grandes catastrophes. Une vie sans origine, sans horizon, n'a plus ni sel ni charme. Ni appétit du lendemain. Les jeunes Français perdent le goût, le goût du Temps long, le « bon goût français ». L'expression fera sourire. Je l'assume. À vouloir cacher aux jeunes gens dans la couleur des jours, nos gloires, nos larmes, nos drames et nos grandeurs, nous avons pris le risque de les voir fuir et vibrer vers d'autres gloires, d'autres drames, d'autres grandeurs.

Pauvres petits Français, mutilés de la meilleure partie d'eux-mêmes, de cette civilisation intime qui les a précédés, qui les a enfantés. Leur part d'âme.

- 
1. Le mot fut inventé par la Banque mondiale et le FMI.
  2. Jean-Claude Guillebaud, « Vive la crise ! », *Libération*, 20 février 1984.
  3. Le 17 mars 2012, à Los Angeles : le Thea Classic Award ; le 18 novembre 2014, à Orlando : l'Applause Award.
  4. Michel Albert, *Le Pari français*, Le Seuil, 1982.
  5. *Le Figaro*, 26 mai 2015.

## Une espérance française

---

Après une brève visite au musée des Deux Victoires où elle voulut me faire découvrir une photo inconnue de son jeune lieutenant de fiancé, la maréchale me suggéra de l'accompagner. Sans doute éprouvait-elle, ce matin-là, plus encore que d'habitude, cette solitude des grandes dames qui sont sorties de l'Histoire à la mort de leur célèbre moitié.

Nous avons grimpé tout en haut de la colline des Treize Moulins de Mouilleron. Puis nous avons marché. Je l'écoutais. Elle racontait. Elle se confiait. Vêtue de noir comme de coutume – le noir du deuil inconsolable de son mari et de son fils unique –, elle claudiquait, prenant sur elle. Elle cachait ses émotions et ses essoufflements, désignant d'un doigt sûr chacun de ces moulins qui évoquaient pour elle tant de souvenirs !

Il y avait un fond d'air hostile, un vent aigre. Elle mettait la main sur la tête pour retenir, contre les rafales, sa fameuse résille à l'ancienne coiffant son chignon désuet, flanqué de ses petits peignes d'écaille d'avant-guerre.

Elle portait, avec une grâce intacte, sur son visage usé par les épreuves plus encore que par les ans, les traits du malheur assumé de ces familles de preux où l'on ne pleure jamais sur soi.

Soudain, elle s'arrêta devant l'un des moulins, un « patauger » où, jadis, on broyait le grain, avec une paire de meules à la discrétion des vents d'est. Son regard se troubla :

– C'est le moulin de Bernard. C'est à sa mort que nous l'avons acheté. Puis l'idée nous vint de restaurer l'intérieur pour le transformer en oratoire, grâce aux économies de notre cher petit. Mon mari aimait venir ici s'y recueillir. Quand il était tout jeune, il y ren-

contraire Georges Clemenceau, très attaché, lui aussi, à ce paysage et à cette propriété ainsi partagés entre nos familles.

La maréchale de Lattre me fit signe d'entrer dans l'oratoire. Elle gardait son petit trousseau à la main.

Il y eut un long silence. Elle vida un vase de marguerites fanées. Soudain, d'une voix éteinte, elle murmura :

– Vous savez, Philippe, je crois que mon mari est mort de chagrin : il ne s'est jamais remis de la mort de Bernard<sup>1</sup>. Chaque jour, il macérait le reproche d'avoir imprudemment envoyé son fils au sacrifice. Et souvent, il s'interrogeait avec amertume : « Les élites françaises ont abandonné leurs meilleurs fils au bout du monde. Qui osera encore demain payer l'impôt du sang pour le pays ? L'idée française risque de s'éteindre dans le cœur des Français. » Mon mari, depuis l'Indochine, en voulait beaucoup au pouvoir politique, plus préoccupé de questions de carrière que de civilisation.

Je la regardais avec une grande attention. Elle prononçait ces mots avec une profonde ferveur :

– Mon mari souffrait de tout car il percevait tout.

Si Simonne de Lattre de Tassigny se confiait ainsi, c'est que nos familles étaient proches. Elle me disait souvent : « J'ai reporté sur vous l'affection que Jean et moi avions pour votre cher père. »

Le lieutenant Jacques de Villiers, mon père, avait connu avant-guerre le jeune couple de Lattre au prestigieux régiment de Metz, le Quinze Un. Il avait passé sa guerre à s'évader pour rejoindre le « roi Jean ». Et c'est le général de Lattre qui, après la Libération, avait invité chez lui, à Mouilleron, ce jeune officier lorrain qui découvrit ainsi la Vendée. Là, au cours d'une réception chez les de Lattre, mon père rencontra une jeune Catalane, elle aussi originaire d'une famille de noblesse d'épée. Sans de Lattre, mes parents ne se seraient jamais connus.

Mon père admirait « son colonel ». Il entra très tôt dans le cercle de ses intimes. Il en fut marqué à vie. L'empreinte fut transmise à ses enfants. Il nous racontait les controverses entre de Lattre, Giraud et de Gaulle sur la question des chars, inaptes, se-



lon lui, à la guerre de rue, « car ils ne sont pas des pachydermes grimpeurs ». Et il nous confiait comment de Lattre lui avait prédit, durant la drôle de guerre, le contournement de la ligne Maginot. Ils étaient sur le pont de Kehl, à Strasbourg, un dimanche matin, avec son ami Verneuil. Mon père nous décrivait ce regard lointain, les yeux à demi fermés, ce que les officiers supérieurs appelaient « le regard filtrant du colonel ».

Quand la maréchale mourut<sup>2</sup>, l'exécuteur testamentaire vint m'annoncer que, selon ses volontés, le moulin de Bernard m'était remis, à titre personnel, en dépôt. Je fis don de ce legs au Conseil général de la Vendée.

À chaque cérémonie des Anciens de « Rhin et Danube », j'étais invité à la maison familiale, non pas en tant que président du département mais comme un ami, presque un parent.

À chaque visite, je faisais provision d'anecdotes et de confidences nouvelles. Simonne de Lattre parlait à merveille de cette terre de Mouilleron qui donna à la France deux vainqueurs de guerre mondiale, celui qui fit l'Union sacrée et celui qui fit l'Amalgame, Georges Clemenceau et Jean de Lattre. Le Bleu et le Blanc. Celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas. La France de Marc Bloch.

Elle me raconta dix fois la fameuse journée du 8 mai 1945 : le général avait été désigné pour participer, au nom de la France, à la signature de l'acte solennel de la capitulation allemande à Berlin.

Au moment d'établir le protocole, de Lattre remarqua que trois drapeaux avaient été accrochés au mur du fond de la salle : le drapeau rouge, l'Union Jack et la bannière étoilée. Nulle part ne figuraient les couleurs françaises. On chercha un drapeau tricolore. En vain. Les Russes en firent fabriquer un, avec une pièce d'étoffe rouge empruntée à un ex-pavillon hitlérien, une toile blanche et un morceau de serge bleue découpé dans une combinaison de mécanicien. Hélas, le bleu, le blanc et le rouge furent cousus non pas les uns à côté des autres, mais les uns au-dessus des autres – ce

qui représentait un magnifique drapeau... hollandais. Alors le chauffeur du général de Lattre réunit trois chiffons, les assembla et en fit un drapeau français, provoquant la colère froide de l'Allemand Keitel : « Ach ! Il y a même des Français. Il ne manquait plus que cela ! »

En me racontant cette histoire, la maréchale ajoutait une petite parabole de son cru pour les temps présents. Elle me dit qu'après la séance de signature, Jean de Lattre, son mari, s'adressa depuis Berlin à ses soldats : « Vos victoires marquent les étapes de la résurrection française. » Le mot « résurrection » était, dans sa bouche, choisi à dessein. Pour lui, la France était revenue à la vie. Un grand pays ne retient de lui-même que le meilleur – ce qui touche à sa vitalité – pour le mettre à la portée des plus petits qui ont besoin d'aimer les fleurs de printemps. Comme dans les familles, on ne préserve que ce qui vous grandit.

– Aujourd'hui, hélas, depuis les années soixante-dix, le pays se morfond, s'ennuie de lui-même jusqu'au dégoût, ajoutait-elle. Ce n'est pas un hasard si mon mari terminait sa proclamation par ces mots : « Victoire radieuse de printemps qui redonne à notre France la Jeunesse, la Force et l'Espoir. » L'Espoir ? Que donne-t-on à la Jeunesse aujourd'hui ? La France avait résisté. Elle était dans le camp des vainqueurs. On dirait qu'elle est passée dans le camp des vaincus.

La maréchale disait vrai. La France avait gagné, reléguant dans les abîmes de l'oubli ceux qui avaient fauté. Entre la gloire et la honte, la survie, pour un peuple, lui commande de choisir la gloire. La patrie est un lien amoureux. Il faut donner à aimer ce qui est aimable. La grandeur n'est pas une question d'échelle statistique, mais de volonté. Elle est dans les cœurs ou elle n'est rien.

– C'est cela que mon mari désignait par l'« Espérance française », conclut la grande dame du moulin de Mouilleron.

---

1. Tué, le 30 mai 1951, sur le rocher Ninh Binh.

2. Le 3 juin 2003.

## VII

# Pompidou et Raymond la Matraque

---

La maréchale de Lattre avait vu juste : c'est effectivement dans les années soixante-dix que le travail de sape a commencé sur l'idée même de la France : à ce moment-là, on a cessé d'offrir à notre jeunesse l'image d'une Espérance française.

C'est à Sciences Po, à Paris, comme étudiant, que j'ai senti le basculement. J'étais délégué des élèves de la promotion. Je me souviens, en 1972, de la venue du président Georges Pompidou, déjà bien malade mais splendide dans l'adversité, à l'occasion du centenaire de l'École libre des Sciences politiques. Nous étions une centaine d'élèves et de maîtres de conférences à l'écouter. C'était le 8 décembre 1972. Il n'avait plus qu'un an à vivre. Il mit en garde notre génération contre les renoncements, les abandons. Il évoqua le renouveau de notre vieux pays : « Le principal obstacle qui se dresse devant nous se rattache au souvenir de la dernière guerre : c'est l'obscur sentiment d'être dépassés, d'être condamnés à nous replier sur la recherche du seul progrès matériel, du bonheur individuel, le sentiment que la France est condamnée aux rôles de second plan, que, par exemple, elle doit s'en remettre à d'autres pour sa politique extérieure, qu'elle doit faire le choix de la soumission. »

Il y eut, dans la salle, un long murmure ; puis un concours de ricanements. Pompidou venait de citer l'admirable discours de Thucydide à Périclès, au début de la guerre du Péloponnèse : « Un régime politique indépendant ne se propose pas les lois d'autrui. » Il y eut dans le public des rires indécents. Le président toisa les frondeurs et les sceptiques. Il semblait sans illusion. Tout

bouffi de cortisone, il luttait. De sa voix éraillée, il poursuivait, semblant n'écouter en lui que l'urgence des vérités de la survie. Celles d'un peuple en péril et d'un homme qui se savait condamné. Il conclut en nous adressant un long regard de tristesse et de compassion. Il tourna les talons et disparut, encombré du mal qui devait l'emporter.

L'idée que la France puisse encore prétendre à l'indépendance et à la grandeur paraissait surannée. Le propos présidentiel tranchait avec le best-seller de l'époque, *Le Défi américain* de Jean-Jacques Servan-Schreiber<sup>1</sup>, prophète de l'atlantisme anglo-saxon. Mes voisins me glissaient à l'oreille : « Ce pauvre Pompidou, il est dépassé, il est temps qu'il se soigne. » Les mêmes voisins m'entraînèrent au cinéma pour visionner le documentaire à la mode qui décrivait avec force témoignages l'effondrement de la France en 1940, *Français si vous saviez*.

À la même époque, toute la rue Saint-Guillaume alla découvrir un autre film de la même veine, *Le Chagrin et la Pitié*. Ces plongées cinématographiques effectuées dans la mémoire collective de la France occupée venaient contrebattre le vieux discours d'une France résistante.

Avec ces enquêtes au scalpel sur « les heures sombres de notre histoire » affleurait le temps du miroir brisé, de la grandeur déchue. Tout se brouillait, les certitudes chancelaient.

Peu à peu, nous assistions à un renversement de perspective. De Lattre, mon père, le colonel Rémy, d'Estienne d'Orves et tant d'autres combattants nous avaient dit : la France en guerre, ce fut la Résistance, même s'il y eut, hélas, des collabos. Et on nous disait désormais : la collaboration, ce fut la France, même s'il y eut des résistants.

*Le Chagrin et la Pitié*<sup>2</sup> décrit ainsi un peuple qui s'abîme et se déshonore avec l'occupant. Les Français sont des collabos. Plus grave, selon ce film, leur patriotisme niais les aurait conduits, la baguette sous le bras, le béret vissé sur la tête, à la collaboration.

Plus tard, lorsque je rencontrai André Harris, le producteur du documentaire, il me raconta une anecdote significative : « Le directeur général de l'ORTF hésitait à passer le documentaire. Il alla rendre visite au général de Gaulle à Colombey, pour lui demander ce qu'il devait faire de ce film qui faisait émerger des vérités désagréables. De Gaulle lui répondit : « La France n'a pas besoin de vérités ; la France a besoin d'espoir. »

L'espoir, ces chercheurs de collabos le tuaient à petit feu. Autour de moi, parmi les étudiants, on commençait à avoir honte d'être français. La patrie devenait – disait-on – une notion « dangereusement charnelle » pour des gens « peu élaborés », la province, les « ruraux profonds », comme les qualifiait la DATAR. La seule patrie qui vaille serait bientôt celle des droits de l'homme, celle du « genre humain », comme l'avait déjà dit le baron de Cloots en 1790. Cette expatriation fut, sous mes propres yeux, un glissement radical et spectaculaire.

Je suis souvent revenu par la pensée sur ces moments-là, paroxystiques, vécus rue Saint-Guillaume, où les étudiants se lançaient des insultes à tribord et bâbord de la « Péniche ». Le double banc légendaire du hall d'entrée était contrôlé par les dominants, ceux qui imposaient leurs idées sans avoir besoin de se justifier. À la porte du grand amphi, on voyait passer le communiste Roger Garaudy, ovationné, le grand Max Gallo, celui de la première époque, militant socialiste, adulé ; les élèves de Sciences Po brûlaient de l'encens sur le passage du financier Haberer, et versaient des tombereaux d'injures devant les portes tambour quand s'y glissait, furtivement, l'ombre d'une silhouette étiquetée « non progressiste » comme celle de Raoul Girardet<sup>3</sup>, dont la rumeur disait qu'il nourrissait un « patriotisme outrancier ».

Plus tard, dans les années quatre-vingt, j'ai rencontré un acteur majeur de cette époque. Il était mon voisin, maire de Vannes et président du Conseil général du Morbihan. Il devint un ami. Je lui racontais mes histoires de Sciences Po, et lui ses histoires de la France de ce temps-là. Quand je lui ai parlé de Georges Pompi-

dou, il a souri. Il était son ministre de l'Intérieur depuis le 31 mai 1968, appelé « pour remettre de l'ordre ». Il s'amusait beaucoup en me confiant l'anecdote de sa nomination : il succédait à Christian Fouchet, le « ministre du mois de mai et de la chienlit ».

– Quand de Gaulle me vit arriver au Conseil des ministres, il salua ma réputation d'ami de l'ordre public. Il ajouta : « Enfin Fouché, le vrai ! », en référence au ministre de la Police de Napoléon, connu pour sa poigne.

Je le faisais rire en lui rappelant les graffitis des murs de Sciences Po, en 1972 : « Raymond la Matraque », ou encore : « Si vous voulez avoir des contacts avec les Jeunes, engagez-vous dans les CRS. » C'était encore le temps des « CRS-SS » scandés boulevard Saint-Germain. Raymond Marcellin était proche de Pompidou, mais il lui tenait grief d'avoir tout cédé au patronat et à la démocratie chrétienne, aux idées à la mode, à ces fameuses « idées chrétiennes devenues folles » de Chesterton.

Il m'expliqua ce qu'il reprochait surtout au président :

– J'étais en train de signer une circulaire qui subordonnait la délivrance d'une carte de séjour à l'obtention d'un contrat de travail, pour mettre fin aux régularisations automatiques. Pendant ce temps-là, Pompidou recevait le patronat qui exigeait une immigration de travailleurs pour faire baisser les salaires. Et, en pleines vacances, il fit voter par mon collègue breton et néanmoins ennemi, René Pleven, cette loi dangereuse contre le racisme qui remet tous les pouvoirs d'appréciation au juge.

Raymond ajoutait :

– Je me méfie des juges. Tu leur donnes un doigt, ils te prennent le bras. Un juge est un censeur. Une loi de cheval, transmise aux prétoires, deviendra une loi de dromadaire. Passée entre les mains des magistrats et de leur jurisprudence de démiurges, elle n'est plus reconnaissable...

Marcellin avait le bon sens des Bretons. Il avait perçu, dès 1972, les dégâts de cette « loi Pleven » qui interdisait à un citoyen français de préférer un compatriote à un étranger. Ainsi tombait un

mur porteur : la liberté, sur le forum, de préférer son voisin à son lointain.

Peu à peu, le patriotisme allait devenir une pathologie, la frontière, une déviance, la nation, une mare aux diables xénophobes.

Nos deux défaites, en Indochine et en Algérie, devaient ainsi promouvoir une nouvelle posture officielle, la « haine de soi », ou plutôt la haine de ceux qui nous ont précédés. Cette exécration, cette aversion de soi-même devaient habiller désormais le narcissisme de l'instant et conduire à l'égotisme absolu.

- 
1. Un succès de librairie paru en 1967.
  2. *Chronique d'une ville française sous l'Occupation*, Marcel Ophüls, 1969.
  3. Raoul Girardet, historien et professeur, auteur de nombreux livres, dont *Singulièrement libre*, entretiens avec Pierre Assouline, Perrin, Paris, 1990.



## Le parjure et l'amour de l'autre

---

C'est le moment du départ, un arrachement, le convoi qui s'ébranle, les cris de désespoir, « Ne partez pas », les mains qui s'accrochent aux ridelles, les yeux exorbités, incrédules : « Vous nous abandonnez ? » Puis le silence de la mer, la « perle de l'empire français » qui s'éloigne, le sentiment d'avoir trahi après avoir été trahi. La souillure du courage terni, le dégoût, la hantise jusqu'à la fin de ses jours.

Rare moment où la musique va plus loin que les mots, quand seul l'archet peut descendre dans les profondeurs de l'âme secrète, blessée, inconsolable. Moment sublime, intime et déchirant. Cette mélodie des collines du malheur me tire des larmes à chaque fois que je l'écoute. La musique de mon ami Georges Delerue<sup>1</sup> est plus forte que les images, pourtant poignantes, haletantes.

Le violon dialogue avec l'orchestre. Refrain, couplet. C'est un grand amour, charnel et spirituel, qui finit mal. Le grand amour qui dure depuis trois siècles, entre l'Indochine et la France.

La page est tournée, inondée de larmes, on a sacrifié ses rêves, on médite sur ses torpeurs : le sacrifice de la vie est un sacrifice énorme. Il n'y en a qu'un qui soit plus terrible. Le sacrifice de l'honneur. Ainsi pensaient les rescapés, les officiers, les soldats, les chefs.

Ainsi pensait Bigeard, avec qui j'ai noué, dans les années quatre-vingt, des liens d'amitié et de confiance. À chaque fois que j'en avais l'occasion, je m'arrêtais chez lui, dans sa modeste maison de Toul aux tuiles mécaniques, où m'accueillait sa chère « Gaby », « son grand et unique amour », disait-il. Il piaffait, tour-

nait autour du canapé, tapait sur un baromètre. Il « s'ennuyait comme un civil ». Giscard l'avait accroché comme une médaille à sa panoplie gouvernementale en le nommant secrétaire d'État en 1975.

Le général se laissait promener dans Paris, non plus comme un héros mais comme un trophée. Puis il devint député. Ce n'était pas un destin, c'était une fin. Il en riait lui-même :

– Je suis comme le parachutiste de Sainte-Mère-Église, accroché au clocher. Je me demande ce que je fais avec mon dorsal... à... l'UDF !

Il n'était dupe de rien. Et surtout pas des compliments. Un vieux soldat, recru d'épreuves, n'a plus de vanité :

– Je suis le dernier des cons glorieux, s'amusait-il à répéter devant les badauds et les journalistes. La gloire est un article du passé...

L'Indochine fut le grand moment de sa vie. Il en nourrissait pourtant bien des regrets :

– La France nous a oubliés. Après nous avoir lâchés. C'est une histoire infâme : on nous a envoyés là-bas, au casse-pipe, comme les sentinelles avancées du monde libre face à la menace communiste. Puis, un jour, pour des considérations de petite politique parisienne, on nous a laissés tomber, sans parachute : douze mille hommes dans le creux d'une cuvette, entourés de collines chéries, douze mille hommes pris au piège, abandonnés, immolés. Sur place, le général Giap, aujourd'hui célébré comme un grand chef militaire et qui, à l'époque, commandait les Vietminhs, nous a regardés crever, alors qu'il aurait été si facile de sauver tout le monde.

Le drame se lisait sur son visage, il perdait sa gouaille dans ce récit tragique. C'était un autre homme, au teint blême, à la mémoire torturée, balafmée :

– Je te le dis, Philippe : une banane par jour, et on ramenait les gars vivants. Je ne pourrai jamais l'oublier.

Tous les rescapés évoquent avec les mêmes mots cette marche abominable vers les « camps de rééducation » : sur dix mille prisonniers après la bataille, plus de sept mille ne revinrent jamais. Disparus sans sépulture ni souvenir. Ils sont restés là-bas, comme des fourmis mortes parmi les manguiers, avalés par l'eau des rizières, semblables à des miroirs ternis, dans les natures insolentes des vallées éblouissantes.

Bientôt, leur mémoire devint une gêne pour la mère patrie elle-même, pour ceux qui les avaient dépêchés là-bas, à la pointe de l'Asie, et qui, aujourd'hui, tournent la tête ailleurs.

– Qui veut bien encore se souvenir, interrogeait Bigeard, des cercueils caillassés par les dockers de la CGT au port de Marseille, des soldats insultés à leur retour en métropole, du matériel saboté dans les usines d'armement ?

Les socialistes, qui plastronnaient en répétant le serment : « Battez-vous, les gars ! L'Indochine, c'est la France », soudain se firent porter pâles, là-bas à Genève, pour négocier avec l'ennemi de la veille. Les communistes sacrifièrent sur l'autel de leurs allégeances internationalistes leurs compatriotes engagés pour la défense de l'Union française. Le 6 mars 1954, *L'Humanité* écrivait : « Félicitations au succès du Vietminh. Nous sommes de cœur avec lui. » Haute trahison.

La France des élites parisiennes a poignardé ses fils du bout du monde. Après les avoir envoyés au feu, elle les a convoyés à l'abattoir, au mensonge, à l'oubli. L'indifférence de la patrie fut sujet de révolte pour tous les officiers : « Des millions d'hommes jeunes et pleins de promesses mouraient au nom d'une cause nationale et de leur drapeau sans que personne ne s'en émeuve. Soudain le Vietminh passa du côté du Bien, de la Liberté, du Peuple, et nous, nous n'étions plus rien... »

Mais il y a eu pire encore : un drame de conscience gâcha des vies entières. Tous ces militaires, délaissés, lâchés par la France, restèrent, jusqu'à la fin de leurs jours, hantés par le souvenir de

leurs compagnons de rizière, compagnons de misère, qu'ils avaient dû abandonner eux-mêmes à une mort certaine.

J'ai été bouleversé par ce que m'a raconté d'une voix essoufflée, ardente, douloureuse, oppressée, le commandant Denoix de Saint-Marc :

– Il a fallu laisser là-bas les villageois. Quant aux prisonniers français, ils ont eu droit à l'épreuve terminale de la « cage à buffles » : les captifs, hâves, barbus, crasseux, décharnés, attachés à un poteau sous une maison à pilotis, dans une eau putride, étaient livrés aux piqûres des maringouins, des puces volantes attirées par les buffles. Ainsi étaient-ils suppliciés jusqu'à la folie et la mort...

Denoix de Saint-Marc, le grand résistant, ancien déporté de Buchenwald, était intarissable sur ce drame que la métropole a toujours voulu ignorer :

– Quand les communistes sont arrivés, les populations locales, se sachant promises à la mort, nous ont suppliés qu'on les emmène avec nous. Mais nous avons des ordres et nous ne pouvions pas les embarquer. Les images de cette tragédie sont restées gravées dans ma mémoire, comme si elles avaient été découpées au fer, comme un remords qui ne s'atténuera jamais. Toutes ces femmes et tous ces hommes qui m'avaient fait confiance, la bouche ouverte, nous regardaient partir. Je lisais dans leurs yeux effrayés leur incompréhension. Elle rendait notre trahison plus effroyable encore. Cette scène de cauchemar, où tous les liens humains basculèrent dans l'innommable, me happe, certains soirs, pour me jeter dans les gouffres de mon passé. J'ai le sentiment d'avoir été parjure. Tous ces gens qui croyaient en la France, nous les avons abandonnés en deux heures. Nous avons pris la fuite comme des malfrats. Ils ont été assassinés à cause de nous. Aujourd'hui, je vis la suite de mon existence avec cette blessure ouverte.

Le temps a passé. Le calme et la verdure sont revenus là-bas. Et, chez nous, les derniers survivants sont morts. Le dossier est

refermé, mais il est mal refermé. On ne veut plus rien savoir. L'écho de la trahison politique, au sommet de l'État, résonne encore parfois : lors du décès du général Bigeard, en 2010, le silence de la classe politique fut assourdissant. Et quand Hélié de Saint-Marc nous quitta en 2013, alors qu'il avait été élevé, en 2011, à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur, ce fut encore le silence. Ni communiqué ni message. L'incompréhension le disputa à la honte et au parjure. Ces grandes figures nous embarrassent comme si leur vie même révélait la complexité d'une histoire que nous voudrions effacer.

En revanche, en octobre 2013, la même année, en apprenant le décès du général Giap, commandant l'armée vietminh, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, publia un communiqué où il confia « son émotion » : « Ce fut un grand patriote vietnamien. Et un grand soldat... Je salue aujourd'hui la mémoire d'un homme exceptionnel et présente mes profondes condoléances à sa famille et au peuple vietnamien. » Il ne fut évidemment pas fait mention qu'il avait été aussi un grand criminel de guerre.

L'Indochine est un scandale moral, où se sont côtoyés la trahison, l'indifférence et le déni.

Certains Français gardent encore en mémoire le fameux colloque sur le Vietnam qui eut lieu le 13 février 1991, au Sénat. Dans une atmosphère policée, le très respecté Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'État aux Anciens Combattants, qui fut prisonnier, pendant quatre ans, au fameux camp 113 à la réputation si cruelle, un camp où il a subi les tortures du Vietminh, trépigne à la tribune. Au fur et à mesure des communications, on le voit qui se penche de plus en plus fébrilement. Et soudain, n'y tenant plus, il marmonne :

– Il y a quelqu'un ici, juste à côté de nous, qui ressemble à mon bourreau, le chef du camp 113.

Les voisins sourient, incrédules ; ils ne prêtent guère attention à ce murmure, le mettant sur le compte d'une mémoire souffrante et troublée.

Puis, tout à coup, Jean-Jacques Beucier se lève d'un bond. Il fait taire l'assistance médusée :

– Écoutez-moi, s'il vous plaît. Il y a un homme, ici, qui n'a rien à faire à cette tribune.

Chacun s'observe, embarrassé. Beucier a le regard terrible d'un soldat effaré qui vient de subir le retour du passé :

– C'était mon bourreau, Dai Đông, le chef du camp 113.

L'assistance est interdite. L'ancien captif s'arrête un instant. L'amphithéâtre se glace. Il pointe le doigt, halluciné, tremblant de tous ses membres :

– Je vous ai reconnu, Dai Đông ! C'est bien vous, Dai Đông ?

Dai Đông ne se démonte pas. Il ose même contre-attaquer, il ne regrette rien et se moque publiquement de ses anciennes victimes. Panique au palais du Luxembourg. Les vociférations réveillent quelques sénateurs. Chez les journalistes, c'est la stupéfaction. L'histoire tragique vient d'ébranler leurs tranquilles certitudes.

Au fil des jours, avec Charles Millon, François d'Aubert, Philippe Mestre et Lionnel Luca, nous relayons les protestations et pétitions à l'Assemblée. La prudence reste de mise : « On attend d'en savoir plus », entend-on dans la salle des « Quatre Colonnes », où se croisent députés et journalistes. Les collègues promettent de signer, mais... un peu plus tard. Ils ont peur. Car la défense s'organise. Les Autorités morales se mettent en branle : Jean Lacouture, Pierre Vidal-Naquet. Le camp progressiste se mobilise pour cet homme démasqué, confondu, qui est devenu un brillant chercheur au CNRS, puis maître de conférences à l'université de Paris VII-Jussieu. Dai Đông s'appelle Georges Boudarel.

Cet homme est de ces Français anticolonialistes qui ont pris trop à cœur leur « amour de l'Autre ». Il a été nommé, en 1952, commissaire politique du Vietminh, il a été chargé de la rééducation idéologique des militaires français prisonniers dans le camp dont il avait la charge. C'est lui qui organisait les marches forcées, la punition de la « cage aux buffles », les brimades... C'est lui en-

core qui veillait à ce que ses proies ne bénéficient pas de la convention de Genève car, à ses yeux, ils n'étaient pas vraiment des prisonniers de guerre mais les simples « instruments aveugles du colonialisme et du capitalisme ».

Il a consciencieusement appliqué sur ses compatriotes la méthode d'avilissement par la faim, la déchéance physique, l'endocrinement, la délation entre détenus. Il a fait périr 278 Français. Amnistié en 1966, il a obtenu par protection le rétablissement de ses droits universitaires.

Un matin du printemps 1993, nous apprenons même que, se préoccupant de sa retraite, il a demandé et obtenu la validation de ses « loyaux services » de 1950 à 1967, en indiquant dans son dossier, pour la période 1951-1954 : « Voyage d'études en Extrême-Orient ». La novlangue académique a parfois un relent amer.

Une plainte est déposée contre Boudarel, sur le chef de crime contre l'humanité. La Justice le protégera. La Cour de cassation prendra son parti. Il échappera à toutes les poursuites.

Soutenu par l'ensemble des figures de la gauche intellectuelle, l'ancien bourreau trouve les moyens d'échapper à toute sanction universitaire.

Seul ou presque à gauche, Lionel Jospin sauve l'honneur en déclarant : « Rien ne peut justifier qu'un professeur devienne un kapo dans un camp de concentration, dans lequel ses compatriotes mouraient sous la torture et les mauvais traitements. Cet homme-là ne mérite pas, à mon sens, de comité d'entraide. »

Le professeur Boudarel poursuivra sa carrière jusqu'à sa retraite paisible. Cette histoire aurait dû disqualifier toute la classe intellectuelle, qui, par son soutien à l'insoutenable, s'est déshonorée.

Cruelle leçon de l'Indochine. « L'œil était dans la tombe et regardait Caïn. » La France a tourné la tête et est devenue un pays qui ne respecte plus ses morts. Nos élites auraient dû méditer le mot de Camus : « Il est bon qu'une nation soit assez forte de tradi-

tion et d'honneur pour trouver le courage de dénoncer ses propres erreurs. Mais elle ne doit pas oublier les raisons qu'elle peut avoir encore de s'estimer elle-même. Il est dangereux, en tout cas, de lui demander de s'avouer seule coupable et de la vouer à une pénitence perpétuelle. »

C'est bien pourtant de repentance perpétuelle dont il faudra bientôt parler. Depuis 1715 – la fin de l'apogée française – nous avons pris l'habitude de vénérer nos vainqueurs. Et quand ces vainqueurs peuvent se parer du titre de « damnés de la terre », alors nous nous haïssons davantage. C'est la subversion ultime : vénérer celui que nous avons humilié et qui nous a vaincus.

---

1. Du film *Diên Biên Phu* de Pierre Schoendoerffer, 1992.



## IX

# Le temps de la traque

---

J'ai, avec François Hollande, deux liens que personne ne connaît. Ils remontent à l'enfance et, ensemble, nous ramènent par le souvenir à l'année 1964 : passionnés du Tour de France, nous étions tous les deux « anquetilistes » alors que la majorité des Français préféraient Poulidor. Et nos pères étaient tous les deux pour l'Algérie française, alors que la majorité des Français penchaient pour l'indépendance algérienne.

Le docteur Georges Hollande était un médecin ORL connu et apprécié sur les hauteurs de Rouen, à Bois-Guillaume. Il s'était présenté aux élections sur une liste nationale et ne cachait pas son admiration active pour l'avocat des combattants de l'Algérie française, maître Tixier-Vignancour. Mon père, quant à lui, ne connaissait les événements de l'Algérie qu'à travers le récit des jeunes soldats de la petite commune dont il était le premier magistrat : le contingent, pour lui, c'était les noms du cercle intime, les visages connus de tous ces conscrits partis là-bas, et de ces familles, anxieuses parfois, qu'il fallait secourir.

Un jour, le 27 mars 1959, tout a basculé. Un télégramme officiel est arrivé à la mairie : notre voisin, le cher Clovis Cauneau, venait d'être tué à Bou-Saada. Une mort gratuite ?

Les soldats revenus du bout du monde avaient entendu le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, tapant du poing sur la table : « L'Algérie, c'est la France. » Alors ils avaient embarqué. Encore une fois.

Le traumatisme de Diên Biên Phu brûlait toujours les chairs vives du souvenir. Comme en Indochine, l'armée obéit. De nouveau, elle fit la guerre, elle la gagna. Comme en Indochine, les of-

ficiers français donnèrent leur parole aux populations locales, en l'occurrence aux harkis. Mais, bientôt, le serment ne valut plus rien. Ce furent les accords d'Évian, le sauve-qui-peut, la rupture de la solennelle promesse, les harkis qui hurlaient : « Ne nous abandonnez pas. Vous avez promis... » Le drame de conscience se répète.

Mon père avait prêté le serment de fidélité des officiers pour que toutes ces vies fauchées en pleine jeunesse ne soient pas inutiles. Mais le vent tourna. Ceux qui étaient restés fidèles à la parole donnée furent regardés comme des traîtres. Des « fachos ».

Alors, partageant le désarroi et l'amertume de ses camarades officiers d'active de Coëtquidan, mon père choisit la rupture, la révolte. Il s'engagea, au nom de l'honneur, aux côtés d'Horace Savelli, compagnon de la Libération, héros de la Résistance, « couvert de bananes ».

À la prison Bonne Nouvelle, à Rouen, en cet hiver 1964, il faisait froid. C'étaient les vacances de Noël. Notre chère mère, désargentée, nous avait emmenés en deux-chevaux dans une petite maison, à la Bouille, près de Rouen. Nous nous rendions tous les jours au parloir pour rendre visite à notre père, condamné, de manière dérisoire, pour avoir distribué des tracts. Il était le délégué des embastillés. Nous apportions chaque après-midi des sacs de vêtements chauds que les familles bourgeoises de Rouen avaient collectés pour les officiers. Mon frère Bertrand et moi, nous portions les sacs. J'avais quinze ans. Mon père, ensuite, procédait à la répartition, avec les matons, pour ceux qui grelottaient sur les coursives. Parmi les collecteurs de ces gilets du réconfort, il y avait le docteur Georges Hollande. Nos deux pères, sans se connaître, formaient ainsi une chaîne invisible d'entraide. L'un apportait les gilets et l'autre les distribuait.

La grande loi de solidarité de l'armée française et de ses bienfaiteurs s'appliquait dans cette simplicité et cette générosité chevaleresques.

Ce lien fort de l'histoire – la petite dans la grande – était sans doute effacé depuis longtemps dans la mémoire du président de la République lorsqu'il décida de nommer mon frère Pierre chef d'état-major des armées. Ainsi va la marche du destin, qui conduit les hommes vers l'improbable.

La route des fils a recroisé celle des pères. Ainsi coulent, imprévisibles, insondables, les méandres de la vie ; elle réserve sa part d'inattendu à ceux qui savent en goûter les mystères et la poésie.

Grâce à ses impressions d'enfance et aux mots entendus à Bois-Guillaume, François Hollande a appris que l'histoire était tragique, qu'il peut y avoir des déchirements intimes et des choix douloureux.

Hélie Denoix de Saint-Marc m'a raconté le moment terrible de son procès. Nous sommes le 5 juin 1961. Le prétoire est assailli par la foule. Devant le haut tribunal militaire, là même où fut jugé Landru, le soldat perdu se lève. Il s'adresse à cette cour d'exception qui a déjà l'arrêt en main. Et déclare en pesant ses mots avec gravité, pour l'Histoire :

– Ce que j'ai à dire sera simple et sera court. Depuis mon âge d'homme, monsieur le président, j'ai vécu pas mal d'épreuves : la Résistance, la Gestapo, le camp de déportation de Buchenwald, trois séjours en Indochine, la guerre d'Algérie, Suez, et puis encore la guerre d'Algérie...

« En Algérie, nous avons reçu une mission claire : vaincre l'adversaire, maintenir l'intégrité du patrimoine national, y promouvoir la justice raciale, l'égalité politique. On nous a fait faire tous les métiers, oui, tous les métiers, parce que personne ne pouvait ou ne voulait les faire. Nous avons mis dans l'accomplissement de notre mission, souvent ingrate, parfois amère, toute notre foi, toute notre jeunesse, tout notre enthousiasme. Nous y avons laissé le meilleur de nous-mêmes.

« Nous y avons gagné l'indifférence, l'incompréhension de beaucoup, les injures de certains. Des milliers de nos camarades

sont morts en accomplissant cette mission. Des dizaines de milliers de musulmans se sont joints à nous comme camarades de combat, partageant nos peines, nos souffrances, nos espoirs, nos craintes. Nombreux sont ceux qui sont tombés à nos côtés. Le lien sacré du sang versé nous lie à eux pour toujours. Et puis, un jour, on nous a expliqué que cette mission avait changé.

« Alors, nous avons pleuré. L'angoisse a fait place en nos cœurs au désespoir. Nous nous souvenions de l'évacuation de la Haute-Région, des villageois accrochés à nos camions, qui, à bout de forces, tombaient en pleurant dans la poussière de la route. Nous nous souvenions de Diên Biên Phu, de l'entrée du Vietminh à Hanoï. Nous nous souvenions des milliers de Tonkinois se jetant à la mer pour rejoindre les bateaux français. Nous pensions à tous ces hommes, à toutes ces femmes, à tous ces jeunes qui avaient choisi la France à cause de nous et qui, à cause de nous, risquaient chaque jour, à chaque instant, une mort affreuse. Nous pensions à ces inscriptions qui recouvrent les murs de tous ces villages et mechtas d'Algérie : "L'armée nous protégera, l'armée restera." Nous pensions à notre honneur perdu.

« Monsieur le président, on peut demander beaucoup à un soldat, en particulier de mourir, c'est son métier. On ne peut pas lui demander de tricher, de se dédire, de se contredire, de mentir, de se renier, de se parjurer. »

Le temps passa. Il fallut panser les plaies. Et passer à autre chose. Il y avait d'autres urgences, l'Europe de la chaise vide, la sortie de l'OTAN, les « événements de Mai »...

Peu à peu, la paix revint à pas feutrés, dans les cœurs patriotes de ceux qui s'étaient combattus. Je me souviens de la venue, aux Herbiers, en Vendée, de Michel Debré. Je l'avais invité à prononcer une conférence sur la nécessaire indépendance militaire de la France par rapport à l'Amérique. J'étais ulcéré qu'il fût caricaturé avec un entonnoir sur la tête. Il défendait sans calcul ni fioritures la France qu'il aimait. Je lui fis rencontrer mon père. Ils

tombèrent dans les bras l'un de l'autre, je crois bien qu'ils pleuraient. Les premiers mots furent magnifiques :

– C'est ça la France ! murmura le premier.

– Oui... Oui... La France d'Henri IV, reprit le second.

Je repensai à la recommandation de Catherine de Médicis, après les guerres de Religion : « Bien taillé, mon fils ! Maintenant il faut recoudre. »

Toute la soirée, nous avons recousu. Sans faux-fuyants, la tragédie algérienne revint sur la table. L'un et l'autre échangeaient avec sérénité les arguments des deux camps :

– Nous pensions, dit mon père, que la France n'avait pas de limite ethnique. Soustelle et Bidault n'étaient pas des cervelles de colibri mais des universalistes qui se voulaient indifférents aux races, aux religions, au passé... La grande France...

– Oui, répondit Michel Debré, je le pensais aussi du temps de mon journal, le *Courrier de la Colère*, en 1957. Mais je me suis finalement rangé aux arguments du général. Il n'a jamais cru à l'intégration des Arabes. Il disait : « Essayez donc d'intégrer de l'huile et du vinaigre. Agitez la bouteille. Au bout d'un moment, ils se sépareront de nouveau. Les Arabes sont des Arabes, les Français sont des Français. »

Un peu plus tard, Michel Debré nous rappela, avec force, que la décolonisation ne devait, à aucun moment, servir de prétexte à une quelconque mortification de nos compatriotes ou à salir la présence française dans le monde. Il vitupérait contre « la gauche aux mains pures » :

– Il faut rappeler sans cesse que ce n'est pas la droite qui a porté l'idée coloniale entre 1880 et 1950. C'est la gauche républicaine. La droite, elle, était toute concentrée sur l'Alsace-Lorraine, les yeux fixés sur la ligne bleue des Vosges. La gauche entendait prolonger la Révolution, apporter la seule civilisation des Lumières et des droits de l'homme à toute l'humanité.

Pour ma part, je connaissais les exhortations de Jules Ferry, un peu moins celles de Gambetta qui refusait « le repliement de la

France sur elle-même », encore moins celles de Jaurès : « Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France. »

Aujourd'hui, les Français ont oublié l'apostrophe de Hugo : « Nous sommes les Grecs du monde, c'est à nous d'illuminer le monde. »

J'ai moi-même recherché tous les discours de l'époque – les discours de la gauche. Celui de Léon Blum, au Palais-Bourbon, en 1925, a été mis sous la pile avec précaution par les bigots du parti socialiste, surtout le passage où il invoque « le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture ».

En fait, toute la gauche, à l'exception de quelques radicaux et socialistes, a professé, pendant un siècle, du temps du roman national, « l'inégalité des civilisations ».

C'est au moment de la crise algérienne qu'elle a opéré son salto arrière. Elle dénonce alors « le hideux passé colonial de la France ». La tache rose de l'empire colonial sur nos cahiers d'écoliers devient une tache de sang. C'est l'hallali. Le ton est donné par le journal *Le Monde*, qui porte l'écho du retournement sartrien : « Les Français n'ont plus tout à fait le droit de condamner dans les mêmes termes qu'il y a dix ans la destruction d'Oradour et les tortionnaires de la Gestapo<sup>1</sup>. »

À l'université, une lecture s'impose, la nouvelle bible : *Les Damnés de la terre*, de Frantz Fanon. La préface de Sartre est d'une violence inouïe : « Ayez le courage de lire Fanon : pour cette raison qu'il vous fera honte et que la honte, comme disait Marx, est un sentiment révolutionnaire. »

Un peu plus loin, résonne comme un vague appel au meurtre : « Chaque fois que l'homme blanc est chassé ou éliminé, c'est un peu d'indépendance qui est rendue à l'humanité. Abattre un Européen, c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé. Restent un homme mort et un homme libre. »

Des Lumières, cette gauche oublieuse de ses propres responsabilités historiques n'a conservé que l'obsession mortifère de la table rase, de l'« Homme nouveau » et de la guillotine idéologique.

Le Français, par nature, est suspect d'esclavagisme. Il faut le traquer, guetter, derrière la baguette, les borborygmes douteux et la gégène. Si on le surprend à lire *Tintin au Congo*, il aura affaire au CRAN, le Conseil représentatif des associations noires, car il s'agit d'un « ouvrage raciste et subtilement négationniste ».

Bientôt, le brouhaha est à son comble à cause d'un député imprudent, Christian Vanneste, qui a fait voter un amendement « portant reconnaissance de la nation aux Français rapatriés ».

C'est le président algérien Bouteflika qui ose réclamer l'abolition de ce texte, il accuse la France de révisionnisme. Lors d'un colloque avec des étudiants musulmans de son pays, il s'emporte, le doigt vengeur : « Pour la société algérienne, la colonisation française a été massivement une entreprise de destruction ! »

Jacques Chirac est pris de panique. Il demande le retrait de la loi. Et c'est l'ami Jean-Louis, le fils de Michel Debré, qui invite le Conseil constitutionnel à faire place nette. Quel symbole !

L'Algérie continue à réclamer justice. Au nom de la double nationalité, certains de ses ressortissants se croient tout permis. Au stade de France, la *Marseillaise* est sifflée à plusieurs reprises par certains enfants de l'immigration. Le slogan de « Black-Blanc-Beur », qui devait réenchanter la France, fait chou blanc. La désintégration est en marche, la guerre des mémoires commence.

En signe de remerciement aux autorités françaises, Abdelaziz Bouteflika déclarera le 16 avril 2006 : « La colonisation a réalisé un génocide de notre identité, de notre histoire, de notre langue, de nos traditions. »

La bataille d'Alger va devenir la bataille de France : c'est sur notre territoire que désormais l'antagonisme se déplace. En janvier 2005, on retrouve la résonance de Sartre dans la création des Indigènes de la République. Selon l'appel lancé par ce mouvement, « le traitement des populations issues de la colonisation

prolonge la politique coloniale ». Ces « Indigènes » portent sur notre sol le conflit qui secoua naguère les colonies, ils somment les Français de se plier à leur mode de pensée.

Maître Terquem, cofondateur de SOS Racisme, publie dans *Le Monde* du 9 décembre 2005 une tribune intitulée « La République blanche, c'est fini ! ».

Les procureurs de la France se font chaque jour plus pressants. Ils poussent leurs pions. Ils nous testent. À chaque confrontation, ils exigent de nouvelles concessions. Ils progressent à l'abri des totems victimaires ; les Français, hier colonisateurs là-bas, restent colonisateurs ici, en pratiquant l'« apartheid ».

La France a perdu le privilège, sur son sol, d'imposer son mode de vie, son modèle culturel. On n'a plus le droit d'exiger « qu'on vive à Rome comme les Romains ». On peut juste réclamer la coexistence. Ainsi émerge le nouveau concept du « Vivre ensemble ». C'est un nouveau pas, un nouveau recul : la nation française tente la juxtaposition, à la libanaise, de communautés autonomes qu'on renonce à fondre ensemble. Avec seulement un règlement de copropriété : le code laïc, que beaucoup rejettent, d'ailleurs. Il n'y a plus aucune prééminence. C'est aux citoyens français de s'adapter et de raser les murs, tête basse. Le temps est arrivé de la colonisation à rebours et de l'assimilation à l'envers.

---

1. Hubert Beuve-Méry, 13 mars 1967.



## Cohn-Bendit, le bourgeois

---

- Salut, Dany le Rouge !
- Non, c'est Dany le Vert !
- Tu n'es plus rouge ?
- Je suis de toutes les couleurs du monde...

Ainsi s'engage la conversation, à la buvette du Parlement de Strasbourg. Cohn-Bendit est en train de boire son espresso au zinc, je suis plongé dans *L'Équipe*, assis juste dans son dos. Quand il me voit, il tourne son tabouret vers moi ou plutôt vers le journal, pour lire les titres. Il est, comme d'habitude, hirsute, coiffé à la matraque, rigolard et les yeux hilares, tel l'étudiant attardé qui cherche le pavé bien taillé à envoyer dans la vitrine. Puis il commande une orange pressée et un cappuccino, comme un notaire au salon de thé.

Soudain, sa voix se radoucit. Il met de l'empathie dans ses yeux bleus d'enfant de cœur et s'enquiert de ma santé :

- Tu vas mieux ?
- Oui. Beaucoup mieux.

Peu de mes collègues se sont souciés de ma santé. Dany le Rouge est un des rares à le faire.

– J'ai été bien soigné. J'ai traversé le cancer au galop. Merci, Dany, c'est délicat de ta part...

– Qu'est-ce que je m'ennuierais s'il n'y avait plus de gens comme toi à tacler ici !

- À tacler ? Comme au foot ?

On a au moins ce point commun d'aimer le foot. Nous engageons la conversation sur la rencontre de ce soir :

- Au fait, tu vas regarder le match ?

– Oui, bien sûr. Le Barça va gagner.  
– Neymar jouera ?  
– Ah, tu le connais ?  
– Oui, je sais même que c'est le seul joueur au monde qui tire des deux pieds.

Oh, le Dany, il connaît vraiment bien le foot ! Il me confie :

– Depuis mon enfance, je connais tous les clubs européens et tous les transferts.

– Mais le foot a bien changé : aujourd'hui, les joueurs sont de nulle part. C'est devenu une affaire de milliardaires, il n'y a pas un footballeur anglais à Manchester, pourtant une équipe anglaise emblématique. Comment s'attacher à des « joueurs nomades » ?

Il s'esclaffe :

– Ah, c'est sûr que c'est plus la baguette sous le bras et les contrats à vie ! C'est la mobilité, le foot bouge ! Comme la société !

– Hélas, il bouge dans le mauvais sens à cause de l'Europe et du sinistre arrêt Bosman<sup>1</sup> ! On désincarne les clubs.

– L'arrêt Bosman, je l'incarne ! Le droit des travailleurs à la mobilité intégrale.

– Finalement, tu es un libertaire... libéral ?

– Oui, bien sûr...

– Et... un bourgeois...

– Oui, je suis un bourgeois !

– T'as bien changé depuis 68.

– Non, tu te trompes. Je n'ai pas changé. On se retrouve avec les libéraux, on ne veut plus de frontières dans le monde, plus d'États ; eux non plus.

– Finalement, tu as eu un fils spirituel, c'est Giscard.

– Et le MEDEF...

– Donc, tu es pour le Marché, pour les patrons...

– Ils m'ont invité à leur Université d'été, sur le campus de Jouy-en-Josas : ils étaient trois mille patrons en chemisette à me demander si le capitalisme était moral. Je leur ai répondu : Ça ne

m'intéresse pas. Arrêtez ! Laissez ça aux curés ! Le souci des capitalistes, c'est de gagner, et ils ont raison !

J'ai mis du temps à comprendre pourquoi Dany le Rouge, qui était le roi du Parlement européen, siégeait toujours juste au centre de l'hémicycle. En fait, il en était le point d'équilibre, le centre de gravité.

Il n'a changé qu'en surface : il se battait contre les bourgeois du pré carré et le voilà avec les bourgeois européistes ; il se battait contre le marché, et le voilà qui prône « le principe de la concurrence libre et non faussée » des nouveaux traités. Contradiction de simple apparence.

En réalité, je me suis trompé. Comme tant d'autres qui voyaient, en Mai 68, une secousse révolutionnaire ouvriériste. Ce fut une révolution bourgeoise, Régis Debray a raison : Mai 68 fut le berceau de la nouvelle société bourgeoise. Les étudiants rebelles ont été les agents actifs ou les idiots utiles d'un nouveau capitalisme qui a muté.

Je me souviens d'une conversation surprenante au Palais-Royal, avec Maurice Grimaud, le vieux préfet de Paris, qui eut à faire face aux « événements de Mai ». Ses yeux riaient au fil de son propre récit des manifestations : « Je commandais la police. J'ai vu les deux rangées face à face : il y avait d'un côté les jeunes bourgeois parisiens qui lançaient des pavés contre les forces de l'ordre. Et de l'autre côté, stoïques et placides, les CRS qui, eux, étaient des prolétaires de banlieue. Tout était à l'envers : les prolétaires dormaient à la caserne et les étudiants rentraient le soir boulevard Raspail, chez papa et maman, où leur assiette gourmande les attendait. »

Par-delà le tohu-bohu et les désordres, les slogans festifs, le droit d'aller voir les filles, derrière les barricades, Mai 68, c'est en réalité la naissance du boboïsme, c'est-à-dire d'une nouvelle idéologie en fusion : celle des bourgeois – les libéraux – et celle des bohèmes – les libertaires. Le bourgeois bohème est un hybride qui

hélite, depuis l'Amérique, d'un nouveau modèle économique et sociétal : le capitalisme libertaire.

Petit à petit, la grande fracture s'installe ; deux France vont s'éloigner l'une de l'autre : la France citadine des bobos qui cherche sa prospérité dans le libre-échangeisme, et la France périphérique qui cherche à s'en protéger.

La première pratique le « *No frontier* » des libéraux et le « *No limit* » des libertaires. La seconde subit de plein fouet les effets de l'immigration, du déracinement, des délocalisations et de la perte des repères.

Le capitalisme libertaire vient des États-Unis. Au début des années soixante-dix, les grandes entreprises multinationales s'es-soufflent. Il faut trouver de nouveaux marchés de masse, de nouveaux clients, de nouveaux appétits. Pour cela, les experts en marketing désignent les obstacles : le principal est le patriarcat, car le « bon père de famille » est un mauvais consommateur. Il vaut mieux cibler des individus plutôt que des communautés, et leur vendre la quête du bonheur personnel par le consumérisme.

Il faut sortir tout ce petit monde de chez soi, l'enfant roi, la femme revendiquée comme autonome – plus dépensière que la mère au foyer – et leur inoculer la fièvre de la consommation. On fera, au préalable, sauter tous les tabous susceptibles de ralentir la marchandisation des biens et des services, pour favoriser l'avènement d'un « marché du désir ». Apple constate que les homosexuels sont de meilleurs acheteurs d'ordinateurs que les hétérosexuels. Alors le géant bascule du côté du lobby gay qui ne manquera jamais de moyens. Les homos sont très recherchés par les publicitaires qui trouvent la bonne formule : « *Double income, no kid* », « Double revenu, pas d'enfant à charge ».

« Le libéralisme économique intégral, prôné par la droite, porte donc en lui la révolution permanente des mœurs, défendue par la gauche, tout comme cette dernière exige, à son tour, la libération totale du marché<sup>2</sup>. »

« Cours camarade, le vieux monde est derrière toi » : ce slogan infuse, dès son apparition en mai 68, l'idée progressiste et parricide de tous les affranchissements – après la mort du Père, celle des pères de famille et des mères poules, mauvaises consommatrices, trop parcimonieuses.

« Il est interdit d'interdire » : ce cri du cœur porte un nouvel ordre néomoral établi sur l'hédonisme et l'illimitation de la jouissance. La plage de sable sous les pavés est désormais une plage sans frontière. Aucune dune ne pourra la border, la contenir. Elle court à l'infini comme le désir.

Le temps va venir de l'abolition progressive de toutes les limites, hiérarchies et distinctions. Le marché a besoin d'êtres coupés de leurs liens, envahis de leurs biens. Ils doivent être interchangeables, convertibles, monnayables. *No limit !* Pierre Bergé – une parfaite incarnation de cet ordre libéral libertaire – tire sur le fil : « Il n'y a pas de différence entre louer son ventre pour avoir un enfant et louer ses bras pour travailler en usine<sup>3</sup>. » Une phrase de Marx, bien frappée, montre que tout cela n'est pas d'aujourd'hui : « La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire. Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a détruit les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens qui unissent l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d'autre bien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du paiement comptant. Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste. »

Le consommateur compulsif est ainsi rééduqué à mépriser le passé, à vivre sans héritage, sans horizon ni visions partagées. Et voici notre pauvre hère qui pousse son chariot, peu à peu dénudé, déculturé, détaché de tout. Il devient « l'homme sans gravité », en état de manque chronique. Il ne croit plus en rien mais il est perméable à tout. Il absorbe comme un poison délicieux les discours de la mode et du divertissement qui lui enjoignent de se distraire à

en mourir. Alors il en vient à accepter « toutes les avancées des mœurs et du droit », bientôt il considère avec faveur toute nouveauté et cède à la tentation de jouir à tout prix de la montagne d'objets de consommation qui brillent sous ses yeux. Et il s'endette à vie, les crédits pleuvent sur lui comme des bienfaits.

Pour demeurer vulnérable au marketing, l'*Homo zappiens* doit être maintenu dans cet état postnévrotique, désinhibé, de vide et d'anxiété, par l'entremise du petit écran hypnotique dont le rôle est illustré par un franc propos de Patrick Le Lay : « Dans une perspective "business", soyons réalistes : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit... Or, pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est *du temps de cerveau humain disponible*... Rien n'est plus difficile que d'obtenir cette disponibilité. C'est là que se trouve le changement perpétuel. Il faut chercher en permanence des programmes qui marchent, suivre les modes, surfer sur les tendances, dans un contexte où l'information s'accélère et se banalise<sup>4</sup>. »

Le capitalisme moderne a trouvé – ou retrouvé – dans l'idéologie de Mai 68 un allié précieux favorisé par l'Amérique. Il s'agit de créer sans cesse de nouveaux besoins et de maintenir en état d'anxiété tous les petits Narcisse oisifs qui se croient libres, télécommandés jusqu'au digicode.

Les étudiants révoltés voulaient affaiblir l'État et la nation. Mission accomplie. Entre les fils de bourgeois qui battaient le pavé et leurs pères qui prenaient les airs, la réconciliation est faite. Entre ceux qui ne veulent plus de frontières et ceux qui, à dix mille mètres d'altitude, ne les voient pas, l'entente est devenue harmonieuse. Le libéral et le libertaire ont la même patrie, le marché mondial de masse sans États, sans nations, sans douanes ni territoires.

En réalité, cette décivilisation qui ampute les individus de leurs appartenances sociales, familiales, culturelles, les livre corps et âme au marketing et à ses manipulateurs. Nous avons sous les yeux cet entremêlement informe prophétisé par Tocqueville, cette foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits plaisirs dont ils emplissent leur âme.

Bernanos l'avait prédit, cette « civilisation mécanique finira par promener autour de la terre, dans un fauteuil roulant, une humanité gâteuse et baveuse, retombée en enfance et torchée par les robots ».

La société areligieuse n'aura pas duré longtemps. La détresse spirituelle a été recyclée. Elle est devenue un produit. La publicité vante la consommation comme le remède universel à la maladie, la solitude, l'hébétude, l'angoisse métaphysique, l'insécurité personnelle. Il y a toujours un produit à prendre comme remède au burn out.

L'addiction vous rend fidèles. Fidèles à la nouvelle religion du Divin Marché. Le temps des nouvelles élites est arrivé, les élites mondialisées. Cours, camarade, le nouveau monde est devant toi...

- 
1. Arrêt rendu le 15 décembre 1995 par la Cour de justice de l'Union européenne qui permet d'acheter autant de joueurs étrangers qu'on le souhaite, sans limitation.
  2. Jean-Claude Michéa, *Le Complexe d'Orphée*, Climats, 2013.
  3. BFM TV, 25 janvier 2013.
  4. Patrick Le Lay, *Les Dirigeants face au changement*, Huitième Jour, 2004.

## La dékoulakisation à la française

---

Jamais je n'oublierai ce matin de 1970, lugubre, cette brume d'apocalypse nimbant un paysage dévasté tout autour de chez moi. Mes yeux me mentiraient-ils ? Ce qu'ils voient, c'est la fin du monde. La fin de mon petit monde : le chemin creux immémorial derrière la maison a disparu dans la nuit. Il n'en reste qu'un talus à demi éventré. La terre saigne. La nature est blessée, décapitée. Il n'y a plus un oiseau qui chante. Mes chardonnerets se sont enfuis, apeurés. Partout des plaies ouvertes, avec de grands cratères, des trognons de charme à l'envers, des traces de grosses chenilles dans l'argile boueuse. Une vilaine odeur de gasoil qui n'est pas de chez nous.

Je comprends qu'à l'aube les engins sont passés, puis qu'ils sont repartis. Le chemin de l'école ne sera plus jamais le même. Il était buissonnier. Il est nu. Les machines ont tout arraché : la barrière où je faisais le pendu, mon cerisier sauvage où j'avais mes petites habitudes gourmandes, les peupliers trembles avec leur musique argentée, les vieux néfliers de mon quatre-heures, tout est par terre, souches béantes, racines en l'air. La mare grouillante où j'allais pêcher mes grenouilles a été emportée, comblée. Ce champ désolé était mon champ, le champ de mes rêves et de mes natures apprivoisées. C'était le champ de mes garennes et de mes premiers printemps. Grâce à mon voisin, le paysan Samuel, je connaissais chaque bouquet, chaque houx, chaque nid de pics-verts.

Inutile de marcher plus avant, tout est saccagé. Je m'arrête, effaré. Je sais d'instinct que le dommage est irréparable. Samuel



m'a souvent confié sa peur de la foudre sur les arbres : « Un chêne qui tombe, c'est comme une bibliothèque qui brûle, le manque est irréversible. » Les chênes sont tombés.

Je tends l'oreille. J'entends des grosses bêtes à moteur qui ronflent au loin. Elles ont quitté la prairie d'à côté. Elles continuent leur ouvrage. Elles vont « terminer la commune » dans la journée. Ce soir, il n'y aura plus de haies vives. Je verrai arriver des messieurs ponctuels en cravate et mocassins de préfecture qui viendront seulement pour constater que « le travail a été bien fait ». Avec un double décamètre à la main, ils enjamberont les petits merlons de terre et les troncs couchés. Ils ont tous le parcellaire en tête, ce sont des « géomètres », des esprits de haute géométrie justement. Dépêchés par leurs chefs de bureau, ils viennent du chef-lieu. Ils ont les lunettes sur le bout du nez pour voir plus loin, au cas où on aurait oublié un arbre, épargné un bosquet, une bouillée. Ce grand dérangement, ils l'appellent un « remembrement ».

Le fils de Samuel, qui « va aux écoles » où il a obtenu son diplôme de « producteur », à La Mothe-Achard, est instruit des secrets et virtualités de ce grand arrachement. Il en sait beaucoup sur « les nouvelles structures et les nouveaux engrais ». Il s'approche de moi, pour me rassurer :

– Faut pas pleurer, Philippe. C'est un mal pour un bien. C'est le progrès. On vivra mieux.

Lui qui a pris le ton du monde nouveau, il ne comprend plus son père qui se tient à l'écart et hausse les épaules. Samuel est un savant illettré qui parle de son fils comme d'un lettré ignorant. Il me fait songer à ce mot de Montesquieu que les idéologues jugeront paternaliste : « J'aime bien les paysans, ils ne sont pas assez savants pour penser de travers. »

Le père aime les arbres, il écoute le temps qu'il fait, le fils ne veut entendre que les lendemains qui chantent. Il guette les friselis prometteurs de la science : ce n'est plus la terre qui féconde, c'est la technique ; le temps, pour lui, n'a plus d'importance, ni les sai-

sons. Samuel l'aîné, qui cherche à faire tenir dans le présent une grande quantité de passé, prend souvent dans sa main une poignée de terre grasse et, en l'embrassant amoureusement, la fait glisser entre ses doigts comme si c'était une poignée de sable éphémère. Il murmure simplement, désabusé, en serrant sa main vide :

– Tu vois, mon petit, ça, c'est ma terre. Je lui dois tout.

Il a du respect pour elle. Elle vient de loin dans la famille. Il parle de ce petit carré de terre fertile presque comme si c'était une personne. C'est elle qui lève les blés dont il fait son pain. Elle a ses humeurs. Parfois elle se refuse :

– Chaque récolte est un petit miracle : entre les semailles et les épis mûrs, le temps est incertain. Il suffit d'une grêle et tout est fini.

Le fils de Samuel, lui, ne croit plus à la terre. Ses maîtres agronomes lui ont appris l'agrochimie et le hors-sol. Il apprivoise les antibiotiques et les activateurs de croissance. Préférant la seringue à la faucille et la stabulation aux libres pacages, il explique à son père – qui ne l'écoute pas – que le progrès, c'est la technique, et que la technique va permettre de libérer les agriculteurs des inconstances de la glaise :

– Avec les poudres blanches qu'on ira chercher à la coopérative et les nouvelles semences à prodiges, on pourra augmenter les rendements. Et doubler la récolte.

Le métier va changer. Le paysan va devenir un *exploitant*. Il ne travaillera plus la terre, il l'exploitera. Il faut qu'elle rende deux fois plus qu'avant. On va lui donner des fortifiants. Les ingénieurs chimistes de Bayer, de BASF ou de Sandoz, qui sont les parrains de cette nouvelle culture, garantissent que ceux qui resteront sur les nouvelles parcelles agrandies et traitées verront leurs revenus doubler en quelques années.

Le père met en garde le fils sur les dangers qu'il y aurait à brutaliser la terre :

– Elle se vengera...

Les sèves, pense-t-il, ont besoin de patience. Le père se nourrit de la physique du mystère et de l'humilité. Il ne faut pas forcer la nature. Il croit au pacte nuptial de l'homme et de la terre. Le fils, lui, ne croit plus à la nature. Non plus qu'à la surnature : il milite à la JAC, la Jeunesse agricole chrétienne où on apprend aux jeunes à construire le monde de demain, un monde sans haies et sans limites : « Le ciel n'est plus au-dessus de nous, il est devant nous, à l'horizon. » Le passé est un boulet. Le jeune militant est, dans sa tête, détaché du sol natal. Il récuse les pesanteurs de la tradition et refoule en lui les anciennes manières de faire.

Aspirant à devenir agrochimiste, gorgé de scientisme, adepte du progressisme, il applique ce qu'il entend au syndicat, le CNJA : « Il faut s'adapter. » Cela veut dire ne plus vivre dans le monde d'avant mais courir après les chimères. C'est la course au productivisme.

Plus tard, quand je serai étudiant à Sciences Po, je comprendrai le mécanisme intellectuel qui porte cette *hubris*, comme disent les Grecs, ce péché d'orgueil.

Je me souviens de mes camarades, alignés en rangs d'oignons studieux, écoutant pieusement le prophète Henri Mendras. En 1967, il a publié un livre à succès, *La Fin des paysans*. Il y prédisait la disparition de la civilisation paysanne et l'émergence d'une nouvelle agriculture, obéissant aux règles du marché, de la division du travail et de l'innovation technique. Son livre a été repris dans toutes les écoles d'agriculture de France. Il affirmait avec l'aplomb du visionnaire : « La terre n'est plus le fondement nécessaire de l'exploitation agricole. »

Selon cet expert à magistère, elle aura de moins en moins de valeur. Le producteur de l'avenir n'aura plus rien de commun avec son grand-père qui était lié à sa glèbe et avait appris de ses ancêtres un trésor de savoir-faire délicats et raffinés.

Hier, il fallait du bon sens pour faire un bon paysan. Demain, pour faire un bon « producteur », il faudra de bons dosages afin de « pousser » la terre. Et des capitaux.

Si quelqu'un s'étonne de voir, tout autour de chez lui, les paysans quitter la terre, raccrocher les outils dans la grange et partir au bourg pour devenir ouvrier dans la chaussure, on lui répondra que cet exode est inévitable et bénéfique, que le remembrement vise justement à l'organiser, grâce à l'élargissement des parcelles et à leur fécondation chimique.

Le grand mot à la mode revient sans cesse comme un impératif moral : « changer les mentalités et changer les structures ».

Ainsi sonne-t-on le glas des derniers vestiges de la paysannerie qui va s'éteindre d'elle-même en silence. Et tous les experts de se réjouir de voir poindre à l'horizon « un monde sans paysans ».

En 1984, Henri Mendras ajoutera une postface triomphale à sa potion prédictive : « Les événements m'ont donné raison : en une génération, la France a vu disparaître une civilisation millénaire, constitutive d'elle-même. Pourtant, aujourd'hui encore, beaucoup se refusent à l'évidence, notamment parmi ceux qui ont été les artisans de cette disparition, hauts fonctionnaires, hommes politiques et dirigeants agricoles. Comme s'il était inconvenant de dire à la famille qu'elle est au chevet d'un cadavre : "Chut ! Il dort..." »

Le temps a passé. Et toutes les promesses se sont envolées. C'est la gueule de bois, de bois mort.

Quarante ans après, la coupe est amère : la France s'est enlaidie. On a détruit nos paysages. Labourages et pâturages ne sont plus, comme le disait Sully, les deux mamelles de la France. Partout, la latérisation des sols, le ruissellement des eaux provoquent catastrophes et inondations. Il n'y a presque plus de paysans et ils sont appauvris, dépendants. Ils ont appris un nouveau métier : planteurs de primes. Ils sont les nouveaux métayers qui passent leur temps à remplir des formulaires pour les nouveaux seigneurs de Bruxelles. Le silence du deuil accompagne le désespoir : un suicide tous les deux jours. La détresse.

Les cultures naturelles ont été balayées, méprisées. On ne sait plus ce qu'on peut manger sans ingérer des pesticides. Les

grands épandeurs de brouillards chimiques sont à l'ouvrage : on empoisonne les sols, les animaux et les hommes.

Le lendemain de mon arrivée à la présidence du département de la Vendée en 1988, j'ai constaté avec stupéfaction que le budget du Conseil général, sous la pression du syndicalisme agricole dominant, encourageait par des subventions astronomiques l'arrachage des haies. J'ai renversé cette politique en décidant de subventionner les replantations d'arbres. Mais il était bien tard, la Vendée avait perdu, entre 1960 et 1980, 65 % de ses haies. Dans le même temps, le linéaire national de tout le territoire français est passé de deux millions de kilomètres à deux cent mille aujourd'hui.

Ce carnage végétal a abîmé la campagne française. Il n'a pas profité aux paysans, la plupart d'entre eux ont disparu. Il a engraisé les grandes entreprises de l'agrochimie mondialisée.

Qui est donc responsable de ce scandale ? Les hommes politiques, les leaders syndicaux et l'Europe. Ils ont appliqué la même feuille de route, la même doctrine née du scientisme et du matérialisme, toute contenue dans le « Mémoire sur les réformes de l'agriculture de la Communauté européenne », le fameux plan Mansholt, du nom de ce demiurge de Bruxelles qui, en 1968, rêvait d'une « agriculture sans terre », c'est-à-dire d'une industrie de production d'aliments pour l'homme obéissant à deux urgences nouvelles : la productivité et la rentabilité. Autrement dit l'argent. Il fallait donc abandonner « l'exploitation familiale classique » au profit de grandes unités de production. Tout est dans les mots. *Exploitation* de la terre par l'homme. Dénaturation. Froideur monstrueuse des grandes abstractions recouvrant les grandes amputations.

Ainsi s'épanouit le taylorisme agricole, un nouveau système de production où le capital devient plus important que l'homme, croulant sous la dette.

Je me souviens d'un maître de conférences à Sciences Po qui brandissait le « rapport Vedel <sup>1</sup> » en lisant son appel à l'urgence de

la désertification : « Il faut, sous peine d'aller au-devant de graves mécomptes, accélérer le cours naturel du dépeuplement des campagnes et introduire un calcul économique dans les mentalités paysannes. »

Le fer de lance de cette politique fut la redoutable et tentaculaire Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, la FNSEA, qui, par une mise en coupe réglée et un quadrillage scrupuleux du terrain, installa son système de captation de la rente agricole au profit de ses membres.

J'ai vu de près cette machine syndicale soviétiforme, car son président national, Luc Guyau, était un Vendéen. Rien ni personne n'échappait à sa férule. Ce n'était pas un cumulard de terres mais de fonctions : il était président de la Chambre d'agriculture en même temps que du syndicat majoritaire, il tenait les SAFER, munies d'un privilège de puissance publique, qui s'occupent des préemptions et agrandissements de fermes, il donnait des ordres à la banque des paysans, le Crédit agricole, entièrement dans sa main. Il donnait aussi des instructions aux préfets et fit une fin en obtenant sa nomination aux Nations unies comme président de la Food and Agriculture Organization, la FAO, le temple planétaire du productivisme. Dans ce système idéologique et alimentaire, il n'y a pas de liberté pour une autre conception de l'agriculture.

Les résultats de cette gestion coresponsable sont désastreux. Le rêve de Sicco Mansholt et de la FNSEA est là, sous nos yeux, le paradis perdu de la campagne française aussi : le hangar de tôle a remplacé l'étable ; l'éolienne a remplacé l'arbre à l'horizon. Au lieu de ramasser le foin dans les dernières prairies naturelles, on ramasse les algues vertes sur les plages. Il y avait dix millions d'actifs agricoles après la guerre ; il n'en reste que neuf cent mille.

« Sidérurgie rurale », voilà les mots qui viennent à l'esprit quand on a, sous les yeux, ce chaos. Même les revenus ne sont plus suffisants pour entretenir les familles, asphyxiées par le surendettement.

Les paysans ont été trompés. Ils ont cru aux séductions de Bruxelles : « Nous allons dessiner, avec l'Europe, promettaient les technocrates européistes, une grande France agricole. Avec de plus grandes parcelles, vous irez chercher de plus grands marchés. »

Et, un jour, en 1992, l'Europe dévoila sa vraie nature : non plus un écran protecteur, mais un relais de la globalisation. Et c'est contre le monde entier que le paysan doit désormais lutter : le poulet américain, le blé canadien, la viande argentine, etc. La fameuse « préférence européenne », comme la robe de noce, n'a duré que le temps d'un soupir.

À qui faire appel de cette promesse trahie ? À l'Allemagne ? Elle produit aujourd'hui plus de lait que la France et embauche dans ses abattoirs les travailleurs polonais qui n'ont pas d'exigence.

Ainsi paraît à l'horizon l'Europe hors-sol, celle des travailleurs nomades qui se coupent de leurs racines ; on les appelle « les travailleurs détachés ». Détachés de tout. L'Europe ne sera plus jamais celle des attachements vitaux. La « dékoulakisation » est presque finie au sens même où, en Russie soviétique, furent liquidés les paysans qu'on appelait les « koulaks ». Il n'y a eu ni pleurs ni grincements de dents. Juste des suicides discrets. Et c'est la classe politique française tout entière qui a conduit l'enterrement.

---

1. « Perspectives à long terme de l'agriculture française : 1968-1985 », *Bulletin d'information du ministère de l'Agriculture*, 1968.

## La corruption près de chez soi

---

Il n'y a plus que 2,4 % d'agriculteurs chez nous. En 2050, le paysan indépendant aura disparu, remplacé par les salariés des complexes agro-industriels.

J'ai assisté, depuis la Vendée, en deux générations, à la fin du monde paysan. Alors que la liquidation du monde ouvrier est en bonne voie. Nous avons perdu là une richesse inestimable. Avec l'exode rural, revendiqué par les élites, a sombré une part du génie français, cet art de vivre et cet art culinaire en harmonie avec la nature et les saisons, là où demeurent les tombes et souvenirs de famille.

Lorsque le pauvre paysan qui quitte sa ferme cherche du secours, il trouve partout porte close : le store est tombé sur l'épicerie du bourg. L'usine est vide. Elle est partie en Chine. Et pour peu qu'on soit sur le littoral, le pauvre hère rencontre ses amis les marins-pêcheurs, qui dépensent la prime obtenue à Bruxelles pour casser leurs bateaux. Tout ce petit monde se retrouve à la cafétéria de l'hypermarché, hors la ville. Le boucher, franchisé, les attend. Il disparaîtra à son tour. Sa viande est trop chère. Les gondoles étalent les produits importés, pour casser les prix. Les éclopés, attablés devant un Coca, échangent et macèrent leurs amertumes. La caissière, qui est leur cousine, ne comprend pas cet accablement : « Le consommateur est content. » Voilà, le mot est dit. Elle aura à peine terminé sa phrase qu'elle sera bientôt remplacée par la petite lumière rouge du « scan achat ».

Les politiques ont fait le choix de la consommation et donc de l'importation à vil prix, plutôt que celui de la production.



Les électeurs-consommateurs, bientôt électeurs-chômeurs, promènent leurs insouciances, ils roulent leur caddie dans les grands hangars de la mondialisation.

Les paysans avaient remis leurs destinées entre les mains bruxelloises. Les petits commerçants se sont mis sous la protection des élus locaux. Alors se sont installées les « commissions d'urbanisme commercial ».

Je puis attester qu'elles ont été des machines à corrompre. Les commissions ont versé des commissions. Les partis politiques ont touché beaucoup d'argent de la grande distribution pour autoriser les extensions de surfaces périurbaines. Quand l'inspecteur Gaudino, un policier de Marseille, héroïque, a mis la main sur les filières du système Urba, il m'a confié sa trouvaille : une pile de cahiers à ressort où le « greffier » du parti socialiste avait pris l'habitude de tout noter, les opérations et les noms. On les appelait les « cahiers Delcroix ». Vingt années de marchés truqués. J'ai longtemps gardé par-devers moi ces pièces accablantes : on pouvait y lire tous les grands noms, Jospin, Destrade, Emmanuelli, etc. C'était un système de racket plutôt sophistiqué. On retrouvait là encore le clivage entre la droite et la gauche : la droite allait plutôt vers les travaux publics, la gauche vers les grandes surfaces. Quand je suis monté au créneau, à l'Assemblée nationale, contre cette gigantesque entreprise de corruption, j'ai croisé des visages blêmes sur tous les bancs. La fureur et l'inquiétude étaient partagées, à droite autant qu'à gauche. Comme l'avaient été les « commissions ». En fait, « Urba » n'était pas qu'Urba. C'était « Urba et orbi ».

Ainsi mourut le petit commerce. Ainsi s'enrichirent les grandes marques, les grands annonceurs de la presse, les importateurs, les délocalisés, les stipendiés de la « mondialisation heureuse ».

Ainsi moururent les centres-villes. Ainsi s'installa le pas de porte de tous les mensonges : le « hors-sol » a détaché les paysans de la terre. Les pêcheurs n'ont plus le droit de prendre la

mer. Et le commerce du « libre service » a cautionné l'absence de services du commerce.

Les bourgs dépeuplés, dévitalisés, les façades lépreuses des anciennes boutiques florissantes sont les stigmates d'une profonde blessure faite aux traditions et aux liens sociaux.

Ainsi opéra le grand déracinement. Pendant qu'on liquidait les campagnes, l'argent public partait ailleurs, pour installer l'immigration dans les banlieues. Ce fut « la politique de la ville ». Ce furent des milliards engloutis pour multiplier les « logements sociaux ». Il n'y a plus de crédits pour les services publics dans les campagnes, les médecins sont partis, les gares ont fermé. Mais il n'y a jamais assez de milliards pour la « mixité sociale ». Les mots trichent, on a inventé une habile sémantique pour servir de paravent à cette politique d'abandon : c'est le « Vivre ensemble », sans sociabilité, les « quartiers » qui ne sont plus latins, la « ruralité » sans la terre, la « périurbanisation » et la « périruralité » où grouille une dissociété pavillonnaire d'atomes, là où végète un hybride solidaire-solitaire, sans voisinage ni parole, qui partage ses fantasmes entre deux horizons : le moi et le monde.

Je me souviens du dialogue emblématique du vieux paysan et de sa femme, sur le pas de la porte, dans mon village ; le mari lance à sa femme qui va chercher les œufs :

– Couvre-toi, il pleut...

– Mais non, il ne pleut pas.

– Si... ils l'ont dit à la télé...

– Eh bien, ils ont dit n'importe quoi ! Et toi, pauvre nigaud, tu les crois ? Le ciel est bleu.

Le vieil homme cassé par les rhumatismes, qui découvrait la télé, laissait son écran allumé toute la journée. Mais sa femme, elle, s'était contentée d'ouvrir la main dehors : non, il ne pleuvait pas. Cet apologue porte la leçon d'un monde inédit : expérience mimétique contre expérience personnelle. La femme dit ce qu'elle voit. Le mari répète ce qu'il entend. On ne pense plus par soi-

même. Ainsi s'est évanoui le discernement, le jugement personnel.

Que s'est-il passé depuis cinquante ans ? On a massacré la France rurale, entassé les gens dans des concentrations urbaines où des individus rassemblés par des nécessités étrangères à leur nature se coudoient sans se connaître et où il faut, entre les pics de pollution, choisir son jour pour respirer à pleins poumons.

Mais, plus grave encore, on a tué les métiers indépendants : le paysan avec la mondialisation des marchés, l'artisan avec les délocalisations, le commerçant avec la grande distribution, les pêcheurs avec les bateaux racleurs de fond qui viennent de Corée ou du Japon sur nos côtes.

On a tout simplement éradiqué l'*indépendance d'esprit*, on a anéanti toute une France qui pensait par elle-même. On a préparé l'avènement de la société mimétique. Mitterrand avait résumé l'opération : « Le socialisme, c'est la ville. » La manipulation peut commencer. La mondialisation des esprits, le consumérisme, l'hédonisme, l'individualisme absolu.

La France rurale, qui était le cœur de la France, est devenue une France périphérique. Le nouvel impératif de la société déracinée, c'est la mobilité : il faut « être mobile ». Mobilité professionnelle, géographique, affective. Mobilité de la carrière, du caprice. On n'a plus d'axe. On a la tête qui tourne. On vit dans l'instant, le provisoire, le fugitif et le futile. On campe.

Ainsi l'éphémère, préparant l'avènement de cette société de l'immédiat, connote positivement la triple errance de l'être hors-sol : nomade en ses rêves, coupé de son passé et de son histoire. Nomade en ses sentiments, désaffilié, désincarné, sans patrie ni sexe. Nomade en ses demeures, dépersonnalisé. Une sorte de prolétaire moderne, un être sans lieu, sans attaches et bientôt sans naissance, sans métier vivant, courbé sous la fêrule d'un capitalisme sans entrailles.

Le mondialisme qui arrache tous les ligaments fait surgir un monde inconnu, inédit, de fantômes d'âmes, avec une finance ir-

réelle, spéculative, une école sans ancrage, où on n'apprend plus qu'à « sauver la planète », un pouvoir devenu anational, une économie sans marchés locaux où le travail et le capital ne se connaissent plus. Je fais pousser des tomates qui partent en Ukraine. Et je consomme chez moi des tomates qui en viennent. Les camions se croisent, c'est le voyage en Absurdie.

Le moment du bilan, du jugement est arrivé. Et le moment de penser le contraire de ce qui se dit : « Pour détruire un pays, il faut détruire ses racines », m'avait glissé un jour Soljenitsyne, en regardant les chênaies blessées du bocage vendéen. La rupture entre l'homme et la nature, c'est aussi la rupture entre l'homme et lui-même. Nous sommes comme les plantes, entre le ciel et la terre, nous avons besoin d'humus et de lumière. Pauvres petits poussins d'hommes en batterie, privés, vidés de la sève d'en haut et de la sève d'en bas. Nous voilà guettés par ce que Gustave Thibon appelait, dans nos conversations, « la dénutrition de l'être intérieur ». C'est la séparation fatale de l'homme d'avec ses sources cosmiques et divines et la tyrannie de l'idole sociale.

Demain, on ne déposera plus sur les dernières tombes de Toussaint que des fleurs artificielles. Elles ne fanent pas. Elles sont comme les morts, sans vie.

Nous avons déchiré les tissus vivants comme un enfant déchire une rose. C'est une tragédie. Il ne faut pas regretter le passé. Il faut seulement le méditer. Dans l'ancienne société, les gens n'étaient pas meilleurs, ils étaient liés. Il n'y avait pas plus de moralité, il y avait des mœurs et des rites. Gustave Thibon m'a dit un jour, en marchant dans sa campagne, près du mas familial : « Il y avait un foisonnement désordonné, mais sous cette anarchie de surface, se cachait une unité plus profonde que celle de la morale abstraite des droits de l'homme : l'unité du vivant. » Sans doute à cause de cette continuité vitale entre le paysan et la nature qui se nourrissent d'une vie souterraine, de frémissements intérieurs.

Nos ancêtres avaient moins de morale que nous, ils avaient plus de mœurs, nous avons plus de morale et moins de mœurs.

Heureusement, dans un vieux pays, rien n'est irréversible. Il y a comme une mémoire quasi minérale du sol natal : le déracinement déracine tout, sauf le *besoin* d'enracinement. Nos âmes expirantes retrouveront un jour les sagesses instinctives. Il faudra refaire des tissus, refaire des paysans, des esprits indépendants, comme on replante des fleurs après l'hiver.

## B.H.L. et la petite main jaune

---

C'est l'histoire d'une formidable imposture intellectuelle. Sans doute l'une des plus accomplies de toute notre histoire politique ; une gigantesque manipulation des consciences qui dure encore aujourd'hui et a pris tout un peuple en otage. On a voulu faire croire aux Français qu'ils avaient hérité, de la dernière guerre, au fond d'eux-mêmes, un relent de racisme intolérable : hier, ils ont persécuté les Juifs, aujourd'hui, ils traquent les immigrés. C'est en 1984 que la gauche invente ce nouveau paradigme.

Mitterrand et son communicant, Jacques Pilhan, sont à la manœuvre, avec Julien Dray. L'inquisition commence. Le nouveau Torquemada est un ancien trotskiste.

L'Élysée donne son feu vert ; l'opération va coûter cher. Qu'importe ! Le secrétaire général de la Présidence, Jean-Louis Bianco, apporte le plus haut des concours pour « trouver le financement dans les ministères ». Il ouvrira les portes et les caisses. On va faire épinglez des petites mains jaunes à la boutonnière de toutes les étoiles médiatiques : Yves Montand, Simone Signoret, Marek Halter. Puis à toute la jeunesse.

L'historien Max Gallo, porte-parole de François Mitterrand, a mis à nu les ressorts de l'opération<sup>1</sup> : « Il y a eu Vichy et l'étoile jaune ? On créa de toutes pièces, d'en haut, parmi les idéologues qui savaient ce qu'ils faisaient, la petite main jaune de SOS Racisme, pour faire comprendre que les citoyens de souche récente étaient en somme les Juifs d'aujourd'hui... De l'étoile jaune à la petite main jaune de SOS Racisme, on générât la première de ces confusions historiques qui allaient empoisonner les débats français. »

Avec cette nouvelle association, SOS Racisme, on franchit, en ce 15 octobre 1984, une nouvelle étape dans la haine de soi et le dénigrement de la France. Ce moment correspond, historiquement, à la captation de la Shoah par les lobbies immigrés, sous l'égide de la gauche mitterrandienne. Le migrant remplace le prolétaire, que les socialistes vont abandonner à la mondialisation sauvage.

Le peuple migrant va devenir le nouveau « peuple élu ».

Ce discours victimaire vitrifie les esprits critiques pétrifiés par la peur. Il prône le « droit à la différence ». C'est un multiculturalisme militant qui veut en finir avec la tradition assimilatrice de la France.

Par leur jeunesse, les dirigeants médiatiques de SOS Racisme bénéficient aussi d'une présomption d'innocence : ils sont censés incarner une « génération morale », rafraîchissant ainsi le débat politique en y infusant la générosité. François Mitterrand les utilise pour élever une digue morale autour du Front national dans le seul but de tétaniser la droite classique qui travaille bientôt à sa propre décontamination. Les régimes totalitaires ont toujours jeté les jeunes contre leurs aînés.

Bientôt, le magazine *Globe*, créé en 1983, va résumer la philosophie de SOS Racisme dans l'éditorial de son premier numéro, cosigné par Georges-Marc Benamou, Bernard-Henri Lévy et Pierre Bergé : « Bien sûr, nous sommes résolument cosmopolites. Bien sûr, tout ce qui est terroir, bourrées, binious, bref, franchouillard ou cocardier, nous est étranger, voire odieux. »

Pierre Desproges s'amusera de ce serment asymétrique : « J'adhérerai à SOS Racisme quand ils mettront un S à racisme. Il y a des racistes noirs, arabes, juifs, chinois et même des ocre-crème et des anthracite-argenté. Mais à SOS-Machin, ils ne fustigent que le Berrichon de base ou le Parisien-baguette. C'est sectaire. »

Je ferai d'ailleurs les frais de ce sectarisme tranquille des gardiens de la Vertu. Avec une hauteur insultante, Bernard-Henri Lévy me reprochera un jour... d'exister. Il considère que quiconque

aime sa patrie constitue un danger et que tout devient alors permis quand il s'agit de pratiquer la salubrité publique. La France doit se taire, elle a mauvaise haleine, la tripe vilaine, le regard infesté, la bouche empuantie. Elle est le Mal absolu, le ventre fécond qui a enfanté la Bête immonde<sup>2</sup>.

Quiconque est sorti de ses entrailles doit tenir sa langue. Car il met la société en danger de barbarie. Qui s'exprime au nom du Mal absolu est soi-même le Mal absolu.

B.H.L. ne supporte pas les voix déviantes et il a la crainte tenace. Dans sa chronique du *Point*<sup>3</sup>, il s'égosille et se désespère de m'avoir entendu parler de la France « aux épis murs et aux blés moissonnés ». Ma voix le dérange, c'est physique, ce ne sont plus seulement les idées qui le choquent, c'est l'organe, une voix de barbare. Il ose écrire : « Nabokov disait qu'on devrait pouvoir juger un homme, une idéologie, une idée à *la voix*. Eh bien, voilà. L'autre soir, encore, sur France 2, la voix de Philippe de Villiers face à Strauss-Kahn : nasillarde, haut perchée et qui semblait, tout à coup, ne plus contrôler ses aigus – une voix qui *monte à la tête*, très vite, mais sans dérailler. » Délit de sale voix.

Qui d'autre pourrait écrire ce genre de propos sans susciter l'opprobre ? Mais B.H.L. peut tout se permettre en France. Il est l'ami des puissants. Il est un des plus puissants. Quand on s'attaque au physique des gens sur la place publique, c'est toujours mauvais signe. Si on suit B.H.L., on devrait interdire les voix non conventionnelles. On devrait juger, trier les voix. Cette doctrine est cohérente : on ne peut pas accorder la liberté d'expression à n'importe qui. Les voix de la Bête immonde n'ont pas droit de cité.

La doctrine de B.H.L., si on l'examine bien, nous fait franchir un cran : puisque la France, à travers ses expressions les plus intimes, charrie des vomissures barbares, comme les diables brûlants crachent des laves rougeoyantes, il faut la condamner, la mettre au ban de la civilisation. Il faut qu'elle batte sa coulpe, qu'elle s'excuse d'exister. Un homme politique qui resterait juché sur son Aventin, soucieux d'une France en altitude, et que les Au-



torités morales surprendraient à cheminer sur la colline inspirée de Lorraine ou à chercher, dans l'horizon des blés d'or, les flèches de Chartres, ne serait pas digne d'accéder aux fonctions les plus élevées de la République. B.H.L. ne le tolérerait pas.

Depuis que SOS Racisme a vu le jour, la haine raciale ne s'est jamais aussi bien portée et n'a jamais été aussi violente.

Certains linguistes qui ont étudié l'intitulé du mouvement y ont détecté un lapsus révélateur : ces gens-là s'agitent pour secourir l'objet même de leur détestation. Quand on lance un SOS, c'est pour sauver les espèces qu'on juge menacées, les dauphins, le thon rouge, les libellules... SOS Animaux vise à sauver les bêtes abandonnées, SOS Grand Bleu à défendre la faune et la flore en Méditerranée.

En fait, la confusion n'est que d'apparence. C'est presque un acte manqué. Sous couvert d'antiracisme, SOS Racisme sauve le racisme. Fabriquer des racistes pour pouvoir mieux les dénoncer. Provoquer et nourrir la haine pour s'en repaître. Dénoncer le Front national et le faire prospérer.

Peu à peu, la droite parlementaire rentre sous terre. Elle se croit coupable, elle se sent coupable, elle se sait coupable. L'un des leaders emblématiques de la Démocratie chrétienne, Bernard Stasi, prend les devants et vient déposer aux pieds de la gauche moralisante un rameau de buis bénit, un message de contrition, à travers les pages d'un livre à succès dont le titre porte en filigrane un nouvel évangile pour toute la droite : *L'Immigration, une chance pour la France*<sup>4</sup>.

L'Élysée a choisi, pour présider SOS Racisme, un ancien militant de la Ligue communiste révolutionnaire et du syndicalisme universitaire. Il est aussi salarié de la MNEF, la mutuelle étudiante. Pierre Bergé, sponsor de l'opération, dit de lui : « Harlem Désir est un des moments de la conscience humaine. » Les grands concerts subventionnés, les grandes manifestations vont commencer.

Pour parfaire son image, Harlem Désir cherchait un contradicteur. Il fallait écraser la droite infâme. On vint me solliciter. J'acceptai de l'affronter. Ce fut un débat mémorable sur TF1, lors d'une émission dirigée par Anne Sinclair, « Le Point sur la table », le 18 mars 1992. Le duel portait déjà sur une question d'actualité : « L'identité française est-elle en danger ? »

Il y avait de l'électricité dans l'air. Ce fut une soirée de tension rare. Dans les jours qui précédèrent la confrontation, Anne Sinclair, qui était de mèche avec mon contradicteur, me fit une demande insolite : il fallait que chacun des deux interlocuteurs vînt accompagné d'un témoin de son choix. Naturellement, l'identité du témoin resterait cachée jusqu'à l'émission pour les deux débatteurs. On ne la dévoilerait qu'à la prise d'antenne.

L'insistance d'Anne Sinclair pour obtenir des précisions sur mon témoin me parut suspecte. Elle voulait absolument savoir qui serait la personne à mes côtés – mon joker – sur le plateau. Je refusai de lui donner son nom. Elle me harcela ; de guerre lasse, je lui laissai entendre qu'il s'agissait d'un professeur tchèque, spécialiste des questions d'identité. Elle souligna l'excellence du choix mais refusa néanmoins de me dire, en échange, quel serait le témoin d'Harlem Désir.

N'étant pas né de la dernière pluie, je lui avais moi-même réservé un cadeau imprévu. Je ne le lui ferais découvrir qu'une demi-heure avant l'envoi du générique.

Il est vingt heures. On m'attend au maquillage. Anne Sinclair termine le sien. Elle me salue et me demande où est mon témoin. Il ne veut pas de maquillage. Elle insiste : c'est la règle à la télévision. Il refuse la règle. Il est déjà assis à la table du duel. Lorsque Anne Sinclair s'installe à son tour, en même temps qu'Harlem Désir, avec son propre témoin, une enseignante syndicaliste, c'est la surprise : le professeur tchèque n'est pas là. Il n'est pas venu. Il n'a jamais existé. Mon témoin est un jeune étudiant africain, sénégalais. Il sourit. Anne Sinclair le dévisage. Elle fulmine. Non, ce n'est pas possible. Le « Chouan » – comme elle va m'appeler

dans la présentation – n’a pas pu choisir un homme de couleur. Tout est par terre. On est à fronts renversés. Harlem Désir se crispe. Juste avant le décompte du direct, Mamadou Camara – c’est le nom de mon témoin – lui dit naïvement :

– Monsieur Désir, vous paraissez surpris !

– Non, non..., réplique Harlem Désir, qui rugit et comprend que la partie sera plus difficile que prévu.

L’émission commence par une question : « Qu’est-ce qu’être Français ? »

Chacun des deux interlocuteurs apporte sa définition :

– Être Français, c’est adopter les droits de l’homme, assène Harlem Désir.

– Être Français, c’est être prêt à mourir pour la France, répliquai-je. Est-on prêt à mourir pour les droits de l’homme ? Encore faudrait-il qu’ils s’incarnent. Être Français, c’est quand on aime le patrimoine de la France, c’est quand on choisit sa langue ; c’est-à-dire une manière de penser, de créer, de transmettre. Pas simplement des mots de passe mais un tour d’esprit : dans un jardin à la française, aucun arbre ne cherche à étouffer les autres de son ombre. La France est une ferveur.

Harlem Désir se crispe. Il ne m’écoute pas. Soudain, il actionne la bonne vieille guillotine :

– Il y a deux cents ans, vos ancêtres et mes ancêtres ne pouvaient pas se parler... parce que les vôtres étaient des aristocrates et que les miens étaient réduits en esclavage.

Le sous-entendu est éloquent. Le coup est porté. Injuste mais efficace. Il se trouve que j’appartiens à une famille chrétienne de soldats qui s’est toujours battue, y compris aux colonies, avec Savorgnan de Brazza, contre l’esclavage. Par une application toute militaire de l’enseignement même de l’Église : « Il n’y a plus ni juif, ni grec, ni homme ni femme, ni esclave... », a dit saint Paul. La révolution paulinienne, qui a fondé la civilisation chrétienne, ne peut admettre le sort indigne d’une partie de l’humanité : chez les officiers français de tradition, on a toujours pensé et transmis cela. Je

ne suis pas d'une famille appartenant au « lobby colonial » parisien ou marseillais. Mes ancêtres n'ont rien à voir avec des colonialistes ou des esclavagistes.

Malgré tout, Harlem Désir, né de père antillais et de mère vosgienne, me rappelle à la norme officielle, qui a établi une fois pour toutes les équivalences morales : un Noir est un esclave, un Blanc, un esclavagiste-colonialiste qui a fait suer le burnous. Un aristocrate est un buveur de sang. D'ailleurs, si on peut encore parler des Français de souche, c'est seulement pour dire que ce sont des sous-chiens, des salauds.

Mais ce soir, sur le plateau de TF1, il y a un problème ; les codes ne sont pas respectés. Et le problème, c'est mon témoin. Il va s'exprimer et pulvériser la norme. Il est *black*, comme on dit, mais ne déteste pas les Blancs, il suspecte la sincérité d'Harlem Désir qui instrumentalise le déracinement des Africains de France. Mamadou assène que le droit de vote des étrangers est une manipulation et, proclamant son amour pour l'Afrique, il lance un appel à tous les Africains :

– Venez vous former ici... mais ensuite, retournez chez nous. L'Afrique a besoin de vous.

La cerise sur le gâteau, c'est lorsqu'il affirme que je suis beaucoup plus généreux pour l'Afrique – avec la coopération vendéobéninoise, vendéo-malgache et vendéo-marocaine – qu'Harlem Désir lui-même, qui ne fait que pérorer et prospérer sur leur misère.

Le combattant emblématique de l'antiracisme s'emporte et dérape :

– Monsieur de Villiers, ce n'est pas parce que vous avez choisi un témoin africain qu'il faut faire le *pitre* !

En d'autres termes, mon comportement et mes voisinages ne correspondent pas au jeu de rôles, le colonial et l'esclave ; je n'avais pas le droit de choisir un témoin de couleur. Ce choix était forcément « une pitrerie ».

Il s'agit de disqualifier, culpabiliser, lyncher les citoyens enracinés, au nom d'une nouvelle France postidentitaire, post-historique et postnationale. La France pluricentenaire doit devenir un objet de haine ou de dérision.

L'idéologie multiculturaliste est une broyeuse. Il faut défranchiser la France ; l'Hexagone est appelé à devenir un espace cosmique, celui du prétendu « vivre ensemble » qui aménage la juxtaposition de multiples modes de vie et se réduit à un « vivre côte à côte » méfiant. Le multiculturalisme, c'est le tombeau de la citoyenneté. Il est interdit d'émettre une préférence culturelle.

Bientôt l'expression « Français de souche » sera chassée du vocabulaire autorisé. Il faudra dire « natif au carré ». D'ailleurs le sort des petits Blancs est déjà scellé. Il pourrait ressembler demain à celui des Indiens d'Amérique. Nous assistons peut-être au dernier ballet des chapeaux à plumes.

Ce débat me fait mieux comprendre le nouveau totalitarisme de ce militantisme moraliste. Nous sommes surveillés par des kapos. Les mots sont traqués. La prison est proche : à cet effet, une catégorie de citoyens peut, depuis la loi Pleven de 1972, se voir, sur le modèle américain, doter d'un privilège de puissance publique. Comme a droit de le faire un procureur, telle association, dépositaire de la morale officielle, dûment agréée par le garde des Sceaux, est habilitée, au nom de l'assistance aux victimes de discrimination, à faire les cent pas et à intenter un procès aux déviants. Dans tous les actes de la vie quotidienne, depuis le bistrot jusqu'au sein des entreprises et des administrations, vous serez écoutés, épiés, piégés et peut-être traduits en justice. La moindre parole de travers, même en privé, peut être fatale. Mme Taubira veille.

Nous sommes entrés dans le temps de la judiciarisation des pensées et des arrière-pensées. Même dans les conversations intimes, le bras séculier de la nouvelle Inquisition referme le cercle de la parole libre. Bientôt, avec la loi Taubira, il faudra faire attention partout, chez le coiffeur, au restaurant, au stade. Une parole

entendue, capturée, peut coûter cher. Chacun avancera à petits pas sur le trottoir, jettera un œil à gauche, un autre à droite, et finira par se dire : « Je la ferme. À quoi bon appeler un chat un chat, puisque les chiens de garde me surveillent ? »

C'est la fin de nos libertés. Au nom des « valeurs républicaines », menacées selon Manuel Valls. Il n'y a plus de ciment affectif, spirituel. Denis Tillinac, mon ami corrézien, a osé mettre les pieds dans le plat<sup>5</sup> : « Les valeurs républicaines ? Ça n'existe pas. On confond valeurs et principes. L'honneur, l'altruisme, la liberté, l'élévation spirituelle, l'oubli de soi, la pudeur, le panache sont des valeurs. La République est un mode d'organisation sociale et politique. Elle ne recèle en soi aucune valeur morale, aucune vertu pédagogique. Ces "valeurs républicaines" sont invoquées sans être jamais définies. La République, c'est un moment de l'Histoire de France qui a généré à gauche des valeurs symboliques. Elles composent une mythologie tout à fait respectable. La droite a aussi ses symboles et sa mythologie. Malheureusement, les politiques qui s'en réclament ne les connaissent pas. »

Requiem pour les hussards noirs de la République. Pour eux, la République avait encore un sens. Ils enseignaient avec fougue et faisaient aimer l'Histoire nationale. Voici venir le temps des nouvelles listes de proscription du « Comité des recherches », le temps des « suspects » et des patrouilles mobiles, des contrôles sémantiques inopinés, des radars planqués qui flashent les déambulations malsaines des cocardiers, franchouillards et binious. Requiem pour la liberté. Bienvenue aux nouveaux dissidents, qui se promènent le samizdat sous le manteau et ne parlent plus qu'en lieu sûr.

La politique, qui est l'art des Causes et du Bien public, devient un protocole compassionnel victimaire. Le courage et la lucidité ont cédé le terrain aux nouvelles liturgies de l'émotion et des pleurs sur commande. Les peuples en viennent à se lamenter sur les effets des maux dont ils chérissent les causes.

J'ai été frappé par ce qui est arrivé au philosophe Michel Onfray. Il était une coqueluche de la bien-pensance, courti, encensé, adulé. Une brillante intelligence. Et libre. Le jour où il osa publier un livre critique sur Freud, *Le Crépuscule d'une idole*<sup>6</sup>, tout bascula. « Une avalanche d'insultes m'est tombée dessus, confie-t-il. J'ai vu des gens qui, au nom de la liberté d'expression, voulaient interdire la diffusion de mon cours sur France Culture. J'ai découvert ainsi les dégâts de l'idéologie dominante<sup>7</sup>. »

Nous sommes entrés dans le temps de la parole interdite. Que dire à un jeune de vingt ans ? « Le bateau coule, répond Michel Onfray, restez élégant. Mourez debout. »

Certes le bateau s'enfonce, quille en l'air. Mais, s'il coule, c'est parce qu'il est à l'envers. L'urgence est donc de le remettre à l'endroit.

L'amour de nos gloires communes ne doit pas continuer d'apparaître comme le signe clinique d'une morbidité présumée.

Apprendre l'Histoire, désormais, c'est apprendre à haïr. La France devient une tache ignominieuse sur la carte métaphysique des points précieux de la planète.

Notre petite demeure invisible, encombrée d'abjection et de flétrissure, n'est plus qu'un long remords. Notre passé est affreux. Nous sommes des affreux.

La liberté d'expression, sans cesse brandie, n'est plus qu'un mensonge. Il n'y a désormais de liberté que pour les expressions dûment accréditées. J'ai lu sur le « Mur des cons », affiché dans le hall d'accueil du Syndicat de la magistrature, mon nom épinglé par des magistrats, comme un proscrit. Cette chasse à l'homme est insupportable.

Si on dessine des caricatures du Prophète et qu'on parle depuis *Charlie*, on a droit à la liberté d'expression ; mais si on pose une question sur l'islam, on est poursuivi pour islamophobie.

Désormais, à tour de rôle, les mandarins de la repentance et les bien-pensants de la médiacaste, qui, ensemble, ont contracté la fièvre cafteuse, veillent nuit et jour. Ils font les cent pas, autour

du carré interdit : « homophobe, islamophobe, xénophobe, europhobe ». Ces épithètes ne sont plus seulement infamantes, elles désignent des fautes pénales, selon la formule : « L'islamophobie n'est pas une opinion, c'est un délit. » Un mot de trop, et c'est le tribunal.

Plus personne n'ose s'approcher de la « cage aux phobes ». Si nous avons aujourd'hui une classe politique aseptisée, essorée, dévitalisée, sous vide, c'est que la parole n'est plus libre ; il faut tourner sept fois la langue dans le micro-ondes. Les circonlocutions qui tiennent à l'abri des poursuites ne sont pas à la portée du député de base. Alors il s'enterre. Il se tait. C'est à partir de 1986 que l'alternance n'est plus qu'un théâtre d'ombres et que la parole politique se vide de tout contenu normatif.

- 
1. Max Gallo, *Fier d'être Français*, Fayard, 2006.
  2. Bernard-Henri Lévy, *L'Idéologie française*, Grasset, 1981.
  3. *Le Point*, 17 janvier 2003.
  4. Robert Laffont, 1984.
  5. *Le Figaro*, samedi 14 mars 2015.
  6. Grasset, 2010.
  7. *Le Figaro*, 25 mars 2015.



## Secrétaire des tas de sable

---

Ce fut une nouvelle bataille d'Hernani. Les coups pleuvaient. Et les insultes. Et les menaces. Une nouvelle empoignade entre les Anciens et les Modernes. Chacun cherchait à faire bouger les lignes : l'Académie des beaux-arts campait fermement sur ses positions, les artistes, eux, campaient au sens propre parmi les colonnes, sur le site, de jour comme de nuit, autour d'une baraque de chantier installée juste sous mes fenêtres, tout en bas, dans la cour d'honneur du Palais-Royal. C'était le quartier général des défenseurs de l'œuvre inachevée.

Chaque soir, en ce printemps 1986, venaient s'y retrouver les grandes consciences, comme pour faire rempart de leur notoriété : symboliquement, à la nuit tombée et selon un rituel emprunté au camp d'en face, le corps de garde – d'avant-garde – allumait des bougies et chantait l'*Internationale*. C'était un « Comité de veille contre la barbarie et le pétainisme culturel » ; on voyait défiler des historiens comme Georges Duby, des musiciens comme Pierre Boulez, des écrivains comme Marguerite Duras. Toute la pensée française se retrouvait là, mobilisée, haletante, l'Art était en danger. Seuls les conseillers d'État soutenaient les partisans de l'arrêt du chantier. Non pour des raisons esthétiques d'ailleurs, mais parce que « les poteaux antichars » – les colonnes de Buren – interdisaient désormais, dans la cour, le stationnement de leurs véhicules. Or, cette faveur était d'usage immémorial. Chacun voyait midi à sa porte. Et jugeait le bon droit à l'aune de ses habitudes et commodités : prescription acquisitive pour le parking, droit de l'auteur pour l'œuvre menacée.

Depuis mon bureau, j'entendais le long murmure de lamentations qui montait de la cour, réverbéré par les pilastres de l'ancien palais cardinal.

Les artistes se préparaient à s'enchaîner aux colonnes. C'était le fantôme de la rue de Valois – Magic Jack – qui tirait les ficelles et avait fourni la corde. Léotard – le ministre en service – et moi-même, nous étions aux fenêtres. Mais c'est Lang qui était au balcon. C'est lui qui avait passé commande et engagé les travaux. Il s'amusait de nous voir empêtrés dans les colonnes du Temple.

Il revenait au nouveau ministre d'arbitrer. Il lanternait. La question était simple : garder ou non les colonnes de Buren. Léotard cherchait une troisième voie.

Le président Mitterrand nous fit savoir qu'il attachait du prix « à la continuité de l'État et au respect des droits de l'artiste ». Lors de la passation de pouvoirs, dans le salon Jérôme, François Léotard semblait avoir pris une option en rassurant les milieux culturels :

– Oui, oui, je le dis avec mon cœur, l'alternance n'est pas une blessure...

Il s'était extasié devant les griffures d'Alechinsky qui barbouillaient les murs et le plafond du salon d'honneur du ministère ; il avait salué, en lisant un compliment préparé par son cabinet, « l'originalité de cette merveille d'encre acrylique et ce papier de Chine marouflé sur toile ».

Les chantiers du président – le Grand Louvre, la Bastille, la Bibliothèque de France – ne seraient pas interrompus. Mais les colonnes de Buren ? Le ministre entendait se donner le temps de la réflexion. Il consultait. Il regardait la vague qui montait autour de nous.

La gauche, qui hurlait, riait sous cape. De voir ce pauvre ministre à la torture, écartelé entre ses électeurs, qui voulaient nettoyer la place, et ses pensionnaires – les « professionnels de la profession », selon le mot de Godard – qui en appelaient au « nécessaire dialogue entre les œuvres et les époques ». La « cohabi-

tation culturelle » gagnait chaque jour du terrain. Mitterrand soufflait sur les braises. Une foule de zèbres entourait les zébrures.

À chaque Conseil des ministres, le président donnait le ton : nous étions là, tous autour de la grande table ovale, nous avions gagné les élections, nous étions 40, il était tout seul. Ses amis, ses soutiens avaient perdu. Et pourtant, autour de cette table, c'étaient nous qui étions les intrus. Il nous toisait, posait ses conditions à toutes ces têtes cendrées, imposait son *imperium*.

Malgré tout, Léotard allait répétant en petit comité, quand il revenait de sa ville de Fréjus, que les colonnes de Buren étaient une imposture. C'est tout juste si Buren n'en faisait pas lui-même l'aveu :

– J'ai déniché au marché Saint-Pierre un genre de toile de store, composée de bandes égales. Elle correspondait à ce que je faisais pour animer mes draps de lit... Je n'étais pas loin du degré zéro de la peinture.

Il prétendait retrouver l'état premier de la vision, débarrassée de l'image. Les deux cent soixante colonnes, de hauteurs inégales, étaient en marbre blanc de Carrare et en marbre noir des Pyrénées : noble matériau pour une belle provocation ! Il s'agissait d'installer dans ce haut lieu de l'harmonie un art du désœuvrement, une anti-œuvre.

François Léotard hésitait. Il était comme la poule devant le couteau. Il tendait l'oreille, cherchait une délibération intime dans l'esprit du temps. Il écoutait surtout les conseillers, effarouchés par le tapage : « On ne peut pas aller contre les artistes... »

Un soir, à l'Opéra, à la veille de sa décision, je le pris par les sentiments et jetai mes derniers feux pour le faire basculer. Nous étions tous les deux dans la loge ministérielle au palais Garnier. Je crois me souvenir qu'on jouait un opéra de Massenet.

Dans un vaste décor agreste, il y avait une balancelle sur la scène qui, obéissant aux caprices d'une petite fille, allait et venait du côté cour au côté jardin. Je parlai à l'oreille de François. Il paraissait attentif. Il me répondait par des hochements de tête. Il se-

couait les épaules, son esprit balançait, comme la petite fille. Un coup, c'était oui – on arrête le chantier –, un coup, c'était non – on continue. À la fin du premier acte, rien n'était joué, il balançait encore.

Son opinion ne semblait pas tout à fait formée. J'avais une solution novatrice à lui proposer. J'attendis l'entracte pour la formuler. Il rajusta son nœud papillon pour sortir. Je le suppliai de rester un instant dans la loge :

– François, écoute-moi, je t'en prie. J'ai trouvé un compromis original : on enlève les colonnes du Palais-Royal et on les transporte à Nîmes. Le maire, Jean Bousquet – le patron de Cacharel –, s'est porté volontaire, cet après-midi. il nous les rachète, il est toqué de Buren.

– Je sais, je sais... Mais si on arrache les colonnes, on risque d'arracher aussi le central téléphonique et le plafond de la Comédie-Française, juste au-dessous de la cour. Tu vois le bordel ?

Son directeur de cabinet lui avait soufflé ce prétexte à l'inaction. Puisqu'il parlait du Théâtre-Français, j'en appelai au maître des lieux :

– Molière nous remerciera de pouvoir jouer à ciel ouvert... François, toute la France te regarde. Nos électeurs attendent une rupture. C'est ton destin politique qui est en jeu. Et celui de la droite.

– Mais, Philippe, il n'y a aucun destin pour qui n'a pas, avec soi, le monde des idées, le milieu artistique... les médias.

– François, si tu lâches sur les colonnes, tu ne pourras plus rien faire, la gauche exultera. Tu ne seras jamais ministre...

– Mais tu oublies que je le suis déjà...

– Non, pas tout à fait. Tu sais très bien que, pour l'instant, le ministre de la Culture, c'est encore Jack Lang.

– Écoute, Philippe, il y a un problème juridique : les artistes sont des gens surprotégés, au nom du respect de leur œuvre. Tu imagines le procès ?

C'était fini. En son for intérieur, il avait tranché. Il était élégant et amical avec moi, comme pour consoler la partie de lui-même qui protestait sourdement. Mais sa décision était prise. La peur du séisme. Quand il annonça, le lendemain, que le chantier allait reprendre, ce fut un concert de louanges. On lui tressa des couronnes parodiques dans la presse. Jack Lang salua « sa hauteur de vue ». Les Modernes avaient gagné. L'art conceptuel trouvait là son Austerlitz. Il n'y aurait plus d'alternance. Le désœuvrement gagnerait toute la rue de Valois. J'étais seul.

J'allais devenir l'ombre portée d'un ministre qui était lui-même une ombre, l'ombre de Jack Lang. Ce ne serait plus un ministère, mais un intérim. Et je serais la doublure de la doublure. Je n'avais plus qu'une idée en tête, m'en aller.

L'occasion m'en fut donnée dès juillet 1987. On m'appelait en Vendée pour devenir député puis président du Conseil général. Je démissionnai de mon poste de secrétaire d'État.

Ma petite Marie, sur la plage à l'île d'Yeu, s'amusa de mon statut d'étoile filante. D'une main métaphorique, elle regardait couler une poignée de sable et, se moquant de moi, éclata de rire en accompagnant le filet de sable entre ses doigts :

- Papa, tu es resté très peu de temps au ministère...
- Oui, très peu.
- Tu es « le secrétaire des tas de sable » !

L'image du sable convenait aussi au ministre Léotard. Du sable mouvant. Il était ensablé, enlisé. Il ne bronchait plus et s'ingéniait à mettre ses pas dans ceux de son illustre devancier : « Que ferait mon prédécesseur à ma place ? Que dirait-il ? »

Après l'impromptu des Colonnes, la peur s'invita dans tous les couloirs du ministère. Chaque inauguration, chaque vernissage, chaque spectacle était un supplice, une humiliation : les producteurs, les acteurs, les chanteurs saluaient « LE » ministre, oubliant parfois le ministricule. Lang restait le ministre en action et Léotard le ministre en titre. Le second avait certes les clés du ministère, mais le premier avait les micros et les clameurs.

En se regardant dans la glace chaque matin, Léotard voyait le fantôme. Il fallait « faire du Lang pour faire oublier Lang ». Alors on faisait du Lang en noir et blanc. Pour ma première sortie, François m'avait envoyé au Carré du Louvre, pour présider un défilé de mode de Saint Laurent avec Pierre Bergé. Lang avait étendu les tentacules de la rue de Valois à la mode. Donc on suivait la mode.

Léotard valait mieux que cette silhouette de spectre aux trousseaux du Fantôme. Il ne manquait ni de culture ni d'esprit. Il avait du souffle. Il courait chaque matin. Il avait acquis quelques vertus de sagesse à l'abbaye de la Pierre-qui-Vire où, naguère, il avait accompli son noviciat, sous le nom de frère Honorat. Le nez busqué, la tête penchée, le repentir facile, il avait gardé les humilités d'apparence d'un ancien moine bénédictin. Et surtout cette voix posée qui coupe les graves et les aigus, une élocution grégorienne, avec une manière très particulière d'en appeler à « la petite fille Espérance » de Péguy.

Bientôt s'était installée entre nous, à partir de nos centres d'intérêt, une division des rôles : à François la politique, à Philippe la culture. Le cabinet me dépêchait dans les missions délicates ou les soirées fastidieuses : j'allais écouter Stockhausen et sa nouvelle *Symphonie pour vaches et orchestre*, j'inaugurais des expositions improbables de monochromes noirs ou rouges.

J'appris à feindre le ravissement devant la dévastation des formes artistiques, je me forçais à dodeliner devant la vacuité, la peinture apicturale, la musique atonale, les architectures dissymétriques. Devant les carrés blancs sur fond noir, je marchais auprès de l'artiste, qui commentait ses œuvres vides, son rapport à ceci, son rapport à cela – au temps, aux conventions sociales –, je cherchais la phrase de fin, le mot bien frappé de mon discours à venir. Moi aussi, j'avais la toile vide. Alors je m'en tirais avec une formule. Quand on ne peut pas, sans éclater de rire, s'exclamer « Quelle œuvre ! », on peut au moins, l'air pénétré, adresser un salut : « Quel travail ! »

Je me souviens d'une journée mémorable chez Niki de Saint Phalle et Jean Tinguely. Ils m'emmenèrent au cœur de la forêt de Milly pour me faire découvrir *Le Cyclop* : une immense tête sans corps, étincelante de miroirs, affublée d'un œil unique, une bouche d'où ruisselle de l'eau sur un toboggan, avec tout un labyrinthe de sculptures sonores jusqu'à un cerveau en forme de machinerie aux engrenages de ferraille hétéroclites. Tinguely voulait donner son œuvre à l'État car elle lui coûtait trop cher à l'entretien. Mitterrand l'inaugurerait plus tard, en 1994.

Niki, la compagne du sculpteur, me montra son atelier, avec une foison d'ébauches de ses « Nanas », des femmes plantureuses et colorées en grillage, papier mâché et polyester. Nippée dans une blouse blanche bâchée, avec des petites bottes rouges trouées, elle m'avoua, rieuse :

– Je suis un peu folle. Je suis comme mes œuvres, éphémère ! Ma peinture calme le chaos qui agite mon âme. C'est une façon de domestiquer les dragons qui m'assaillent dans mon travail.

Elle voyait que j'étais un peu perdu, comme une sorte de Huron au Palais-Royal. Elle me parla avec un brin de tendresse mais en vérité :

– Cher monsieur le ministre, vous n'avez guère de chance de vous en tirer...

– De m'en tirer ?

– Oui, car vous n'êtes ni juif, ni homosexuel, ni du milieu.

– De quel milieu ?

– Le milieu des artistes. Ce sont eux les véritables secrétaires d'État du ministre. Ce sont eux qui adoubent. Vous êtes un... provincial... aristo...

– On met quand même à mon actif le Puy du Fou, une œuvre reconnue dans le milieu des spectacles vivants...

– Non, c'est la province. Ce qui vous manque, c'est une acointance parisienne de galeriste, une parenté avec un moderne, un Duchamp ou un Dubuffet...

– Je n'en connais pas. À part mon ancien voisin, Gaston Chaissac, qui a dessiné mon faire-part de baptême<sup>1</sup>...

– Quoi ? Chaissac ? Vraiment ? Mais c'est extraordinaire ! Un vrai fou. Comme nous. Pourquoi ne le criez-vous pas ? Ça changerait tout.

Quelques jours plus tard, je décidai de faire valoir mon joker. Je requis au Mobilier national une écorce de Chaissac, prélevée sur un arbre de mon enfance, au village de La Raffinière, à Boulogne, la petite commune de ma naissance où nous fûmes compatriotes. Il allait chercher son lait sur la route de l'école publique. Il ramassait des bouts de bois et il les peignait. Il s'était lié d'amitié avec mon père, qui n'entendait pas grand-chose à l'art brut mais le trouvait drôle et sympathique.

J'installai l'œuvre improbable dans mon bureau, juste derrière moi, sur une console ; le visiteur ne pouvait pas la manquer, elle était dans son angle de vision. Quand son regard venait se poser sur le totem de chêne-têtard, j'affranchissais mon interlocuteur :

– Je vois que vous êtes étonné par cette écorce. C'est Chaissac... mon faire-part de baptême.

– Ah... Chaissac...

En deux jours, le Paris de la Culture chavira. Grâce à ce cher Chaissac et à son morceau de bois taillé dans mes souvenirs d'enfance. Autour de la rue de Valois, on susurrail :

– Quelqu'un qui est ami de Chaissac ne peut pas être tout à fait mauvais.

Chaissac fut donc mon sésame. Un vernis immunitaire. Un « truc » navrant mais qui me donna un peu de liberté et d'audace.

Il m'en fallait beaucoup. Car je voulais une rupture fondatrice : la télévision française inaugurerait l'ère des téléfilms américains ; le loisir des jeunes était de plus en plus imprégné de symboles et de mythes puisés aux sources d'un imaginaire qui n'était plus le nôtre. Et le slogan de Lang – « Tout est culturel » – faisait des ravages. Il me paraissait urgent de remettre le ministère à sa vraie place et de retrouver le sens des mots, afin de ne réserver le mot



« culture » qu'à des manifestations de l'esprit, portées par un sens et pétries d'une intention esthétique.

Avec le Lang Circus, le mot était abusivement appliqué à toute expression humaine, toute production nouvelle. On glissait du chef-d'œuvre au témoignage, de l'idée de pérennité à l'idée de chaleur fusionnelle de l'instant, festif et déjanté.

Je voyais se multiplier les tags, les musées de bouchons de liège ou de la sécherie de morue. Jack Lang voulait créer un bureau de la Cuisine. Un jour, il m'affirma : « La tenue de parachutiste de Brigitte Bardot dans *Babette s'en va-t-en guerre* est aussi importante pour l'histoire de la culture qu'un tableau du XVIII<sup>e</sup> siècle. » Glissement fatal de l'esthétique à l'anthropologie. Ne relève du culturel, dans le trésor de l'expérience humaine, que ce qui ne peut être ramené au savoir technique. La culture est l'esprit de finesse des sociétés. On s'en éloignait chaque jour davantage. Selon les nouveaux canons, un rocker valait Beethoven.

Le défi à relever, c'était donc celui du goût français. Le rêve était de former, de préparer, de susciter un peuple amateur d'art, un peuple qui retrouve le goût. Le grand projet était de faire entrer à l'école l'éducation artistique afin de réaliser pour les disciplines de la sensibilité ce que Jules Ferry avait réalisé pour les disciplines de la connaissance. Mon enthousiasme m'empêchait de deviner, sur mon chemin d'audace, frises et chausse-trapes.

Je proposai au ministre de l'Éducation nationale, René Monory, une nouvelle démarche pédagogique : l'enseignement de l'histoire de l'art au collège, afin de donner aux enfants de France les connaissances élémentaires ; l'apprentissage d'une ou plusieurs disciplines, afin d'éveiller l'enfant à l'émotion ; la fréquentation des chefs-d'œuvre, pour aiguïser son discernement.

René Monory était un entrepreneur, autodidacte, sans façons, brut de fonderie. Il était mon collègue, mon voisin et devint mon ami. Son tempérament singulier, bourru, ronchon – à la Galabru – le portait à des saillies qui choquaient la rue de Grenelle, car il se disait illettré :

– Je ne connais que les voitures. Je suis garagiste. Je préfère les bolides aux profs.

Il était pourtant devenu ministre des profs et avait passé son temps à doubler, sur sa route conquérante, les Formule 1 de l'inspection des Finances. Roué et ambitieux, il avait affiché dans son garage de Loudun une devise secrète : « L'essieu justifie les moyeux. »

Bref, il croyait aux travaux manuels, mais l'éducation artistique ne l'intéressait pas. Le projet fut mort-né. De plus, on m'expliqua qu'il paraissait bien imprudent de proposer une telle innovation en pleine cohabitation. À partir de ce moment, on géra les affaires courantes.

Les Modernes avaient gagné. Les Anciens eux-mêmes, contaminés par l'esprit du temps, cherchaient à renouer le fil de la mode. La droite courait après la gauche. Chirac dînait chez Boulez et Soulages. Il fallait célébrer la vacuité : pour être de l'art moderne, une œuvre n'a pas besoin d'être moderne, ni d'être de l'art, pas même d'être une œuvre. Un morceau de bois trouvé dans un buisson devient de l'art.

Alors, va pour la musique aléatoire, la peinture aléatoire, la danse aléatoire, l'art minimal. On se pâme devant l'urinoir renversé de Marcel Duchamp, on se débarrasse de l'idée du beau et du laid. On prend feu devant les aspirateurs, les néons de Jeff Koons, les ready-mades de Piero Manzoni, avec ses boîtes de conserve contenant les excréments de l'artiste, numérotées, signées et gravées de l'annotation suivante, admirable et définitive : « Merde d'artiste, contenu net 30 grammes, conservée au naturel. » La valeur de ces boîtes est estimée, aujourd'hui, à 30 500 euros !

Andy Warhol avait prédit : « Gagner de l'argent est un art, travailler est un art, et faire de bonnes affaires est le plus bel art qui soit. » C'est l'État qui débourse. Donc le contribuable qui, par exemple, paie l'addition des Fonds régionaux d'art contemporain – les FRAC –, réceptacles du canul'art.

Et c'est le pouvoir de l'argent qui, aujourd'hui, décrète la beauté : nouveau rendez-vous des rois du poulet indonésien, des nababs indiens, des traders new-yorkais et des industriels du luxe européens, etc. Parmi les trente-cinq personnes les plus influentes sur le marché de l'art, figurent Bernard Arnault et François Pinault, les deux milliardaires français. Le business de l'art repose désormais sur la spéculation. Il permet les plus beaux délits d'initiés sans le moindre risque.

La provocation est devenue la norme. Duchamp, qui s'était servi d'un Rembrandt comme d'une table à repasser, en est venu à penser que l'art, c'était la table à repasser. Il a fini par avouer : « L'art est un produit comme les haricots. On achète l'art comme on achète des spaghettis. » Comme l'écrit le philosophe François-Xavier Bellamy : « Ce que je crains, ce n'est pas le choc des cultures, mais le choc des incultures<sup>2</sup>. »

Le peuple, lui, a déserté. Il est parti ailleurs, vers les pacotilles et l'*entertainment*. Jacques Chirac s'est fait photographier, sur le perron de Matignon, avec Michael Eisner, le patron de Disneyland, à côté d'un Mickey gonflable, pour saluer l'ouverture du parc Eurodisney. Le consumérisme porte un nouveau monde : l'objet fugace, l'homme fugace.

Sur le marché des œuvres, l'art des affaires va bien, les affaires de l'art vont mal. L'art est devenu un produit spéculatif. Avec un marché noir qui se monte à six milliards de dollars<sup>3</sup> : recyclage d'argent sale, ventes opaques, blanchiment.

Le maître mot pour faire fortune est la transgression. Cet art-business organise les retrouvailles du bourgeois et du bohème dans la figure du bobo, quand l'art et l'argent, sans frontières ni limites au mauvais goût, se confondent.

Buren était un symbole. Il fallait tenir. Nous avons lâché.

C'est un déferlement qui a suivi. On a supprimé la référence à la Beauté. « Alors, la vie a cédé doucement la place au face-à-face terrible et dérisoire du fanatique et du zombie<sup>4</sup>. »

La pente descendue est impressionnante. Nous sommes parvenus au stade ultime de la déliquescence avec la structure gonflable monumentale en forme de sextoy installée par Paul McCarthy sur la place Vendôme, en face du ministère de la Justice, à l'endroit même où les « veilleurs » avaient coutume de se réunir contre la loi Taubira sur le mariage homosexuel. L'œuvre fut dégonflée par deux inconnus en octobre 2014. Ce fut un concert de cris d'orfraie, au nom de la liberté créative. La presse s'en prit aux « vandales » qui avaient dégonflé le sextoy. L'artiste, lui, touche ses subventions, en face de l'hôtel du garde des Sots.

Pendant ce temps-là, le domaine de Versailles, devenu un écrin pour le négoce artistique international, est confié par l'État à un « artiste » anglo-indien, Anish Kapoor, qui installe, face au château, un gigantesque entonnoir en acier rouillé intitulé : *Le Vagin de la Reine*. Dans les milieux artistiques, c'est l'extase.

- 
1. Gaston Chaissac, artiste peintre, ami de Dubuffet, vécut à Boulogne, en Vendée, au temps de mon enfance.
  2. François-Xavier Bellamy, *Les Déshérités*, Plon, 2014.
  3. Association for Research into Crimes against Art, in *Le Figaro Magazine*, 28 novembre 2014.
  4. Alain Finkielkraut, *La Défaite de la pensée*, Gallimard, 1987.

## Mitterrand, le Florentin

---

Dès notre arrivée à Florence, le président de la République multiplie les égards à mon endroit. C'est moi qui, dans la délégation française, représente à ses côtés, en tant que secrétaire d'État, le ministère de la Culture. Car François Léotard est parti courir le marathon de New York.

De nombreux dirigeants européens font mouvement vers la piazza della Signoria pour célébrer la « Capitale européenne de la culture ».

Un contretemps dans l'agenda de je ne sais quelle autorité provoque une pause de trois bonnes heures.

François Mitterrand, ravi de l'aubaine, me fait signe de lui tenir compagnie pour un tour de la ville. Il écarte sa suite et m'invite à partager « sa promenade préférée », le corridor de Vasari. Il n'a pas voulu s'encombrer de protocole. Je marche derrière lui. Il me fait entrer dans ses émerveillements. Il connaît tout le dédale par cœur et, sur un mode humoristique, me laisse deviner, par petites touches, son érudition.

Je ne sais quelle mine afficher pour ne pas paraître niais. Le corridor qui court sur l'Arno, depuis le Palazzo Vecchio jusqu'au palais Pitti, est, pour lui, une sorte de voisinage familial qui l'enchanté et me confond. De temps en temps, il s'arrête pour me montrer la « Chambre verte » ou la belle Loggia des Offices. Parfois, il s'enflamme comme un enfant tout à ses friandises devant les œuvres de Forabosco et Bamboccio, que sa grande culture abrite – semble-t-il – depuis longtemps comme des fréquentations assidues.

Il est comme chez lui à Florence, c'est sa ville de prédilection, il savoure tous les vestiges des anciennes boutiques du Ponte Vecchio. Il retrouve tout de suite l'emplacement des ateliers médiévaux où besognaient les artisans du cuir et il me montre du doigt les anciens crochets où les peaux étaient mises à tremper, avant qu'on ne les tanne à l'urine de cheval. Il dénomme sans erreur toutes les orfèvreries. Il est plus florentin que les Florentins.

Mon guide est un homme docte. Il me fait comprendre, à plusieurs reprises, que, pour exercer une fonction comme la sienne, il faut avoir des « clartés de tout » et quelque violon d'Ingres qui « aille au-delà de la trompette de cavalerie et du marathon de Brooklyn ». Un vrai Florentin qui sait ainsi manier, dans un corridor, le fer de l'ironie.

Il me parle de Cosme de Médicis et de l'architecte Vasari comme si l'un et l'autre étaient deux voisins d'enfance. Soudain, sur la rive gauche de l'Arno, près du jardin de Boboli, il s'arrête net, me regarde dans les yeux et me foudroie :

– Alors, monsieur de Villiers, est-il bien vrai que vous avez fait mettre le drapeau en berne le 10 mai 1981, à Vendôme ?

– Oui, oui, monsieur le président !

– Mais, dites-moi, c'est une curieuse manière, pour un sous-préfet, de respecter l'alternance...

– J'avais peur des communistes...

– Moi, non...

Je le regarde. Il sourit. Il ne semble pas me tenir grief de ce crime de lèse-majesté.

– La rancune ne fait pas partie de mon métier.

Je m'interroge : pourquoi donc m'a-t-il invité à l'accompagner ici, pour cette parenthèse artistique ?

– Je vais vous confier quelque chose : je vous aime bien, me répond-il.

– Vraiment ?

– Oui, et je vais vous dire pourquoi : vous me rappelez moi, quand j'étais jeune : les racines de l'Ouest, la campagne, la vérité

profonde du pays. Vous savez, ma Vendée à moi, c'est la Charente. Le lycée Saint-Paul d'Angoulême, les jeunes étudiants catholiques à Sciences Po, la Fête-Dieu, la littérature, le grand style...

Tout le monde sait aujourd'hui que Mitterrand a eu une jeunesse droitière. À l'époque, en cette année 1987, le secret était mieux gardé. Je joue les naïfs :

– Vous étiez de droite ?

– Oui, tout à fait. Mais d'une droite sociale, pas d'une droite de parvenu. J'ai été président de la conférence de Saint-Vincent-de-Paul. Je suis un enraciné, j'ai toujours cru à un autre monde<sup>1</sup>, je suis un lecteur de Barrès. Comme vous, je suppose.

– Monsieur le président, puis-je me permettre une impertinence ?

– Oh, oui ! Même plusieurs...

– Pourquoi me dites-vous tout cela, à moi, ici, aujourd'hui ? Même si je ne suis que de la petite limaille, je représente quand même l'opposition, pour vous.

– Il y a opposition et opposition. Les idées et les hommes. Vous savez, vos amis sont à court d'idées. La droite, la gauche, ils ne voient pas bien la différence... En fait, ils ne croient pas aux idées.

Il voyait juste. Un peu malignement, je lui pose la question sur « son » Premier ministre :

– Même Jacques Chirac ?

– Surtout lui. Je me souviens, le 7 mai dernier, nous étions attablés devant un bifteck à la sibérienne lors d'une escale à Novosibirsk<sup>2</sup>. Pour la première fois, j'ai vu Chirac parler de culture ! Il s'attardait sur le lac Baïkal et Gengis Khan. Il voulait même retarder le Conseil des ministres pour aller visiter le musée de Novossibirsk.

Il avait médité son effet. Il regarda de côté pour ajouter :

– C'est curieux, cette passion des steppes. Moi, je préfère les raffinements de la villa Médicis aux fibules des Mongols.

– Vous êtes à fronts renversés : culturellement, il est un pérégrin, et vous, un homme de tradition. Pourtant, il est de droite, et vous... monsieur le président...

– Ne cherchez pas d'incohérence là où il n'y en a pas. Je suis de gauche parce que j'étais de droite. On n'aimait pas l'argent dans ma famille. Je suis resté, dans mon cœur, fils de vinaigrier. En Charente, les grands bourgeois cognacquiens avaient un vrai mépris pour les vinaigriers. J'en ai gardé l'image du petit contre le gros, qui lutte pour la justice.

Soudain, François Mitterrand se fige. Il regarde avec tendresse un tableau du « Magnificat ».

– Ah, ma mère aimait beaucoup cette Vierge de compassion. Elle chantait le *Magnificat* : « Le Puissant élève les humbles, il comble de biens les affamés. Et il renvoie les riches les mains vides... » C'est plutôt de gauche, non ?

« Jésus, le premier des révolutionnaires ! » criaient les hommes de 1848.

La conversation continua à rouler sur la politique. Je pris de plus en plus de liberté, il s'en montra réjoui. Je lui avouai que son discours récent à la Fondation France Libertés, à la Sorbonne, le 18 mai 1987, m'avait choqué. Il avait déclaré : « Nous sommes français, nos ancêtres les Gaulois étaient un peu romains, un peu germains, un peu juifs, un peu italiens, un petit peu espagnols, de plus en plus portugais, peut-être qui sait polonais, et je me demande si déjà nous ne sommes pas un peu arabes ? Je reconnais que voici une phrase imprudente. C'est celle-là qui sera épinglée. Et qui incitera à dire : vous voyez bien, c'est le président de la République qui l'a dit. Ils me la répéteront peut-être sans mettre exactement le même sens aux propos que je tiens. » Il avait voulu, dit-il, provoquer la droite. C'était réussi.

J'osai pousser la curiosité sur ce sujet un peu plus loin. Jacques Chirac m'avait affirmé un jour que c'est François Mitterrand qui avait exigé que Jean-Marie Le Pen fût invité sur le plateau de « L'Heure de Vérité ». Le président me le confirma avec



un sourire. Puis nous avons parlé de SOS Racisme : c'est bien à l'Élysée, dans le bureau du secrétaire général, qu'avait été concoctée l'idée de créer ce mouvement. Il s'agissait de « donner des joues au Front national » et de « fixer au sol la droite classique ». Un vrai coup de Jarnac.

Devant le célèbre tableau du *Laboratoire d'alchimie* de Stradano où on voit un magicien tenter de nouvelles harmonies avec ses cornues, je repris l'offensive :

– Mais, monsieur le président, quand vous avez osé affirmer : « Les étrangers sont chez eux en France », c'était... le vinaigrier ou l'alchimiste ?

– Les deux sans doute. Vinaigrier en deçà de la Charente... Alchimiste au-delà.

En fait, François Mitterrand me laissa entendre, sans me le dire, que la population migrante était une variable d'ajustement électoral. Un lumpenprolétariat de substitution.

En cet instant, je réalisai sa duplicité. C'était le mentir-vrai d'Aragon. Je compris qu'il y avait deux Florentins dans le même homme : l'amateur d'art et le lecteur assidu de Machiavel. Un cynique déguisé en gourmet. Il calculait. Il dessinait. Même devant la toile des autres, il tissait la sienne. Il vous regardait, il clignait, il vous jugeait, il se servait de ses émotions pour vous capter et de la vôtre pour vous capturer ; il enveloppait son cynisme d'élégances artistiques et de hautes sagesses. Vous deveniez une chose dans son puzzle. C'était un collectionneur de noirceurs, il cherchait votre place dans son cabinet de curiosités. Et vous utilisait comme un objet. Un papillon épinglé ou un pion sur son damier.

Il a gravi les sommets avec le discours de la vertu. En 1981, il a fait ressortir la vieille histoire du Collier de la reine avec l'affaire des Diamants de Giscard. Encore un coup de Jarnac. Pour instiller l'idée que la droite était intrinsèquement amoral.

Je me souviens d'un échange rugueux avec Laurent Fabius, le fils spirituel « vêtu de probité candide et de lin blanc », dont Mitter-

rand avait fait don à la France :

– Quel est donc, selon vous, le critère distinctif du socialisme ? lui demandai-je.

– La morale, monsieur de Villiers, osa-t-il me répondre en fermant les yeux, avec la componction d'un jeune chanoine. Le socialisme, c'est l'exigence morale.

On connaît la suite. François Mitterrand aura débuté son règne en proclamant : « Ici commence l'honnêteté. » Il l'aura fini en sussurrant : « Je ne suis pas plus malhonnête que les autres. »

J'étais loin d'imaginer à Florence, en si bonne compagnie, que, quelques années plus tard, j'allais faire trembler toute la Mitterrandie. En effet, lorsque, en 1990, je découvre et mets à nu le gigantesque réseau national de racket qui fonctionne au profit du parti socialiste depuis 1971, je tombe des nues. Car je lis, dans un des cahiers à spirale qui rapporte toutes les malversations, les noms de Jean-Claude Colliard et de David Azoulay, qui ne sont autres que le directeur de cabinet du président de la République et l'expert-comptable de la campagne présidentielle de François Mitterrand. La signification de cette découverte est claire et terrifiante : le président de la République a été élu avec des ressources douteuses.

À partir du mercredi 17 octobre 1990, je vais harceler le gouvernement. Dans l'hémicycle, l'atmosphère est au silence de plomb. Pas un bruit dans les rangs. Les socialistes me regardent médusés, bouche ouverte. La droite n'est pas plus rassurée. Silence sur tous les bancs. C'est le garde des Sceaux, Henri Nallet, qui va me répondre. Il se lève, livide, tendu :

– Vous pouvez fouiller, monsieur de Villiers... Jamais, vous ne trouverez mon nom dans les cahiers Delcroix.

Le lendemain, dans un entretien au *Figaro*, je relève le défi. Le nom d'Henri Nallet est bien cité dans les fameux cahiers. L'Assemblée assiste, chacun des mercredis suivants, à la fois inquiète et enfiévrée, à la navrante exhibition du garde des Sceaux, surnommé dans les couloirs le « garde des sous », tentant désespé-

rément de remettre le couvercle sur la marmite et perdant pied. De mensonge en mensonge, s'empêtrant dans les mille et une contradictions d'une impossible défense, le « garde des sous » couvre tout le monde. Alors survient le temps des menaces :

– Si vous continuez, ce sera affaire contre affaire.

J'entends, autour de moi, les trésoriers des partis sur les bancs de droite :

– Casques à pointe, cottes de maille, tout le monde aux abris !

On m'invite en province à faire des conférences. Au dernier moment, on annule ma venue, sur consigne de Paris, comme dans le Lot-et-Garonne où Jean François-Poncet confie au député Paul Chollet :

– Vous êtes fou... Paul. Ce type va nous attirer la foudre !

Mes amis qui me veulent du bien me conseillent une pause :

– Fais attention à toi ! Les entrepreneurs sont furieux !

Le ministre de l'Intérieur, Philippe Marchand, détache un garde du corps pour ma sécurité. Michel d'Ornano, qui a beaucoup d'affection pour moi, cherche à me raisonner. Je lui réponds :

– Vous savez, Michel, je n'ai pas de casseroles. Je suis jeune encore. Trop jeune pour avoir volé !

– Ce n'est pas la question, Philippe. Comme disait ma grand-mère : quand on va dans le têt à gorets, on ressort plein de merde.

Les grands prêtres de la société médiatique viennent au secours du petit monde des faux facturiers et francs filous. Alain Duhamel s'élève contre les dangers de l'antiparlementarisme : « L'exploitation systématique organisée, outrancière et psychodramatique des affaires par une poignée d'élus imprécateurs constitue un fleuve nauséabond de boue et de fange. Un cri de haine pathologique mais aussi une machine incomparable à s'autodéstabiliser collectivement<sup>3</sup>. »

Ils seront nombreux, dans les médias, à refuser de soutenir notre combat. « Populisme », « moralisme », disent-ils. À l'époque, la probité des dirigeants n'est pas encore un thème por-

teur. Nous ne sommes pas en Italie où l'opération *Mani pulite* a le soutien des médias.

Peu à peu, voilà que nous passons de l'autre côté du miroir, du côté où les mots changent de sens : ce ne sont ni le corrupteur ni le corrompu qui troublent la démocratie : c'est le dénonciateur de la corruption qui en devient le perturbateur. Cette confusion des démocrates et des kleptocrates est, à terme, corrosive.

Bientôt, l'atmosphère des couloirs de l'Assemblée devient irrespirable. Un beau jour, au moment de traverser le salon Delacroix, je vois venir vers moi le ministre du Budget et des contrôles fiscaux, l'inénarrable Michel Charasse. Il m'invite à m'asseoir auprès de lui, pour « un brin de causerie », pour « nous expliquer ». Nous expliquer sur quoi ?

Tirant nerveusement sur un cigare mal éteint dont il se sert comme d'une protection pour me tenir à bonne distance, il entame la conversation par un appel à un peu d'humanité :

– Monsieur de Villiers, vous ne le savez peut-être pas, mais Henri Nallet est un homme fragile. Il a sa conscience pour lui. C'est un ancien militant de la Jeunesse agricole chrétienne. Pourquoi s'acharner sur cet homme ? Il n'est pour rien dans toute cette affaire. Et puis, monsieur de Villiers, entre nous, vous savez bien que la démocratie a un coût : on peut être parfois obligé de faire des choses qui ne sont pas tout à fait conformes au droit.

Je coupe Charasse après l'avoir écouté avec attention.

– Là n'est pas la question, monsieur Charasse. La question est celle de l'honnêteté, de la sincérité. Et, pour ce qui vous concerne, la question est celle de la justice parallèle, la justice bananière.

– De quoi voulez-vous parler ?

– Des intimidations dont je suis l'objet. Avant que vous ne deviez avec moi sur cette banquette, j'ai appris que Bercy avait déclenché un contrôle fiscal sur toutes mes activités. Et vous voulez, au mépris de la loi, obliger l'Association du Puy du Fou, composée exclusivement de bénévoles et dont l'objet n'est pas lucratif, à

payer l'impôt sur les bénéfices. C'est une prise d'otage inadmissible.

Je m'attends à une réponse dilatoire. Mais bien au contraire, il s'engouffre, menaçant :

– C'est juste de la pédagogie, monsieur de Villiers, de la pédagogie ! Vous décidez de nous emmerder. Eh bien, ajoute-t-il en haussant le ton, nous aussi on va vous emmerder, monsieur de Villiers.

Et il se lève brusquement. Prenant son cigare à pleine main pour mieux marteler le propos, il ajoute, enveloppé sur lui-même, en se retournant :

– Monsieur de Villiers, je vous briserai !

Quelques heures plus tard, Charasse glissera, avec un gros clin d'œil, à un des députés proches de moi :

– Je sais bien que les contrôles fiscaux ne donneront rien, mais grâce à la presse, tous ses amis le sauront et ça va en calmer plus d'un.

À partir de cet instant, les chefs de partis et la plupart de mes amis organisent, autour de moi, ce qu'ils appellent le « vide sanitaire ».

Ainsi Mitterrand a-t-il inauguré une ère nouvelle pour la gauche, celle de l'impudence et de l'hédonisme. La politique est devenue un exercice ludique. Tout n'est plus que manœuvre. On est dans la posture et non plus dans l'oubli de soi. Dans la carrière et non plus dans l'oblation. S'il faut trahir, on trahit. S'il faut changer, on change. S'il faut chalouper, on chaloupe. Admirable ballet. La presse salue les plus agiles, souvent les plus cyniques. « Trahir pour monter plus haut. »

---

1. « Les forces de l'esprit », dira-t-il dans ses derniers vœux aux Français, le 31 décembre 1994.

2. Le 7 mai 1986, en présence de Ryabov, le vice-président du Conseil des ministres.

3. *Le Quotidien de Paris*, 30 novembre 1990.

## Hassan II, le visionnaire

---

Nous arrivions à Rabat. Les ministres marocains rêvaient d'une course à la voile « Vendée-Safi », avec, sur la ligne de départ, les plus grands monocoques du monde, une sorte de Vendée Globe pour l'Afrique.

Notre œuvre de codéveloppement Vendée-Maroc prenait forme. Soudain, en fin d'après-midi, le 9 juin 1992, l'inspirateur de cette politique, le député Dominique Souchet, me fit part d'un appel urgent d'Alexandre de Marenches, l'ancien patron des Services secrets, un ami personnel qui fréquentait les grands de ce monde, un colosse de cette diplomatie à l'ancienne venant tout droit du monde de Metternich ; il avait la taille d'un reître, l'esprit d'un prince, le goût des chuchotements de l'ombre, là où se trament les vrais destins. Il connaissait l'envers de toutes les tapisseries et, travaillant toujours dans l'inopiné, il se plaisait à brocher des figures inattendues.

– Sa Majesté vous attend... Pressez-vous ! me souffla-t-il, laconique. Prenez un costume sombre.

– Je n'en ai pas.

– Je vous ai fait porter un des miens à l'ambassade.

Il mesure presque deux mètres et moi, un mètre quatre-vingt-deux. Je ris de cette situation cocasse. Je flotte, je n'ai pas les épaules assez larges, le costume est bien trop grand pour moi. Je sollicite une paire de bretelles auprès de l'ambassadeur pour tenir le pantalon. Quelques instants plus tard, je traverse la porte de la muraille du Bab er-Rouah. Les avenues sont larges, les cours immenses, je marche d'un pas rapide, jusqu'à l'entrée du palais, le Dar el-Makhzen. Je me souviens d'une vaste esplanade, le Mé-

chouar, encadré de bâtiments à colonnades de pierres lumineuses, tous coiffés de toits en bâtières de tuiles vertes.

On me fait passer, comme dans la dunette d'un navire, sous une porte très basse et très étroite, sans doute une sécurité contre une action de vive force de conspirateurs virtuels. Le roi Hassan II m'attend, debout, dans la salle du Trône.

Il fait assaut de propos aimables et me remercie pour « cette coopération emblématique » portant notamment sur la formation des techniciens spécialisés dans la gestion des ressources en eau. Mais, d'entrée, je comprends que ce n'est pas le problème de l'eau qui l'intéresse.

Il porte une djellaba et égrène entre ses doigts un *misbaha*, une sorte de chapelet. Il fume cigarette sur cigarette. Il parle un français raffiné, presque littéraire, qui contraste avec cet univers chérifien, orné de volutes orientales.

Je repense à ce qu'on m'a dit de lui : « Un personnage shakespearien, qui traverse les épreuves, les complots, avec cette baraka souvent accordée aux descendants de Mahomet<sup>1</sup>. »

À peine assis, il met fin aux détours du protocole. Secouant la tête, comme agacé, il m'adresse une question inattendue :

– Pourquoi n'aimez-vous pas Lyautey ?

– Sire, je vous demande pardon, mais j'aime Lyautey...

– Non, pas vous, mais les élites françaises...

– C'est à cause du colonialisme...

– Mais Lyautey, ce n'est pas le colonialisme. C'est la colonisation. Le maréchal fut un colonisateur qui tomba amoureux du colonisé. Nous, les Marocains, nous aimons Lyautey.

Il en parlait comme s'il était de sa famille... Je le lui fis remarquer ; il me confia :

– Il était comme un vieil oncle. J'ai dansé sur ses genoux, à Thorey, en Lorraine, chez lui. Quelques mois avant sa mort.

– Vous étiez si proches ?

– Mon père, oui. Lorsqu'on vint lui annoncer la triste nouvelle de son trépas, au mois de juillet 1934 – j'avais cinq ans –, mon

père séjournait à Marseille. Il allait s'embarquer. Il retourna à Thorey pour s'incliner devant la dépouille du maréchal. Il pleurait...

La cérémonie eut lieu à Nancy, dans sa Lorraine chérie. Il avait pourtant exprimé le souhait d'être inhumé à Rabat. Ce qui représentait un geste fort. Un peu comme ces missionnaires qui ont choisi d'être enterrés en leurs terres de mission. Sur son mausolée, il avait composé lui-même une épitaphe, traduite en langue arabe. Le roi la connaissait par cœur, c'était une déclaration d'amour : « Ici repose Hubert Lyautey, qui fut le premier résident général du Maroc... Profondément respectueux des traditions ancestrales et de la religion gardées et pratiquées par les habitants du Maghreb auprès desquels il a voulu reposer, en cette terre qu'il a tant aimée. Dieu ait son âme dans la vie éternelle. »

– Voilà qui était Lyautey. L'ami de la dynastie alaouite, conclut Sa Majesté.

– Mais je croyais, lui dis-je, avoir vu son tombeau à l'hôtel des Invalides à Paris ?

– Oui, il y a été transféré plus tard, à la demande du général de Gaulle. Vous avez lu l'inscription sur le monument funéraire ?

– Non, je n'y ai pas prêté attention.

– Elle est magnifique : « Être de ceux auxquels les hommes croient ; dans les yeux desquels des milliers d'yeux cherchent l'ordre ; à la voix desquels des routes s'ouvrent, des pays se peuplent, des villes surgissent. » Vous qui êtes d'une famille de soldats, vous comprenez cette poésie ? Il avait de la grandeur. Ce fut un seigneur.

Il parlait mieux de lui que n'importe quel Français... Je voulais savoir pourquoi :

– Parce que les Français ont perdu le fil. Pour aimer un pays, il faut sentir qu'il a un passé. Ce n'est plus votre cas. Vous dépensez tant de temps à battre votre coule sur la poitrine de vos pauvres ancêtres !

– Cela vous inquiète ?



– Oui, pour la marche du monde. Nous avons besoin d'une France qui ne soit pas un trou noir. Vous êtes tout à votre noirceur, vous apprenez à vos enfants à se détester. Alors que vous avez quand même des motifs de fierté.

– Ah, si les élites françaises vous entendaient !

– Eh bien, je leur parlerais de la trace que la France a laissée chez nous et dont vous n'avez pas à rougir.

– Quelle trace ?

– Vos missionnaires, vos médecins, vos professeurs.

– Nos professeurs ?

– Oui. J'en ai connu beaucoup à Rabat ou au lycée de Meknès. Ils étaient remarquables. J'ai appris par cœur le Malet et Isaac.

– Vous avez appris « Nos ancêtres les Gaulois » ?

– Oui, cher monsieur. Et j'en comprenais la puissance allégorique.

Il me dit que, pour lui, c'était une convention, pour des peuples divers, une mystique, une généalogie fictive pour les faire tous remonter à la même origine. Gaulois par le sang reçu ou par le sang versé :

– Vous savez, au Maroc, il y a trois cents tribus. Je suis le principe d'unité.

Son pays avait eu la chance, selon lui, de ne pas être une terre de passage, un caravansérail :

– Vous êtes en train de le devenir, à force de ne plus savoir qui vous êtes, où est votre demeure... Vos dirigeants ont tourné casaque. Ils ont peur de ce que vous appelez le « populisme », alors ils ont conçu une véritable vénération pour la population non autochtone, le nouveau peuple élu des élites.

J'étais vraiment surpris par ce ton aussi pénétrant :

– Vous ne croyez pas, Sire, à l'intégration ? osai-je.

– Mais je n'en veux pas. Les Marocains de France ne seront jamais intégrés.

Il me regarda avec gravité. Et marqua un bref silence. Je me hasardai :

– À cause des Français qui les récusent comme Français ?

– Non. Quand bien même ils le voudraient, ils ne le pourraient pas. Ou alors ils seraient de mauvais Français. Les Marocains resteront à tout jamais des Marocains et des musulmans. Ne nous demandez pas de perdre notre identité... comme vous dissolvez la vôtre. Je récusé le détournement de nationalité. Vos gouvernants ignorent la notion d'allégeance. Je suis l'émir des croyants. Je dois veiller sur les miens, tous les Marocains, qui sont les membres de ma famille. Je suis le parasol et la lance. Le parasol pour les abriter et la lance pour les défendre. Peut-être les Français ne comprennent-ils plus la France comme nous la comprenons. Il faudrait que vos compatriotes apprennent à aimer la France comme nous le Maroc.

– Mais, Sire, pourquoi me dites-vous tout cela ? Vous attendez quelque chose de moi ? Je pensais que nous allions parler des problèmes de l'eau...

– Oui, de l'eau qui coule sous les ponts de l'Europe : la Seine, le Rhin, le Danube, et les eaux de la Meuse... à Maastricht !

Je finis par comprendre le sens de cette discussion si peu diplomatique. Il connaissait mes idées ou en avait entendu parler :

– Ah, vous vous intéressez au traité de Maastricht ! Au référendum ?

– Oh, que oui ! C'est de cela que je voulais vous parler. Je suis chaque jour avec attention votre campagne pour le « non ». Pasqua, Séguin, vous et quelques autres parlez juste.

– Nous ne sommes qu'une poignée. Et n'avons plus que trois mois.

– Vous serez plus nombreux si vous faites comprendre au peuple français que ce traité va déclasser la France et perdre l'Europe. C'est une mauvaise action pour vous, mais aussi pour le Maroc.

– Pour la France, je le sais, mais... pour le Maroc ?

– Le centre de gravité de l'Europe va se déplacer. Vers le monde anglo-saxon et, finalement, vers l'Amérique. Vous voyez bien aujourd'hui comment la francophonie s'éteint à petit feu... La dérive nordique éloignera la France de son histoire originelle, de sa parenté affective, la Méditerranée – *mare nostrum*.

J'étais fasciné par sa vaste culture et son sens de l'Histoire. Il me dit que, si elle se faisait, l'Europe de Maastricht se détournerait de l'Afrique. Seule une Europe latine pouvait comprendre et fixer les populations sur place. Comme ces paroles résonnent aujourd'hui ! Il me confia l'avoir répété à Roland Dumas : « Vous avez tort de soutenir ce sinistre traité. Il fera obstacle à ce que la Méditerranée puisse devenir, autour de la France, de l'Espagne et du Maroc, une zone d'équilibre, un lac de Tibériade, autour duquel les trois religions et les fils d'Abraham pourraient trouver des points d'harmonie et prévenir les grandes transhumances de la misère et de l'envie. »

Le roi paraissait fort mobilisé sur ce sujet. Presque intarissable :

– Vos élites sont ballottées sur des mers sans rivage, elles ont perdu toutes les boussoles.

– De quelles boussoles parlez-vous ?

– De celles qui nous conduisent dans l'espace et le temps : celles des cartes, des aiguilles et de la pérennité. La géographie, qui est la seule composante invariable de l'Histoire ; et la famille, qui en est le principe et la sève. Je ne vous envie pas.

Il était redevenu le souverain impérieux. Me voyant surpris, il lâcha brutalement :

– Vous parquez vos vieux. Dans des maisons de retraite. Vous exilez la sagesse. Vous avez aboli la gratitude, donc l'espoir. Il n'y a pas d'avenir pour un peuple qui perd ses livres vivants et n'a plus d'amour-propre. Qui abhorre son propre visage. Si vous ne retrouvez pas la fierté, vous êtes perdus.

L'entretien dura encore quelque temps. Le roi Hassan II parlait beaucoup. Il se désolait de voir la France choir dans la haine de

soi. Je n'ignorais pas qu'il dirigeait son pays d'une main de fer. Mais son amour sincère pour la France me toucha.

Il répéta plusieurs fois le mot de Péguy : « Quand une société ne peut plus enseigner, c'est que cette société ne peut pas s'enseigner. »

Quelle identité transmettre aujourd'hui aux jeunes Français ? Une identité glorieuse, malheureuse, ignominieuse ?

Hélas, le grand roi est parti, emportant avec lui ses leçons et ses mises en garde.

La nouvelle lecture de la colonisation invite nos jeunes compatriotes à aller cracher sur les tombes de Charles de Foucauld, du colonel Driant, et bien sûr de Lyautey. En cinquante ans, on est passé de la fierté à la honte. On a tué tous les héros.

Hélas, les fils de France ont reçu deux sermons. Après la guerre, on leur a dit : « Vos pères étaient des *lâches*, ils ont laissé faire. Criminels par la pente de leur caractère. » Après la guerre d'Algérie, on a ajouté : « Vos pères étaient des assassins, des *torionnaires*. Criminels par la disposition de leurs humeurs. »

Naître en France, après la guerre, c'était se préparer à grandir avec une poche d'amertume qui devait vous encombrer de scrupules dès le premier âge. Car il faudrait apprendre à vivre ainsi, douloureusement, à traîner ses aigreurs et sa vergogne à la face du monde, comme la lie de l'humanité.

Naître en France, après l'Algérie, après l'Indochine, après la décolonisation, c'était encore bien pire. Il fallait faire pénitence. Comme nos soldats dans les camps vietminhs, il fallait expier, faire son autocritique, redevenir un enfant qu'on rééduque.

Un jour, quand il serait grand, le petit enfant serait initié. On lui expliquerait la nouvelle doxa.

Il apprendrait par cœur le mot d'Aragon : « Monde occidental, tu es condamné à mort. » Cette soumission le préparerait au « monstre doux » de Bruxelles<sup>2</sup>.

1. Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, grand reporter du *Monde*.
2. Hans Magnus Enzensberger, *Le Doux Monstre de Bruxelles*, Gallimard, 2011.

## Les conscrits de Maastricht

---

Elle fut l'homme fort de Maastricht. C'est elle qui commandait les divisions du « non ». Nous étions les conscrits. Elle était le chef de guerre. Elle comparait le traité de Maastricht au « sinistre traité de Troyes », qui, en 1420, avait organisé le transfert de souveraineté de la France à l'Angleterre. En ce temps-là, une femme sans scrupule, plissée de gras sous le hennin, qui s'appelait Isabelle de Bavière, gouvernait la France, au nom de son mari, le roi Charles, qui était fou. Pétrie d'histoire, Marie-France Garaud faisait le rapprochement. Elle se lamentait sur Chirac : « Ce pauvre Charles VI... »

Dès les premiers mois de 1992, sans savoir encore qu'il y aurait un référendum sur le traité de Maastricht, nous nous retrouvions, avec quelques amis, choisis par elle, sous les plafonds lambrissés de l'Institut international de géopolitique, quai Anatole-France. Autour d'un long tapis vert, Marie-France réunissait, deux fois par semaine, un impressionnant tour de table de brillants diplomates comme Jacques Kosciusko-Morizet, des juristes renommés comme Jean Foyer ou François Goguel, des économistes éminents comme Alain Cotta ou Dominique de La Martinière, des spécialistes de l'OTAN comme le général Gallois. Et puis il y avait Philippe Séguin, qui serait bientôt chargé de transpercer les lignes. Toute cette belle cavalerie s'exerçait à la recherche méticuleuse des défauts de la cotte d'armes de nos adversaires et s'essayait à quelques figures sur la pédagogie du combat à mener : comment faire comprendre à nos concitoyens ce texte illisible ? Comment parler en termes simples et clairs de l'obscur projet de monnaie unique ? Comment expliquer qu'« on est souverain ou

non mais qu'on ne peut pas l'être à moitié, pas plus qu'une femme ne peut être à moitié enceinte » ?

Même si chacun y allait avec entrain de sa ballottade, c'était malgré tout Marie-France qui tenait par le licol tous ces pur-sang au galop d'essai. C'est elle qui frappait les formules. Vêtue de laines surannées, portant le haut chignon soigné de la Belle Époque, elle avait une allure de grande dame. Elle mordait comme un homme. Mais souriait comme une femme qui, captant les ondes et les éloges, fait tourner sa crinoline. Elle faisait voler les mots et les gros mots avec distinction. Elle savait lire les visages, connaissant l'âme humaine ; elle devinait les travers, sa culture historique lui avait fait gagner mille ans. Elle anticipait les trahisons et savait se lover jusque dans les inclinations des humeurs ou les hésitations fatales. Elle semblait tout savoir du jeu des caractères, de la virevolte des sentiments. On craignait ses débordements d'ironie. Les traits sifflaient sans qu'on les voie partir. Elle avait le curare facile et la colère joyeuse.

Elle était redoutable et redoutée. Redoutablement perspicace, pénétrée de l'intérêt supérieur de la France, elle savait parler en femme du monde mais, sous le tailleur pompidolien un peu désuet des salons du Poitou, il y avait une cuirasse. L'écuyère n'était jamais très loin. Elle se plaignait de la lâcheté des hommes.

Le jour vint, à l'annonce du référendum, où elle nous suggéra un plan de campagne. Elle se tourna d'abord vers Philippe Séguin et lui assigna sa mission :

– C'est à vous, Philippe, qu'il reviendra de détacher de l'appareil du RPR une majorité de parlementaires gaullistes. C'est là qu'est le gros des troupes. Il faudra affronter Chirac et Juppé qui ont rejoint Mitterrand. Je propose que vous déposiez une exception d'irrecevabilité pour bloquer d'entrée l'ouverture des débats sur la révision constitutionnelle. Ainsi le « non » donnera-t-il le la.

Puis elle me regarda attentivement et, en souriant, me confia :

– Il y a deux Philippe. Le premier, le chêne. Vous, vous serez le roseau. Vous êtes minoritaire dans votre propre parti, l'UDF.

Votre honneur sera de n'avoir pas cédé. Organisez vos propres maquis avec les volontaires que vous trouverez : Alain Griotteray, Michel Poniatowski, Pierre Mauger, Bernard Seillier.

La soirée du 5 mai 1992 fut mémorable. L'hémicycle était chauffé à blanc. Les tribunes étaient combles. Philippe Séguin monta lentement à la tribune, d'un pas pesant. De sa voix de stentor, il soignait ses effets. Avec ce physique massif qui occupait tout l'espace, les traits burinés qui accordaient tant bien que mal la mélancolie pied-noire et les rigueurs de la Cour des comptes. Il avait un visage d'emprunt. On aurait dit Raymond Barre plus Enrico Macias.

Il martela son discours pendant deux heures et demie. Je voyais bien que la gauche et la droite se confondaient dans leurs moues, leurs interjections et leurs agacements, notamment lorsque Philippe eut ce mot blessant mais si juste :

– La droite et la gauche sont deux détaillants qui se fournissent chez le même grossiste qui tient boutique à Bruxelles.

Au bout de deux heures de discours, l'hémicycle commença à s'assoupir. Philippe Séguin s'arrêtait de plus en plus fréquemment pour boire une gorgée d'eau. Il prenait tout son temps. Sa voix, éraillée, grave, profonde, était de plus en plus lourde. Quand il levait la tête pour répondre à une interpellation, il paraissait désolé de voir son camp largement assoupi. Le RPR commençait à somnoler. Les députés de l'UDF semblaient enchantés de constater que beaucoup de gaullistes cheminaient vers leurs positions européennes ; ils somnolaient aussi. Je me souviens que Raymond Barre avait très tôt décroché. Les deux mains croisées sur sa poitrine rebondie, il ronflait, bouche ouverte. Comme pour donner un signe de vie, il se tournait les pouces. Son voisin Santini réclamait drôlement le silence alentour :

– Regardez Barre : il fait son jogging !

La campagne du référendum fut rude. On nous montrait du doigt comme des mauvais Français. Nous étions désignés comme des gens infréquentables, nous traînions avec nous une odeur de



pourri. Je m'y étais habitué mais la violence avait, cette fois, atteint des sommets. Bien souvent, il n'y avait pas d'argument. Dans le journal *VSD*, le photographe Robert Doisneau se justifia ainsi : « Je suis dans le camp des oui, parce que je n'aime pas ceux qui sont dans le camp des non. » Tout simplement ! Dans *Le Figaro*, Michel Rocard, évoquant le drame d'un incendie dans un foyer turc en Allemagne, fit planer le soupçon : « Je suis persuadé que les jeunes nazillons qui se sont rendus odieux à Rostock votent non à Maastricht. » Évidemment !

Un peu plus tard, le directeur du *Monde* lança un cri d'alarme à la une : « Un non au référendum serait pour la France et l'Europe la plus grande catastrophe depuis les désastres engendrés par l'arrivée de Hitler au pouvoir. » Rien de moins.

Quand François Mitterrand proposa à Philippe Séguin de débattre avec lui à la télévision, le 3 septembre, dans l'amphithéâtre de la Sorbonne, Marie-France se multiplia devant moi pour qu'il refuse le piège :

- Philippe, vous voulez vraiment y aller ?
- Oui, Marie-France, je ne peux pas reculer.
- Soit ! Mais, en ce cas, pas sur le terrain choisi par l'adversaire. Vous y seriez écrasé par la fonction présidentielle. Pourquoi ne pas dialoguer dans votre bureau de l'Assemblée nationale ? Un député qui interpelle le président, ça aurait de la gueule... et puis ce serait plus efficace que de mourir en direct, non ?

On connaît la suite. Philippe fut surclassé, laminé. Il s'excusait de demander pardon. Un désastre.

Quelques jours plus tard, TF1 organisa, lors de la prestigieuse émission « Sept sur sept », le dernier débat, le dimanche avant le scrutin. Il y avait, face à face, deux « oui » et un « non ». Les deux « oui » étaient Alain Juppé et Jack Lang, et le « non », c'était à moi qu'il revenait de le défendre. Je n'ai rien oublié de cette confrontation où les deux « oui » se relayaient contre moi, habilement secondés par Anne Sinclair. C'étaient plutôt deux « oui et demi ». Malgré cette complicité manifeste de mes trois interlocu-

teurs, l'affaire s'engageait plutôt bien. Trop bien même au gré d'Anne Sinclair, qui jugea le moment venu de rétablir l'équilibre :

– En cas de victoire du « oui », Philippe de Villiers, est-ce que vous démissionnerez de la présidence du Conseil général de la Vendée ?

– Et vous, madame Sinclair, si le non l'emporte, est-ce que vous démissionnerez de TF1 ?

– Mais ce n'est pas la même chose ! Je ne suis pas un homme politique !

– Vous êtes bien plus que cela, madame Sinclair. Quand vous prenez parti sur un sujet, vous êtes entendue par des millions de personnes...

L'animatrice se mordit la lèvre supérieure et mit en veilleuse son arrogance.

Longtemps après, Alain Juppé fit une large référence à ce débat dans un livre de confidences, écrit sous la forme d'une éphéméride<sup>1</sup>. Il y raconte tout. Il narre dans le détail la préparation de l'émission et laisse entendre sa double connivence avec Jack Lang et Anne Sinclair.

À la date du vendredi 28 août 1992, Alain Juppé confesse : « J'ai encore un peu de mal à formuler simplement et de manière convaincante les deux ou trois raisons de voter oui qui pourraient emporter la conviction de ceux qui m'écoutent. » On le comprend.

Le lundi 7 septembre, il écrit dans son carnet intime : « Je commence à angoisser en pensant à l'émission de dimanche prochain : un “non” – Philippe de Villiers –, deux “oui” – Lang et moi. Rude exercice en perspective. »

Un peu plus loin, Alain Juppé évoque le jour du débat, il étale de manière étonnante ses connivences, ses coquetteries et vanités : « Grasse matinée, footing tranquille au parc de Saint-Cloud, déjeuner léger, petite sieste. À trois heures, j'étais à ma table de travail. J'ai potassé mes dossiers et rodé mes arguments en rédigeant une dizaine de fiches synthétiques sur les grandes ques-

tions qu'Anne Sinclair avait évoquées *lors de notre entretien de jeudi dernier* [sic]. »

Tiens, tiens, il y avait donc eu un entretien entre Juppé et l'animatrice le jeudi précédant le débat ? Le carnet intime livre un autre aveu : « Deux heures avant l'émission, coup de téléphone de Jack Lang, visiblement inquiet de la tournure que peuvent prendre les événements ; j'ai l'impression que Philippe de Villiers *lui fait peur*. »

Ainsi donc Juppé le RPR et Lang le socialiste se sont appelés, ils se sont parlés au téléphone, ils se sont entendus – j'imagine – sur les angles d'attaque. Pendant l'émission, les échanges de clins d'yeux ne m'ont pas échappé. Le débat était donc bien sûr *truqué*. Au nom du nécessaire compromis historique entre les sociaux-libéraux et les libéraux sociaux, au nom de l'Europe.

La confession d'Alain Juppé prend ensuite un tour plus personnel. On bascule dans l'intimité de l'emploi du temps en ce dimanche de « Sept sur sept » : « Je m'habille tout en bleu : chemise, cravate, veste ; quand j'ai ma mine de papier mâché, le bleu atténue les dégâts. Le trac qui ne m'a pas quitté depuis plusieurs jours s'évanouit tout d'un coup quand je m'assois en plateau. Les yeux d'Anne Sinclair auraient-ils sur moi un effet magique ? J'ai instantanément envie de plaire et mon impulsivité, pour ne pas dire mon agressivité, se calme... »

On n'imagine pas ce qui se promène dans la boîte crânienne de nos hommes d'État.

Le 20 septembre au soir, la messe était dite : le « oui » l'avait emporté de justesse.

À la date du mardi suivant, Alain Juppé livre une nouvelle confidence : « Ouf ! Quelle semaine ! Mon “7 sur 7” m'a valu un flot d'éloges. Pourquoi le cacher ? J'ai savouré avec gourmandise les épithètes : “excellent, éblouissant, et même beau”... Mon ego est en pleine turgescence. Dans cette vie de fou où je reçois tant de coups, *la drogue de la flatterie est indispensable*. Il y a aussi les lettres d'injures : “Bravo ! Vous êtes un excellent socialiste,

vous avez parfaitement bien servi la soupe à Jack Lang ! Et vous faites bien reluire Pétain-Mitterrand aussi ! Je suis militant RPR depuis douze ans. Et je vais le rester. C'est vous qui allez vous barrer, monsieur le Collabo. Pasqua a raison : vous n'êtes pas une tête d'œuf mais un œuf couvé." » Juppé est perturbé par ces lettres. Mais il prend de la hauteur pour conclure : « L'honneur européen de la France est sauvé. » *Sic*.

Au soir même du référendum, assommé par le résultat, je traînai les pieds pour me rendre à l'invitation de Charles Pasqua et Philippe Séguin qui m'attendaient à leur QG de campagne, rue François-I<sup>er</sup>. Ils voulaient, dans un geste chaleureux, réunir une dernière fois les trois conscrits de Maastricht. À mon arrivée, nous nous sommes embrassés et congratulés. On m'a tendu une coupe de champagne. Ils n'en étaient pas à la première, c'était manifeste. Ils riaient, blaguaient, leur jovialité exagérée m'étonna. Ils étaient un peu chargés, se donnaient des coups d'épaule, revenaient sur « cette grande campagne contre tous » ! La bouteille à la main, devant quelques militants sensibles à cette forme d'humour un peu éméché, prenant le contre-pied de ma tristesse, ils devisaient sur les avantages de la situation :

– On l'a échappé belle ! Mon pauvre Philippe, tu imagines ?

Ce à quoi on avait échappé, c'était à la victoire du « non » ! J'ai du mal à suivre.

Séguin reprend à la cantonade :

– Putain, si on avait gagné, on aurait été bien emmerdés...

Quelques jours plus tard, Pasqua et Séguin étaient rentrés au bercail du RPR. Chevènement avait regagné les rangs de la gauche. Comme on dit au Québec, *chacun* avait retrouvé sa *chacunière*. Comme si Maastricht n'était qu'une parenthèse. Un jeu de rôles.

Plus tard, Helmut Kohl fit savoir à Jacques Chirac que le prochain Premier ministre ne pourrait se montrer hostile à l'édifice de Maastricht. Alors Philippe Séguin prit son bâton et sa bure de pénitent. Le 26 janvier 1996, il prononça un discours solennel, favo-

nable à la monnaie unique<sup>2</sup> : « Je crois plus que jamais à la nécessité de l'Europe pour nos différentes nations, au devoir pour les principaux organisateurs de l'Union européenne d'accélérer son édification. J'ai dit à plusieurs reprises qu'il fallait appliquer le traité de Maastricht qui, en France même, s'impose à tous les responsables politiques. »

La route de Matignon passait par Canossa. Et Canossa s'appelait ce jour-là Aix-la-Chapelle, où une assistance eurobéate se montra ravie d'accueillir le fils prodigue, le repent.

La vie avait repris son cours normal. Les vieux clivages retrouvaient des couleurs. Tout était comme avant.

L'histoire avait, en apparence, donné raison à Jacques Delors qui, pendant la campagne référendaire, nous avait sommés élégamment – Pasqua, Séguin et moi – de déguerpir :

– Ces gens-là devront quitter la politique. Il n'y a plus de place pour eux dans notre démocratie.

Le temps a passé. Delors peut être satisfait. Nous avons quitté la politique. Et l'alternance est devenue formelle. C'est le triomphe de l'« entre-soi ». Un des Trissotin de Maastricht, Alain Minc, avait un jour recommandé de ne pas sortir du « Cercle de la Raison ». Il faut être raisonnable. Les gens qui ne le sont pas doivent être ramenés à la raison ou raccourcis de parole.

Avec le recul du temps, la portée du traité de Maastricht m'apparaît plus clairement : ce fut un changement de *régime*. Le passage de la démocratie à l'oligarchie. La fin du grand cycle, après la monarchie et la république.

En réalité, ce que je n'avais pas bien saisi à l'époque du référendum, le nez sur l'obstacle, c'est qu'il s'agissait d'une manœuvre qui venait de loin, de l'après-guerre. Appelons les choses par leur nom : ce fut un complot des élites contre le peuple. Avec un secret bien gardé.

L'âme du complot, ce fut Jean Monnet, un Français d'Amérique, ancien cadre supérieur de la Banque Lazard de New York, inspirateur de la Commission trilatérale. Il voulait abolir les souve-

rainetés nationales, mais en tenant les peuples d'Europe dans l'*ignorance* de ce qui allait se passer. Il lui paraissait nécessaire d'avancer furtivement, par petits pas successifs, chacun d'eux appelant le suivant au nom de l'urgence économique ; on a appelé cela le « système de l'engrenage » ou du cliquet. Il n'y a pas de marche arrière possible. C'est une machine à crans. La méthode n'est connue que du petit cercle de ses initiateurs. Mais on ne peut empêcher les gaffeurs de parler.

Ainsi Claude Cheysson, qui fut ministre des Affaires étrangères et membre de la Commission européenne, en fit-il l'aveu plus tard devant moi : « Dès les origines, nous nous sommes placés dans l'*adémocratie*. On a toujours mieux avancé hors du contrôle démocratique. » Depuis 1945, nos élites démocrates-chrétiennes et socialistes ont peur de la démocratie qu'elles ont rétablie. L'affaire de Maastricht et de la monnaie unique était trop compliquée pour les populations. On leur dirait, plus tard, que c'était pour leur bien.

Raymond Barre, un soir de janvier 1988, en s'ébrouant à son QG de campagne, me glissa cette confidence : « Je n'ai jamais compris pourquoi on voulait faire accepter l'idée européenne par les opinions concernées. » Il y avait un risque réel d'enrayer la machine.

Plus récemment, le nouveau président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a tenu à dissiper les inquiétudes, après les élections en Grèce : « Dire que tout va changer parce qu'il y a un nouveau gouvernement à Athènes, c'est prendre ses désirs pour des réalités. Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens. » C'est beau comme l'antique ! Cela signifie que, désormais, la volonté ou la colère d'un peuple ne peut plus rien contre la broyeuse de Bruxelles. On n'a plus le droit de sortir de la camisole, même par le suffrage. C'est trop tard. La consultation du peuple grec par référendum provoqua des haut-le-cœur chez nos élites, au début de l'été. L'Europe obtint de la Grèce ce que les Anciens appelaient une paix carthaginoise. Le

peuple grec fut mis en tutelle, condamné par Bruxelles à l'austérité.

Il y a donc deux catégories de citoyens, ceux qui savent et ceux qui suivent. Ceux qui savent où ils vont, et les autres. Les cocufiants et les cocufiés. Les premiers rassurent les seconds : « On s'éloigne de la maison, mais c'est pour mieux y revenir. »

On démonte portes et fenêtres – les frontières –, on donne les clés du concierge à des fonctionnaires inconnus – les commissaires –, on confie son porte-monnaie à des banquiers lointains – à Francfort. Il faut que les biniou-béret-baguette apprennent à sortir un peu de chez eux. Car, chez eux, « ça sent le renfermé ». L'ouverture devient l'impératif moral catégorique. L'ouverture à l'Autre, le *Big Other*.

Les hasards de la vie m'ont conduit à croiser la route du sociologue Michel Crozier. Il était l'auteur de la formule « la société bloquée ». Un jour, au café Procope, il me lut un extrait du rapport de 1975 de la Trilatérale intitulé : « The Crisis of Democracy », qu'il avait coécrit avec l'Américain Samuel Huntington. Il s'alarmait des signes avant-coureurs d'une pression trop forte des gouvernés sur les gouvernants. Et, pour la première fois, il anticipait l'émergence d'un nouvel âge raisonnable, « postnational et postdémocratique ». Derrière ce rapport et dans l'esprit des concepteurs de la fusion des nations européennes, il y avait un objectif caché, un but ultime – pour l'heure, dissimulé –, c'était le dépassement des nations pour transformer le monde en un seul marché de consommateurs.

L'Europe unie n'était qu'une étape. C'était la première cuillerée d'huile de foie de morue. Il y en aurait une autre : le marché planétaire.

Avec le recul, je pense que nous autres, les « conscrits de Maastricht », nous nous sommes trompés, trompés de cible et d'argumentaire : nous combattions le « super-État ». Mais nos auditeurs, nos électeurs pensaient en eux-mêmes, en nous écoutant : « Un super-État, c'est un État super ! » Les Français y ont

cru : on va être enfin gouvernés et on aura bientôt un pays démultiplié, une France plus puissante, une industrie décuplée, l'Europe sera une addition, on va changer de dimension. Il ne faut pas rester recroquevillés, frileux. Nous allons prendre le large : « Les États-Unis d'Europe seront bientôt les rivaux des États-Unis d'Amérique. » Nous allons devenir – nous, la France – le cœur battant de la première puissance du monde. Pourquoi donc vouloir rester tous seuls ? Le monde change, les atouts de la puissance aussi. Alors les électeurs ont voté pour Maastricht.

Et c'est là que la manœuvre intervient. Car ce n'est pas du tout ce qu'il y avait dans l'esprit même des penseurs de l'Europe de 1992. Profitant de la crédulité du peuple, et probablement aussi de la candeur des idiots utiles qui avaient des étoiles dans les yeux en voyant celles de la Madone sur le drapeau de l'Europe, les stratèges de l'ombre travaillaient secrètement à tout autre chose : ils ne voulaient pas d'un Super-État, d'une Super-Frontière, d'une Super-Nation, d'une Super-Puissance. Ils le prétendaient pour tromper les peuples. Leur intention était tout autre. Le secret bien gardé, c'est qu'ils recherchaient une gouvernance mondiale d'experts et de financiers, quand on aurait justement abattu toutes les frontières, abaissé les États, dissous les Nations.

La construction européenne n'est qu'un affichage. En réalité, elle est une déconstruction. Le but n'est pas de faire émerger une nouvelle entité politique, mais d'en finir avec le politique. Ce dessein était soutenu par des penseurs radicaux comme Toni Negri, qui voulait « faire disparaître cette merde d'État-nation ». Allons plus loin : l'utopie maastrichtienne recelait une tentative inouïe, inédite dans l'histoire des peuples européens, d'*anéantissement du politique*.

Il s'agissait tout simplement de vivre *sans* politique : sans gouvernement, sans constitution, sans démocratie et même sans géographie ni limites. On voulait dissoudre la notion de peuple, la notion de communauté nationale, la notion de territoire. C'est à ce moment-là qu'on se mit à parler d'un « espace sans frontières ».



Ce magma en fusion de nations millénaires n'avait pas de visée politique, en ce sens qu'il ne cherchait pas à remplacer nos vieux pays par une nouvelle nation européenne en laquelle ils seraient ainsi appelés à se fondre. Derrière toute cette construction *apolitique*, il y avait bien l'idée de faire disparaître les nations. Mais il n'y avait aucunement l'idée d'en faire naître une nouvelle. Nous avions, en face de nous, des actes manqués, des indices que personne n'a su lire : le traité de Maastricht crée l'union monétaire au moment même où il abolit l'union douanière, qui garantissait « la préférence européenne ». Il livre ainsi l'Europe au libre-échange mondial, non pas comme une entité mais en ordre dispersé.

S'il s'était agi de créer une nouvelle nation, européenne, vaste, puissante, le tarif extérieur commun eût été renforcé et non pas démantelé.

En réalité, il y a une cohérence entre tous les traités – de Marakech, de Schengen, de Maastricht et d'Amsterdam –, c'est l'*Euroland* dans le *Worldland*. Il s'agit bien, sans le dire, d'évacuer la réalité nationale, d'éliminer le politique, coupable de tant de maux, aux dires des élites globalisées.

L'euro, le cœur nucléaire du dispositif ne représente pas seulement une politique du renoncement. *C'est le renoncement à la politique*. La vraie politique n'est pas de l'ordre de la mécanique, c'est une vision. La politique, c'est l'idée qu'à une question technique, ce n'est pas une réponse technique qui convient. Qu'à une question économique, ce n'est pas une réponse économique qui convient. Qu'à une question sociale, budgétaire, ce n'est pas une réponse sociale, budgétaire qui convient. C'est une réponse politique.

Une *réponse politique*, c'est quand on remonte plus haut qu'à la question posée. Qu'on retrouve le chemin de la nation et de ses intérêts vitaux.

Avec Maastricht, on est passé du gouvernement de tous à la gouvernance d'un aréopage de commissaires, de prétoriens, de banquiers, en mal de contrôle planétaire.

L'Union n'était qu'un outil. Pour contourner les peuples et leur faire accepter cette forme postmoderne d'oligarchie apatride, aux logiques dissimulées. Avec le recul du temps, on voit bien que l'Union européenne aura été pensée comme l'ultime stade d'évolution du cycle politique démocratique.

« L'unification supranationale européenne semble constituer l'achèvement démocratique lui-même, sa destination finale. Débarrassée de la nation, son enveloppe charnelle, et du politique – le lieu de formation de la conscience civique et de la souveraineté<sup>3</sup>. » Le navire n'a plus de quille, la société dérive. Le mondialisme a partie liée avec un individu affranchi du collectif. L'Europe a donc poussé le concept de « gouvernement de soi » jusqu'à son extrémité atomique réalisant l'« hyperdémocratie ».

La prophétie de Tocqueville – l'avènement d'un despotisme mou – s'est accomplie. C'était le vieux rêve des physiocrates français, le libéralisme de marché et le despotisme légal.

Jacques Delors s'en est vanté lui-même sous la voûte de la cathédrale de Strasbourg : « En fin de compte, cette construction à l'allure technocratique fonctionne sous l'égide d'une sorte de *despotisme doux et éclairé*... »

Plus tard, dans un discours solennel au Parlement européen, Mitterrand poussera l'impudence plus loin encore, il congédiera la France en lui indiquant la sortie, la sortie de l'Histoire : « La France est notre patrie. L'Europe est notre avenir. »

---

1. *La Tentation de Venise*, Grasset, 1993.

2. *Le Monde* – Verbatim, 27 janvier 1996. Huitième colloque Charlemagne d'Aix-la-Chapelle.

3. Christophe Beaudouin, *La Démocratie à l'épreuve de l'intégration européenne*, LGDJ, 2013.

## L'irruption de Soljenitsyne dans l'histoire de France

---

Sans un mot, il marche, sur le petit chemin sablé, jusqu'à la cour du logis-ferme. Il porte lui-même ses bagages. Il ne veut pas qu'on l'aide. Lentement, il se dirige vers le porche. Le voyage a été long, le pas semble fatigué. Sur le seuil de granit, il se retourne, cherche du regard sa femme Natalia. Je lui fais un signe de bienvenue : l'homme du Goulag entre dans ma maison. Il y passera quatre jours, à mon invitation, afin d'échapper à la pression des paparazzi.

Il est tel que je l'imaginais depuis la lecture captivante d'*Une journée d'Ivan Denissovitch* : haut de tête, taillé comme un bouleau immémorial. Retenu dans ses gestes, dense et puissant, il a le regard farouche et puis un immense front dénudé, traversé d'un sillon vertical, sans doute creusé par l'épreuve de visions innombrables ; les cheveux, restés châains, tombent sur les oreilles à la cosaque, il porte la longue barbe blanchissante des anciens Rurikides.

Son air ténébreux, qui le tient éloigné des amusements du monde, contraste avec l'alacrité et l'entrain de sa jeune épouse, de vingt ans sa cadette. Elle veille sur chacun de ses instants. Mais on sent qu'elle a beaucoup pris sur elle ! Dès qu'elle en a l'occasion, elle avale à pleins poumons des petites bouffées de vie, elle tressaute, elle aime chanter, danser, cueillir les fleurs sauvages. Elle attrape, dans la cour, un ballon d'enfant et le jette à Alain Delon qui fait la passe à Alain Decaux ; tous deux sont venus pour la même circonstance. Elle rit, elle s'amuse.

Il faut dire que, depuis vingt ans, à Cavendish, la vie est austère ; parmi les sapins, dans le Vermont, Natalia fait écran entre lui et le monde des curieux, derrière la forêt épaisse, pour qu'il puisse se consacrer à son travail, car il écrit inlassablement une immense fresque historique de son pays.

Il a entrepris de faire remonter des abîmes l'histoire russe perdue. Sa femme le protège des rumeurs et des bruits du monde. Pour qu'il soit entièrement à son œuvre. Il est tout intérieur, il écoute au fond de lui-même la voix de ceux qui ont emporté avec eux de terribles secrets et sont partis avant d'avoir pu raconter, confier, témoigner. Il porte sur ses épaules les accabllements de l'Histoire et de la Tragédie, son physique s'en ressent, il est un rescapé des trois fléaux du  $xx^e$  siècle : la guerre, le cancer et les camps. Le sourire ne lui vient au visage qu'à la dérobée. Le temps lui est compté.

Après une longue nuit réparatrice, nous nous retrouvons dans notre salle à manger pour prendre un petit déjeuner qui va traîner en longueur. En forme de délicatesse, Natalia laisse son mari à son traditionnel lait caillé, arrosé d'une tasse d'eau bouillante citronnée. Elle veut goûter le café français. Il est trop chaud. Je brûle d'impatience. Mille questions me viennent à l'esprit. Il faut attendre, pour le café et les questions. Le « maître » ne parle pas français et, le matin, il est réputé roque et peu bavard. Deux difficultés pour nouer le contact.

C'est Nikita Struve, un Russe de France, et aussi un grand ami de la famille Soljenitsyne, qui doit assurer la traduction. Un interprète de haut vol. Ainsi l'a décidé mon ami Dominique Souchet, l'organisateur du voyage. Ce brillant esprit est un ancien haut diplomate qui fut en poste à Moscou. Il a quitté le Quai d'Orsay pour venir préparer l'Anniversaire de la Vendée. Comme moi, Dominique réalise son rêve, car le maître est venu, il est là, bien là. Nikita, qui est professeur d'université, est surtout l'éditeur qui a fait publier son œuvre à Paris. Et c'est à lui que nous devons la venue de l'exilé le plus célèbre du monde. Nikita et sa chère femme Ma-

rie, qui ont apporté quelques icônes écrites au jaune d'œuf, ont obtenu, pour nous, que l'impensable se réalise : faire venir Soljenitsyne au pays de Charette, pour la commémoration du bicentenaire du soulèvement et du massacre de la Vendée en 1793, avant même qu'il ne rejoigne son pays, au printemps 1994.

La Vendée s'est glissée dans le voyage du retour, un petit clin d'œil à l'histoire de France, juste un saut depuis l'Amérique. Les Russes attendront pour le voir.

Je savoure notre privilège mais sans vraiment mesurer dans l'instant l'onde de choc de ce séjour vendéen dont les échos médiatiques porteront le message jusqu'au bout du monde.

La planète entière vient d'assister, stupéfaite, à la formidable accélération des événements : l'Histoire a basculé, le Mur est tombé, le communisme s'est effondré. Et voici que le vainqueur métaphysique qui a abattu l'Empire du Mal a accepté de s'arrêter chez nous, de dormir chez moi, avant même de rentrer chez lui, en Russie.

Ce n'est pas un voyage d'agrément, je le sens. C'est une visite qui prend place dans son œuvre, dans sa vision du monde. Je regarde sa citronnade bouillante qu'il sirote lentement, comme un nectar. Et je pense en moi-même : celui qui a connu toutes les privations goûte la vie simple comme un délice. Il s'est relevé de tout. Mais, en même temps, cet homme d'apparence si calme au petit matin d'automne a dû connaître de grandes tempêtes intérieures. Il aura, plus d'une fois sans doute, cru à sa fin, il aura peut-être cent fois douté, désespéré, pensé qu'il ne reverrait jamais sa famille, son pays. Incroyable histoire de cet ancien bagnard de Staline, expulsé, déchu de ses droits en 1974, puis officiellement réhabilité par Gorbatchev, il y a juste deux ans. Il aura soixante-quinze ans le 11 décembre prochain. Il est en exil depuis vingt ans. Désormais il peut envisager le grand retour vers la datcha de la terre natale. Il n'a pas de montre. Il reçoit chaque instant comme un don. Il rend grâces. Il est libre.

Faute de pouvoir interroger le grand homme, tout à ses frugales agapes, je me tourne vers Nikita. Il me raconte les samizdats qui l'ont mené jusqu'à l'écrivain. C'étaient des textes interdits, recopiés à la main et diffusés clandestinement en Union soviétique et à l'étranger, pour que les idées, les poèmes et les secrets de la captivité du dissident ne meurent pas. Le mot « samizdat » n'existe pas dans les dictionnaires soviétiques. C'est une parole écrite, « soustraite au contrôle du pouvoir ».

– Ma maison d'édition YMCA Press éditait les samizdats que nous recevions à Paris et que nous faisons circuler sous le manteau en Russie. Et c'est de cette manière que le maître est entré en contact avec moi : ainsi fut publié *Août 14*.

Pour Nikita, le grand événement du samizdat reste *L'Archipel du Goulag*, qu'il a fait paraître fin décembre 1973, en exclusivité mondiale et en langue russe, en tant que premier éditeur de Soljenitsyne en France. Alors Nikita décrit le contexte de la publication :

– Il y a eu plusieurs tentatives d'intimidation pour que le maître renonce à la publication de cette œuvre. Le régime a même tenté de l'assassiner ; mais, après la parution mondiale du livre, il n'avait plus d'autre choix que de l'expulser, ce qu'il fit six semaines plus tard. C'est à Zurich qu'a eu lieu notre rencontre. Nous sommes tombés dans les bras l'un de l'autre. Et sommes devenus des amis.

À cet instant de son propos, l'éditeur se tourne vers le maître, avec émotion. Sans entendre notre langue mais en suivant du regard notre échange, celui-ci a compris. Il entre dans la conversation, en esquissant un sourire de regret :

– J'avais en tête l'idée de venir m'installer en France, confie-t-il dans sa langue russe que Nikita traduit en simultané. Mais les circonstances politiques ne l'ont pas permis.

– Quelles circonstances politiques, maître ? osé-je demander.

– Les démarches que j'ai effectuées pour obtenir l'asile en 1974 n'ont pas abouti. Votre président, M. Giscard d'Estaing, m'a

fait dire par son ministre de l'Intérieur que ma présence n'était pas souhaitable.

– Pas souhaitable ? Et pourquoi donc ?

– Elle aurait, selon lui, compliqué les relations avec les Soviétiques.

Une honte. Un peu plus tard, Michel Poniatowski me confirmera ce faux pas, en soulignant la docilité de Giscard à l'esprit du temps : « À chaque fois qu'il se rendait à Moscou, notre président allait, à la descente de l'avion, se recueillir et déposer une gerbe de roses rouges au mausolée de Lénine, sous les murs du Kremlin. Comme tous les autres... »

Je regarde le maître, je lui souris, il paraît sombre, une question me taraude : je sais pourquoi je l'ai invité. Mais je voudrais l'entendre me dire pourquoi il a dit oui. La réponse fuse :

– Ce fut le choix de mon cœur ; quand j'ai reçu votre invitation, je n'ai pas eu le moindre doute.

Alexandre Issaïevitch, comme il me demande de l'appeler, s'arrête un instant. Puis il croise les mains et, avec une souveraine spontanéité, enveloppe sa réponse de gravité :

– J'ai estimé que c'était **un honneur** pour moi. Il n'y a que ceux qui ne connaissent pas mon œuvre à pouvoir s'en étonner. Ah, la Vendée...

La suite du propos se charge de confidences inattendues.

– Vous connaissiez la Vendée ?

– Oui, je la connaissais très bien.

– Grâce à Nikita, notre ambassadeur franco-russe ?

– Non, dès l'enfance, grâce à ma mère. Elle parlait français. Et me lisait, quand j'étais petit, des récits sur l'héroïsme vendéen... Je connais de l'intérieur l'histoire du soulèvement paysan et de la répression terroriste.

Alors il me parle de son enfance puis de sa jeunesse. Souvent il a croisé cette province de l'esprit : quand il était jeune homme, on évoquait les épreuves de la Vendée autour de lui. Au moment même de la Révolution russe et de la guerre civile, la Vendée de-

vint naturellement, et dans les deux camps, une sorte d'archétype. Aussitôt au pouvoir, Lénine décréta la terreur, sur le modèle de la terreur jacobine. Et dans le même mouvement, cherchant à éliminer les contre-révolutionnaires, pour alimenter et entretenir l'engrenage, il fit de la Vendée sa référence matricielle. Il voulait des exemples de « terreurs réussies ». Et il s'égosillait :

– Il nous faut des Vendée !

Alexandre Issaïevitch me raconte que les *Izvestia* traitent le général blanc Kornilov de « Vendéiste ». Un Vendéiste, chez les Soviétiques, c'est un koulak, un traître, un suspect, un Blanc qui ne chante pas l'*Internationale*. Un « homme du peuple ennemi du Peuple ». Et qui s'oppose à ce que Robespierre a appelé le nécessaire « Recommencement absolu de l'Humanité ».

Au fil de nos conversations, avant et après la Cinéscénie du Puy du Fou, Alexandre Issaïevitch trace un parallèle entre la révolte des Vendéens et la rébellion des paysans russes contre le pouvoir bolchevique.

– L'ampleur de la terreur et son caractère inhumain font apparaître des ressemblances déterminantes entre les deux dictatures. Y compris, ajoute-t-il, dans les détails techniques : Carrier avait utilisé les barques dans la Loire pour noyer les innocents, et il y eut les péniches bolcheviques sur la Volga, en mer Caspienne et dans la mer Blanche. La guerre civile en Russie est l'équivalent de la lutte des Vendéens, c'est une résistance intérieure à la terreur des putschistes. La Vendée est un mythe universel, celui de la conscience dressée.

Dès lors, je comprends tout le prix qu'il met à sa présence et à son témoignage solennel lors de la cérémonie qui aura lieu dans deux jours, aux Lucs-sur-Boulogne. Il s'y prépare avec soin. Il demande qu'on s'applique à repasser son costume de prix Nobel. Plusieurs fois il me répétera :

– Pour moi, la Vendée est un symbole touchant, c'est l'analogue exact de nos deux grandes révoltes paysannes contre les



bolcheviques : celle de Tambov en 1920-1921 et celle de la Sibérie occidentale en 1921.

Pour le célèbre captif qui a voulu, dans son pays, rendre la parole aux victimes, la Vendée est à la fois la première insurrection contre l'Idéologie – on s'est battu pour les cloches, pour les civilisations intimes – et le premier champ expérimental de la machine terroriste qu'il appelle justement la « Roue rouge ». Il a vécu dans sa chair et dans son âme la réalité de la Terreur qui connut, en Vendée, l'une de ses premières occurrences. C'est ici que la Roue rouge, qui devait broyer la Russie, a fait ses premiers tours. Devant toute la table, il définit l'Idéologie :

– Pendant soixante-dix ans, on n'a rien su de ce qu'était la vie des gens. Le système s'autoracontait.

Je pressens l'immense portée de son geste : cet homme qui a délivré son peuple, délivré son siècle, ce prophète à qui nous devons la grande percée à travers le mur du Mensonge léniniste, s'apprête à en percer un second, le mur du Silence sur la Vendée, le secret honteux de l'histoire de France.

Nul besoin de l'affranchir. Il sait tout déjà. Sur le « Massacre humanitaire ». Il connaît le plan d'extermination qui vise à « dépopulationner la Vendée par principe d'humanité », la déportation des femmes et des enfants, les tanneries de peaux humaines, l'empoisonnement des puits, les colonnes de feu, la terre calcinée, les milliers de corps sans sépulture, dont certains historiens français s'acharnent à minimiser la cruauté.

Soljenitsyne est convaincu que c'est en Vendée que, pour la première fois, on a enclenché le processus des éliminations de masse au nom des droits de l'homme, du Progrès et du Bonheur. La Terreur issue de la Révolution, souligne-t-il, fut la première manifestation clinique de la maladie qui a ensuite frappé la Russie et qu'on appelle l'« angélisme exterminateur ».

Ce voyage en Vendée est pour lui un pèlerinage. Il le racontera plus tard dans ses mémoires<sup>1</sup>. Devant un chêne séculaire, une pierre de granit qui affleure, en pleine campagne, je le vois sou-

vent qui s'arrête. Il médite. Il se recueille. Peut-être pense-t-il à ces morts sans sépulture qui ne sont plus que des bouquets d'orties sous nos pas.

Nous pérégrinons du bocage à la mer jusqu'à Saint-Gilles, sur la côte, où il dévoile une stèle à la mémoire de l'un de ses poètes préférés, Marina Tsvetaïeva, qui avait choisi de s'établir dans ce qu'elle appelait « sa Vendée ».

Je le revois, au village des artisans du Puy du Fou, prendre le marteau du charron et s'exercer à sculpter un clou à l'ancienne.

Il retrouve sa jeunesse. Il se détend. Il rit. Pendant que Natalia joue les rempailleuses et commence l'esquisse d'une chaise. Mais il reprend vite son air grave car, dans sa tête, il est déjà ailleurs, sur le tertre des Lucs où il doit prononcer son discours. Il est venu là non pour se distraire mais pour *accomplir* un geste pour l'Histoire.

C'est le geste des Lucs, le 25 septembre 1993. La nuit tombe, la pluie s'arrête, la foule l'attend. Vingt mille personnes. Avec l'orchestre de Saint-Pétersbourg et huit cents choristes. Son texte est prêt depuis plusieurs mois. Ciselé, retravaillé, raboté. Il a même grimpé sur le toit de son hôtel, à Paris, pour le relire, le mettre dans sa voix, afin que le ton soit juste et vienne souligner l'essentiel. Ce n'est pas simplement un tribut payé à la circonstance – chacun le comprend – mais une parole qui part des profondeurs du cœur pour établir, par-delà deux siècles et des milliers de kilomètres, le lien historique entre deux actes de liberté.

Quand il parle, il est immense, c'est un géant. Il n'est plus tout à fait avec nous. Dans son cœur, il chemine lentement, à la tête de l'immense cortège de tous ceux, morts ou vivants, qui ont vu le crime se profiler derrière l'utopie, tous ceux qui, avant nous, ici ou ailleurs – au Cambodge, en Chine, au Vietnam –, ont résisté à la temporalité close des idéologies. Le propos fera date. Toute la presse est là.

Avec son discours des Lucs, Alexandre Soljenitsyne fait irruption dans l'histoire de France. Il y entre par la porte de la Vendée.

Comme le dit Dominique Souchet, il fiche son discours dans ce qu'il reste de déni. Il s'exclame :

« Chers Vendéens !

« Il y a deux tiers de siècle, l'enfant que j'étais lisait déjà avec admiration dans les livres les récits évoquant le soulèvement de la Vendée, si courageux, si désespéré. Mais jamais je n'aurais pu imaginer, fût-ce en rêve, que, sur mes vieux jours, j'aurais l'honneur d'inaugurer le monument en l'honneur des héros et victimes de ce soulèvement.

« Longtemps, on a refusé d'entendre et d'accepter ce qui avait été crié par la bouche de ceux qui périssaient, que l'on brûlait vifs : les paysans d'une contrée laborieuse, pour lesquels la Révolution semblait avoir été faite, mais que cette même Révolution opprima et humilia jusqu'à la dernière extrémité. Eh bien oui, ces paysans se révoltèrent contre elle !

« C'est que toute révolution déchaîne chez les hommes les instincts de la plus élémentaire barbarie, les forces opaques de l'envie, de la rapacité et de la haine.

« C'est le <sup>e</sup>xx siècle qui a considérablement terni, aux yeux de l'humanité, l'auréole romantique qui entourait la révolution au <sup>e</sup>xviii siècle. Les hommes ont fini par se convaincre, à partir de leurs propres malheurs, de ce que les révolutions détruisent le caractère organique de la société ; qu'elles ruinent le cours naturel de la vie ; qu'elles annihilent les meilleurs éléments de la population, en donnant libre champ aux pires ; qu'aucune révolution ne peut enrichir un pays, tout juste quelques débrouillards sans scrupule ; que dans son propre pays, généralement, elle est cause de morts innombrables, d'une paupérisation étendue et, dans les cas les plus graves, d'une dégradation durable de la population.

« Le mot "révolution" lui-même (du latin *revolvere*) signifie rouler en arrière, revenir, mettre sens dessus dessous, une kyrielle de significations peu enviables.

« De nos jours, si de par le monde on accole à quelque révolution l'épithète de "grande", on ne le fait plus qu'avec circonspec-

tion et, bien souvent, avec beaucoup d'amertume.

« Désormais, nous comprenons toujours mieux que l'effet social que nous désirons si ardemment peut être obtenu par le biais d'un développement évolutif normal, avec infiniment moins de pertes, sans sauvagerie généralisée. Il faut savoir améliorer avec patience ce que nous offre chaque "aujourd'hui".

« Et il serait bien vain d'espérer que la révolution puisse régénérer la nature humaine. Or, c'est ce que votre Révolution, et tout particulièrement la nôtre, la Révolution russe, avaient tellement espéré.

« Jamais, à aucun pays, je ne pourrais souhaiter de "grande révolution". »

Il parle ainsi depuis le Petit-Luc, qui est le nom d'un enfant martyr. On l'a tué pour que, jamais, il ne songe plus tard à venger ses parents massacrés dans la chapelle, comme à Oradour.

Le Petit-Luc, c'est aussi le nom d'une colline verdoyante inscrite par la nature au-dessus d'un vallon où coule une rivière lyrique, la Boulogne. Mais la métaphysique nous le situe plus justement au bord d'un abîme, en un lieu de dérégulation, face à la béance du mal. Car le Petit-Luc, c'est encore le nom d'un village écrasé, rasé, où cinq cent soixante-quatre innocents, en majorité des enfants, ont été brûlés vifs par les Colonnes infernales du général Turreau, dont le nom figure en forme de récompense tout en haut de l'Arc de triomphe.

Pressé par les journalistes, le grand résistant précisera avec tranquillité :

– Si la Révolution du XVIII<sup>e</sup> siècle n'a pas entraîné la ruine de la France, c'est uniquement parce qu'il y a eu Thermidor. La Révolution russe n'a pas connu de Thermidor qui ait su l'arrêter et, sans dévier, elle a entraîné notre peuple jusqu'au bout, jusqu'au gouffre, jusqu'à l'abîme de la perte.

Puisque Lénine a ordonné aux bolcheviques : « Il nous faut des Vendée », Soljenitsyne est venu nous dire :

– Il nous faut des Vendéens. Et qui se souviennent.

La chute du discours de Soljenitsyne est prophétique : « Nous avons traversé ensemble, avec vous, le xx<sup>e</sup> siècle, de part en part un siècle de terreur, effroyable couronnement de ce PROGRÈS auquel on avait tant rêvé au xviii<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, je le pense, les Français seront de plus en plus nombreux à mieux comprendre, à mieux estimer, à garder avec fierté dans leur mémoire la résistance et le sacrifice de la Vendée. »

- 
1. *Esquisses d'exil, le grain tombé entre les meules, 1979-1994* [1998], tome 2, Fayard, 2005.

## L'omerta française

---

Soljenitsyne me dira plus tard en confidence qu'il ne s'attendait pas à se retrouver, en France, dans la position d'avoir à assumer la même fonction de libérateur vis-à-vis de l'histoire de France que celle qu'il avait eue vis-à-vis de l'histoire russe. Finalement, il est venu rendre aux Français une page de leurs livres d'histoire. Une page qui avait été déchirée, oblitérée, barbouillée, réécrite.

Il ne cachera pas son étonnement devant l'omerta qui règne en France. Cette omerta a commencé quatre ans avant, avec la cérémonie de la commémoration de 1789.

Au lieu de célébrer un bicentenaire concordataire, François Mitterrand et ses amis se sont maintenus dans l'esprit du fameux congrès de Valence : « Il faut faire tomber des têtes et dire lesquelles ! »

La grande célébration officielle entendait poursuivre deux buts : glorifier la Révolution et chanter les droits de l'homme aux dimensions du monde, en « célébrant la fête des tribus planétaires ». Le point d'orgue eut lieu le 14 juillet 1989 : les concepteurs de la commémoration voulaient, à tout prix, « éviter un cocorico franchouillard » ; alors ce fut une soufflerie théâtrale – allons, z'enfants de la planète –, un « carnaval des fraternités ». Le concepteur inénarrable de ce happening dégingandé, un publicitaire en vogue, Jean-Paul Goude, justifia ainsi son chef-d'œuvre de dérision : « Pour moi, la vraie révolution, c'est la naissance d'une sonorité mondiale. »

Alors, on fit du bruit, beaucoup de bruit, en tapant sur des bidons. Il y avait le ballet Atchoum et le Royal Tatoo, les camions soviétiques de la Glasnost, le *marching band* de la Floride. Et

puis, pour fermer la marche du cortège, les pom-pom girls. C'était la France du 14 juillet 1989.

La droite et la gauche tombèrent en pâmoison, personne n'éleva la voix. Ma *Lettre ouverte aux menteurs et coupeurs de têtes du Bicentenaire*<sup>1</sup> fut comme une piqure d'insecte sur les éléphants de la parade de Goude qui battaient le pavé. Pour le président du bicentenaire, Jean-Noël Jeanneney, la vision terroriste demeurait intacte, la fête battait son plein et faisait planer sur les Champs-Élysées le « rêve des citoyens sans frontières, prenant à contre-pied la tentation cocardière franco-centrée ». Il y eut finalement deux vainqueurs : les « tribus planétaires » et, tapis dans l'ombre, Robespierre et ses jacobins. Et deux vaincus, la Vendée et la Vérité. La Vendée : un « point de détail » dans l'histoire de la Révolution, comme me dit un soir Jack Lang<sup>2</sup>. Et la Vérité. Sur la Terreur. Sur les massacres de Septembre. Et sur les effets de la Table rase, à chaque fois qu'on prétend faire un « homme nouveau » et entreprendre un « recommencement absolu de l'humanité ». Voilà des années qu'on vole au peuple français son histoire. Avant 1789, il y a un trou noir. On n'a pas fêté l'anniversaire de Bouvines, non plus que celui de Saint Louis. Il y a, en France, un millénaire interdit. Un oubli officiel. Les jeunes élèves, les jeunes enfants sont interdits d'Histoire et de rêve. Il n'y a plus que les droits de l'homme et Najat Vallaud-Belkacem, avec ses nouveaux programmes : on y apprendra l'islam mais le christianisme médiéval sera optionnel.

Parfois l'Histoire se joue des hommes qui cherchent à la contourner. L'année 1989 n'a pas fini comme elle avait commencé. Elle débuta par un escamotage et se termina par un beau carambolage : la Révolution avait une héritière, prometteuse, « l'autre Révolution », la petite sœur russe. Combien de fois les communistes n'ont-ils pas dit que la Révolution d'octobre 1917 était l'accomplissement de la Révolution de 1789 et de 1792 ? Tous les grands historiens marxistes – Albert Soboul, Albert Mathiez – vantaient cette filiation prospère. Et voici que, le 9 no-

vembre 1989, en pleine année du Bicentenaire, le Mur de Berlin s'effondre. Fatalement, il s'écroule sur Lénine et Robespierre. Constatant les tares de la fille soviétique, on va vite remonter à celles de la mère française. Pour peu qu'il y ait dans l'ADN de la Révolution un gène exterminateur... Et c'est ce que vient de nous dire Soljenitsyne.

Quant au deuxième carambolage, c'est l'affaire du foulard de Creil. Trois jeunes filles ont inscrit leur coquetterie dans le rêve de gauche d'une société multiculturelle. Elles ont écouté Goude. Nous sommes le 18 septembre 1989 : Fatima, Samira et Leïla sont renvoyées du collège public de Creil pour avoir refusé d'enlever pendant les cours leur voile islamique. La France est prise à son propre piège. Le principal, Ernest Chénier, un Martiniquais hardi, m'a raconté comment la pitrerie de Goude avait donné du courage aux familles des élèves musulmanes qui réclamaient un *Dar el-Islam* sans frontières.

En réalité, si j'ai été surpris par la venue de Soljenitsyne, lui l'aura été plus encore par les retards de la pensée officielle en France.

Au lendemain de la soirée des Lucs, on entend des noms d'oiseaux dans les médias : Soljenitsyne est traité de « prophète de malheur », « moujik mystique qui radote sur le stalinisme ». Décidément, la gauche intello supporte mal qu'on lui ait rappelé ce par quoi elle avait péché. Alexandre Issaïevitch dérange.

Dans *Le Nouvel Observateur*, Jean Daniel s'interroge alors sur « les *étranges* raisons qui semblent l'avoir conduit à réhabiliter le combat des Vendéens, sous le prétexte de dénoncer la Terreur ». Alexandre Issaïevitch me confie avoir été abasourdi d'apprendre que les éditions Stock ont republié récemment les « plus beaux discours » de Robespierre<sup>3</sup>. Il a du mal à croire qu'il y « ait eu une promotion Robespierre » à l'ENA. Et il s'avoue choqué par les communiqués des politiciens : la palme de l'indécence revient à Christine Albanel, la future ministre de la Culture, qui déclare, le 4 août 1993 : « Il appartient à l'Histoire de discuter de ce qu'il peut



y avoir d'archaïque dans la voix de Soljenitsyne, l'anticommunisme peut-être. » Le titulaire de la chaire d'histoire de la Révolution de la Sorbonne allègue, quant à lui, que le massacre des Lucs fut « inventé » dans les années 1860, puis par Vichy<sup>4</sup>. Et il préconise de remplacer le mot « Terreur » par « rigueur avec des violences ».

La France a raté ses deux bicentennaires. Celui de 89 et celui de 93. En 1989, on a commis une bouffonnerie. Elle s'est retournée contre ses auteurs, comme par une forme de ruse de l'Histoire qui est venue nous faire un pied de nez. Le Bloc a volé en éclats. En 1993, personne n'a rien osé commémorer, ni célébrer. C'était pourtant une occasion unique de réintégrer solennellement la résistance vendéenne dans la mémoire nationale. Cette chance n'a pas été saisie. Pas une seule voix ne s'est élevée dans la France officielle pour évoquer un quelconque repentir quant au massacre humanitaire perpétré en Vendée, ce que Gracchus Babeuf avait appelé le « populicide vendéen ». Comme si ce drame de la Vendée devait rester à jamais un non-dit, une béance. Balladur et Chirac – le maître me l'a confié – ont cherché à décourager Soljenitsyne de venir en Vendée. Beaucoup d'écrivains aussi, autour de Bernard Pivot qui joua les étonnés, lors de son émission avec le grand dissident.

Malgré les travaux de François Furet<sup>5</sup>, Pierre Chaunu, Reynald Secher<sup>6</sup>, Alain Gérard<sup>7</sup>, l'intelligentsia française continue à occulter le *massacre de masse* des Vendéens par la Convention.

Il s'agit ni plus ni moins que d'une mutilation de notre mémoire nationale. Il faut tout de même saluer ceux qui sauvent l'honneur comme Jean-Pierre Mignard. Ce catho de gauche, proche de François Hollande, estime que « la Vendée a droit à un geste historique de réconciliation. On pourra alors, non pas oublier, mais passer à autre chose ». « La population vendéenne a été victime, sous la Terreur, de répressions qui violent les principes de la Déclaration des droits de l'homme, poursuit Jean-Pierre Mignard. Il y

a une vraie question, une énigme même, qu'il faut résoudre : comment une société qui s'émancipe avec l'un des textes les plus glorieux de l'humanité – la Déclaration des droits de l'homme – peut-elle être capable, quelques années plus tard, d'une telle violence<sup>8</sup> ? »

Ce fut le coup de génie de mon ami Dominique Souchet, le député de la Vendée, mais aussi le grand diplomate, de contourner les élites françaises et de faire appel, au pied levé, à Alexandre Soljenitsyne pour suppléer ainsi la nomenklatura française défaillante. Pas un ministre présent aux Lucs. La Vérité ne peut encore venir des cercles officiels.

Quand nous sommes allés lui rendre sa visite à Moscou, en juillet 1994, Alexandre Issaïevitch était justement en train de noter dans ses mémoires à quel point sa venue en Vendée avait fait l'objet d'une fixation idéologique hallucinante : « Le projet si cher à mon cœur exaspérait les cercles français de la gauche, si aveugle est leur admiration encore aujourd'hui pour leur cruelle révolution », écrira-t-il dans *Esquisses d'exil*<sup>9</sup>.

Jusqu'à sa mort, Soljenitsyne resta décontenancé par cette admiration persistante de l'intelligentsia française pour Robespierre, l'inspirateur de Lénine.

Quand Dominique Souchet m'appela pour m'annoncer en pleines vacances à l'île d'Yeu la mort du grand homme, nous nous sommes rappelés tous les deux notre serment de 93 : « Quoi qu'il arrive, nous irons à son enterrement. » Quelques minutes plus tard, un message de la famille nous parvenait pour nous convier au monastère Donskoï où devaient avoir lieu les funérailles. C'était quinze ans après son passage en Vendée.

Nous nous attendions à retrouver là-bas toute une délégation française de hautes personnalités du monde politique et du milieu culturel. Surprise en arrivant à Moscou : l'ambassadeur n'était pas là. Il n'avait pas jugé utile d'interrompre ses vacances sur la Volga. Nous fûmes accueillis par le chargé d'affaires. Je le pressai de questions :

– Qui représente le gouvernement français ?

Le pauvre diplomate me fit une réponse embarrassée :

– Nous n'avons trouvé personne. Ni au gouvernement ni au Parlement. Vous serez les seuls représentants de la France et je vous accompagnerai.

Où étaient donc les présidents, ministres, hommes politiques, intellectuels, *nouveaux philosophes* ? À la plage du soleil d'août ? Non, dans leur penderie. Car la plupart d'entre eux préparaient leurs plus beaux costumes avant leur départ pour les Jeux olympiques de la Chine communiste à Pékin, qui allaient connaître une ouverture d'une solennité inouïe. Ils ne trouvèrent pas le temps nécessaire pour venir témoigner de notre immense dette à l'égard de celui qui avait ébranlé le système d'oppression communiste internationaliste.

La cérémonie fut splendide. Elle se déroulait devant une fabuleuse iconostase à sept registres du XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle dura six heures. Nous étions dans le carré de la famille, auprès du président de la Russie et du maire de Moscou. Je n'oublierai jamais cette longue cordée des humbles qui défila dans la fumée des cierges et les vapeurs d'encens, devant le cercueil ouvert, peu à peu submergé par une véritable muraille de fleurs.

Toute la Russie est là. Une marée humaine. Des silhouettes hors d'âge se pressent : les anciens camarades de combat, les gueules cassées, avec les insignes de rescapés du Goulag. Il y a de la gravité, du désarroi dans tous les regards. Et surtout un profond recueillement. C'est le temps de la Miséricorde. Visiblement, ici, chez les orthodoxes, les beautés ancestrales des chants sont immuables. Il n'y a pas eu d'aggiornamento. L'office est sublime. On est entre ciel et terre.

Après la liturgie de la messe des morts, culminant dans la grande prière trinitaire du Trisagion, entonnée par le métropolite de Moscou, les grandes portes s'ouvrent, le moment est venu de sortir de la cathédrale. C'est la garde d'honneur du Kremlin qui porte solennellement le corps du vieux dissident. Juste après la fa-

mille et le président Medvedev, on m'invite à jeter, au nom de la France, une petite poignée de terre sur le cercueil qui vient d'être descendu. Les cuivres et les canons de l'armée russe retentissent pour le pauvre zek qui se fit le porte-voix des si nombreuses victimes oubliées de tous les systèmes totalitaires.

Le cortège se dirige ensuite vers l'Académie des Sciences pour le repas des funérailles, selon l'usage des Russes. Surprise : Natalia Soljenitsyne me fait venir à elle et me prie de parler au nom de notre pays. Le fidèle Nikita Struve se propose de traduire mon improvisation. J'annonce que le Conseil général de la Vendée a donné à l'un de ses collèges le nom d'Alexandre Soljenitsyne et je forme des vœux pour que, dans le monde entier, il y ait, plutôt que des rues Lénine ou des places Robespierre, une épigraphie publique au nom des grands dissidents du xx<sup>e</sup> siècle.

Pendant le voyage du retour, reviennent en nos cœurs les mots puissants du discours de Harvard de 1978 qui s'adressait à toutes nos élites, dont l'absence a pesé si lourd en cet instant où elles ont choisi le « *Panem et circenses* » de Pékin : « Vous, les Occidentaux, votre intelligence est libre, mais sans courage. Votre univers est spirituellement vide. »

- 
1. Albin Michel, 1989.
  2. « Questions à domicile », TF1, 19 janvier 1989.
  3. *Robespierre entre vertu et terreur*, 2008.
  4. Jean-Clément Martin, « La Liberté ou la Terreur », le 3 mai 1989, TF1.
  5. François Furet et Mona Ozouf, *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Flammarion, 1988.
  6. Reynald Secher, *Vendée. Du Génocide au mémoricide. Mécanique d'un crime légal*, Les Éditions du Cerf, 2011.
  7. Alain Gérard, *Par principe d'humanité... La Terreur et la Vendée*, Fayard, 1999.
  8. RTL, émission « Le choix d'Yves Calvi », 5 décembre 2014.
  9. *Esquisses d'exil*, Mémoires 1979-1994, novembre 1998.

## Comment on a fait monter les sondages

---

C'est vraiment un dîner pieds de plomb, je n'ai aucune envie d'y aller. Nous n'aurons rien à nous dire. Marie-France Garaud insiste :

– Il veut vous rencontrer...

Moi pas. Les gens d'argent sont tous pareils, une pierre à la place du cœur, une pierre précieuse. Ils n'aiment pas les idées gratuites. Ce milliardaire est forcément comme les autres.

– Eh bien non, justement, il n'est pas comme les autres ! rétorque Marie-France. C'est un milliardaire repentí. Il veut chouanner avec vous.

J'écoute Marie-France. Et me rends chez elle pour le souper avec le milliardaire repentí.

Je tombe sur un personnage hors de toute ressemblance avec l'image du parvenu. Il a le physique exagéré d'un géant tiré à quatre épingles, costume bleu foncé de la jet set, pochette débordante, la distinction british d'un pair anglais, le regard bleu perçant du Pacifique ; et des épaules larges, le rire truculent d'un carnassier séducteur, l'élocution franglaise des clubs ultrachics de la City. Tout cela lui donne une aura qui met l'interlocuteur sous le charme. Par sa présence, sa prestance. Il aurait pu être John Wayne. De l'allure. De la gueule. Ses infortunes, ses succès, ses coups de chance l'ont détaché des conventions mondaines. Il a le front chauve buriné des grands voyageurs. Le visage bronzé de son hacienda semble garder la marque discrète de plusieurs vies successives. Il a dû séduire beaucoup. C'est un grand squalé de lagon.

Il raconte sa vie avec une rare drôlerie : à six ans, pendant que son père, avocat international, négocie un contrat avec de riches clients à Monte-Carlo, il remporte son premier succès féminin. Une belle Américaine qui le regarde traverser, seul, les salons luxueux de l'Hôtel de Paris, le prend en pitié, s'approche de lui et lui donne une pièce. Il la glisse dans une machine à sous. Jackpot ! C'est une pluie de louis qui tombe. La bonne fortune, la bonne étoile. À seize ans, il se met à jouer au backgammon, il perd, il gagne. Il s'enrichit. Sa vie est comme un roman qu'on écrit au jour le jour, un jeu. L'amour aussi. Il est play-boy de son état.

À vingt ans, il s'éprend de la fille du roi de l'étain bolivien, Isabel Patiño. Il lui demande sa main. Le père s'interpose :

– Notre famille n'a pas l'habitude de donner ses filles en mariage à des Juifs.

Jimmy Goldsmith rétorque :

– Et moi, la mienne n'a pas l'habitude d'épouser des Indiens...

Il enlèvera la fille et ira convoler au cœur de l'Écosse. Elle mourra en couches. Ce sera un drame pour ce *tycoon* qui passe ses journées à faire rouler les dés.

L'appel de la vie, malgré tout, sera plus fort que le chagrin. Il va forcer la chance. Et faire de l'argent. Pendant des années et des années, il mise, il parie, il gagne. La vie ne lui fait pas de cadeau. Lui non plus n'en fera pas. Il guette ses proies. Et s'amuse au jeu du boa constrictor, il avale plus gros que lui. Il rachète tout, de la moutarde Amora, aux bonbons La Pie qui Chante, sans oublier le papier avec *L'Express*. Il met à genoux Total. Il fait des coups de main, côtoie George Soros, Rupert Murdoch, Bill Gates. Les ministres viennent à sa table, « Chez Laurent », sa cantine. On le courtise.

Il place son argent où il faut, quand il faut et le retire à temps. Un coup d'œil hors pair, un instinct de la tectonique des plaques. Il sent les mouvements, le gros temps, le gros coup, il les devine. Un grand joueur. Il passe entre les gouttes, les crises et les krachs. Chaque jour, il fait le tour du monde. Il se réveille avec la

Bourse à Tokyo, déjeune à l'heure de la City de Londres, s'endort avec le cours de ses actions à New York.

À cinquante-six ans, Jimmy devient las. Il veut changer de vie et tenter un dernier coup avant de partir : c'est l'échange de toutes ses forêts américaines contre 49 % des titres de la plus grande mine d'or des États-Unis, dont les cours ne vont cesser de grimper.

Un matin, il annonce qu'il se retire du monde des affaires. « Pour se consacrer à l'essentiel ».

Et l'*essentiel*, c'est un tout autre combat. Métapolitique cette fois. Contre un système qu'il a vu de près, et pour cause : le « libre-échangisme mondial » qui détruit la planète.

Ce personnage me fascine : il n'est pas seulement un génie des affaires, c'est un cerveau puissant, un esprit curieux, passionné d'écologie, un aventurier des idées, aussi à l'aise dans une joute à faire voler les concepts qu'à la corbeille, à lancer des coups de Bourse. On trouve rarement ensemble, chez le même homme, à la fois l'esprit de géométrie et l'esprit de finesse. Jimmy est cet homme rare, qui aime le bruit du monde mais dont le vrai luxe le porte aux austérités du silence et de l'introspection.

Un vendredi, je lui parle du thomisme. Le lundi, c'est lui qui m'en reparle : entre-temps, il a lu, pendant le week-end, plusieurs tomes de la *Somme théologique* !

Il voyage beaucoup, il vit et travaille dans son Falcon, entre son château de Montjeu, sa villa de Marbella, sa fastueuse hacienda mexicaine de Cuixmala et sa « fermette » normande de la rue Monsieur où, au cœur du VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, les poules courent en liberté. C'est le seul endroit où un coq gaulois chante à Paris. Il voyage et s'exerce aux sagesses antiques. Tout en cherchant à comprendre la marche du monde.

Nous sommes dans un moment crucial, au cœur de l'Uruguay Round qui va déboucher sur la création de l'Organisation mondiale du commerce, l'OMC. Jimmy la rebaptise l'« Organisation

commerciale du monde » car, selon lui, il s'agit de la marchandisation du monde à venir.

Les Américains ont voulu forcer la main à l'Europe, avec le compromis de Blair House qui démantèle toute préférence communautaire. Un « Munich social » en prévision, prévient Séguin.

Le Premier ministre Bérégovoy crie à l'inacceptable. Et, bien sûr, il l'accepte. Édouard Balladur, qui le remplace, jure qu'il ne le signera pas. Et, bien sûr, il le signe. Balladur-Daladier a demandé un vote de confiance. De retour de la conclusion à Marrakech, où il a tout cédé, il est reçu comme un héros à Paris. C'est un plébiscite. Je suis le seul à rester assis. Toute la droite de l'Assemblée nationale est debout. C'est Munich-sur-Seine. Après Maastricht, l'OMC, l'Europe ouverte, l'Europe offerte.

À la sortie du premier souper chez Marie-France, Jimmy m'a remis, sur le trottoir, au moment où nous nous sommes quittés, une enveloppe bistre. Elle contient le manuscrit d'un essai qu'il vient d'adresser à Fixot. C'est celui du *Piège*, qui sortira au début de l'année 1994 et deviendra le succès du printemps avec plus de quatre-vingt mille exemplaires vendus.

Jimmy y explique que le monde a changé. À cause de la révolution des transports et de la différence abyssale des coûts du travail. Le système mondialiste est une machine infernale : sans écluses douanières pour équilibrer les termes de la concurrence, nos usines vont déménager, nos entreprises iront chercher des petits esclaves en Inde. Il y aura, chez nous, un chômage de masse et, là-bas, dans les pays de la misère, des hordes affamées sur les routes qui chercheront à venir en France.

Le système mondialiste est une grande première de par son immoralité économique puisqu'il dissocie le capital et le travail – le capital qui prospère à la Bourse et le travail qui part en Chine.

C'est un système d'appauvrissement généralisé dans lequel ce sont les pauvres des pays riches qui enrichissent les riches des pays pauvres. On s'en va produire là où c'est le moins coûteux et on ne revient que pour vendre là où il y a encore du pouvoir



d'achat. Le reste du monde se transforme en favelas. Le consommateur devient souverain. Mais bientôt il sera un souverain chômeur. Alors Jimmy s'alarme :

– Vous verrez, Philippe, ce système va créer de la misère partout. Le petit paysan béninois qui vous est cher cessera ses cultures familiales, on l'arrachera à sa terre. Le mondialisme enrichira les plus riches. Je les connais, ces gens-là, ils sont sans scrupule. Mais le libre-échangisme déréglé précipitera le monde dans le chaos, la désertification rurale, l'immigration de masse, etc. Voilà pourquoi j'ai rompu avec mon ancienne vie. Je ne veux plus m'amuser. Je veux témoigner. Je veux m'engager. Ma vie était un jeu. Désormais, elle est une cause. Je suis pressé. Je crierai, s'il le faut, sur tous les toits de Paris. Si vous avez besoin de moi, pour votre combat des élections européennes, je suis votre homme.

Cette déclaration entre en résonance profonde avec tout ce que je pense. Un an auparavant, pendant la campagne du référendum de Maastricht, j'ai martelé qu'il ne faut pas confirmer les pouvoirs de Bruxelles dans le domaine de la politique commerciale commune – et encore moins lui en donner davantage – car, au vu de l'expérience, il est évident que la Commission utilisera ces pouvoirs dans un sens libre-échangiste, ce qui va causer une profonde désindustrialisation et de graves dégâts sociaux.

Dans le domaine de la politique commerciale comme dans tous les autres, en effet, le transfert des pouvoirs nationaux à Bruxelles se pare toujours de pieuses intentions – « nous rendre plus forts » – mais en réalité il n'a qu'un seul objectif : soustraire les pouvoirs transférés au contrôle des démocraties nationales et les remettre entre les mains d'eurocrates mal contrôlés et largement livrés à eux-mêmes.

Je suis donc enchanté d'entendre cet homme d'affaires d'envergure mondiale porter le même diagnostic que moi.

Pourtant un nuage de tristesse passe sur la fin de notre conversation. Le regard devient grave, presque désespéré. Jimmy

me confie qu'il est malade – un cancer du pancréas. Il veut que je le sache. Admirable de courage et d'élégance, il ira jusqu'au bout. Voilà pourquoi le temps presse.

Alors le pacte est conclu entre nous deux. Une sorte de commando aux harmonies paradoxales : le *raider* et le bretteur, le grand large et le bocage, le cosmopolite et l'enraciné, le Juif et le Vendéen.

Un peu plus tard, le juge Jean-Pierre et Charles de Gaulle viennent rejoindre le duo de tête.

Thierry Jean-Pierre – le troisième homme – s'est rendu célèbre par ses perquisitions retentissantes dans les locaux du parti socialiste. On l'appelle le « petit juge » ou le « juge rouge ». Il ne rit jamais, déteste le soleil, il a le visage blême, dépigmenté, d'un inquisiteur. Quand il entre dans une pièce, il la fouille de fond en comble, d'un seul regard. Il voit des complots partout. Nous avons tous, à ses yeux, des têtes de coupables ; les menottes sont sa revanche, il voudrait menotter toute la société.

Quand je lui propose de figurer sur ma liste, en place éligible, il change de tropisme : il penchait à gauche, il incline à droite, il s'entiche de sir James, monte dans son Falcon et embarque pour l'aventure. Marie-France Garaud me met en garde :

– Vous devriez vous méfier. C'est un juge, de vocation. Quand je vous vois tous les deux, je me dis : un Vendéen au bras de Fouquier-Tinville, ça finira mal.

Et puis vient vers nous le quatrième homme, un homonyme, Charles de Gaulle. Il parle peu :

– Je sais, je sais, on me confond avec le porte-avions.

Les européennes, c'est son élection. Il se présente pour la troisième fois. La précédente, c'était sur une liste de l'UDF, europhile ; la première fois, sur celle du RPR, eurolâtre. Et celle d'après, il rejoindra la liste du Front national.

Entre-temps, quand je veux le présenter aux régionales, il refuse un nouveau mandat :

– Ne m'utilisez que pour les européennes, dira-t-il modestement. Je suis un fusil à un coup.

Le public veut l'entendre et scande son nom. Mais, quand il parle, nous sommes tétanisés car tout est possible. Il a une forme d'éloquence hélicoïdale : il se chauffe tout seul la tête et devient capable de mots incontrôlés. Il monte dans les tours et peut déraiper à tout instant.

Maurice Allais, le prix Nobel d'économie, notre conseiller économique, dit de lui :

– Il me fait penser au mot de Pagnol : « Quand la terre produit un génie, ensuite, pendant deux générations, elle se repose. »

La tête pensante de notre liste, c'est Georges Berthu, un des experts les plus pénétrants que j'aie jamais rencontré.

Pour la campagne, Jimmy met les moyens. Il en a juridiquement le droit, comme colistier. La décision est prise de faire, ensemble, un tour de France. Les salles sont pleines, le bouche-à-oreille fonctionne. On vient voir de nouvelles têtes, écouter un discours novateur. C'est la première fois, en France, qu'il est question du « mondialisme », « la nouvelle idéologie qui recycle les deux internationalismes de la gauche et de la droite ».

Hélas, malgré les audiences en province, la presse nationale nous ignore. Nous ne sommes pas dans le panel. Nous n'existons pas. La machine tourne à vide. Nous n'avons pas d'émissions de télévision. Et, selon l'expression en usage dans les rédactions, les enquêteurs des instituts, se promenant avec leurs poêles à frire et magnétomètres à protons, nous disent à regret :

– Désolé, on ne vous trouve pas. Rien ne sonne.

Au moment des vacances de Pâques, Jimmy, découragé, décroche. Il s'envole vers son hacienda du Pacifique. Sans intention apparente de revenir.

Alors je l'appelle au téléphone, le lundi de Pâques, le 4 avril au petit matin :

– Jimmy, il faut revenir.

– Non, cher Philippe, c'est fini, c'est foutu.

– Il reste deux mois, Jimmy, c'est long, deux mois.  
– Mais vous savez très bien que ça ne décolle pas. On est à 2 %. Ça n'arrête pas de baisser. On va finir par trouver du gaz de schiste.

– Écoutez, Jimmy, il y a des solutions... pour remonter !

– Lesquelles ?

– Vous êtes prêt à mettre les moyens ?

– Oui, oui, tous les moyens. Mais pour faire quoi ?

– Il faut gaver les sondeurs.

Alors Jimmy lance en forme de boutade :

– Et pourquoi pas acheter TF1, mon cher Philippe ?

Je lui réponds :

– Chiche !

Quelques heures après, Jimmy me rappelle : il a commandé une batterie de sondages aux trois principaux instituts. Les sondeurs sont contents. Et un sondeur content, cela se voit très vite à la courbe de la semaine qui suit : il vous redonne des couleurs, il vous trouve plus haut. « Il y a comme un frémissement », commente-t-il...

Quant à la première chaîne de télévision, elle tremble. Martin Bouygues me téléphone, paniqué. Jimmy a acheté jusqu'au plafond légal, 4,99 % de la chaîne. Le message est simple : on veut des émissions. Très vite, on en a : « Sept sur sept », des plateaux de « 20 heures ». Alors Jimmy revend ses parts.

Le jour de la Pentecôte, le 22 mai, c'est « L'Heure de Vérité », la grande émission politique de France Télévisions. L'atmosphère a changé, on parle d'une « possible surprise ».

Les instituts ont révisé leurs chiffres. Cette fois-ci, « ils nous trouvent ». C'est la petite bête qui monte, qui monte. Plus ça coûte, plus on paie, plus ça monte. On passe de 2 % à 7 % puis 10 %. La liste change de nom, nous acceptons la suggestion avisée de Patrick Buisson, conseiller de notre campagne : elle s'appellera l'« autre liste de la majorité ». Les sondages trouveront là prétexte à s'envoler.

Charles Pasqua, le ministre de l'Intérieur, nous invite à lui rendre visite place Beauvau. Avec sa gouaille, il nous glisse, gourmand, goguenard :

– Je vais faire quelque chose pour vous...

Et il tient parole. Le 8 juin, à Puteaux, quatre jours avant le scrutin, lors du dernier meeting de Dominique Baudis, la tête de la liste RPR-UDF, alors même qu'il s'exprime, en présence du Premier ministre Balladur, le ministre de l'Intérieur lance tout de go :

– Il ne serait pas sage de rejeter les électeurs qui ne voteront pas pour la liste de Dominique Baudis...

Suivez mon regard. Il donne aux électeurs tentés par notre liste un « permis de voter ».

Le 12 juin au soir, c'est le coup de massue. La classe politique est abattue. Notre liste fait la percée, à hauteur de 12 %.

Précieuse expérience pour notre équipe. Je sais maintenant comment marche le système. Pour être choisi, il ne faut pas seulement dire des choses justes, il faut avoir les *moyens* d'une bonne exposition médiatique : comme disent les sondeurs, il « faut être dans l'offre ». Nous n'étions pas dans l'offre. Nous y sommes entrés. Et de quelle manière ! Belle leçon d'art politique appliqué. Pour faire de la politique nationale, il faut de l'argent, beaucoup d'argent.

À partir de l'été 1994, nous nous retrouvons régulièrement, avec tous nos amis, Georges Berthu, Dominique Souchet, Patrick Louis et les autres députés de notre liste « L'Autre Europe », dans les deux hémicycles du Parlement. Celui de Strasbourg est une copie architecturale du célèbre tableau de *La Tour de Babel* de Brueghel. Celui de Bruxelles est le fruit des noces barbares de Kafka et Staline. Deux univers gris, métalliques, déprimants. Une plongée comateuse au royaume d'Absurdie.

Jimmy vient assister aux sessions plénières. Il me propose de le rejoindre au Bourget pour lui tenir compagnie et rallier ensemble avec son avion personnel la capitale européenne. Quand son Falcon est indisponible ou en révision, il prend son Boeing 727 de

couleur grenat, avec salles de conférence et appartement intégrés. Un jour, le Boeing, survolant la ville de Strasbourg, connaît un problème de train d'atterrissage, il perd une roue. Elle tombe sur un hangar, sans autre dommage qu'une bonne tôle froissée. Mais elle provoque une grande frayeur, dont la presse se fait l'écho : « Jimmy Goldsmith a perdu une roue au-dessus des nids de cigognes. » Les parlementaires européens en font des gorges chaudes : « Goldsmith est le seul député d'Europe qui vient à Strasbourg en Boeing personnel et se lâche en vol. » La presse britannique cède à l'humour anglais, en titrant : « L'Air Force One des eurosceptiques bombarde l'Europe ». Jimmy, en sirotant un whisky, rit aux éclats :

– Quel dommage, cher Philippe, que la roue ne soit pas tombée sur le Parlement ! Mon avion me connaît bien, il lit dans mes pensées, il a commis ce qu'on appelle en psychanalyse un acte manqué.

Pendant nos voyages entre Paris et Bruxelles, nous tirons des plans sur la comète. Jimmy est un visionnaire, il serre les poings et, m'adjuvant à la patience, il martèle :

– Regardez-les, les politiciens... Ils font leur partie de bridge sur le *Titanic*. Nous avons raison sur toute la ligne. Mais avec un temps d'avance. Vous verrez, Philippe, tout ce que nous avons prédit va se réaliser. Il faut ronger notre frein. La Vérité triomphera. On finira par nous écouter.

Hélas, en politique, contrairement au monde des créateurs de valeur ajoutée, on ne capitalise pas.

En économie d'entreprise, la sanction vient avec le résultat, elle est immédiate. On ne peut pas tricher avec un bilan. L'échec ou le succès se voient à l'œil nu. Le client est impitoyable, insensible aux écrans de fumée.

Le monde politique échappe, lui, aux lois du réel. Ce n'est pas ce qu'on dit qui compte. C'est l'impression qu'on produit. Et il peut paraître malavisé de déranger les humeurs et d'éveiller les torpeurs. La pire des choses dans la sphère publique est d'avoir rai-

son *trop tôt*. On vous en veut d'être un Cassandre, un « prophète de malheur ». Il faut être comme les yaourts des grandes surfaces, le fond près du couvercle, crémeux à cœur. Il n'y a de place que pour les berceurs et marchands de sommeil, ceux qui parlent à l'oreille infantile des peuples assoupis et cajolent leurs somnolences avec les paroles du « doux commerce » et le postulat progressiste des sociétés modernes : « Il faut s'en remettre au mouvement des choses, il apportera *toujours* le meilleur. »

Et pourtant, nous avons raison, quand nous allions, répétant : « Le libre-échangeisme sauvage fera des ravages autant chez les riches que chez les pauvres. »

Le temps a passé. Aujourd'hui, il est beaucoup plus aisé de deviner qui sont les perdants et qui sont les gagnants : on nous a fait miroiter la convergence mondiale prochaine des niveaux de vie par le courant ascendant des échanges. Promesse trahie, sauf pour les chanceux – les abrités – dont la fortune n'a cessé de croître, une noria de gens très qualifiés, mobiles et intégrés à l'« économie-monde ». Il y a un chiffre terrible qui, à lui seul, laisse deviner le déséquilibre entre les heureux élus et les victimes de la fatale spirale : le patrimoine cumulé de 1 % des plus riches du monde dépassera en 2016 celui des 99 % restants.

Donc, il y a des gagnants de cette globalisation néolibérale. Ce qui veut dire qu'il y a aussi des perdants et superperdants : les classes moyennes des pays riches ont décroché, les ouvriers de l'industrie disparaissent. Et les pauvres des pays pauvres sont de plus en plus pauvres.

L'économie nouvelle, financiarisée, devenue spéculative, irréelle, volatile, comme une bulle de savon, se promène partout et nulle part. Il n'y a plus ni attaches ni attachements. Aujourd'hui, les patrons du CAC 40 et des grandes banques systémiques considèrent que leurs intérêts n'ont plus de lien avec leur pays d'origine. Leur capital est devenu majoritairement étranger, leur chiffre d'affaires dépend de l'extérieur. Ils sont si puissants qu'ils ne craignent pas les sanctions des États. C'est le « *too big to fail* » –

trop gros pour tomber – qui se traduit hélas de plus en plus par « *too big to jail* » – trop gros pour la prison.

L'Europe entière se fait racheter par les Qataris, les Chinois, les Américains. Cette évolution inquiétante souligne la sécession des élites. Elles ont quitté leur patrie, physiquement et mentalement, dans leur tête, dans leurs entrailles et imposent le mythe d'une « mondialisation heureuse ».

Mais il y a un phénomène plus grave que j'ai pu constater par moi-même dans le monde des grandes pauvretés. Je connais bien l'Afrique, les Africains et les Malgaches. J'ai vu le petit paysan quitter sa terre. J'ai souvent échangé sur ce sujet de désolation avec les présidents béninois Kérékou et Soglo, et le Malgache, Rajoelina. L'Occident – notamment le FMI – leur a imposé la fin des cultures vivrières. On les a forcés à ne pratiquer que des cultures d'exportation. La Fondation Puy du Fou Espérance apporte son soutien à l'œuvre célèbre du Père Pedro, à Akamasoa, à Tananarive. Je vois d'année en année, en Afrique et dans l'océan Indien, la misère qui gagne, des pays qui s'enfoncent, des peuples qui désespèrent. Le silence des élites françaises est édifiant.

En cherchant, jusqu'aux confins de la planète, où sont les vainqueurs et les victimes de ce nouveau monde, on voit affleurer une ligne de fracture, elle aussi transnationale : entre une classe cosmopolite qui contrôle l'essentiel des flux mondiaux de marchandises, de capitaux et d'informations, impose ses codes, ses langages et profite de l'ouverture planétaire, et une humanité marginalisée qui souffre économiquement, culturellement et socialement – notamment celle du Sud. Là-bas, tout un cortège de loqueux sont obligés de quitter leurs terres, leurs villages, leurs traditions pour aller fabriquer à bas coût dans les « ateliers de la sueur » ce que les consommateurs prolétarisés et infantilisés du Nord devront absorber en continu, épuisant à leur tour ce qui reste de leur État providence.



Les imprécateurs qui ont dénoncé le colonialisme au nom des droits de l'homme pratiquent aujourd'hui une forme insidieuse, redoutable, de néocolonialisme, encore et toujours au nom des droits de l'homme.

C'est ce « mondialisme amoral » que vient d'ailleurs de pointer du doigt, dans une protestation solennelle, le cardinal guinéen Robert Sarah, proche collaborateur du pape<sup>1</sup> :

« Concernant mon continent d'origine, je veux dénoncer avec force une volonté d'imposer de fausses valeurs en utilisant des arguments politiques et financiers.

« L'humanité perdrait beaucoup si ces continents venaient à tomber dans le grand magma indistinct du mondialisme, tourné vers un idéal inhumain qui est en fait une hideuse barbarie oligarchique. »

Les élites mondialisées se promènent partout sur la planète en brandissant sans vergogne leur nouveau décalogue postmoderne, au nom d'un impératif sans cesse répété : "L'Afrique doit combler son retard."

Ce slogan sert de paravent au droit-de-l'hommisme messianique qui prétend ainsi étendre au monde entier le virus maléfique du déracinement. Il entend instituer partout l'individu abstrait, interchangeable, nomade en ses appétits et ses désirs – un parfait consommateur.

Alors, la question est simple : qui tire les ficelles ? Qui commande ces évolutions ? Où est la « main invisible » de ce marché mondial sans frontières ni protection ? Je ne suis pas au bout de mes surprises. Les réponses vont vite arriver.

---

1. Cardinal Robert Sarah, Nicolas Diat, *Dieu ou rien*, Fayard, 2015.

## Interdit aux chiens et aux lobbies

---

À mon arrivée au Parlement européen, en 1994, un petit incident va m'édifier sur le fonctionnement de l'Europe.

On frappe à ma porte. Je n'ai même pas le temps de réagir. Un jeune homme tourne la poignée, se plante devant moi.

Il représente GlaxoSmithKline, un grand laboratoire pharmaceutique. Il veut extorquer mon soutien à un projet de directive controversé qui va être débattu en séance plénière à Strasbourg. Je lui demande de quel droit il est parvenu jusqu'à mon bureau. Surpris mais toujours souriant, il me répond qu'il est le *policy manager* d'un lobby dûment accrédité. C'est son métier de venir ainsi visiter les députés pour les gagner à la cause d'un groupe de pression. Je suis stupéfait. Je le renvoie à ses commanditaires. Bien résolu à ne pas céder aux influences. Mes voisins qui m'entendent ainsi grommeler s'en amusent :

– Il faudra bien qu'il s'y fasse...

Le lendemain, c'est le même scénario qui recommence. Cette fois-ci, c'est une jeune fille, elle a le chef inondé de blondeur. Elle m'apporte une bouteille de vin rouge dont l'étiquette mentionne : « Boire peut aussi causer le cancer » ; elle explique qu'elle représente les petits commerces de buralistes. Aussitôt, je réalise qu'elle défend la grande industrie du tabac, parmi les quelque cent soixante représentants de Philip Morris à Bruxelles. Même réaction, malgré ses yeux bleus. La comédie se reproduit dix fois à l'identique. Je fais fabriquer une pancarte en carton bistre : « Interdit aux chiens et aux lobbies. »

Ici, on croule sous les liasses de notes et de documents. L'Europe est un tigre de paperasse : on vous inonde de mails, de fausses informations, de petits cadeaux, d'invitations multiples. Malgré tout, certains solliciteurs insistent pour prendre rendez-vous, organiser une réunion, pour me suggérer des amendements, au bar qui jouxte l'hémicycle avec ses sièges multicolores, le Mickey Mouse Bar. Heureusement, avec le temps et grâce au bouche-à-oreille, ils finissent par se lasser. Ils se donnent le mot : « Porte numéro 48 : mauvais client. » Si tous les élus faisaient pareil...

Ils sont trente mille à faire ce métier d'importuns du matin. Ils appartiennent à toutes sortes de cabinets installés à Bruxelles, et travaillent au nom des grands groupes industriels mondiaux. Leur job consiste à infléchir les lois, à bloquer certains textes ou au contraire à garantir leur adoption. Ils servent des intérêts privés, puissants, à visage découvert ou non. Les enjeux sont d'importance : il suffit d'une seule norme nouvelle pour sauver une industrie ou la couler.

C'est une offensive permanente, de tous les instants. Il s'agit de séduire les votants, de retourner, de débloquer les votes. Les membres du Parlement sont ainsi soumis à un tir nourri d'argumentaires, d'amendements prédigérés, prêts à être déposés, de demandes de rendez-vous. Ils sont surveillés, épiés, listés, mitonnés. Et parfois gratifiés. Les lobbyistes, qui ont du tact et de l'entregent, ne vont pas voir n'importe qui. Ils apprennent à cerner leurs interlocuteurs. Ils ont, par-devers eux, qui passe de main en main, un « tableau de profils ». Ils connaissent tout sur chaque député. Jusqu'aux péchés mignons et défauts de la cuirasse.

En fin de matinée, une sonnerie nous appelle, nous quittons nos bureaux. Pour descendre voter dans l'hémicycle. Pendant deux heures, de midi à quatorze heures, nous enchaînons les délibérations sur les rapports. Interminable. Près de quatre cents votes en moyenne par session plénière. Comme tous mes voisins, je mets la main dans mon boîtier clignotant, en face de moi. C'est

le fameux vote électronique. Avec trois doigts, je pianote. Rouge, c'est non. Vert, c'est oui. Blanc, c'est l'abstention. Les choses vont si vite qu'on ne sait pas toujours ce qu'on vote. Mais on devine que, derrière chaque vote, il y a un lobby. Derrière chaque texte – feuille de route, directive, *soft law* – il y a l'ombre d'un gagnant. Pas une PME. Elle n'aurait pas les moyens de démarcher les députés. Non, une grosse, une très grosse firme transnationale qui a pignon sur rue et le porte-monnaie ouvert.

Certains universitaires ont estimé la dépense totale du lobbying à Bruxelles à trois milliards d'euros par an. Les couloirs grouillent de ces agents d'influence qui opèrent pour le « Business Europe », regroupant les MEDEF européens, le Conseil européen des industries agrochimiques, autour de Bayer et Monsanto, l'industrie pharmaceutique, autour de Pfizer et GlaxoSmithKline, le monde du pétrole et de l'énergie, autour d'Exxon Mobil, les géants de la finance, autour de Goldman Sachs et de la City de Londres.

Tout ce système de pressions et de harcèlement est archi-légal. Il suffit d'être agréé pour venir jusqu'à l'hémicycle. Dans cette petite république du clair-obscur, on pratique le mandat impératif, pourtant réputé nul dans notre loi fondamentale.

L'Europe considère même que c'est dans leur expertise apportée au législateur européen dès la gestation et même la fécondation des lois que les lobbies déploient toute leur efficacité.

Ils dictent 75 % des cent soixante-quinze mille pages de normes européennes, ce sont de véritables « auxiliaires législatifs ». Ils exercent une sorte de deuxième « gouvernance », une gouvernance de l'ombre, offensive, efficace, qui perfore tous les blindages, avec un arsenal inouï. C'est la démocratie de la zone grise.

Quand on rechigne à recevoir tous ces petits législateurs retors et malicieux, on bute sur eux dans les couloirs. Je me souviens de ma rencontre, un matin d'hiver, avec les démarcheurs de l'ILSI, le puissant lobby des multinationales des pesticides et de biotechnologies. Je venais de dénoncer le Gaucho et le Régent. J'ai vu, de

mes yeux vu, leur classeur. Les députés étaient rangés sur des fiches, en trois colonnes de couleurs contrastées : dans celle des jaunes, figuraient les photos des députés « abordables ». Dans celle des rouges, étaient répertoriés les récalcitrants « à ne pas contacter ». Dans celle des gris, figuraient les « prospects », à « démarcher avec doigté ». La colonne des jaunes était impressionnante.

Un jour de session, j'ai assisté à une scène éclairante, hilarante. Un vent de panique soufflait dans les travées<sup>1</sup>, des députés couraient dans tous les sens : des journalistes du *Sunday Times* s'étaient fait passer pour des lobbyistes. Certains collègues avaient accepté de l'argent en échange du dépôt d'amendements législatifs. Plusieurs eurodéputés, notamment un Roumain et un Slovène, anciens ministres, durent démissionner, pris la main dans le sac. Beaucoup d'autres cédaient à l'affolement. L'hémicycle était blême. Les visages, défaits. L'épouvante était palpable sur tous les bancs.

Les lobbyistes tiennent à leur réputation, qui est d'être ponctuels – c'est le métier qui veut cela. S'ils paient, c'est rubis sur l'ongle.

À Bruxelles, l'essentiel de ce qui se fait ne se voit pas. Ce qui se trame ne se dit pas. Rien ne transpire, rien n'affleure. C'est un monde obscur. L'Europe est un être des abysses, ce qu'elle craint, c'est la lumière. Personne ne connaît la Commission. Et pourtant, nous savons tous que c'est elle qui pilote l'Union – plus précisément une poignée de très hauts fonctionnaires qui contrôlent les commissaires. Même quand elle est, avec son nouveau président, un bateau ivre, elle commande aux gouvernements.

À Bruxelles, on ne se livre jamais à des postures ostentatoires. On reste dans l'ombre. Tout est discret, ouaté, cotonneux : les influences, les profits, les déréglementations aussi.

Le lobbying sert à enrichir les puissants et à imposer un nouveau modèle sociétal. Sans jamais apparaître sur la place publique. Les grands vainqueurs sont la finance, l'agroalimentaire et

la pharmacie, au cœur de la toile d'araignée. Grâce à l'opacité des procédures et à la faiblesse du contrôle démocratique, les politiques de démantèlement vont bon train. Il y a comme un concours de belle humeur entre les firmes richissimes qui ne veulent plus de frontières, d'États, de nations et les « Européens convaincus » qui militent au service de la mondialisation heureuse du « *No limit* ».

Quand un pouvoir est ainsi déterritorialisé, déraciné, il devient abstrait, lointain, facile à circonvenir. Le peuple ne le surveille plus. Il n'est plus de chair humaine. C'est une aubaine pour ceux qu'on appelle les « experts », et pour les réseaux invisibles au service des stratégies d'influence du fondamentalisme marchand et financier.

Nos concitoyens réclament partout de la proximité, ils voudraient un pouvoir plus proche, personnalisé, responsable. Il s'agit d'une aspiration profonde, informulée. Comment la classe politique y répond-elle ? En faisant le contraire, c'est-à-dire en éloignant tous les centres de décision et en diluant les responsabilités : ainsi affaiblit-on les communes où le pouvoir est incarné, au profit des intercommunalités que personne ne connaît, qui sont impersonnelles, budgétivores, paperassières. À l'étage du dessus, on tue les départements, pourtant à forte identité, au profit de régions abstraites aux contours artificiels qui démembreront les nations, au nom de l'« Europe des régions ». Cette spirale infernale continue avec l'affaiblissement des États au profit des instances européennes hors-sol, et de l'Europe elle-même au profit de la *gouvernance* mondiale. À tous les étages, c'est l'irresponsabilité et l'absence de contrôle. Un empilement d'univers corruptibles, loin des gens qui voudraient savoir, loin des yeux qui voudraient voir.

À Bruxelles, la porosité aux intérêts privés relève d'un modèle indépassable. D'abord parce que les deux cents comités et trois mille groupes d'experts qui y sont établis effacent la frontière entre l'économique et le politique, en assurant la victoire du premier sur le second. Ensuite à cause des « carrières essuie-glace », comme

on les appelle là-bas, qui se traduisent par le va-et-vient incessant des oligarques entre la sphère publique et la sphère privée.

Les quarante-trois directions générales de la Commission sont les cibles stratégiques du lobbying. Le pouvoir normatif européen est concentré entre les mains des hauts fonctionnaires qui sont à leur tête. Ceux-là sont mieux payés que des ministres nationaux, ils sont *intouchables*, inamovibles, et bénéficient d'une immunité judiciaire à vie. Ces mandarins ont la parfaite maîtrise des mots de passe, des codes et du jargon communautaire. On les convoite, on les guette. Ils valent de l'or.

Imprégnés d'idéologie mondialiste, ils garantissent par leur présence une sorte de « raison d'État » de l'Europe postétatique.

Les lobbies et les grands groupes recrutent la plupart de leurs agents d'influence parmi ces administrateurs et les commissaires eux-mêmes. On passe du lobby à l'administration et de l'administration au lobby.

L'industrie du lobbying fonctionne ainsi dans une « zone grise » où le risque de mélange des genres, voire de corruption, est élevé. Au Parlement, on s'en amuse. Quand deux députés croisent un commissaire à la buvette, ils ouvrent, dans son dos, les paris sur son avenir : le jeu consiste à deviner, à travers l'activisme de l'impétrant, quelle sera sa « piste d'atterrissage », dans quelle firme ou quel lobby il finira sa carrière. C'est ce qu'on appelle le grand passage, la *revolving door*, la porte tambour, le tourniquet.

À vrai dire, l'exercice n'est pas difficile : personne ne se dissimule. C'est ainsi que le commissaire aux Télécommunications, l'Allemand Martin Bangemann, a rejoint, en 1999, Telefonica. Il avait organisé, pendant ses dix années à Bruxelles, la libéralisation des télécommunications. Il n'a pas ménagé sa peine. Le voilà récompensé. Günter Verheugen, lui, s'est beaucoup occupé des banques européennes. Il a tout naturellement rejoint le lobbying bancaire, auquel il a rendu tant de services. Quant à Meglena

Kouneva, chargée de la réglementation des tarifs bancaires, elle ne pouvait atterrir que dans une banque, la BNP Paribas.

Souvent le scandale affleure. On l'étouffe. Parfois, c'est impossible, il éclate, comme dans l'affaire du « Dalligate », en 2012, quand le commissaire à la Santé, John Dalli, fut soupçonné d'avoir extorqué des millions d'euros à l'entreprise Swedish Match, en échange de l'adoucissement des règles de la directive sur le tabac. Dans cette affaire toujours en cours, l'intéressé crie au complot.

Par-delà la course aux carrières individuelles et l'échange douteux des services rendus, j'ai découvert et rencontré des réseaux d'influence d'une tout autre ampleur, planétaire, qui œuvrent discrètement à la création d'une arène marchande transatlantique et au dépassement de l'Europe postnationale.

Toutes ces éminences de l'aréopage bruxellois, cultivant la même idéologie, communient aux deux espèces du libéralisme économique et du libéralisme sociétal, portés par la même religion du « *No limit* ».

À leurs côtés, combattent des alliés objectifs, les puissants relais des réseaux LGBT. Quand je suis arrivé au Parlement européen, ce fut ma première surprise : près d'un quart des députés européens sont membres de l'intergroupe des « lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels ». Dans mon groupe, Indépendance et Démocratie, il y avait ainsi un député qui a changé de sexe entre deux mandats : au premier, elle était un homme ; au deuxième, il devient une femme, incarnant à elle seule et par sa propre mutation la chère parité.

L'intergroupe LGBT est, de loin, le plus important des vingt-huit intergroupes actuels du Parlement européen.

Je me suis livré à un petit calcul au résultat éloquent : au cours des cinq dernières années, le Parlement européen s'est ainsi prononcé deux cent cinquante fois sur des textes liés à l'orientation sexuelle et à l'« identité de genre », adoptant plus de cent rapports



positifs sur la question. C'est dire que l'hémicycle est ainsi maintenu sous pression et qu'il se passionne pour la théorie du genre.

Je revois les visages défaits de mes collègues démocrates-chrétiens votant, comme des idiots utiles, la « feuille de route de l'Union européenne contre l'homophobie ». Sous le drapeau de la couronne mariale, c'est la peur qui rôde dans les travées. Ce mécanisme de chantage a été inspiré par l'International Lesbian and Gay Association<sup>2</sup>. Ce lobby d'une puissance insoupçonnée, dont le siège est à Bruxelles, reçoit lui aussi des subventions de la Commission européenne<sup>3</sup>, du financier George Soros et du département d'État américain. Tout ce petit monde sert un projet de société ou plutôt de dissociété. En toute tranquillité. Le peuple est si loin... C'est le lobby LGBT qui a obtenu que l'Union européenne couronne en 2014, au concours de l'Eurovision, Conchita Wurst, née Tom Neuwirth – un chanteur transformé en chanteuse à barbe. Conchita devait être ensuite reçue en grande pompe au siège viennois des Nations unies, le 3 novembre 2014. Le secrétaire général de l'ONU l'a élevée, dans un discours vibrant, à la dignité d'« icône culturelle », si précieuse pour lutter, dans le monde d'aujourd'hui, « contre la discrimination, la transphobie et l'homophobie ».

La machine bruxelloise tourne à l'abri des médias. Dans un consensus admirable où les trois grands groupes votent comme un seul homme 95 % des textes, où les souverainistes sont tenus en lisière. Frappés d'interdit moral, houspillés, insultés, traités de fascistes – europhobes, xénophobes, homophobes. Le président Schulz, un socialiste allemand autoritaire, soupçonneux, vindicatif, fait respecter le cordon sanitaire autour des opposants. Grâce à lui, l'ordre règne à Bruxelles.

La grande broyeuse est loin de tout. Et de toute censure. Les gens s'imaginent que le lointain est plus sage que le voisin. J'ai entendu tant de candides s'exclamer :

– Heureusement que l'Europe est là pour corriger nos politiques ! Elle finira par remettre de l'ordre.

Comme l'a déclaré le numéro deux du patronat français de l'époque, Denis Kessler, « l'Europe est une machine à réformer la France malgré elle <sup>4</sup> ». Et son collègue socialiste, le « doux » Pascal Lamy d'ajouter : « Les chefs d'entreprise français sont européens parce qu'ils ont compris que la remise en ordre et la *markéisation* [sic] de l'économie française sont faites par l'Europe, grâce à l'Europe et à cause de l'Europe <sup>5</sup> . » Cela a le mérite d'être clair, même si le « tout-marché » bruxellois est loin d'être un gage de remise en ordre.

J'ai vu, j'ai lu, j'ai entendu, en quelques années, se dessiner la grande dérive, la grande aliénation, la grande dépossession, la grande infiltration.

Ce que les États ne font plus pour les peuples, personne ne le fera à leur place. Quand il faut arbitrer au nom du Bien commun, d'autres rendent les arbitrages. C'est la foire d'empoigne entre les apprentis sorciers. Le commissaire chargé du marché intérieur, l'Irlandais Charlie McCreevy, est allé jusqu'à professer son amour pour les *hedges funds* qui sont, selon lui, « un catalyseur pour le changement » : « Ils suscitent la *crainte de Dieu* chez les dirigeants politiques. »

Dans ce *dominium mundi*, cet empire mou du management, ceux qui commandent se montrent rarement. Personne ne maîtrise plus rien. Nous assistons à une reféodalisation planétaire, les puissances publiques s'éclipsent, s'évanouissent sous les coups de boutoir des empires transcontinentaux et transhumanitaires qui, bientôt, se partageront la planète. Ils veulent l'individu et le monde, rien d'autre.

La vie politique nationale n'est plus qu'un simulacre.

---

1. En mars 2011.

2. ILGA Europe.

3. 1,4 million d'euros en 2012.

4. *La Tribune*, 4 décembre 2000.

5. *Le Débat*, n<sup>o</sup> 134, mars-avril 2005.

## La présidentielle truquée

---

François Mitterrand m'avait un jour donné un bon conseil, je me suis efforcé de le suivre :

– En politique, il n'est jamais sage de brûler les étapes et de mener deux combats à la fois. C'est colline après colline. Il faut être tout à l'escalade du moment, pas à celle d'après. On grimpe puis on s'arrête. Et on souffle.

J'ai grimpé. J'ai gagné. J'ai soufflé. Les unes de la presse ont copieusement salué notre succès des européennes. La voie est ouverte : c'est l'entrée dans la cour des grands. Désormais on va guetter mes paroles et mes arrière-pensées. J'ai peu de temps pour savourer la victoire. L'été qui nous inonde de ses premiers soleils précède un calendrier politique chargé. À la rentrée de 1994, ce sera une autre chanson.

Bientôt dans les brumes de l'automne, je devine que le prochain obstacle qui est devant nous n'est plus une simple colline. Je suis au pied de la haute montagne : l'élection présidentielle aura lieu dans dix mois. La question est simple : grimper sous mes couleurs ou celles d'un autre ?

Pendant l'été indien, on vient jouer du pipeau sous mes fenêtres, les grands candidats multiplient les figures de courtoisie et n'hésitent pas à faire la danse du ventre – ou du double menton – autour de ma permanence.

Des émissaires chamarrés font les cent pas devant mon QG de La Tour-Maubourg, chargés de compliments et de mirobolantes promesses. Ils viennent jauger mon appétit, ils me mettent sous le nez les plus beaux fumets. On me donne à choisir le menu et les condiments, sur la liste des ministères d'État. On insiste pour sa-

voir où s'arrêtera mon doigt sur le curseur. La charité des grands appareils n'a plus de mesure : on me dessine un profil, une carrière : je serai « un vice-président sans le titre », puisqu'il n'y a qu'une place pour la présidence. On appliquera mon programme, rien que mon programme. Je serai « l'inspirateur », le « porte-parole », le « grand souffleur ». Le « vrai maître à jouer ». C'est dit, promis, juré, craché...

L'enchère tient en fait à la concurrence des deux amis de trente ans : Balladur a peur que je soutienne Chirac et inversement. Pour moi, le choix est simple : c'est la carrière ou les convictions.

Si je me range derrière l'un des deux caciques, cela veut dire que je marchande mon score, mon capital des européennes. Que dirai-je donc aux 2 600 000 Français qui m'ont élu sur une ligne d'indépendance farouche lors de ce scrutin ? Et qui m'ont fait confiance « parce que je n'étais pas comme les autres » ? Pas un carriériste, justement ! Pas un politicien qui engrange et va à la soupe !

La politique est un terrible dilemme : tactiquement, pour gagner en densité, il serait opportun – me dit-on – de prendre l'habit de faiseur de roi. Mais c'est une option dangereuse qui peut conduire au reniement. Stratégiquement, il paraît plus logique de poursuivre la marche solitaire sur la crête. Pour ne pas se parjurer. Mais c'est un parcours à haut risque.

Chirac et Balladur sont deux maastrichtiens. Et ce n'est pas, à mes yeux, un sujet secondaire. C'est la question de la France et de son destin. Soutenir l'un ou l'autre, c'est participer à une entreprise contraire à toutes mes fibres, à mes combats du référendum de 1992 et des élections européennes. Je n'ai pas vraiment le choix.

Alors, j'annonce ma décision : je suis candidat à l'élection présidentielle. Jimmy Goldsmith me propose son aide. Mais je la refuse, car la loi n'est pas la même que pour les européennes. Elle interdit les financements privés au-delà de dons manuels très mo-

destes. On m'affirme que les autres candidats, eux, se moquent de la loi. Je reste inflexible. Je ne ferai campagne que sur les deniers de mon petit mouvement « Combat pour les Valeurs ». L'épreuve s'annonce redoutable.

Je connais maintenant la dure loi du milieu : si vous avez de l'argent, les sondeurs vous mettent dans l'offre. Ils vous cherchent et vous trouvent. Ils vous sondent et vous exposent. Mais si vous ne mettez pas le budget et que vous manquez de « générosité » à leur endroit, ils vous ignorent. Pis, ils vous relèguent dans la catégorie peu enviable des « petits candidats ». Et la presse les suit. Car elle n'organisera que deux duels, pas plus. Un à droite et un à gauche. Elle ne fera pas la place pour un troisième ou quatrième homme. Les journalistes sont des moines copistes. Ils font tous le même article. Les journaux reprennent à leur compte et sous leur chapeau les sondages fabriqués et payés par d'autres.

Les « enquêtes d'opinion », comme on dit, ne font pas l'élection. Mais elles font l'offre. Et c'est un combat sans merci que d'entrer dans l'offre parce qu'elle est prescriptive, c'est-à-dire qu'elle vous installe ou non en tête de gondole. Les gens ne cherchent pas à savoir ce qu'ils pensent vraiment. Ils répètent ce qu'on dit qu'ils pensent.

C'est pourquoi je dépense tout mon argent dans les premiers lacets de la campagne. Je paie une première batterie de sondages, les enquêteurs me trouvent à « un bon niveau », « en brut ». Je serai « la surprise possible ». Alors, pour maintenir les hautes eaux de cette première pioche, je commande une seconde tournée ainsi que des « quali », des enquêtes qualitatives sur des mots-clés testés sur un « panel représentatif ». Ils me trouvent encore plus haut. On monte d'un cran. Je serai « la surprise probable ». Les sondeurs me font les yeux doux parce qu'ils pensent tous que Jimmy est derrière et qu'il y a donc de la réserve. Je suis, pour eux, un « bon client ».

Les instituts « m'initient » à un système très intéressant pour les familiers de leur « petite cuisine » à redressements. Ce sont

« les omnibus ». On s'accroche au sondage d'un autre. La facture en est allégée. Car c'est l'autre commanditaire, sans le savoir, qui débourse. Et on vient simplement se greffer sur l'enquête en cours, pour un prix modique.

Hélas, au bout d'un certain temps, les caisses se vident. Nous n'avons plus de disponibilités. Je suis comme le fameux coureur Eugène Christophe qui, en 1913, avait cassé sa fourche dans l'étape du Tourmalet alors qu'il faisait la course en tête. Il avait fini l'étape en marchant à côté du vélo.

Jusqu'au mois de février 1995, je suis dans la bonne échappée, juste derrière les grands. Au début, Balladur caracole.

Jacques Chirac, lui, ne décolle pas vraiment, il cultive ses doutes, il enrage. Dès l'automne, le 2 novembre 1994, il m'a convié pour un déjeuner en tête à tête à l'Hôtel de Ville, dans sa salle à manger privée, toute tendue de bleu. Exercice de séduction peu banal. Les hors-d'œuvre sont consacrés aux porcelaines chinoises qui ornent les murs et vitrines, le « bleu tsing-taï si particulier, propre au cloisonné de la dynastie Ming ». Le maire de Paris fait de la mousse, il aligne les Corona, sa nouvelle bière qui a remplacé la Kronenbourg. On m'avait prévenu : il va te faire le coup de l'« émail du xv<sup>e</sup> siècle », c'est bon signe, c'est qu'il a besoin de toi. Soudain, il se lance :

– Regarde, Philippe, ces fines lamelles de laiton, ce cuivre vierge !

– Oh, oui, monsieur le Premier ministre, c'est admirable !

– Et cette poudre de verre, qu'en dis-tu ?

J'étais bouche bée. Je ne savais où regarder, l'émail ou la Corona. Il en avait déjà vidé trois. Je ne comprenais pas pourquoi il m'infligeait ce supplice chinois. Il a senti mon agacement. Alors le vieux fauve a changé de registre et m'a pris le bras :

– Tu sais, Philippe, depuis ton stage en Corrèze, je te considère un peu comme un fils.

Il avait les yeux plantés dans mon regard. « La technique du serpent Kaa dans *Le Livre de la jungle* », m'avait dit un jour Alain

Peyrefitte.

La conversation a roulé sur la Corrèze, le Zambèze et puis... Maastricht. Alors le grand joueur a sorti le grand jeu :

– Écoute, Philippe... Les choses sont simples : tu as des idées. C'est rare. Tu ne veux pas les sacrifier. C'est honorable. Mais, tout seul, tu ne tiendras pas la distance. Moi, contrairement à l'étrangleur ottoman, je ne te propose pas un ministère, un plaçou à la corrézienne. J'ai trop de respect pour toi, je ne vais pas jouer au souk d'Istanbul. Non, ce que je te propose, c'est une promesse publique de référendum.

– De référendum sur quoi ?

– Eh bien, sur l'euro. Comme tu le souhaites. L'idée m'a été soufflée tout à l'heure par Maurice Schumann. Si tu ne me crois pas, regarde « Sept sur sept », dimanche prochain, je vais l'annoncer chez Anne Sinclair<sup>1</sup>.

À la sortie du déjeuner, j'étais finalement satisfait : Chirac venait sur mes positions. Quand on sème dans le champ du voisin, c'est le voisin qui récolte.

Le dimanche suivant, comme annoncé, il a tenu sa promesse de promesse : il a annoncé que, s'il était élu, il organiserait un référendum sur la monnaie unique. La presse a poussé les hauts cris. Juppé a tempêté. L'étrangleur s'est étranglé. Le très européen ministre des Finances Alphandéry a hurlé :

– C'est un danger pour l'Europe !

Le ministre démocrate-chrétien Jacques Barrot a crié comme un sacristain qu'on égorge :

– C'est un danger pour la démocratie !

La campagne se poursuit. Je vais de ville en ville. C'est long, les étapes de montagne. Et de plus en plus dur. Balladur plane, les sondeurs le portent. Jérôme Jaffré, le grand prêtre de l'église de sondologie, a consulté augures et poulets sacrés ; avec solennité, il annonce à la une du *Monde* : « Il n'y aura qu'un seul tour... »

Chirac se console en répétant à ses visiteurs sceptiques :



– Je connais tous les sondeurs. Avec eux, il y a des hauts et des bas. je méprise les hauts et je reprise les bas...

Je n'ai plus du tout de réserves. Les sondeurs font grise mine. Mais je taquine encore les 10 %. C'est très haut.

Au début du mois de février, le patron de *Paris-Match*, Roger Thérond, m'appelle. Il a commandé un grand reportage à l'île d'Yeu, sur un bateau de pêche. Il fera sa une – me dit-il – sur « l'outsider en haute mer ».

Le sujet est confié à Valérie Massonneau – alias Trierweiler. Le retour est tardif. Le pilote cherche la piste. Il fait noir. L'hélicoptère manque de s'abîmer. La journaliste est pétrifiée. On a failli perdre un candidat et une future grande dame de la littérature.

Au retour sur terre, l'atterrissage est brutal : il n'y aura pas de une, pas d'outsider.

Car entre-temps, le samedi 17 février, à la porte de Versailles, le raz-de-marée Chirac a commencé. C'est la foule, c'est la houle. Il a siphonné tous mes thèmes. Grâce à Séguin, le conscrit de Maastricht, qui a écrit le discours. Chirac devient l'homme qui dit « non ».

À partir de cet instant, je vais vivre la descente aux enfers. La donne change. Les courbes se croisent. La mienne s'aplatit.

J'avais prédit, pendant tout l'hiver, que Chirac et Balladur seraient comme deux meules qui s'useraient l'une contre l'autre. Avec un effet d'éviction vers le troisième homme, suivez mon regard...

En réalité, c'est moi qui me suis retrouvé entre les deux meules. Broyé. Giscard m'avait confié un jour :

– Quand la chute commence, il y a un effet de sol, comme pour les hélicoptères, un phénomène d'aspiration.

Nous y sommes. Je vais connaître l'effet de sol. Au soir du dimanche 23 avril, c'est la grande déconvenue. Je suis sous la barre des 5 %, à 4,74 % des suffrages exprimés exactement. Les règles en vigueur sont, hélas, impitoyables : à quelque soixante

mille voix près, je ne serai pas remboursé par l'État de mes frais de campagne.

Je suis assommé mais encore vivant. Accablé sans être écrasé. Comme on dit chez moi, ils ne m'ont pas « écrapouti ». On me révèle que, dans les intentions de vote, j'étais le deuxième choix pour l'électorat de Balladur, Chirac et Le Pen. Hélas, le deuxième choix n'est pas le premier. Poulidor – l'éternel second – n'est pas Anquetil. Je suis Poulidor.

---

1. « Sept sur sept », 6 novembre 1994.

## Ils se tiennent par la barbichette

---

La soirée du 23 avril inaugure une nuit d'angoisse. Je m'en souviens comme si c'était hier. Au fur et à mesure que les résultats tombent, les regards se troublent. Le brouhaha du couloir s'estompe. Les militants s'éclipsent. À tous les étages, des verres vides, des bouteilles restées pleines, des illusions foudroyées et même, par-ci par-là, quelques larmes.

Il y a pire que l'échec politique. La barre symbolique des 5 % fatidique pour mon compte de campagne et la suite de mes combats n'a pas été franchie. Remboursement au-delà. Non-remboursement en deçà. Un abîme financier s'ouvre devant moi. Toute mon équipe se réunit dans mon grand bureau de La Tour-Maubourg. Il y a un silence mortuaire. Chacun a compris la situation. Mon cher frère, Bertrand, accablé, se tourne vers moi :

– Si nous ne trouvons pas 10 millions dans les trois mois qui viennent, tu seras déclaré inéligible, tu perdras aussi la Vendée. C'est ta mort politique.

Mon frère est moins naïf que moi. Il n'est entré dans cette aventure de la politique que par affection fraternelle. Il lit dans les âmes. Il sait que la loyauté est comme une faïence fragile. Il sent bien que la fidélité, dans les cercles qui touchent au prurit du pouvoir, est indexée sur les succès. Les valeurs de chevalerie y sont rares.

Nous étions à marée haute. Nous voilà à marée basse. C'est comme l'usine marémotrice de la Rance : quand la mer monte, les turbines tournent avec le courant, l'usine produit de l'électricité. Mais quand elle descend, le courant se tarit et meurt.

En ce 23 avril au soir, il n'y a presque plus de courant. Nous sommes à marée basse. Les opportunistes, arrivés en masse après les européennes, vont en quelques heures repartir vers leurs pénates.

Ainsi va la vie politique, elle est cruelle. On croit que les gens vous aiment pour ce que vous êtes. En réalité, ce qu'ils aiment en vous, la plupart du temps, c'est la part de votre succès qui peut leur revenir. Il faut être toujours à l'état de promesse.

Ce soir, j'éprouve cette vérité de la solitude des cimes et de la défaite. Car ne s'attardent, autour de moi, dans cette nuit livide, que la famille et le dernier carré.

J'ai dépensé 16,9 millions de francs. C'est un montant bien modeste si on le rapporte au plafond légal de 90 millions et aux chiffres annoncés par les autres candidats.

À ma permanence, l'anxiété se lit sur tous les visages. Au siège de Chirac, avenue d'Iéna, c'est, au contraire – paraît-il – l'euphorie, Balladur est derrière. L'équipe du RPR ironise sur mon compte ; chacun y va de sa boutade :

– Qu'il vende sa particule et ses titres de noblesse ! s'amuse Bernard Pons.

– Ça pourrait intéresser Balladur, enchaîne Alain Juppé, avec un humour inattendu.

Vers minuit, le directeur de campagne de Chirac, Patrick Stéfani, ose me faire parvenir un message :

– Vous êtes dans une merde noire. Mais on peut vous aider...

Je lui envoie ma réponse dans la minute :

– Allez vous faire foutre !

Puis on m'annonce, vers minuit et demi, l'arrivée d'un nouvel émissaire. Il a débarqué sans prévenir, à la porte du QG du boulevard de La Tour-Maubourg, c'est Jean-Charles Marchiani. On le connaît comme un ancien agent de la DGSE, un personnage aux missions interlopes mais courageux. Il est toujours dans les coups douteux et parfois glorieux – paiement de rançon, libération des otages du Liban, etc. Il n'a rien à faire ici. *A fortiori* s'il prétend être

missionné par Chirac. Pour « relever le chevalier blanc à terre ». En fait, il vient m'acheter, racheter ma dette pour me prendre en otage et me neutraliser. Comme un petit porteur de valises de la Chiraquie. Je refuse de le recevoir :

– Je n'ai pas fait tout cela pour toucher des enveloppes de barbouzes.

C'est mon frère Bertrand qui ira « l'accueillir », au bas de l'escalier. L'accueillir avec un coup d'épaule et une bordée d'insultes :

– Dehors les pourris ! Mon frère est un chevalier de la France, pas un mercenaire.

Puis l'émissaire se trouve brutalement poussé vers la sortie. Chirac dira plus tard :

– Villiers, psychorigide...

Et moi, je répondrai que le mot ne me dérange pas :

– « Psychorigide », au RPR, c'est la traduction du mot français « honnête ».

Maintenant, l'urgence est de trouver de l'argent, de l'argent propre. En fait, le délai est de trois mois pour réunir les 9,7 millions qui me manquent. Si je ne rends pas mon compte en équilibre, la législation est intraitable. Il reviendra au Conseil constitutionnel de prononcer la privation de mes droits civiques. Je serai déchu de mes mandats et interdit de droit de vote.

à l'initiative de mon frère Bertrand, nous organisons un dîner-sandwich avec nos amis de famille, Georges et Denis Berthu. Georges est un ami proche, depuis toujours, un chouan de l'ENA. Chez lui, la loyauté est une seconde nature. C'est un esprit fin, il a une puissance intellectuelle hors norme. C'est lui qui a dirigé ma campagne. Soudain, son frère, Denis, qui est directeur de la communication dans un grand groupe d'entreprises, lance une proposition inédite en politique :

– Et si on faisait une quête télévisée ? Le Villierstthon ? Les banques ne veulent pas nous prêter, nos amis sont pauvres. Adressons-nous aux Français directement, au « 20 heures », pendant leur dîner.

Dès le 25 avril, grâce au grand journaliste Patrick Poivre d'Arvor, je suis invité sur TF1. Je parle à chaque foyer.

– Aidez-moi. Je n'ai pas le premier sou pour rembourser ma campagne. Je n'ai pas les moyens des appareils non plus que des circuits parallèles...

PPDA salue le panache de son invité qui – souligne-t-il – a choisi, en toute humilité, de s'adresser au civisme des Français plutôt que d'en appeler à des faux facturiers.

Deux jours après l'appel, les sacs postaux affluent. Il faut dépouiller des milliers de lettres, dans lesquelles se trouvent glissés des petits chèques et des mots d'attention. Les gens s'excusent de ne pouvoir donner plus. Beaucoup d'entre eux ajoutent : « J'ai voulu voter utile en mettant un bulletin Balladur, et je m'aperçois que c'était un vote inutile. Du coup, ma voix vous a manqué et je me sens un peu responsable de ce qui vous arrive. » Extraordinaire mouvement d'entraide et de bienveillance. Grâce aux sommes reçues, j'obtiens un prêt. Mais les banques exigent que j'*hypothèque* ma maison. Et d'autres amis, avec moi, accordent leur caution, car, aux yeux des banquiers, ma « surface » est insuffisante. Je croyais que, pour un homme politique, il fallait avoir de l'envergure. Je découvre qu'il faut aussi avoir de la « surface ».

En fait, je traînerai ce boulet pendant des années. Car les sommes collectées laisseront malgré tout un découvert. Je ne m'en relèverai pas vraiment. Je passerai mon temps à quémander des délais chez les banquiers. Et la presse se moquera du « clochard médiatique ». Elle devise sur les pauvres mais n'aime que les riches.

L'argent en politique devient un vrai problème quand on n'en a pas et qu'on veut rester honnête.

Le Conseil constitutionnel sera impitoyable avec moi. Il multiplier les tracasseries, les expertises. Chaque centime de dépenses devra donner lieu à justificatif. Cet acharnement me paraît suspect. C'est un traitement *ad hominem*. Ah, si seulement on en

faisait autant pour les autres ! On s'acharne sur les petits candidats mais on se montre bien moins scrupuleux envers les grands.

Le temps passe. Et voici que les langues vont se délier. Car les trois magistrats rapporteurs qui ont examiné les comptes des grands candidats ne peuvent cacher leur amertume et leur gêne. Le patron du Conseil constitutionnel, Roland Dumas, a fait pression sur eux en les exhortant à corriger leur copie :

– Il n'est pas possible d'annoncer aux Français qu'un président qui vient d'être élu a triché. Revoyez l'ensemble de vos chiffres. Il faut arranger ça.

En effet, des sommes d'argent à l'origine inexplicée sont apparues dans les comptes de Chirac et de Balladur. Le plafond de 90 millions de francs a été largement dépassé. Les deux comptes apparaissent irréguliers. Que faire ? Les rapporteurs se sont longuement interrogés sur une somme de 10 millions de francs remise le 26 avril 1995 à l'association du candidat Balladur. Ils écrivent noir sur blanc que « ce versement est dépourvu de tout justificatif et que son origine n'est accompagnée d'aucun commencement de preuve ». Le trésorier de Balladur, René Galy-Dejean, allègue, sans rire, qu'il s'agit de la recette des ventes de tee-shirts et de pin's. Les magistrats s'étonnent de constater que ladite somme est composée de coupures de 500 francs sans pliure. Les militants qui paient avec des billets de 500 francs tout neufs ne doivent pas être si nombreux ! Il se révèle que Balladur a dépassé le plafond légal de plus de 7 millions de francs.

Soudain, une affaire d'État explose : Balladur et Léotard, son ancien ministre de la Défense, vont devoir s'expliquer devant la justice de la République sur le financement douteux de leur campagne. Les juges avancent que cette dernière aurait pu être financée partiellement par des rétrocommissions sur des contrats d'armement conclus en 1994 avec le Pakistan et l'Arabie saoudite. Selon les juges, 327 millions d'euros de commissions sur les contrats d'armement auraient été versés à un réseau d'intermédiaires qui n'avait été pour rien dans leur obtention. Aussitôt nom-

mé, après l'installation de Jacques Chirac à l'Élysée, le nouveau ministre de la Défense, Charles Millon, met fin au système de ces commissions.

Sept ans plus tard, le 8 mai 2002, soit trois jours après la réélection présidentielle de Jacques Chirac, un attentat-suicide fait 14 victimes à Karachi, dont onze employés français de la Direction des constructions navales. En fait, la justice soupçonne qu'une partie de la recette des ventes a été transmise à des intermédiaires payés pour faciliter la conclusion des contrats d'armement avec le Pakistan. Mais ces intermédiaires auraient ensuite reversé une partie de cet argent à Balladur, *via* des sociétés-écrans, afin de financer illicitement sa campagne présidentielle. L'ancien Premier ministre conteste et se bat pied à pied.

Un peu plus tard, Charles Millon est harcelé et écarté de la vie politique. Parce qu'il a marché sur la queue du serpent ?

J'ai voulu en savoir plus. Ce que m'a confié Charles Millon est terrifiant et défie l'entendement. En tant que ministre de la Défense, il a demandé à nos Services secrets de mener une enquête discrète mais approfondie : le montant des rétrocommissions sur le marché des sous-marins de Karachi était de 800 millions d'euros, l'intermédiaire un certain Takieddine. Le système des commissions et rétrocommissions avait été généralisé à tous les pays du Golfe où Balladur s'était rendu personnellement, quitte à poireauter toute une journée à la porte du bureau du roi d'Arabie saoudite.

La cour d'appel de Paris a validé, le 18 juin 2015, le renvoi en correctionnelle de six personnes investies dans sa campagne, notamment le directeur de cabinet d'Édouard Balladur à Matignon, Nicolas Bazire, et l'ancien PDG de la branche internationale de la direction des constructions navales (DCN), Dominique Castellan.

Un membre éminent du Conseil constitutionnel n'a pas tardé à craquer. Et à tout raconter. Il a confirmé qu'il y a bien eu tromperie sur les comptes de Chirac et Balladur, tous deux falsifiés. Roland Dumas a fait une clé de bras aux rapporteurs. Jacques Robert, le grand juriste repent, a avoué :



– Nous n’étions pas très fiers... Mal à l’aise... Nous nous sommes dispersés sans un mot, avec le sentiment que la raison d’État l’avait emporté sur le droit. Juste avant notre vote, Roland Dumas a passé une heure à l’Élysée avec Jacques Chirac. Il lui a expliqué qu’il avait dû manœuvrer pour faire régulariser et *maquiller* les comptes.

Et Jacques Robert de conclure :

– Mon impression, c’est que Roland Dumas, Jacques Chirac et Édouard Balladur se tenaient à l’époque par la barbichette. Et que nous avons servi de caution à une belle entourloupe. Mais, pour montrer que nous étions indépendants, nous avons invalidé le compte de Jacques Cheminade, alors qu’il n’avait commis que de légères erreurs. Pour lui, nous n’avons eu aucun problème de conscience, il a eu tous ses biens hypothéqués.

Ainsi, pour innocenter les coupables, on fabrique des coupables innocents.

Récemment, Roland Dumas<sup>1</sup> s’est vanté de son exploit : « Ce jour-là, j’ai *sauvé la République*. » En forme de justification, il a inventé une nouvelle règle supraconstitutionnelle : « Les Français ont voté et j’ose considérer que le suffrage universel s’impose à toute autre considération, à toute autre loi. Le peuple a parlé. Conscient que la décision sera lourde de conséquences, j’ai ferraillé contre les récalcitrants du Conseil pour éviter un “coup d’État juridique”... Nous avons agi en véritables *sages*... »

Dans l’esprit de Roland Dumas, le « coup d’État juridique » eût été d’appliquer le droit. Aujourd’hui, je m’amuse de ma candeur de l’époque. En ce temps-là, je croyais encore aux institutions, aux règles, à l’égalité devant le suffrage, à la justice des Sages. Je pensais encore que les grands étaient grands, que la Justice était juste, que les sages étaient sages. Je n’imaginais pas que, derrière le décor, il pût y avoir toutes sortes d’arrangements entre les puissants. Car, comme disait Dumas, « il fallait sauver la République », n’est-ce pas ? Une République-Potemkine, un décor de pure apparence : derrière les panneaux lambrissés, les façades

rutilantes des palais officiels, on travestit, on truque, on triche. Pendant qu'à Karachi, on tue. Le crime se profile derrière la Vertu.

La politique est devenue un théâtre d'ombres où se croisent, sous les frontons et les devises bien frappées, de pauvres innocents et de gros malins qui ont leurs protecteurs et bienfaiteurs ailleurs que chez nous.

Il y a ceux qui ont le contact avec le milliardaire Hariri, ou leurs amitiés au Qatar, ceux qui cultivent les circuits parallèles pour services rendus. Et il y a les lutteurs aux mains nues, qui n'ont rien ni personne, juste des idées, et qui finissent au mieux au placard des hypothèques.

Quand le Pouvoir fait venir à lui l'Argent, l'Argent achète le Pouvoir. Et cela n'a pas changé, du reste, pour les élections suivantes. Il n'est donc pas étonnant que beaucoup d'hommes politiques se mettent d'eux-mêmes sous influence étrangère, notamment américaine<sup>2</sup> : Alain Juppé était ainsi, le 29 avril 2015, dans l'Upper East Side, à New York, puis le 1<sup>er</sup> mai au Rockefeller Center, pour chercher des fonds. Ses donateurs, comme le patron de la M&T Bank, Robert G. Wilmers, ont confiance en lui. Il est important pour eux d'avoir, à Paris, un homme de l'OTAN, ponctuel en sa gratitude. Bruno Le Maire et François Fillon recrutent les anciens de la puissante banque américaine Goldman Sachs – Hugues Lepic et Jean-Hugues de Lamaze – pour préparer leur trésor de guerre. Cette banque ne fait rien gratuitement. C'est elle qui avait signé un chèque de 1 million de dollars à Barack Obama. C'est la banque de la Trilatérale. Quel est donc le degré de liberté de nos hommes politiques ? Pour qui travaillent-ils ? Quels sont les termes de l'échange ?

---

1. *Secrets d'État et autres confidences*, Cherche-Midi, 2015.

2. *Le Point*, 28 mai 2015.

## Pasqua et les poivrons corses

---

L'année 1999 s'annonce mal. Le mandat bruxellois, de cinq ans, tire à sa fin. Les élections européennes, fixées au 13 juin, arrivent beaucoup trop tôt dans mon calendrier. Sans ressources. Une petite santé financière.

L'hypothèque sur ma maison est tout juste levée, mais je n'ai pas fini d'apurer ma dette de l'élection présidentielle. Les banques ne me prêteront rien. Je n'ai pas le premier sou pour entreprendre une nouvelle campagne nationale. Jimmy est mort. Ses cendres ont été dispersées au-dessus du Pacifique. La peine et la nostalgie aiguissent ma solitude.

Et puis on me dit de tous côtés que Charles Pasqua prépare une opération commando, cette fois-ci pour son compte. Pis, dans le microcosme, court une rumeur insistante selon laquelle Philippe Séguin serait désigné par Jacques Chirac comme la tête de liste de toute la droite europhile. Voilà donc les trois conscrits de Maasricht non plus côte à côte mais face à face ; chacun s'apprête à partir au feu avec sa milice, comme à Beyrouth. Que faire ?

Je ne peux pas ne pas y aller. C'est mon élection. On me reconnaît pour légitime sur la question européenne. Mais je ne peux pas y aller seul. Il faut coûte que coûte s'entendre avec Pasqua et d'abord vérifier qu'il veut vraiment tenter l'aventure jusqu'au bout. Dans son entourage, on le répute velléitaire. Selon le pronostic de Jacques Chirac, « il n'osera pas franchir le Rubicon ».

Je rencontre Éric Zemmour, qui vient m'interroger sur mes intentions. Il est très au fait des choses. Il a du flair. Un vrai chien de chasse. D'entrée, c'est moi qui le questionne, car il a vu le ministre

de l'Intérieur récemment. J'écoute sa relation avec attention. Il a demandé de but en blanc à Charles Pasqua :

– Alors, le Rubicon, c'est seulement quand il sera sec que vous allez le franchir ?

Rigolard, le vieux briscard lui a répondu :

– Mōssieu Zemmour, regardez-moi bien... Vous ne voyez donc pas que je suis déjà en costume de bain ?

Il est donc acquis qu'il ira. Très vite, on me rapporte qu'il veut me voir pour discuter.

Je me prépare. Il va falloir bluffer. « Oui, je me suis refait. J'ai épongé mes dettes, j'ai mis de l'argent de côté. Oui, j'ai des gros moyens. Oui, je suis tout à fait prêt à y aller seul. Oui, je suis déterminé à prendre tous les risques. » Je vais l'affronter. Ce sera un combat physique. Je le fixerai dans les yeux. Il n'y aura pas un doute dans mon regard. Quand on va au-devant d'un grand fauve, il vaut mieux ne pas avoir l'air d'une antilope, les tripes à l'air. Avec Pasqua, il y a une règle : ne jamais inspirer la pitié. J'ai grandi, j'ai mûri, je me suis caparaçonné. On est loin de ma première « Heure de Vérité » où j'étais terrorisé. Je me sens prêt pour l'exercice. Je vais mordre.

La rencontre a lieu, un soir, à son bureau du Conseil général des Hauts-de-Seine, où il gère l'équivalent du budget de la Grèce. Il signe ses parapheurs. Il affiche un air distrait, nonchalant, détaché des contingences et de tous ceux qu'il appelle « les emmerdeurs ». Je ne sais pas au juste où il situe la barrière de cette espèce et de quel côté il me range. Il fume un gros cigare, sculpte des volutes et prend son temps ; il jette le dernier parapheur et m'entreprend, paternel :

– Mon cher Philippe, il faut être raisonnable et trouver un accord. Parce que, si tu restes de ton côté et moi du mien, on sera perdants tous les deux. Tu feras 2 % et moi 8 %, comme le prévoient les sondages confidentiels que j'ai en ma possession. Mais bon : ensemble, nous pouvons faire plus. Qu'est-ce que tu en penses ?

– Ma position est claire : je veux qu'on fusionne. Toi en tête et moi en numéro deux.

Le fauve rentre les épaules et se met en boule. Il grogne :

– Mais, mon pôvre Philippe, c'est impossible ! Je ne veux pas d'une ligne « droite-droite », mais d'une liste « droite-gauche ». Tu es trop marqué. Garde-le pour toi, mais j'attends la réponse de Max Gallo, de Didier Motchane<sup>1</sup> et aussi celle du recteur de la mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, qui est un ami.

Ce n'est pas une liste, c'est une macédoine. Un salmigondis. Il ne manque que l'abbé Pierre, monseigneur Gaillot et Brigitte Bardot. Je me lève et tourne les talons.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1999, Charles Pasqua dégainé le premier. Il annonce à la presse sa candidature « ferme et définitive ». Il y va à l'estomac. Les enchères montent. C'est l'équilibre de la Terreur. Chacun a sa bombe pour l'anéantissement mutuel. Le premier qui cède est mort. Je n'aime pas cette situation. Je suis un affectif. Trop sensible. Mais ce n'est pas le moment de trembler. Alors, cinq jours plus tard, le 6 janvier, je riposte avec une conférence de presse, à l'hôtel Lutetia. Mon propos, sarcastique, fera le tour de toutes les chaînes de télévision :

– Dès que M. Pasqua aura fini son marché aux aromates de gauche et qu'il n'aura trouvé dans son caddie que des deuxièmes couteaux ou des troisièmes poireaux, nous lui dirons : « Charles, reviens chez nous. Il y aura toujours une soupe à la maison. »

L'apostrophe fait mouche. La presse se gausse. La « soupe » fait le tour de Paris. Pasqua tonitrué :

– Sa soupe, au vicomte, je vais la lui faire bouffer. Avec des poivrons corses !

Quelques jours plus tard, les convives du dîner de gauche de Pasqua déclinent l'invitation : après Gallo, Motchane et le recteur Boubakeur, c'est au tour de Régis Debray, Emmanuel Todd et Roland Castro, également contactés, de refuser leur participation à cette architecture baroque. Tout l'échafaudage s'écroule.

Le Charlie va baisser d'un ton, pragmatique. Il revient à de meilleurs sentiments. Il prépare la prochaine offensive. Je suis sur mes gardes.

Une rencontre est de nouveau fixée, au matin du lundi de Pâques, le 5 avril 1999. Par une indiscretion, j'apprends que l'équipe pasquaïenne a commandé un sondage à la SOFRES, dont « le terrain » aura lieu les vendredi saint et samedi saint. Pour me sonner les cloches quand elles vont revenir, le jour de Pâques. Alors je décide de racler les fonds de tiroir. L'air de rien, à mon tour, j'appelle la SOFRES. Déontologie oblige, l'institut ne me parle pas de la commande de Pasqua. Je déclenche le même sondage, aux mêmes dates, au même prix, avec le même questionnaire. À tout hasard. La bonne affaire pour la SOFRES : le sondage aura été ainsi payé *deux* fois.

Le temps de ramasser les œufs et me voilà en face de Charles, dans son bureau, à « Demain la France », le mardi matin. J'ai posé mon dossier à côté de moi. Il le regarde avec un brin de suspicion. Enfoncé dans son fauteuil de cuir noir à bascule, il feint de s'amuser de la situation, car il me sent tendu :

– Eh Philippe, il faut que tu sois joyeux. Après le Carême, hier, on a fêté Pâques. Et aujourd'hui, c'est jour de noces. On va se marier tous les deux...

Je voudrais bien rester impassible, mais ses mimiques sont irrésistibles. Avec son sourire à la Fernandel dans *La Vache et le Prisonnier*, il ajoute :

– À l'église évidemment. C'est moi qui paierai les dragées. Alors ?

– Alors, si on se marie, c'est moitié moitié. Moitié Pasqua, moitié Villiers. Égalité parfaite. La communauté réduite aux acquêts.

– Écoute, Philippe, j'ai une proposition à te faire. Nous choisissons tous les deux l'institut de sondage le plus sérieux de Paris, et nous acceptons par avance son arbitrage.

– La SOFRES ?

– Oui, la SOFRES. Nous convenons de nous en remettre aux chiffres de leur dernière enquête. Tu es d'accord ?

– La toute dernière ?

– Oui. La... toute dernière.

– D'accord !

Alors, la mise en scène commence, c'est du Pagnol : je vois Charles qui bascule en avant. Il a dans les yeux qui roulent la gourmandise d'un vieux grenadier à bonnet d'oursin. Il croit avoir percé les lignes. Avec soin et d'un geste solennel, il ouvre le sésame, le grand tiroir de son bureau. Il en sort sa botte secrète, un document en papier glacé. D'un geste lent et délicat, il me l'offre à la lecture. Je vois l'en-tête de la SOFRES, la date du lundi de Pâques, le lundi 5 avril 1999.

Charles me suggère d'aller tout de suite à la page trente-deux. Je lis les deux chiffres en caractères gras : Pasqua : 6. Villiers : 4.

– Tu as lu le résultat ? me dit-il en prenant une mine mi-narquoise mi-compassante. Eh bien, nous avons là les dix premiers de notre liste commune : 6 pour Pasqua, 4 pour Villiers.

– Charles, tu es trop fort ! Et la SOFRES est une si grande maison !

Je le vois qui triomphe et guette mon désarroi. Je macère la contre-attaque :

– La SOFRES, elle a des succursales partout, tu sais... Toi, tu as la version corse...

– Que veux-tu dire, Philippe ?

– Qu'il y a aussi une version vendéenne. Tiens, la voilà...

J'ouvre mon dossier. Je sors le document, le même, avec la même couverture de papier glacé, le même sigle, la même pagination. Je lui tends l'opuscule.

– Lis la page trente-deux, la même que ton enquête du même institut.

Je plisse les yeux : Villiers : 6, Pasqua : 4.

Alors, je le vois qui perd pied. Il se décompose, se balance un instant, me dévisage. Je suis hilare. Il se racle la gorge. Il a com-

pris ; vite, il se reprend. Il éclate de rire, admiratif. Il m'adresse le clin d'œil appuyé du roublard pris au piège :

– Ah, ces sonnedeurs ! Tous des escrocs ! Et ces Chouans, tous des filous !

– Dans ta bouche, quel compliment !

Il n'y a plus de discussion. On fera liste commune. C'est la marche nuptiale, la conférence de presse, les bons mots, la bonne humeur, le tour de France. La lune de miel. La campagne est joyale. On enchaîne les fous rires. La mayonnaise prend. Les sondages anticipent le succès à venir. Ils grimpent. C'est de nouveau la petite bête qui monte, qui monte. Philippe Séguin met les pouces. Il est suppléé au pied levé par Sarkozy, qui fait équipe avec Madelin. Nous daubons sur « les frères siamois du libéralisme, les deux détaillants du grossiste de Bruxelles ». L'euphorie gagne :

– Laurel et Hardy vont mettre K.-O. Dupont et Dupond, annonce Pasqua, radieux, goguenard.

Il a retrouvé son âme de conscrit. Et il ajoute :

– Philippe et moi, nous sommes complémentaires. Lui, il fait les sorties de messe et moi les sorties d'usine. Lui, c'est l'eau bénite et moi l'anisette.

Après chaque meeting, nous reprenons un petit avion qui nous ramène au Bourget. C'est un moment rare de répit récréatif et de franche rigolade. Charles n'oublie jamais rien des préparatifs du cérémonial du retour. Il sort de son cartable, avec une lenteur respectueuse, une petite boîte Tupperware, et une gourde. Dans la boîte, il y a un saucisson corse. Dans la gourde, un vin rosé. L'ancien ministre de l'Intérieur qui terrorisait les terroristes sort de sa poche un Opinel et me tend une rondelle de saucisson dont il a pris soin de retirer la peau :

– Tiens, Philippe, goûte-moi ça. Ça vient de chez moi, en Corse.

Puis il m'offre la gourde. J'avale une lampée après lui. Il agite, en parlant, une tranche de saucisson piqué sur la lame de son



Opinel. Il prend un air profond, intemporel :

– Tu vois, ça aussi, c'est du vin de mon pays. Il mériterait d'être un peu plus frais, mais je vais te dire : je le préfère à tous les bordeaux de la terre. Je les laisse à ce radin de Juppé qui ne boit que de l'eau du robinet.

Je l'interroge sur sa réputation sulfureuse. Il me répond simplement :

– Tous les dimanches midi, j'emmène ma femme au petit boui-boui qui est en bas de notre appartement. Je vais te dire : l'argent, je m'en fous, je vis comme tous les Franneçais...

Il me raconte sa vie, il a été veilleur de nuit, plagiste, avant d'entrer dans le pastis. Il me parle de son petit village de Casevecchie, sur l'île de Beauté. Là, il s'attarde sur les fragrances des sentiers muletiers de la Haute-Corse. C'est un patriote enraciné. Ensemble, nous parlons de nos pères. Il viendra à l'enterrement du mien et, quelques jours plus tard, me confiera, ému :

– La mort de mon père, je ne m'en suis jamais vraiment remis. La brûlure est toujours là. Le manque...

André Pasqua, son père, venait d'une famille de bergers qui lui a tout appris, jusqu'à la manière de tresser en silence des corделettes de poils de chèvre et de conduire le troupeau vers les pâtures.

De temps en temps, avec ses amis, il se met à l'écart et parle corse. Pendant des heures, il me raconte comment on presse l'huile. Il n'oublie aucun détail sur la cueillette des olives quand elles sont noires et qu'elles ont perdu leur amertume et leur ardeur. Il s'attarde sur le broyage sous la meule. Il faut du temps pour faire une huile, c'est comme en politique, il faut la laisser décanter.

Cet homme a de la tendresse et de vraies nostalgies. Il s'est pris d'affection pour moi. Il répète souvent le serment de Bastia :

– Sur nos tombes, sur nos berceaux, nous jurons de vivre et de mourir Français.

Il avait quinze ans quand il est entré dans la Résistance. Il a toujours gardé, en ses affections baroques, trois personnages dans son cœur : Napoléon Bonaparte, Charles de Gaulle et Paul Ricard.

La conversation roule sur Sarkozy. Il lui tient rancune de l'avoir trahi à Neuilly :

– Pendant que je me faisais enlever une hernie à l'hôpital, ce jeune homme de vingt-huit ans en a profité pour s'installer dans le fauteuil de maire. Chez Sarko, le cynisme n'est pas un défaut. C'est sa nature...

Il est intarissable sur son aventure « pastisienne » chez Ricard où il fut inspecteur des ventes. Il célèbre son tropisme anisetier. En plein voyage, pour me taquiner, parfois il entonne, sur l'air de l'*Ave Maria*, l'« Hymne à l'Anis » :

*Ave, Ave, Ave cinq volumes d'eau (bis)*

I

*Ô toi, sainte Marthe,  
Reine du Pataclet,  
Sers, avant qu'on n'parte,  
Un bon Ricard bien frais.*

II

*Aux hypocondriaques  
Tu redonnes la joie,  
Tu préviens les attaques  
Et les crises de foie.*

Ce refrain, nous allons le reprendre en chœur au soir du 13 juin 1999. Car c'est la stupéfaction dans les permanences des appareils : notre liste dépasse les 13 %, mais surtout elle devance celle de Sarkozy-Madelin. La presse parle d'un tremblement de terre. *Le Monde* titre : « C'est un séisme à droite. » Charles déclare dans notre communiqué commun :

– Plus rien ne sera comme avant !

Dès le lendemain de l'élection, la décision est prise : le « Rassemblement du peuple français », qui était l'intitulé de notre liste, va se muer en un parti politique.

C'est à ce moment-là que les choses se gâtent. Les pasquaïens lorgnent sur nos économies et notre local de la rue de La Motte-Picquet. Ils me demandent de le vendre. Je ne suis pas pressé. La méfiance s'est installée. Les dagues vont bientôt sortir.

La lune de miel est terminée. L'équipe de Charles a concocté des statuts qui visent à m'étouffer et à éliminer mon équipe.

Un ami commun aux deux camps, Paul-Marie Coûteaux, soulevé d'indignation, vient me prévenir :

– Pasqua a convoqué ses fidèles hier soir. Il nous a annoncé qu'il voulait tuer Villiers et récupérer l'argent de son mouvement.

Je réponds avec le sourire :

– Pasqua, c'est le contraire des bandits corses. Il tue d'abord et vole après.

Les nerfs sont à vif. Comment faire baisser la pression ? De part et d'autre, on cherche un compromis. Mission est confiée à Jean-Charles Marchiani, qui a gagné ma confiance, avec deux autres Corses, de s'enfermer avec moi, rue du Général-de-Gaulle, à Neuilly, pour une corédaction des statuts.

Nous sommes quatre autour de la table. Les amis de Pasqua ont l'air menaçant. Il fait très chaud. Il n'y a aucune climatisation. Je tombe la veste. Les trois Corses gardent la leur. Je les invite à faire comme moi. Ils se regardent et finissent par accepter ma suggestion. D'un geste rapide, ils se lèvent et ôtent leur veste. Et là, surprise. J'aperçois qu'ils portent tous les trois, à leur ceinturon, un étui. Dans l'étui, je devine une arme de poing. Ce sont de drôles de juristes. L'atmosphère change. La querelle des statuts prend une tout autre allure. Le dialogue reste courtois mais les regards sont des balles. Ils ont des arguments que je n'ai pas. L'échange est musclé, sans issue. La réunion sera vite suspendue.

Chaque jour, le climat se détériore. Nos relations deviennent aussi froides que la saison. C'est l'hiver.

Un matin du mois de janvier 2000, Pasqua, qui voudrait arrêter les dégâts, arrive dans mon bureau. Il a gardé son manteau. D'une voix toute enveloppée, il me lance :

– Dis donc, Philippe, ça ne te dirait pas qu'on aille parler tranquillement tous les deux ? Je t'emmène à la Roseraie de Bagatelle.

– La Roseraie, au mois de janvier ?

– Tu vas voir. Elle est toute givrée. C'est splendide. Et puis on ne rencontrera personne. Elle est fermée jusqu'à la fin du mois. Il n'y aura que les jardiniers et les petits oiseaux.

Bientôt, la grille s'ouvre. La promenade commence, dans une bise glacée. Tous les arbres sont comme pétrifiés. Les rosiers sont orphelins de roses. Nous marchons lentement. Charles entame la conversation, glaciale. Il s'est arrêté face à moi, la voix est toute ronde :

– J'aime la nature quand elle est blanche comme ça. Pas toi ?

Je réponds avec un hochement de tête, froidement. Il poursuit :

– Tiens, regarde, Philippe, là, sur cette branche : c'est un charbonnet. Il est perdu, il grelotte. J'aime ces oiseaux. Quand j'étais petit en Corse, avec mon père, j'avais appris à reconnaître les oiseaux. Tu les aimes, toi, les oiseaux ?

Nouveau hochement de tête. Il me prend pour un pigeon...

– Et la nature ? Tu l'aimes, la nature ?

– Oui, oui...

– Tu sais, on ne passe jamais assez de temps avec la nature. Est-ce que tu aimes les fleurs ? Je t'emmènerai au jardin Albert-Kahn. Il y a des fleurs d'eau incroyables. Je les aime beaucoup. Ma femme aussi, elle les aime. Et elle les soigne bien. Tu verrais le jardin de notre maison à Grasse...

On tourne autour des massifs. Il péroré. Nous sommes congelés. La froidure et cette promenade dérisoire commencent à me chauffer les oreilles. Alors, je lui prends le bras :

– Écoute, Charles. On arrête sur le givre et les oiseaux. Qu'est-ce que tu as à me dire ?

– Ce que j'ai à te dire, c'est qu'on a un problème tous les deux.

– Ah bon, un seul ? Lequel ?

– Tu veux que je te parle franchement ? Alors je vais le faire. On n'a plus un sou. Le parti ne paie plus ses factures. Il faut que tu vendes ton siège. Il faut que tu paies.

– Pour combler le trou ?

– Oui.

– Mais je n'ai plus confiance. Tu m'as couillonné avec tes statuts, avec tes Pasquaboys, il faut d'abord recréer un climat...

Charles a compris. La discussion est inutile. Il fait volte-face et indique la grille de la Roseraie :

– Il commence à faire froid, non ? Allez, on rentre.

Ce sera notre dernière promenade. Je n'ai jamais revu la Roseraie de Bagatelle.

Un peu plus tard, le climat dégénère, Pasqua glisse dans la rubrique des faits divers. La presse révèle les histoires du casino d'Annemasse, avec « Bob l'Africain », célèbre casinotier milliardaire en Afrique, maire de Pila-Canale en Corse, plus tard retrouvé sur le parking de l'aéroport d'Ajaccio, abattu par deux balles de calibre 38 dans la tête, tirées à bout portant. Bientôt, c'est l'affaire de la SOFREMI, une société d'exportation de matériel militaire liée au ministère de l'Intérieur. On parle de « recel d'abus de biens sociaux », de « corruption d'agents publics », de « trafic d'influence aggravé » dont je ne connais ni les tenants ni les aboutissants.

Alors explose l'« Angolagate » : il s'agit d'un trafic d'armes illécite avec l'Angola, où sont évoqués les noms de Pasqua et Marchiani. C'est le juge Courroye qui instruit le dossier. Il a eu vent de mes doutes sur le financement de la galaxie pasquaïenne. Pour donner de la consistance à son instruction, et sans doute aussi pour faire de la mousse médiatique, il me téléphone avec courtoisie et me demande de venir le rencontrer :

– Vous me mettez dans l’embarras, monsieur le juge. En France, quand on est témoin, on est soit un complice soit une « balance ».

– Je veux seulement vous entendre.

Que faire ? Quand les médias vont apprendre ma convocation, le risque est grand qu’ils m’affublent du costume du comparse. Je n’en supporte pas l’idée.

Alors je choisis l’offensive : j’annonce, par un communiqué au clairon, que c’est moi qui ai téléphoné au juge pour « témoigner à charge ». En réalité, je n’ai pas le choix.

Même si, de ce que j’ai dit au juge, il n’a rien pu tirer, Charles Pasqua, qui croira à la version médiatique, me reprochera ce statut de « témoin à charge ». Je n’ai fait que répondre à une convocation et j’ai voulu préserver mon honneur dans ces histoires sulfureuses. Aujourd’hui, je pense que c’était une erreur. J’aurais dû affronter la meute.

Quand, plus tard, je suis convoqué devant la Cour de justice de la République, de nouveau en qualité de témoin à charge, mon sang ne fait qu’un tour. Devant ces juges politiques, déguisés en robe, dont beaucoup sont d’anciens maastrichtiens qui nous ont combattus, je décide de défendre l’honneur de Charles Pasqua. Je raconte l’anecdote du saucisson. Je dis ma conviction que Pasqua n’est pas un homme d’argent.

Charles est assis, derrière moi, dans le fauteuil de l’accusé. Dans ce prétoire où fut jugée et condamnée Marie-Antoinette, nous reconstituons à l’instinct, pour quelques instants, sans même se concerter, le tandem de Porthos et d’Artagnan sous les murs de Maastricht.

Charles se lève. Il rappelle nos combats, nos souvenirs. Nous nous amusons tous les deux. Notre France n’est pas celle des juges. Et peu m’importe si, dans les chemins creux et les maquis, il n’y a pas eu que des petits saints. D’ailleurs, il faut se méfier des petits saints, ils sont rarement de grands saints. Pasqua était un réfractaire. Point. Avec Pierre Monzani, Jean-Charles Marchiani et

quelques autres de ses amis, nous ne voulons pas qu'on touche à son panache.

Ce procès est une comédie. Certains juges, comme Jean-Paul Garraud, un vrai homme de conviction, pouffent de rire. Nous tournons toutes ces hermines en dérision. Charles est acquitté.

Entre-temps, les deux grands partis de Maastricht ont déjà tiré la leçon des deux élections européennes successives. Le mode de scrutin est modifié, dénationalisé, régionalisé. Il n'y aura plus de vote unique. On casse le thermomètre. Le député français au Parlement européen ne sera plus le représentant de la France à Bruxelles mais celui *de Bruxelles* dans sa région. Le projet permet d'enterrer les débats nationaux sur le sujet européen. Le scrutin perd sa signification.

Ce n'est pas là une erreur de manœuvre. C'est au contraire une intention réfléchie, qui m'a été confiée par son auteur, Michel Barnier l'Européen, celui que Jacques Chirac a toujours appelé, devant moi, « le grand con sonore ». Il n'y a plus de débat, plus de campagne. Les salles résonnent. Elles sont vides. Avec ce nouveau mode de scrutin, les résultats sont illisibles, l'abstention atteint des sommets. Les hommes politiques sont enfin tranquilles. La fièvre n'est plus dans les urnes.

---

1. Alors bras droit de Jean-Pierre Chevènement.

## Trichet et le Veau d'or

---

Dans cette immense salle à manger de la Villa Bonaparte, elle est là, devant nous, l'Europe du raffinement. Les plafonds sont constellés de médaillons, d'angelots et de putti italiens ; ils ont été dessinés par le secrétaire d'État du pape Benoît XIV, en 1750. Les peintures sont allemandes, le mobilier français est celui de la princesse Borghèse, Pauline, la sœur de Napoléon. C'est elle qui, en 1815, a voulu inscrire le style Empire dans l'architecture romaine du XVIII<sup>e</sup> siècle. Merveilleux rendez-vous, en cette demeure célèbre, de l'art de vivre à la française avec le sens italien de la beauté.

C'est un grand dîner qui commence en cette soirée du 15 mai 1993. J'ai été accueilli, il y a quelques instants, par l'ambassadeur de France près le Saint-Siège, M. René Ala. Un diplomate remarquable que j'avais eu l'occasion d'apercevoir à Beyrouth lorsqu'il avait protégé le général Aoun contre une offensive syrienne en l'abritant à l'ambassade de France. Nous avons atterri sur un bout d'autoroute éventrée. M. Ala est un grand ami de la France du Levant. Il incarne, par son rayonnement et son élégance, les mille ans de savoir-faire diplomatique de notre vieux pays.

Autour de la table, ont pris place de nombreux cardinaux et évêques, les officiels français du Quai d'Orsay et les représentants de plusieurs dicastères de la Curie.

La Vendée est à l'honneur. Demain matin, dans la Basilique, le pape Jean-Paul II va béatifier une enfant du pays, Marie-Louise Trichet, fondatrice de la congrégation religieuse des Filles de la Sagesse. Elle mourut à Saint-Laurent-sur-Sèvre, quarante-trois



ans après saint Louis-Marie Grignion de Montfort. Elle est enterrée auprès de lui.

Quand vient le moment des toasts, l'ambassadeur Ala me donne la parole, au nom de la Vendée. Je salue cette petite sœur qui multiplia les soins aux infirmes et aux pestiférés, inventa les soupes populaires pour les mendiants et travailla toute sa vie à la promotion intégrale de la personne humaine. Le jour où elle rendit l'âme, le 28 avril 1759, on grava, sous son effigie, ces quelques mots : « Elle sut donner jusqu'à la Mort au Monde ses Mépris, aux Pauvres sa Tendresse. » La pourpre cardinalice mesure ses applaudissements polis.

En face de moi, se lève à son tour, s'exprimant au nom du Vatican, tout de rouge vêtu, le cardinal Etchegaray, l'ancien archevêque de Marseille. Soudain, j'observe à sa droite un invité d'honneur absolument inattendu, qui devient l'objet de toute la sollicitude ecclésiale et des regards confits des officiels italiens. C'est l'homme de la monnaie unique, Jean-Claude Trichet. Mais que fait-il ici ? L'ambassadeur qui voit mon étonnement me glisse à l'oreille :

– Il a été invité en tant que descendant... Je ne sais pas au juste les liens de parenté entre la sainte et le gouverneur.

Qui triche ? Le protocole ou le banquier ? Le discours du cardinal s'élève en altitude et passe de la médaille à la monnaie :

– Marie-Louise Trichet offre un exemple de la façon de travailler pour le développement de nos sociétés, dans un esprit de sacrifice. C'était une femme d'ouverture. Elle cherchait à lire les signes des temps. Suivons son exemple...

Je dodeline. Les « signes des temps » ? Les signes monétaires ? Le cardinal Etchegaray m'envoie un regard réprobateur. Il s'arrête un instant. Puis esquisse un large sourire qui fait apparaître une dent de sagesse en or. On dirait qu'il se recueille, il ferme les yeux et, avec componction, se penche vers le gouverneur de la Banque européenne, qui lève la tête au ciel. D'une voix intérieure, il poursuit :

– Oui, monsieur le gouverneur, aujourd’hui autour de la famille Trichet, c’est toute l’Europe qui se réunit comme une grande famille. Il faut que, nous aussi, nous apprenions à lire les signes des temps. À travers cette monnaie qui va naître, comme un symbole d’unité, c’est tout un pan de la famille humaine qui se retrouve. Il y a, dans cette belle construction patiente, quelque chose d’étymologique – la finance veut dire foi partagée – et aussi d’eschatologique, une sorte de point oméga qui dépasse les égoïsmes nationaux...

Je n’en peux plus de cette cérémonie où on récite l’évangile des droits de l’homme et où on s’incline devant le Veau d’or. Je décroche. La logorrhée continue quelques instants sur la parousie monétaire, le cardinal évoque le sentiment naissant d’une humanité neuve.

En réalité, de l’entrée au dessert, au fil du menu, on a changé d’action de grâces : la sainte s’est effacée derrière le jeune cousin. On célèbre le gouverneur bienheureux. On l’encense. On l’invoque. Quand on se lève de table, chacun fait, devant lui, la gène flexion oblique du dévot pressé. Une Trichet peut en cacher un autre.

En deux jours, il y aura eu deux béatifications à Rome, celle de la sœur Marie-Louise et celle de son neveu Jean-Claude. On est passé de la Trinité des Monts à la Trilatérale.

Ce soir-là, j’ai compris qu’on ne pourrait pas lutter. Nous sommes devant un phénomène qui s’apparente à la religion : le salut par l’euro, la rédemption des nationalismes coupables, l’accès, par la monnaie unique, à la fraternité universelle. On ne raisonne plus. On accomplit.

Sur le conseil de mes amis, Maurice Allais, le prix Nobel d’économie, Georges Berthu et Dominique Souchet, je publie malgré tout pour le principe, mon livre *Vous avez aimé les farines animales, vous adorerez l’euro*<sup>1</sup>. Il est reçu par la communauté médiatique comme un blasphème. L’eurobéatitude court partout et transforme toutes les salles de presse en sacristies de la nouvelle

religion. Aujourd'hui, je constate que le raisonnement était juste. Hélas, nous avons raison *trop tôt*.

Je soutenais que la monnaie unique était inadaptée à la situation européenne et qu'elle finirait mal en causant les plus grands dommages aux pays qui l'adopteraient. Aujourd'hui, avec l'affaire grecque, on perçoit les prémices de la dislocation inéluctable. Il y a, dans cette folle entreprise, un vice de construction. Les trois arguments que nous mettions en avant n'ont rien perdu de leur actualité.

La monnaie unique, c'est un costume standard pour des mannequins de tailles différentes. Le taux de change de l'euro est le même pour tous les pays membres. Pour certains, il est adapté, pour d'autres – comme la Grèce justement – il est beaucoup trop élevé, même après la baisse récente. Il en va de même pour les taux d'intérêt accordés par la Banque centrale. Les économies devaient converger. Aujourd'hui, on voit bien qu'elles divergent un peu plus chaque année. Pis, le système de l'euro élargit les divergences car, en démolissant l'équilibre extérieur des pays les plus fragiles, il accroît leurs difficultés au lieu de les réduire. Le costume standard ne peut que se déchirer.

La monnaie unique ne pourrait fonctionner que si elle était adossée à un appareil fédéral, avec une solidarité financière complète et automatique, pour que les régions « riches » aident les régions « pauvres » par un système de transfert central contraignant. Un mécanisme aujourd'hui inexistant. Les pays membres de la zone euro s'orientent vers des solutions de garantie financière partielle et des règles budgétaires très strictes sur le papier mais que personne ne respecte dès qu'un problème surgit. Nul ne peut plus se faire d'illusion : sans volet politique fédéral, le système de l'euro va vers sa fin.

L'utopie monétaire est née de cette alliance bizarre entre les idéologues du fédéralisme européen et les lobbies financiers qui cherchaient là les moyens d'affaiblir les États et de démanteler leurs frontières. Ce fut un marché de dupes : les pays du Nord

pensaient tenir les pays du Sud qui, eux, ne pensaient qu'aux subventions. L'Allemagne croyait assagir la France ; la France croyait qu'elle allait ligoter l'Allemagne. Les socialistes croyaient pouvoir jouer au Meccano à l'échelle européenne, les démocrates-chrétiens rêvaient déjà d'une Europe vaticane. En réalité, les seuls vainqueurs ont été les grandes firmes de la finance mondiale.

Et voilà pourquoi, malgré l'absence totale d'appétence des Français pour un pouvoir central européen, les fédéralistes étaient si forts face à nos assauts : derrière eux, se cachait une nébuleuse active de grandes entreprises transnationales qui étaient aussi les grands annonceurs de la presse nationale et finançaient discrètement la propagande de la monnaie unique. Nous nous heurtions à un mur. Et c'était un mur invisible.

Enfin, j'avais prévu que l'euro combiné à l'ouverture marchande allait semer la discorde. Nous y sommes. La discorde entre les peuples et leurs dirigeants qui échouent. Comme il n'y a plus de mouvement de parités internes pour ajuster les économies les unes aux autres, on a installé la camisole de force de l'union budgétaire et du « pacte de stabilité ». Les responsables nationaux sont obligés d'imposer la rigueur. Ils dressent leurs peuples contre eux.

Et puis la discorde entre les pays membres : ceux qui ont consenti des sacrifices refusent que les autres s'en exonèrent. Dans ce jeu conflictuel, l'Allemagne est prisonnière de son ordo-libéralisme qui impose le *gouvernement par les nombres* comme les fameux critères de Maastricht. Et elle joue le mauvais rôle de celui qui brandit la menace de la bastonnade. Il a suffi d'entendre les Grecs réclamer aux Allemands des dédommagements au titre de la Seconde Guerre mondiale, pour deviner qu'on était décidément sur le mauvais chemin et qu'on s'éloignait de l'Europe de la concorde. On a vendu aux jeunes la fable de l'Europe fraternelle, la « fameuse auberge espagnole » ; et les jeunes se réveillent avec l'Europe marchande qui martyrise les Grecs avant de s'attaquer aux autres peuples.

On ne nous a pas écoutés. On a cru que l'euro conduirait à une terre de promesse où l'on pourrait goûter de nouveau aux fruits de la croissance, de l'emploi et de la prospérité.

Finalement, l'argument qui surplombe tous les autres, c'est l'argument politique. En régime d'union monétaire, pour gérer les économies et les budgets des pays membres, il faudrait un gouvernement commun, au moins dans le domaine – déjà immense – des questions économiques. Mais comment ce gouvernement central serait-il contrôlé ? Il n'y a pas de démocratie européenne de même intensité que les démocraties nationales. Donc ce gouvernement européen serait soumis à un contrôle faible et peu démocratique. Il serait une fois de plus livré au bon vouloir des eurocrates.

Les peuples ne peuvent accepter un gouvernement central sans véritable contrôle démocratique. Or, sans ce gouvernement central, la monnaie unique n'est pas viable. C'était notre argument principal au moment de Maastricht. On ne nous a pas entendus. Voilà l'origine de toutes les difficultés, de toutes les divergences, de tous les déchirements. Les gouvernements croient s'en tirer par davantage de règles. Tout cela relève du bricolage. L'euro mourra par sa faiblesse constitutive : l'absence de démocratie européenne unifiée. Ou bien c'est la démocratie qui n'existera plus du tout.

Lors de l'élection présidentielle de 2002, la querelle de Maastricht n'avait rien perdu de sa pertinence. Il y avait, face à face, Jean-Pierre Chevènement et les autres. « L'homme de la Nation » ratissait large. Il s'employait avec jubilation à faire « turbuler le système ».

Un jour, il demanda à Paul-Marie Coûteaux d'organiser une rencontre secrète avec moi. Il espérait mon soutien. Rendez-vous fut pris pour le 15 janvier au domicile privé du général Gallois. Le soir venu, je me rendis chez celui qu'on appelait le « père spirituel » de la force de frappe. À quatre-vingt-onze ans, ce monu-

ment vivant du gaullisme historique n'avait rien perdu de sa ver-  
deur.

Je me souviens de cette soirée de conspirateurs, dans cet hôtel particulier de la rue Rembrandt, adossé au parc Monceau. Jean-Pierre Chevènement avait insisté sur la discrétion nécessaire. L'appartement ressemblait à un studio de Cinecittà. Il y avait partout des murs en trompe-l'œil peints par le général lui-même, des statues de marbre et de lourdes tentures flanquées de tableaux surréalistes.

Jean-Pierre Chevènement m'attend. Le général Gallois lève son verre à l'ancien ministre de la Défense, promu « réconciliateur de la France ». C'est la fête de la Fédération. Quand le dîner est terminé, on passe au salon. D'un geste discret, le général enjoint à sa femme et à Paul-Marie Coûteaux de le suivre dans la bibliothèque. Avec drôlerie, il murmure :

– Il faut bien laisser les pigeons s'accoupler.

Jean-Pierre et moi, nous nous installons face à face dans des bergères Empire. Une tasse de café à la main, Jean-Pierre engage la conversation :

– Philippe, comment voyez-vous la suite ?

– La partie est délicate : le clivage droite-gauche est encore tenace. Si je vous rejoignais officiellement, c'est toute une noria de vos soutiens de gauche qui vous lâcherait. Ce ne serait pas une bonne affaire pour vous.

– Mais vous, Philippe, y a-t-il un problème par rapport à votre camp ?

– Aucun. Mon camp, c'est la France.

– C'est aussi le mien et c'est la raison pour laquelle je me suis adressé à vous. Alors acceptez-vous que nous restions en contact ?

– Évidemment.

Au moment de nous séparer, Jean-Pierre demande de quoi écrire au général Gallois pour l'échange des numéros de téléphone. Il commence à noter puis suspend son stylo :

– C’est ennuyeux, murmure-t-il. Il y a des écoutes et il ne faut surtout pas que les gens sachent que nous sommes en relation. Même mon chauffeur doit l’ignorer.

Jean-Pierre hésite. Il réfléchit et me propose de maquiller nos identités sous des noms de code :

– Vous serez Montaigne, et moi La Boétie.

– Non, Jean-Pierre, dis-je en souriant. Montaigne c’est le plus connu. Alors Montaigne, c’est vous. Et La Boétie, c’est moi.

Paul-Marie Coûteaux éclate de rire. Je prends le petit papier que me tend Jean-Pierre. L’ancien ministre de l’Intérieur y a noté avec le plus grand sérieux toutes ses coordonnées sous l’intitulé : « Michel Montaigne ». Sur le pas de la porte, il me salue :

– Allez, au revoir, La Boétie.

– Bonne chance, Montaigne !

Quarante-huit heures plus tard, le jeudi 17 janvier 2002, alors que je travaille dans mon bureau du Conseil général de la Vendée, le téléphone sonne. La standardiste de nuit du département me prévient d’un appel :

– Monsieur le président, il y a un certain M. Montaigne qui demande que vous le rappeliez d’urgence.

– M. Montaigne, vous êtes sûre ?

– Oui, je crois. Mais c’est bizarre : ma sœur qui vit à Bordeaux habite dans sa rue, la rue Montaigne. Il est mort depuis longtemps ! Mais il a tellement insisté que je lui ai promis de vous prévenir.

Je rappelle Montaigne à son numéro :

– Allô, Michel Montaigne ?

– C’est lui-même.

– Ici, La Boétie.

– Ah, merci de me rappeler ! Il y a eu des fuites sur notre dîner. Notre rencontre a été révélée par un chroniqueur de la Pléiade, Éric Zemmour. Déjà les gazettes en parlent.

Bientôt, l’aile gauche de Montaigne le ramènera à la raison. La Boétie sera sans nouvelles et, le 21 avril au soir, Montaigne

n'existe plus. Il a raté son dernier « Essai ». Il retournera à la littérature. Il écrira des livres d'histoire. Je garde pour lui mon estime. C'est un homme droit, un patriote, un esprit fin, qui a, de la *respublica*, une conception exigeante. Trop fin, trop droit pour cette époque de petits maquignons.

Avec la mort de Séguin, la défaite de Chevènement, la retraite de Le Pen et la disparition de Pasqua, sonne le glas du souverainisme. La machine et le système l'ont emporté. Tous les ténors du « non » à Maastricht ont été écartés de la scène politique.

---

1. Albin Michel, 2001.



## Le krach de la transcendance

---

J'avais grandi au rythme de la messe des anges et du credo grégorien. Je suivais les enfants de chœur du reposoir avec leurs paniers débordant de pétales de roses. Je tenais une petite bannière de sainte Thérèse, au milieu de la procession des Rogations qui implorait la clémence du Ciel, après les semailles, pour une juste récolte. Les surplis rouge et blanc tenaient les cordons du dais qui abritait l'ostensoir à paillettes dorées. C'était beau.

En ce temps-là, la dévotion populaire était le terreau de la liturgie. On priait avec des gestes, avec son corps, on tombait à genoux, on joignait les mains pour supplier, on frissonnait en chantant le *Lauda Sion* immémorial.

Au mois de mai, on marchait chaque soir d'une maison à l'autre, avec une Sainte Vierge portée à bout de bras sur un brancard. C'était le mois de Marie. J'aimais l'odeur d'encens et la plainte du requiem qui faisaient descendre en majesté un peu de ciel dans nos cœurs. Et puis la Fête-Dieu, les œufs de Pâques, la crèche, les pèlerins de Lourdes, les cloches du glas et du baptême, les croix de mission. C'était une société.

Soudain, un dimanche, tout chavire. On nous exhorte à tutoyer Dieu, dans un nouveau *Notre-Père*. Les agenouilloirs ont été descellés dans la semaine. Ils ont disparu.

On comprend que le remembrement ne s'est pas arrêté au porche de l'église, il est entré dans le chœur, en pleine messe. On a remembré les missels. On a voulu éloigner le faste et le triomphalisme. On a descendu les statues, les tentures, on a remisé le dais : il fallait du dépouillement, revenir aux pauvretés, aux austé-

rités des origines, aux pieds nus des catacombes ; les accessoires chamarrés de la dramaturgie sacramentelle ont été placés « en dépôt » chez le « conservateur départemental des antiquités et objets d'art », ravi de l'aubaine. Bientôt le dépôt deviendrait un dépotoir.

On nous avait expliqué, jadis, que l'autel était « orienté », qu'il devait regarder, avec les fidèles, en direction de l'est, vers le soleil levant qui triomphe de la nuit et symbolise le Christ ressuscité. Et voici qu'on installe une table à repasser au milieu du chœur, avec des tréteaux et des planches. Le curé nous regarde, convivial, collégial, « il faut participer ». Il a congédié ses ornements et son calice. Il boit le vin consacré dans un verre à moutarde, il veut être comme tout le monde. Il a laissé la soutane et porte un débardeur marron. Selon le mot de Claudel<sup>1</sup>, il dit « la messe à l'envers » pour « être à l'écoute des gens » et pour « faire église ».

Un jeune paroissien avec une guitare, qui ressemble à Leny Escudero, entonne le chant que j'apprendrai par cœur :

*Si tu en as envie,  
Comme Jésus-Christ lui-même,  
Tu peux faire de ta vie  
Un... je t'aime.*

C'est la religion de l'amour. Enfin ! On n'est plus dans un règlement. On est dans l'amour. Et, si on tutoie Dieu dans le nouveau *Notre-Père*, c'est pour se rapprocher de lui. Ce n'est plus un Dieu de tonnerre et qui condamne. Il n'est plus au-dessus de nous, il est en nous, au milieu de nous, il chemine. C'est un voisin et non plus un Père. Si les agenouilloirs ont disparu, c'est que Dieu n'a pas besoin de ces théâtrales démonstrations d'obéissance où l'on se couvre de cendre jusqu'à s'anéantir. Dieu est Esprit. Une religion trop sensible perd l'esprit.

C'est l'*aggiornamento*, la nouvelle Pentecôte, le temps du Renouveau et du retour aux sources.

Le fils de Samuel mon voisin devient lecteur à la messe, entouré de social-sacristines qui déplacent le lutrin des homélies. Il se réclame d'un cousin fameux, fierté de la famille, qui est entré au Grand Séminaire de Luçon. Une tête. Lui aussi est à la JAC, la Jeunesse agricole chrétienne. Lui aussi veut que ça bouge et qu'on en finisse avec ce qu'on appelle, pour le fustiger, le « christianisme sociologique », c'est-à-dire ces paroisses où « tout le monde va à la messe ». Il cite souvent monseigneur Marty, l'archevêque de Paris, qui veut « un Dieu de fête et d'amitié » et non plus un Dieu de foudre punitive, au-dessus des nuages. Il faut « mettre l'Église en risque ». Joël – le séminariste – relève l'audace du cardinal qui fera exploser sa joie en mai 68 : « Dieu n'est pas conservateur ! »

Joël se méfie de la dévotion populaire et de ces chrétiens d'habitude installés dans le rituel. Il faut se fondre dans la masse, dit-il : la soutane était une séparation, le latin aussi ; car, pour aller au monde, il faut parler et s'habiller comme le monde. L'idée d'une langue ancienne, figée, pour exprimer le sacré, même si elle est universelle, ressemble à nos vieilles haies du bocage qui bouchent l'horizon des hommes et créent des champs clos, des univers sans ouverture au monde.

Un peu plus tard, Joël me parle de la signification chrétienne de la lutte des classes ; sa nouvelle trinité devient bientôt Marx, Freud et Nietzsche, il voit dans leurs prophéties l'irruption de l'esprit de Pentecôte. Il ne veut plus d'un ciel au-dessus, lointain, mais ici-bas et tout de suite. Une humanité en marche, « tournée vers l'avenir ». Il pense que la « déclergification » s'imposera comme un temps nécessaire pour redessiner les nouvelles figures du sacerdoce. La Vendée est « une terre à prêtres ». Il n'en veut plus. Il cherche le pendant de la culture hors-sol, la religion hors-ciel. Une Église sans prêtres, un risque ? Non, selon lui, une chance.

Dans quelques mois, Joël aura quitté le séminaire, il aura défroqué après un passage chez les Frères du Monde qui l'auront guidé dans son discernement. Peu à peu, il va glisser de Teilhard

de Chardin et Mounier à Mao, Castro, Hô Chi Minh, Che Guevara. C'est le temps des théologiens sociologues ; ils traitent par l'ironie et le mépris la « foi des charbonniers » qui font leurs Pâques avant d'aller au bistrot.

Ainsi vient le temps d'une Église dépouillée, d'une eschatologie sans transcendance et d'un messianisme sans messie.

La boucle est bouclée : les chrétientés charnelles disparaissent, les vocations se tarissent, les églises se vident. On y parle une nouvelle langue, la langue de buis. Joël est le petit dernier de la cordée de trois générations : le grand-père fut un chrétien militant ; le père, un militant chrétien ; le fils, un militant tout court. Tout cela est allé très vite.

En 1950, le diocèse de Luçon, qui fut celui de Richelieu, avait ouvert un nouveau séminaire aux Herbiers. Le père de Joël était là, au premier rang de la cérémonie grandiose, il servait la messe au nonce apostolique, le futur Jean XXIII.

En 1968, le drapeau noir se met à flotter sur le Grand Séminaire de Luçon. Joël s'en vante comme d'un acte prémonitoire pour « libérer l'Esprit ».

Trois ans après, le Grand Séminaire ferme ses portes. La « terre à prêtres » devient un désert de vocations.

Vingt ans plus tard, j'apprends que le bâtiment est à vendre. C'est un beau monument, construit par l'architecte du Prytanée de La Flèche. L'évêque de Luçon, monseigneur Paty, m'invite, avec élégance, à comprendre sa démarche : le diocèse n'a plus d'argent pour entretenir une bâtisse pareille. Il y a un acheteur de la grande distribution qui veut le raser pour en faire un Carrefour. On fait le tour du parc. C'est imposant. Il y a des buis sculptés partout en forme de croix et de cœurs vendéens, un Sacré-Cœur dans la broussaille.

Par curiosité, je visite les pièces de cette immense bâtisse, je suis abasourdi : dans l'ancien dortoir, je ramasse, par terre, des images pieuses de communion, des missels éventrés ; dans la chapelle, les vitraux ont été arrachés ; sur l'autel saccagé, il est

écrit « *fucking mother* ». La plaque de marbre sur laquelle sont inscrits les noms des anciens séminaristes tombés en 14-18 a été fracturée, maculée, déshonorée. Visiblement, le diocèse est dans un autre monde, il « ne veut plus se retourner vers le passé », il « cherche une dynamique qui ne soit pas une dynamique du souvenir ». L'homme qui sauvera le séminaire est le maire de Luçon, Jean de Mouzon, un amoureux du patrimoine, par ailleurs radical de gauche et franc-maçon.

Le 19 septembre 1996, lorsque le pape Jean-Paul II vient à Saint-Laurent-sur-Sèvre pour commémorer le millénaire de la France, l'esplanade est déserte. Le pape prononce un beau discours « aux jeunes et à la population » devant une assistance d'une centaine de fidèles, chargés du service d'ordre. En effet, le nouvel évêque de Luçon, monseigneur Garnier, par crainte de débordements d'enthousiasme, a jugé nécessaire d'interdire la présence des chrétiens de Vendée. Je me souviens de ma rencontre avec le pape, à l'entrée de la basilique, il avait l'air tout étonné et fit savoir son incompréhension.

Dix ans plus tard, le dimanche 2 avril 2006, le nouvel évêque, monseigneur Santier, délivre une homélie retentissante pour clôturer le synode de Vendée, à La Roche-sur-Yon. Il fait « repentance pour l'emprise de l'Église catholique en Vendée ». Il confesse : « Dans le passé, en Vendée, l'Église était très présente, elle occupait l'espace social et laissait peu de place à des manières de penser et de vivre la vie humaine et la foi d'une manière différente. Au nom de l'Église, comme évêque, je vous demande pardon. »

Tout cela m'a aidé à comprendre le pape Benoît XVI, que j'avais rencontré pendant un long moment à Rome, avec le sénateur Bernard Seillier, le 28 janvier 1993. Il nous parlait d'une véritable tornade qui s'était abattue sur la chrétienté, d'une immense apostasie silencieuse : « C'est le vide qui s'est propagé, le désert spirituel. On a perdu bien souvent la dignité et le mystère du sacré. On a dépouillé les églises de leurs splendeurs. Beaucoup de

clercs ont réduit la liturgie au langage et aux gestes de la vie de tous les jours par le moyen de salutations, de signes d'amitié. »

Il se lamentait sur « l'effrayant appauvrissement qui se manifeste là où l'on chasse la beauté. On a une liturgie en show. Je suis convaincu, ajoutait-il, que la crise de l'Église que nous vivons aujourd'hui repose largement sur la désintégration de la liturgie ». Et le cardinal Ratzinger d'ajouter : « En refusant de reconnaître ses racines chrétiennes, l'Europe se refuse à elle-même. Elle se renie. »

On a déraciné la Foi. Ce qui est au cœur de la crise, c'est la sécularisation. Ce qu'a vécu Joël, c'est une rupture de la transmission, le refus de toute métaphysique, l'idée que l'homme est aujourd'hui assez grand pour se sauver seul, comme être historique et comme être social.

On désincarne l'homme, on le met hors de sa culture. Et en refusant la grâce, on finit par refuser la nature. La culture, c'est l'ensemble des pensées et des œuvres par lesquelles l'homme développe sa nature. Hors de sa culture, l'homme meurt à sa nature.

La société regarde avec effarement le grand vaisseau qui sombre. Elle perd ses valeurs et elle en perd la tête.

La déchristianisation de la France laisse une société de zombies désorientés qui tournent dans le vide. C'est le krach de la transcendance, la chute vertigineuse des valeurs fondamentales, la grande dépression.

Pendant longtemps, on a vécu sur la vitesse acquise. Je relisais récemment, au *Journal officiel*, le compte rendu du dialogue saisissant qui eut lieu dans l'hémicycle, en 1883, entre Jules Ferry et un député de l'opposition. Le ministre de l'Instruction publique annonçait les principes de l'école publique :

– Oui, bien sûr, nous enseignerons la morale à l'école...

– La morale, l'interrompt le député, mais quelle morale ?

Alors Jules Ferry hésite un instant puis martèle :

– Eh bien... la morale de toujours... la morale de nos pères !

Hé oui, la morale de *toujours*, celle de la civilisation chrétienne.

On a longtemps pensé que le progrès allait renvoyer aux oubliettes l'homme religieux, l'homme relié, l'homme qui relie. Jaurès le proclamait : « Nous avons interrompu la vieille chanson qui berçait la misère humaine. Et la misère humaine s'est réveillée avec des cris. » Et elle a entonné l'*Internationale*.

La vieille chanson, c'était la chrétienté chantante. Et le socialiste Viviani crut pouvoir saluer à son tour la fin des vieilles croyances : « Nous avons éteint une à une les étoiles qui brillaient dans le ciel. On ne les rallumera plus. »

Il y eut le temps des illusions, puis celui des désillusions. On a célébré le Progrès, on commence à comprendre que, depuis les Lumières, il n'est qu'une contrefaçon de l'espérance chrétienne. Le triomphe de la Raison n'a pas réconcilié l'humanité avec elle-même. Celle-ci s'est mise à douter de tout.

La modernité croyait en elle-même et en sa raison. La postmodernité ne croit plus à rien. Elle verse dans l'hédonisme narcissique, elle honore un nouveau dieu, l'argent. Le dieu de Sade et de Mammon. L'homme délié devient une marchandise, une machine désirante. Le curé d'Ars l'avait prophétisé : « Laissez une paroisse cinquante ans sans prêtre, on y adorera les bêtes. »

Le temps est venu de la Bête abstraite et désincarnée, de l'idole glacée. La compassion, la charité et l'ensemble des vertus sociales, polies par la civilisation des grands sentiments, n'ont plus de place légitime dans une société fondée exclusivement sur la production de marchandises. Quand la seule consommation est célébrée comme une forme de culture à part entière, le seul exotisme est dans la fabrication ininterrompue de pseudo-besoins matériels, créés pour tromper l'ennui.

Alors le nouveau face-à-face peut commencer, entre la fin de l'absolu et la soif d'absolu. Les laïcards ont fait le vide. Les islamistes le remplissent. Comme l'a écrit Sayyid Qutb, un des penseurs des Frères musulmans : « L'islam ne peut que gagner parce que la modernité est intrinsèquement incapable d'étancher la soif de spiritualité de l'homme. » On songe à la lettre ouverte de Phi-

lippe Muray : « Chers djihadistes, craignez la colère du consommateur, du touriste, du vacancier descendant de son camping-car ! Vous nous imaginez vautrés dans des plaisirs et des loisirs qui nous ont rassemblés ? Eh bien, nous lutterons comme des lions pour protéger notre ramollissement. Nous nous battons pour tout, pour les mots qui n'ont plus de sens et pour la vie qui va avec<sup>2</sup>. »

Nous assistons à l'islamisation douce de l'Europe, qui s'opère du fait de notre double asthénie, religieuse et sexuelle. Un philosophe lucide, Fabrice Hadjadj, a très bien pénétré cette nouvelle réalité : « Nous croyons à tort que les mouvements islamistes sont des mouvements pré-Lumières, qui découvriront bientôt les splendeurs du consumérisme. En vérité, ce sont des mouvements post-Lumières. Ils savent que les utopies humanistes, qui s'étaient substituées à la foi religieuse, se sont effondrées. »

Le relativisme libertaire et le nihilisme nous portent vers une impasse.

Ce n'est plus seulement un pan de mur qui est tombé. C'est un mur porteur. En reniant ses racines chrétiennes, la France oublie la civilisation qui l'a pétrie. Et le Pouvoir est vide.

C'est pourquoi, quand Jean-Paul II est venu au Bourget, en 1980, il a rappelé la France au souvenir de Clovis et de Clotilde, au baptistère de Reims : « France, fille aînée de l'Église, qu'as-tu fait des promesses de ton baptême ? »

---

1. « La messe à l'envers », *Le Figaro littéraire*, 23 janvier 1955.

2. Philippe Muray, *Chers djihadistes*, Fayard/Mille et une nuits, 2002.



## Le chassé-croisé démographique

---

Le giscardisme a accouché de deux grands changements : un changement de mœurs politiques – avec le pouvoir désacralisé, le consumérisme électoral, l'hédonisme politicien – et un changement de peuplement.

Giscard a laissé derrière lui deux lois, presque concomitantes, d'une portée historique incalculable : l'une sur l'interruption volontaire de grossesse et l'autre sur la transhumance migratoire. Ces deux lois de sens inverse ont dessiné un chassé-croisé de grande ampleur et quasiment de même dimension : avortement de masse, immigration de masse ; deux cent mille avortements par an, deux cent mille migrants par an.

La coïncidence des chiffres recèle une dimension symbolique : on supprime des vies, on en déracine d'autres. En fait de politique familiale, Giscard aura certes favorisé la famille, mais la famille maghrébine ou africaine qui s'est trouvée ainsi invitée à prendre le relais de la famille française traditionnelle.

Juste après son élection, Giscard annonce la création d'un secrétariat d'État pour les Travailleurs immigrés, pour favoriser leur installation durable en appelant leurs familles à les rejoindre : c'est ce qu'on a appelé le « regroupement familial ».

Ainsi l'immigration change-t-elle de nature : elle n'est plus une immigration de travail mais de peuplement.

Bientôt le droit pour un immigré de faire venir sa famille sera « constitutionnalisé » puis consacré comme une norme « *supra-étatique* » par une directive européenne<sup>1</sup>.

La classe politique couvre Giscard de lauriers. Les belles consciences morales exultent. Jack Lang voit poindre l'âme d'une civilisation nouvelle : « C'est une grande chance pour nous qu'il y ait cet apport de jeunes qui vont pratiquer deux langues et vivre deux cultures. » Laurent Fabius rêve que la Marianne de nos mairies prenne un jour « le beau visage d'une jeune Française issue de l'immigration ».

La pâmoison emporte toutes les élites dans la même extase : derrière les forces spirituelles et politiques qui plébiscitent cette nouvelle politique « d'accueil de l'Autre », les forces économiques pointent le bout de leur nez et se frottent déjà les mains.

Je me souviens de François Ceyrac, alors président du CNPF, que j'avais rencontré à cette époque : il redoutait que « les immigrants ne constituent l'armée de réserve du capital ». Car il connaissait trop bien la nomenklatura de l'entreprise et il avait l'instinct de l'intérêt général. Il était bien seul.

Lors d'un tête-à-tête avec François Périgot, un de ses successeurs qui tentait auprès de moi un exercice pédagogique sur le nécessaire rajeunissement de la main-d'œuvre, j'ai compris que la bataille était perdue. Une bataille économique maquillée en bataille morale : pour le patron des patrons, il s'agissait en réalité de créer un « marché du travail *low cost* ». La transplantation des nouveaux bras était une aubaine : derrière l'argument de la pénurie de travailleurs manuels, se glissait, habilement dissimulée, la volonté d'exercer une pression à la baisse sur les salaires.

Un seul patron eut le courage de dire le fond de sa pensée, Francis Bouygues, qui employait dans son entreprise plus de 70 % de main-d'œuvre étrangère sur ses chantiers : « Il faut qualifier ces gens-là, qui ne parlent pas notre langue. Il faut donc les intégrer à notre vie sociale, il faut qu'ils puissent fonder une famille, pour qu'ils aient la possibilité de se marier et d'avoir des enfants<sup>2</sup>. »

Grâce à cette armée de réserve ainsi stabilisée, il s'agit de peser durablement, par une vraie concurrence, sur les rémunéra-

tions.

Le MEDEF ne cesse d'accentuer la pression : « Le maintien d'une immigration permanente devient une question de vie ou de mort, dans l'économie mondialisée. » Laurence Parisot, qui parle couramment la langue du politiquement correct, lance même, le 17 avril 2011, un « appel vibrant à rester un pays ouvert, qui tire profit du métissage ». Ainsi les droits de l'homme se mettent-ils au service du patronat et des bas salaires.

Plus récemment, le rapport Attali, commandé par Nicolas Sarkozy, jugeant nécessaire « d'accroître l'immigration pour relever la croissance économique », préconise de « simplifier la délivrance d'autorisations de travail pour les travailleurs étrangers ». C'est la même chanson, reprise en chœur par la droite et la gauche avec la bénédiction des chercheurs en sciences sociales.

La collusion entre le patronat et Bruxelles va devenir spectaculaire : ce sont les lobbies des grands groupes qui ont obtenu, en novembre 2000, que la Commission européenne annonce son intention d'« ouvrir les canaux de l'immigration légale à destination de l'Union aux travailleurs étrangers, compte tenu de la contribution positive que les migrants peuvent apporter au marché de l'emploi, à la croissance et à la pérennité de nos systèmes de protection sociale ».

En janvier 2005, j'ai entendu, de mes propres oreilles, le président Barroso « encourager des flux d'immigration plus soutenus pour couvrir les besoins du marché européen du travail et assurer la prospérité de l'Europe ». L'idée de remplacer une population par une autre est désormais admise, proclamée.

Depuis la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, la marée migratoire n'a cessé de monter : « La France a même entamé, depuis 1999, un nouveau cycle migratoire qui a porté la proportion d'immigrés à son plus haut niveau. L'accroissement relatif de celle-ci, sur la période 1999-2009, est d'une intensité voisine de celui connu au cours des Trente Glorieuses<sup>3</sup>. »

Selon la démographe Michèle Tribalat, le cap des cinq millions de musulmans a été franchi en 2014, alors qu'ils n'étaient qu'environ cinq cent mille en 1962. Leur nombre a donc été multiplié par dix en cinquante ans. « La France se trouve ainsi en tête des pays de l'Union européenne, Bulgarie mise à part, par la taille et l'importance relative de sa population musulmane. »

Dans le temps même où il imposait le « regroupement familial » pour les immigrés, le président Giscard d'Estaing accomplit les promesses de Mai 68. Je l'entends encore me dire en forme de justification :

– Je suis frappé de voir combien notre société reste répressive : la punition guette la défaillance. C'est vrai pour l'avortement, le divorce, la faillite. Cesser d'être répressif, c'est un signal de progrès.

Ainsi tint-il à envoyer, avec Jacques Chirac, une « énorme gerbe de roses blanches » à Simone Veil après le vote de la loi sur l'avortement.

C'est un tournant de civilisation, un enchaînement tragique.

On a perdu le sens de la vie. À partir d'une inversion morale : ceux qui défendent la vie comme un absolu sont regardés et traités comme des barbares, parfois des monstres. Il faut les traquer, les intimider, les faire taire. On a oublié un peu vite que ce sont les mêmes gens, armés des mêmes principes, qui avaient protesté contre les programmes d'extermination des handicapés par les nazis. À l'époque, les « Modernes » avaient applaudi au nom de la « Science ». Aujourd'hui encore, les « Modernes » sont implacables.

Ainsi a-t-on sali la mémoire de l'ami personnel du pape Jean-Paul II, lequel a tenu à venir se recueillir sur sa tombe le 22 août 1997. Il était un grand médecin qui, en 1982, fut admis à l'Académie des sciences morales et politiques. Sa cause de béatification avance à Rome. Le professeur Jérôme Lejeune est, avec Soljenit-syne, une des personnalités qui m'ont le plus marqué. Je l'ai très bien connu et souvent rencontré, en dehors des cercles officiels.

J'allais lui rendre visite à l'hôpital Necker, rue des Saints-Pères. Il était entouré de blouses blanches, toute son équipe savante ordonnait sous son regard aiguisé une masse de caryotypes, c'est-à-dire des photos de chromosomes. Marie-Odile, sa précieuse collaboratrice, m'accueillait et me faisait attendre. Les enfants, eux, n'attendaient pas. La porte de son bureau restait grande ouverte, c'était une consultation permanente. Il connaissait le prénom de chacun de ses milliers de patients qui sautaient sur ses genoux ; pour eux, il était débordant d'affection, il les appelait « mes enfants ».

Et puis un beau jour, la nouvelle tomba. Il était à l'agonie. Nous eûmes une ultime conversation, quelques jours avant l'Adieu. Il me parla avec fermeté :

– Philippe, ne lâchez jamais. La question de la Vie commande toutes les autres.

Le jour de Pâques, quand les cloches revinrent, il s'en alla. Même *Charlie Hebdo* reconnut ses mérites : « Rien pour plaire officiellement chez cet homme dont le seul humour public a consisté à décéder à Pâques, le jour de la prétendue résurrection. Professionnellement et à titre privé, les choses sont d'une tout autre dimension. Jérôme Lejeune était un des rares biologistes français à avoir fait une découverte capitale <sup>4</sup> ... »

Quand Jérôme Lejeune apporte la preuve de l'origine chromosomique de ce qu'on appelle, à l'époque, le mongolisme, les mongoliens deviennent des « trisomiques ». Jérôme Lejeune les sort de la disgrâce, les met à la lumière et exonère leurs parents de toute responsabilité. Ce n'est pas de leur faute si leur enfant est différent. Et maintenant que la science connaît l'origine de leurs difficultés, la médecine fera tout pour que les trisomiques se portent mieux.

Depuis cent ans, la seule explication scientifique du mongolisme restait la vieille théorie raciale – pour ne pas dire raciste – héritée du néodarwinisme : les mongoliens seraient le fruit de la dégénérescence de la race blanche vers la race jaune. Jérôme

Lejeune la pulvérise : il s'agit d'un accident chromosomique, aléatoire, qui ne se reproduit pas.

Rarement une époque s'est autant trompée sur un homme. Rarement un homme s'est aussi peu trompé sur son époque. La classe politico-médiatique française a fait de Jérôme Lejeune un doctrinaire alors qu'il était l'un des plus doctes de sa génération. Elle l'a dépeint comme un sans-cœur alors qu'il était un amoureux de la vie. Il avait anticipé, avec cinquante ans d'avance, ce que nous faisons mine de découvrir avec effroi, alors que nous y avons consenti en toute connaissance de cause : la déshumanisation progressive du monde par l'effacement planifié du visage de l'homme. Mais surtout, une certaine intelligentsia, faussement humaniste et réellement totalitaire, ne pourra jamais pardonner à Lejeune de l'avoir démasquée. Si l'homme n'est plus dans l'homme, tout ce qu'on prétend faire pour lui, à son profit, en son nom, n'est plus que mensonge ou illusion.

Le génie de Jérôme Lejeune a été de se situer, au tournant du siècle, à la rencontre des plaques tectoniques de la science et de la morale, et de rester fidèle, au service de l'une et de l'autre indissociablement tenues ensemble. Pour ses adversaires, au contraire, il convenait de libérer la science de tout souci moral, par malice ou par faiblesse, avec les conséquences que nous commençons à entrevoir aujourd'hui.

Ce médecin a propulsé la génétique vers des hauteurs insoupçonnées, en promettant, un jour, d'en faire un outil efficace pour traiter les personnes victimes des conséquences de leurs imperfections génomiques. Jamais l'idée n'avait germé avant lui. Jérôme Lejeune est le précurseur de la thérapie génique.

C'est ici que le destin se mue en tragédie. Parce que l'humanisme occidental est devenu un astre froid, certains entrevoient d'autres perspectives que celles tracées par Jérôme Lejeune. Si la génétique recèle tous les secrets du nouvel être en construction, pourquoi ne pas remettre aux blouses blanches la délivrance d'une sorte de certificat d'aptitude à la naissance ? Lejeune voit

l'Enfer s'ouvrir devant lui, pavé de bonnes intentions. On permettrait de la sorte aux parents de ne donner naissance qu'à des enfants en bonne santé. Le décompte des chromosomes n'est plus un enjeu sanitaire mais sécuritaire. Sa découverte se retourne contre son inventeur, elle va servir à tuer.

Le professeur Lejeune restera inébranlablement celui qui a dit non ! Non au geste de mort sur ses patients ! Il ne sera pas un assassin charitable, il est leur avocat, leur défenseur, sinon qui le sera ? « Après avoir fait un diagnostic de trisomie, décider que ce sujet doit être éliminé parce qu'il est trisomique 21, c'est du racisme chromosomique. Et le racisme chromosomique est horrible, comme toutes les autres formes de racisme. »

- 
1. Directive du 22 septembre 2003, article 8.
  2. Interview réalisée en 1969, extraite d'une rétrospective de sept minutes sur les politiques d'immigration de 1962 à 1970 diffusée au journal de 20 heures d'Antenne 2 en juillet 1983.
  3. Michèle Tribalat, *Assimilation : la fin du modèle français*, éditions du Toucan, 2013.
  4. *Charlie Hebdo*, 9 avril 1994.

## « La digue a cédé »

---

La bataille fit rage. Je m'en souviens très bien. Lejeune faisait feu de tout bois. Il me parlait souvent des Spartiates qui éliminaient à leur naissance les enfants qu'ils n'estimaient pas assez robustes pour porter plus tard les armes. Sparte fut la seule cité grecque à pratiquer un tel eugénisme, une exclusion aussi systématique. Or, de Sparte, il ne reste rien. Elle ne nous a laissé ni un poète, ni un musicien, pas même une ruine ! Sparte est la seule cité grecque qui n'ait rien apporté à l'humanité !

De l'avortement des enfants handicapés à l'avortement réclamé par les féministes, il n'y avait qu'un pas. Je sais qu'à cause de ces mots, je serai moi-même lapidé sur la place publique. Il s'agit toujours de convenance, celle du médecin ou celle de la femme. La constitution génétique de l'homme est achevée dès la fécondation, aucun scientifique n'en doute.

Le respect que l'on doit à un individu peut-il varier en fonction de son degré de développement ? Un être qui mesure un centimètre de long est-il respectable ? S'il en mesure cinquante, devient-il cinquante fois plus respectable que le précédent ?

Pourtant, ce sont d'apparentes bonnes intentions qui semblaient animer la loi de 1975 quand elle rappelait, dans son premier article, le principe garantissant « le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie ». Avant de violer ce principe, dans le second article, en acceptant la dérogation de l'avortement sur le fondement d'une détresse dont la femme n'avait d'ailleurs pas à apporter la preuve. Il s'agissait donc d'une exception à une règle d'ordre public. Juste un recours ultime donné à des « femmes en détresse ».



Peu à peu, la loi Veil n'a cessé de s'élargir. De provisoire, elle devient définitive<sup>1</sup>. Le remboursement de l'IVG et sa prise en charge par l'État sont légalisés<sup>2</sup>. Bientôt un délit d'entrave à l'IVG fait encourir une peine de prison aux défenseurs de la vie<sup>3</sup>. Les délais sont étendus de dix à douze semaines et les mineures obtiennent le droit d'avorter sans autorisation parentale<sup>4</sup>. En 2013, le remboursement de l'avortement passe de l'État à la Sécurité sociale. La notion de détresse est supprimée et le délit d'entrave à l'IVG est étendu à l'information<sup>5</sup>. La même année, une résolution de l'Assemblée nationale érige l'IVG au rang de « droit fondamental ». En 2015, c'est maintenant le délai de réflexion et la clause de conscience qui sont visés par le ministre de la Santé. Et puis on infligera aux établissements de santé dont l'activité d'IVG sera jugée insuffisante l'intégration d'un quota d'au moins un avortement pour quatre accouchements<sup>6</sup>.

D'exception qu'il était à l'origine, l'avortement s'est transformé en règle. Libertaire, il tend à devenir totalitaire. La règle prend la forme d'une obligation. Cette obligation ne supporte plus la moindre opposition. En témoigne, en 2014, cette décision prétoirienne du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) intimant aux chaînes de télévision l'ordre de ne pas diffuser un court-métrage de sensibilisation à la trisomie 21, « Chère future maman », où des personnes trisomiques disent leur bonheur de vivre. Puisqu'elles apparaissent heureuses, les personnes trisomiques se sont vu retirer le droit de s'exprimer librement sur les écrans publicitaires. Le CSA fait prévaloir le droit à l'avortement sur la liberté d'expression des survivants de l'avortement : « Il s'agit de ne pas culpabiliser les femmes qui auraient avorté. »

L'État est entré dans l'ère de l'avortement de masse. Chaque ministre de la Santé a ajouté sa note « progressiste ». En quarante ans, ce sont dix millions d'enfants qui ont ainsi été éliminés avant leur naissance. En quarante ans, c'est une population entière stigmatisée par le fer rouge de son génome, le péché originel

de son chromosome en trop, qui disparaît avant de naître. Pour la première fois dans l'Histoire, l'eugénisme a triomphé sous le pavillon de complaisance de la médecine. Avec l'avortement encouragé et remboursé, le monde industriel a dépassé le niveau de transgression des sociétés les plus primitives, le niveau des sociétés qui se sont détruites et dont presque rien n'est parvenu jusqu'à nous.

Puis, après cette déferlante massive de ceux qui s'en sont pris aux enfants, avec une implacable logique, les autres vagues sont arrivées. Lejeune avait raison. Tous ces nouveaux assauts contre la vie humaine avaient pourtant été pressentis, annoncés, anticipés, dénoncés, combattus. En effet, il n'est pas un seul progrès vers la lucrative marchandisation du vivant qui ne s'appuie explicitement sur l'autorisation, sans cesse plus libérale, de l'avortement. L'IVG est devenue le passeport de toutes les transgressions au motif qu'après avoir osé la mort de l'enfant avant sa naissance, le droit peut tout. Ce raisonnement produit un effet de cliquet, il n'y a plus de retour en arrière possible.

Ainsi, au nom de l'avortement qui rend totalement disponible l'*infans conceptus*, et sous la pression du marché, on va légaliser en quelques années l'industrie procréatique. Celle-ci va dissocier l'amour de l'enfant et l'enfant de l'amour.

Alors se multiplient les transgressions inhérentes à l'acharnement procréatique. D'abord l'*eugénisme*, c'est-à-dire la tentation d'une race supérieure. Je viens de découvrir qu'aux États-Unis, les banques de sperme se trouvent souvent à proximité des universités. C'est le pays qui, avec la Suède, a promulgué les premières lois eugéniques contre les handicapés, au début du xx<sup>e</sup> siècle.

Et puis l'idéologie de la *queer theory* qui autorise toutes les manipulations du sexe. Et voici venir la *gestation pour autrui*, l'avènement du corps vénal, la location de ventres et le bébé sur catalogue. L'enfant devient un produit comme un autre. On sait

que la Grande-Bretagne vient d'accepter la procréation d'enfants dotés de trois parents.

Une société qui se donne le droit d'expérimenter sur les embryons, de tuer un *foetus in utero* chez une femme jeune et en même temps de fabriquer des enfants à une femme vieille, est une société en plein délire. Le délire de la toute-puissance.

Ce délire donne lieu à un chassé-croisé ontologique où le petit de l'homme tend vers la chose et l'animal vers la personne. Les statuts respectifs s'échangent. Le combat est à front renversé. Détruire un crapaud vert, écraser des œufs de vipère ou même tuer des ragondins peut vous conduire en prison. Au contraire, s'agissant de l'embryon humain, c'est empêcher sa destruction qui peut vous conduire en prison. Défendre le petit de l'homme contre les entreprises libérales, libertaires et liberticides relève de l'héroïsme. Non seulement l'être humain avant la naissance n'est plus défendu, mais il est défendu de le défendre ! Le droit a acquis tous les droits contre le droit des hommes. Le *foetus* devient quasiment un objet, l'animal un sujet.

Et voilà qu'on nous laisse aujourd'hui entrevoir comme une avancée positive la tentative de confectionner des hybrides homme-animal contre nature. Personne ne sait *a priori* quel stade de développement pourrait être atteint, mais on voit que la thèse de Vercors, dans *Les Animaux dénaturés*, risque d'être un thème de discussion scientifique. De fait, dans la grande chaîne du vivant, la pensée dominante considère désormais qu'il n'y a plus de différence de nature entre les espèces, mais seulement des différences de degré. Rien n'oblige à respecter une espèce plus qu'une autre. Au contraire, la technique nous fournit les moyens de nous arracher à notre nature et d'en construire une autre, de toutes pièces, sur les bases de la nanotechnologie, de la biologie, de l'informatique et de la science cognitive.

L'homme se laisse submerger par la tentation à la fois faustienne et prométhéenne. Il cherche à dérober le Feu, à dérober la Vie. La technophilie lui en donne l'espoir. Il n'y a plus de barrières.

La digue a cédé. Au nom de l'État de droit, la Cour européenne des droits de l'homme a imposé, cet été, avec l'arrêt Vincent Lambert, sa conception de la société, favorable à l'*euthanasie*.

On ne peut pas tuer de temps en temps sans en faire une habitude. L'orgueil croque la pomme du jardin d'Éden : hier, celle d'Adam, aujourd'hui celle d'Apple.

Pour les démiurges, la mort est le dernier problème à résoudre. Quand on perd le sens de la vie, on perd le sens de la mort. Alors on la met sous le tapis. On l'escamote. La sédation la maquille en un profond sommeil. On part sans se voir partir, grâce aux prodiges de la technique. C'est l'ultime droit de l'homme, celui de quitter le monde selon ses propres termes. Puis on demande, par la crémation, à devenir un nuage de poussière. Il n'y a plus de dernière demeure, plus de recueillement ni d'hommage de la famille. La vie est un instant qui finit comme un instant.

Ainsi choisit-on d'interrompre ce dernier combat entre la chair à demi vaincue et l'âme palpitante près de surgir dans une inimaginable lumière, comme disait Mauriac. Le consumérisme impose sa loi à l'homme-objet, guetté par l'infirmité qui le met hors d'usage : il y a, comme pour tout produit, une date de péremption. Quand le yaourt n'est plus crémeux à cœur, on le jette. C'est pareil pour l'homme : il se consomme et se consume. Il entend quitter la grande surface « dans la dignité ».

Avec l'aide médicale à mourir, on arrive au bout. Au bout du tunnel. Jusqu'à l'autodestruction.

---

1. Loi Pelletier en 1979.

2. Loi Roudy en 1982.

3. Loi Neiertz en 1993.

4. Loi Aubry en 2001.

5. Loi Belkacem en 2014.

6. Amendement numéro 2175 à l'article 38 du projet de loi Santé, avril 2015.

## L'homme d'après

---

Le soleil est partout. Les oiseaux sont heureux. La clairière chante. Juillet tape à la verticale. Il est midi. « Midi, roi des étés, épandu sur la plaine », la plaine de Fontenay, dans le sud de la Vendée.

Les ruches sont alignées à la lisière du petit bois. Transhumance estivale.

Nous marchons lentement, sans comprendre. En face de nous, un champ immense, une mer de tournesols en fleur.

Derrière nous, le silence des ruches. Ni envol, ni danse, ni bourdonnement. Nous sommes loin de l'effervescence habituelle. L'immobilité, l'absence, la torpeur, la désolation, le vide. Où sont passées les abeilles ?

Je longe le pourtour du champ de tournesols. Une odeur aigre monte du sol. Une odeur de putréfaction. Inutile de marcher plus longtemps. Je sens crisser, sous ma semelle, un tapis d'abeilles mortes.

Je regarde Frank Aletru, mon ami, un apiculteur réputé pour son sérieux et sa réussite. C'est lui qui m'a demandé de venir constater sur place le désastre. C'est un colosse qui défaille. Il est sans voix. La gorge serrée, il lâche quelques mots :

– Huit ans que ça dure ! Et tout le monde s'en fout.

Je m'approche des ruches. Ce ne sont plus des abeilles, on dirait des mouches. C'est Réaumur revu par Parkinson : un univers de tremblements perpétuels dans lequel le va-et-vient n'a plus aucun sens. Les troubles du comportement apparaissent à l'œil nu. Sur le plancher d'envol des ruches, c'est un entremêlement d'agonie. Les quelques dizaines d'abeilles qui errent à l'entrée de leur

maisonnée sont prises de convulsions. Certaines d'entre elles tombent puis se relèvent, remontent puis rechutent, tentent un nouvel envol sans succès et défaillent de nouveau.

L'insecte social, devant la mort imminente, a perdu jusqu'à son instinct.

Un peu plus loin, d'autres abeilles, obsédées par une activité inhabituelle de toilettage incessant, se frottent inlassablement l'abdomen, comme si un poison leur dévorait tout l'intérieur. On voit bien que beaucoup d'abeilles sont désorientées, qu'elles s'égarent et perdent contact avec la ruche.

– On est loin du ballet habituel, se plaint Frank.

Normalement, chaque mouvement de butinage dure à peu près trois secondes : l'abeille descend dans le fleuron puis s'envole pour le fleuron suivant. Là, tout est dérégulé. On voit même des abeilles dont l'appareil d'analyse et de détection est à ce point perturbé qu'elles tentent de butiner les fleurons *fanés* des têtes de fleur, loin du nectar et du pollen.

Dans cette plaine de tournesols, les lois de la vie s'en sont allées. La mort s'est installée dans la cité des abeilles et dans le champ des hommes, symbolisée, en face de moi, par cette butineuse en suspension, le corps plongé dans un fleuron, raide, inerte. Une abeille qui perd la vie à l'intérieur d'une fleur, c'est comme un premier violon qui meurt en plein concert.

La tristesse symphonique du chœur de la nature abîmée devrait finalement toucher le cœur de l'homme. Mais personne ne bronche. Ce ne sont que des abeilles.

Je décide de mener le combat. J'en parle autour de moi, je vais dans les ministères, j'écris des lettres ouvertes, j'alerte le président de la République. Frank Aletru avait raison : tout le monde s'en fout.

Alors, parmi les premiers en France, je décide d'écrire un livre, en août 2003<sup>1</sup>. Je mène ma propre enquête, le petit peuple des apiculteurs me guide vers le professeur Bonmatin, le professeur Narbonne, les plus grands spécialistes. Je vais les voir dans leurs

laboratoires. Je les écoute, j'essaie de comprendre. Ce qu'ils me disent est terrifiant : la cause de tout cela, ce sont des nouveaux pesticides ultrapuissants, des neurotoxiques qui enrobent la graine du maïs, du tournesol. Ils se diffusent dans la plante et l'accompagnent dans sa croissance. Ils montent dans la tige. Ils transforment les graines qui donnent la vie en des graines qui donnent la mort. Ils transfèrent aux fleurs le pouvoir d'empoisonner : la sève devient le baiser qui tue. Ils se contentent de dérégler le système nerveux. L'abeille perd le nord, elle ne sait plus rentrer chez elle. Les pesticides ne font pas la différence entre une larve et une abeille.

Je mesure très vite que le rapport de forces n'est pas équilibré. D'un côté, il y a les firmes de l'agrochimie mondiale, Bayer et BASF, intouchables. De l'autre, il y a la haute couture de l'agriculture, des gens de métier discrets qui n'ont jamais appris à se plaindre. C'est le pot de miel contre le pot de fer. Les firmes et leurs laboratoires faustiens tiennent toute la chaîne, toute la filière : le syndicalisme agricole inféodé, le ministère de l'Agriculture, la Commission européenne et ses experts qui confondent bien souvent enquêtes et pourboires. Le pot de terre contre le pot-de-vin. Le jeu n'est pas égal. Qu'importe, je veux savoir.

Je joue les détectives, je lance mes filets jusqu'aux États-Unis, où une biologiste américaine de haut rang, Caroline Cox, vient de découvrir que le récepteur<sup>2</sup> qui est la cible de ces poisons dans le centre nerveux de l'abeille existe aussi chez le rat. Terrible nouvelle : le rat est un mammifère... comme l'homme. Il y a donc danger pour les nourrissons qui boivent du lait, car les vaches ingurgitent les nicotinoïdes répandus dans l'ensilage.

La rémanence des « matières actives »<sup>3</sup> dans le sol est de plusieurs années. Elles ont le temps de contaminer la nappe phréatique et de s'écouler vers les ruisseaux, les retenues d'eau.

Pourquoi est-ce si grave ? Parce qu'on a oublié l'avertissement prophétique d'Einstein : « Si les abeilles venaient à mourir, l'homme disparaîtrait à son tour. »

L'abeille est la sentinelle de la nature, elle nous prévient, ses antennes lui donnent à comprendre ce que l'homme ne soupçonne même pas. « Attention, poison ! » Elle est notre éclaireuse.

Impassibles, nous regardons s'abîmer un morceau d'intelligence de la planète des hommes. Car ce monde des abeilles, cette merveille d'organisation où l'improvisation s'ajoute à l'instinct, évoluant parfois à un stade supérieur à l'homme – quand il s'agit, par exemple, de capter le champ magnétique terrestre –, ce monde-là participe, comme la ronde des astres ou l'univers du for intérieur, du même mystère de l'unité vivante, et représente sans doute l'une des manifestations les plus sophistiquées de l'intelligence universelle.

Les abeilles interviennent dans la pollinisation de plus de deux cent mille espèces de plantes à fleurs : en assurant la distribution du pollen, le brassage des gènes et la fécondation croisée, elles orchestrent les amours des fleurs.

Mes déclarations provoquent en 2004 une montée de sève du côté des mastodontes du monde phytosanitaire, ainsi dérangés dans leurs œuvres.

On me menace. On coupe les budgets de publicité aux journaux qui se feront l'écho de mes accusations<sup>4</sup>. On me traîne en justice. Une armée d'avocats vient s'en prendre à mes affirmations. Ainsi que le ministre de l'Agriculture, Hervé Gaymard, qui me combat publiquement lors d'une grande émission télévisée. Le RPR et le PS laissent affleurer une vraie gêne sur le sujet. On les sent plus proches des firmes du « progrès agrochimique » que des lanceurs d'alerte du petit peuple des apiculteurs – qui ne pèsent presque rien dans les urnes.

Il faudra des années pour que soit reconnue la vérité, la vérité sur les chiffres de l'hécatombe qui ne cesse de s'amplifier, la vérité sur le fait que, partout où il n'y a pas de pesticides neurotoxiques – sur les toits de l'Opéra, en haute montagne, sur l'île d'Ouessant, etc. – les colonies d'abeilles demeurent intactes.



Il faudra dix ans pour que soit acceptée la vérité sur les causes : aujourd'hui, il n'y a plus de doute, deux études scientifiques récentes, publiées en 2015 dans la revue *Nature*, concluent à l'impact mortel des « néonicotinoïdes » sur les insectes pollinisateurs<sup>5</sup>. Récemment, une expérimentation a été réalisée dans seize champs de colza du sud de la Suède. Les chercheurs ont constaté « une diminution notable de la densité des abeilles sauvages, du nombre de nids d'abeilles solitaires ainsi que de l'extension et de la reproduction des colonies de bourdons ».

Notre pugnacité nous a valu, contre la classe politique et l'agrochimie, de gagner une première bataille sur le Gauchon et le Régent. Hélas le Gauchon reste autorisé sur le blé, l'orge, la pomme de terre, etc. Et l'imagination des firmes est sans limites. Elles contournent les interdictions et inventent chaque jour d'autres produits, infiniment plus discrets et plus performants<sup>6</sup>.

C'est la course à l'échalote. Les contrôleurs ne contrôlent rien, et ceux qui homologuent ferment les yeux. On a tout lâché : partout, les herbicides, les fongicides, les corvicides se mêlent au concert des empoisonneurs.

Au niveau mondial, les ventes de pesticides augmentent dans des proportions considérables, ainsi que la toxicité des produits vendus. Ceci conduit nécessairement à une pollution généralisée des écosystèmes de notre planète.

Avec soixante-dix mille tonnes de pesticides répandus dans nos sols, la France est devenue le premier consommateur européen. Les pesticides sont désormais présents dans tous nos écosystèmes, jusque dans nos estuaires où meurent, notamment sur les rivages atlantiques, les huîtres, les moules, les coquilles Saint-Jacques, les coques et les pétoncles.

Les risques sur la santé humaine sont dissimulés au public. Les fabricants des produits toxiques, ceux-là mêmes qui nous empoisonnent, vendent ensuite les médicaments dont ils sont aussi les concepteurs. Les pesticides sont des produits chimiques desti-

nés à tuer, il est donc assez logique qu'ils soient nocifs pour notre santé.

Pour avoir étudié la question, je peux affirmer que notre corps est imprégné de pesticides : tout adulte français héberge jusqu'à cinq cents produits chimiques industriels différents qui se sont accumulés dans les graisses. Les « polluants organiques persistants » se retrouvent dans les tissus adipeux, le cerveau, le lait maternel, le foie, le placenta, le sperme et le sang du cordon ombilical.

Quand j'ai conduit cette enquête sur les abeilles, je ne pouvais imaginer que je serais frappé, quelques années plus tard, par le cancer. C'était en novembre 2009. J'ai été pris en charge par l'Institut Curie. On a détecté, dans mon œil gauche, un mélanome de la choroïde. C'est, paraît-il, une tumeur rare. J'ai été traité par la protonthérapie. On m'a mis dans une sorte de capsule Gemini, avec un casque sur la tête. Et on a bombardé mon œil avec un accélérateur de protons. L'intérêt des protons est essentiellement balistique. Le proton est une particule lourde chargée, qui va déposer son énergie le long de sa trajectoire pour s'arrêter brusquement en un point, en délivrant un maximum d'énergie. Je ne fais là que répéter ce que les médecins m'ont dit. Leur haute compétence m'a ébloui. J'ai obéi comme un enfant. Merveille de la médecine française.

Mais la question demeure : comment attrape-t-on une telle tumeur ? J'ai voulu savoir. Et j'ai su. Selon l'INSERM, il y a une relation entre les pesticides et le cancer : « L'expertise a ciblé huit localisations de cancer : quatre cancers hématopoïétiques, ainsi que les cancers de la prostate, du testicule, les tumeurs cérébrales et les mélanomes. » L'empoisonnement est général. Depuis l'eau qu'on boit, l'air qu'on respire, où flottent de fines particules, la nourriture qu'on ingère et qui est chargée de molécules neurotoxiques.

Le comble, c'est que certains chercheurs estiment que, sur les deux millions et demi de tonnes de pesticides répandues chaque

année dans le monde, seulement 0,3 % atteignent effectivement leur cible. Le reste, 99,7 %, touche toutes les autres espèces vivantes. Peu à peu, nos défenses immunitaires s'affaiblissent, nous nous chargeons de poisons.

Il aura fallu un demi-siècle pour que le monde bascule ainsi. J'ai vécu ce basculement. Comme tant d'autres enfants de la campagne, j'ai vu disparaître les papillons et les coccinelles. Quand on entrait dans une grange, on sentait l'herboristerie, la menthe, la bergamote. Aujourd'hui, on sent l'ensilage.

Et on pique les poulets aux antibiotiques dans des hangars concentrationnaires.

Les hommes ont perdu la tête. Ils ont cru que la nature était un simple matériau. Qu'on pouvait la manipuler, la soumettre, la brutaliser. Et ils ont cru que les États et les frontières ne servaient à rien. Aujourd'hui, nous avons une nature dénaturée, empoisonnée, et des féodalités économiques plus puissantes que les puissances publiques.

Au siècle dernier, on pensait que Big Brother, ce serait un État. Aujourd'hui, on voit bien que ce peut être Google ou Apple, c'est-à-dire des entreprises mercantiles que rien n'arrêtera, aucune barrière, ni le manque d'argent ni le scrupule moral.

Terrible et curieuse coïncidence : on s'apprête en même temps à fabriquer un homme-pesticide et un homme bionique. Un homme empoisonné et un homme augmenté.

Les firmes vont se battre entre elles : ce sera Monsanto contre Google. Elles vont jouer avec les nanotechnologies, les biotechnologies, l'informatique et les sciences cognitives.

Elles croient que leurs trouvailles pourront délivrer l'homme de la mort. Elles ont foi dans le progrès postmoderne, modélisé comme une courbe ascendante à l'infini. Elles pensent que, par des avancées technologiques radicales, on s'approchera bientôt du « point de singularité », c'est-à-dire du moment où l'homme sera en mesure de construire un nouvel homme, défiant le temps.

La Silicon Valley est au travail, au cœur de cette Amérique qui est la fille difforme des Lumières.

Là-bas, on apprend à cartographier, séquencer notre ADN. On prépare un homme artificiel. On veut *tuer la mort*. Et créer un homme immortel, affranchi des servitudes de la matière.

Au fond, c'est la notion même de Nature qui est problématique pour les tenants de cette idéologie post-humaniste. Ils la refusent comme un obstacle au progrès et ne reconnaissent aucune barrière à la toute-puissance de l'homme.

Autour de Larry Page, le patron de Google, dont les ressources et les audaces sont sans limites, le post-humanisme prône un saut éthique : il ne s'agit plus de réparer l'homme, mais de l'augmenter. Ce changement de paradigme anthropologique n'est aucunement dissimulé, mais revendiqué : le transhumanisme est un projet *politique*. Et il va nous être imposé tout en douceur, par la société de consommation. Car c'est un narcissisme tentateur, irrésistible.

Nous nous éloignons peu à peu de la vision anthropologique dont nous sommes, nous Européens, les héritiers ; celle qui fut transmise par la pensée grecque, l'héritage judéo-chrétien et toute la philosophie occidentale.

Car, dans la société post-humaniste, la conception de l'homme aura changé et il n'y aura plus de place pour les handicapés ni pour les faibles d'esprit ou de corps, plus de place pour les « sous-hommes », insuffisamment performants. Toujours la même histoire, l'*hubris* dénoncée par les Grecs, l'orgueil monstrueux.

Le post-humanisme prépare la fin de toutes les charités. Au nom d'un monde meilleur, le meilleur des mondes.

Ce monde-là, on peut le visiter dès aujourd'hui. J'ai effectué, à l'occasion de la remise de l'Oscar du « plus beau parc du monde » – le Thea Classic Award – attribué au Puy du Fou à Los Angeles, un voyage en *Post-Humanie*. Immédiatement après la cérémonie, j'ai répondu à une invitation de la Silicon Valley, j'ai rencontré quelques dirigeants de la « Singularity University », le centre de la

pensée transhumaniste. Singulière université, en effet, où les élèves ingénieurs, scientifiques et entrepreneurs millionnaires reçoivent des cours dispensés par des ingénieurs, des scientifiques et des entrepreneurs milliardaires, dans des domaines aussi divers que la finance, la médecine, l'innovation. Un seul coup d'œil sur l'assemblée fait naître une certitude : le transhumanisme n'est pas un rêve de savants fous, mais un projet de businessmen qui ont les moyens de leurs ambitions.

Sur place, je demande à rencontrer Ray Kurzweil, cofondateur de l'université, qu'on surnomme le « pape » du transhumanisme. Ce spécialiste de l'intelligence artificielle est l'auteur d'un livre à la gloire de l'Humanité 2.0<sup>7</sup> dans lequel il affirme que l'intelligence non biologique dominera à partir des années 2030. Les nanorobots détruiront les agents pathogènes dans le corps puis remplaceront les neurones pour engendrer des organismes plus performants qui pourront se substituer au cœur ! Il imagine même qu'à partir des années 2040, nous pourrions changer de corps... Mais le « pape » n'est pas visible. C'est un de ses proches qui me raconte, des étoiles dans les yeux et des galaxies dans la voix, la nouvelle humanité qui se prépare.

– Nous pourrions changer la vie au sens propre et non plus au sens figuré, adopter des clones humains, sélectionner nos gamètes, sculpter notre corps et nos esprits, apprivoiser nos gènes, dévorer des festins transgéniques, voir les infrarouges, écouter les ultrasons, sentir les phéromones, cultiver nos gènes, remplacer nos neurones, ajouter de nouveaux sens, vivre vingt ans ou deux siècles...

Cet homme en baskets et pull à capuche qui me fait voyager dans le futur est intarissable. Derrière la folie lyrique qui habite ce *technoprophète*, je cherche à deviner l'homme neuf qui va naître. Grâce aux modifications génétiques héréditaires, on pourra augmenter l'intelligence de l'espèce. Et, à force d'imbrications entre le biologique, le mécanique et l'électronique, on en viendra à créer un homme aux organes démultipliés, aux poumons immortels et

aux cellules régénérantes, un homme capable de courir comme un guépard, de sauter comme un kangourou, de voir l'invisible, d'entendre l'inaudible, c'est-à-dire un être libéré de toutes les limites de la matière.

Cet affranchissement pose une question cruciale, non pas celle de savoir ce que sera cette humanité nouvelle, mais *qui* en sera. Ce rêve à portée de main – l'immortalité – que concoctent aujourd'hui les multinationales comme Google, Apple et les autres, est un rêve sélectif. Seuls les plus riches et les moins scrupuleux y auront accès.

Il ne faut pas se faire d'illusion. Dans son principe, le monde transhumaniste ne peut exister qu'au prix d'une inégalité structurelle, entérinée dans le patrimoine génétique de l'espèce : l'immortalité ne pourra être offerte qu'à une partie de l'humanité seulement. Le spectre de la surpopulation imposera une division injuste et arbitraire entre immortels et mortels.

Pour les transhumanistes, cette division de l'humanité en deux groupes, en deux catégories – surhommes et sous-hommes, immortels et mortels –, n'est évidemment pas un problème moral. Ce pourrait être un problème politique mais, m'explique-t-on, l'équilibre qui maintiendra ces groupes en paix est déjà trouvé : ce sera la loi capitaliste, la loi du marché, la loi de l'économie qui sera seule reconnue comme régulation des rapports humains par les firmes marchandes dont le transhumanisme est issu ; leur philosophie est simple : tout se vend, tout s'achète, tout s'échange.

Ainsi, les dominants vendront aux dominés, et les dominés aux dominants. Les « immortels » détenteurs de toutes les technologies vendront aux « mortels » quelques menues médecines. Et que vendront les « mortels » aux « immortels » ? Ce qu'il leur reste, leur corps – leur ventre, leurs tissus, leurs organes. En Inde, fonctionne déjà la première clinique spécialisée dans la maternité de substitution, où des centaines de femmes indiennes sans emploi peuvent gagner de l'argent en portant des enfants pour les couples sans enfant venant d'Occident. Bien organisés selon un

modèle économique rationnel, les « mortels » constitueront un gigantesque *vivier* de tissus organiques sains à ciel ouvert, propre à constituer le marché du commerce d'organes naturels. En Asie les foies, en Inde les poumons, en Afrique les reins. Devenir du bétail humain : voilà le futur lot de ces nouveaux damnés de la terre, ou plutôt de ces damnés de la technologie. C'est ce que Laurent Alexandre, dans *La Mort de la mort*<sup>8</sup>, redoute en parlant du « neuro-goulag ».

J'ai compris, en cherchant à bousculer les transhumanistes, que l'idée même de scrupule moral apparaissait dérisoire. Ils ont ri et leur réponse a fusé :

– Cela vous gêne-t-il beaucoup, par exemple, que l'espèce des tyrannosaures soit éteinte ? Eh bien, le destin des humains ne posera pas plus de problème moral pour les hommes-robots superintelligents du futur. Les humains sont considérés d'ores et déjà comme une *expérience ratée*. Vous savez, nous pensons qu'en cédant à la compassion, on risquerait de gâcher de grandes opportunités.

L'homme, « une *expérience ratée* ». Ces gens-là ont à ce point perdu l'intuition de la dimension spirituelle de l'homme qu'ils sont incapables de voir la beauté de la création. Je pense au logo d'Apple : voilà la pomme du Livre croquée, rongée jusqu'au trognon même. C'est le retour de la promesse mensongère originelle qui se trame en Silicon Valley, et que l'humanité s'apprête une seconde fois à proclamer : « *Sicut dei eritis* », « Vous serez semblables à des dieux »...

---

1. *Quand les abeilles meurent, les jours de l'homme sont comptés*, Albin Michel, 2004.

2. Ce récepteur s'appelle alpha-2 bêta-4.

3. Le fipronil et l'imidaclopride, substances actives du Régent et du Gaucho.

4. Notamment *Le Point*, à la suite d'un article courageux de Franz-Olivier Giesbert.

5. L'une de l'université de Newcastle, l'autre de l'université de Lund.
6. À titre d'exemple : le thiamethoxam, le thiaclopride, la clothianidine, le nytempiram.
7. *Humanité 2.0 : la bible du changement*, M21 éditions, 2007.
8. J.-Cl. Lattès, 2011.



## Hollande et les deux tabourets

---

La pendule sonne un coup discret. Presque imperceptible pour le visiteur. Mais parfaitement audible pour le président. Ce petit tintement léger comme un farfadet le comble : déjà un quart d'heure de passé. Échange formel courtois sur fond de désaccord abyssal. De temps en temps, une moue qui veut dire : « Quelle teigne ! » et un sourire qui répond : « Allez, encaisse ! ». La pendule revient à la charge, avec un tintement redoublé dans les aigus qui signale l'impatience élyséenne : le président vient de vous consacrer une demi-heure !

Le genou pivote. L'épaule s'incline. Le regard révèle l'exaspération. Je sens qu'il est sur le point de se lever. J'insiste :

– Monsieur le président, m'autoriserez-vous à voler à votre charge encore quelques minutes ?

– Euh, oui, bien sûr.

– Je voudrais, par simple curiosité, vous demander pourquoi vous semblez à ce point acharné dans votre refus d'inscrire, en préambule de la Constitution, l'expression des « racines chrétiennes » de l'Europe.

– Tout simplement parce que c'est historiquement discutable et politiquement maladroit... C'est absurde !

– Absurde ? Absurde de prétendre que l'Europe a des « racines chrétiennes » ?

– Écoutez... Les racines de l'Europe sont autant musulmanes que chrétiennes.

Comment donc un président de la République peut-il dire une chose pareille ? Jacques Chirac cède à la mode et la mode est aux turqueries. Je suis bien seul. Pour la première fois, la France

est conduite par un mamamouchi. Je lui écris<sup>1</sup> d'une plume incisive une adresse respectueuse mais ferme. En exergue, je reproduis la « recommandation » de la Commission de Bruxelles au moment où s'ouvre la négociation sur l'entrée de la Turquie au sein de l'Europe<sup>2</sup> : « La dynamique de la population turque pourrait contribuer à compenser le vieillissement des sociétés de l'Union européenne. »

Comme dirait Michel Audiard, les commissaires européens osent tout et c'est même à cela qu'on les reconnaît. Ils osent exprimer sur le mode majeur ce que nos politiciens pensent sur le mode mineur : que les vieilles nations sont finies.

Je refuse l'idée même d'une Constitution européenne. Car une constitution, c'est la règle suprême que se donne un peuple souverain pour conférer un statut à un État. Or, il n'y a pas de peuple européen et je ne veux pas d'un État postnational. Mais le refus d'inscrire les « racines chrétiennes » dans le préambule du texte en préparation en dit long sur les intentions de couper l'arbre de sa sève : on veut faire une Europe amnésique, aseptisée, sous vide.

Cette Europe est déjà à la dérive. Et voici qu'elle se renie elle-même. Elle ne sait plus d'où elle vient. Un mot de Paul Valéry me hante, qui désignait l'Europe : « J'appelle européenne toute terre qui a été successivement *romanisée*, *christianisée* et soumise aux disciplines et à l'esprit des *Grecs*. »

Aujourd'hui l'édifice, hélas, a tourné le dos à tous ses héritages. À commencer par celui des Grecs.

Pourtant l'Europe doit beaucoup à leur conception concrète de la Cité, qui se comprend comme un territoire précisément borné, vivant au milieu d'autres cités, c'est-à-dire sans prétention à nul expansionnisme et se gardant de la démesure, de l'extension infinie. C'est ce que rappela cent fois Démosthène face à l'obsession conquérante de Philippe, le roi de Macédoine. Le refus de la démesure est une leçon capitale pour la sagesse des nations.

Nous avons aussi recueilli un second héritage des Grecs, celui de la *démocratie* ; il est lié au premier car la démocratie ne peut se concevoir que dans un espace délimité par des frontières et entre des citoyens qui partagent un nombre suffisant de valeurs communes, de références, d'intérêts matériels ou moraux. Héritage essentiel du *demos*, c'est-à-dire du peuple qui doit demeurer libre de fixer pour lui-même les règles qui le régissent. La démesure supranationale complique sans cesse et finit par rendre impossible le libre exercice de la démocratie.

Pour que le citoyen soit associé à la défense d'un Bien commun, il faut, pour commencer, qu'il puisse en débattre avec les autres citoyens, ce qui, à tout le moins, suppose une langue commune. À l'évidence, cette condition n'est pas réunie dans l'Europe d'aujourd'hui – le député européen que je fus en a vécu tous les jours l'illustration dans les débats parlementaires. Ces débats n'en sont pas : la traduction des concepts politiques fondamentaux est très difficile. Et puis les députés ne débattent jamais entre eux, ils se bornent à lire des textes sans répondre à leurs prédécesseurs. Il n'y a aucun échange véritable. C'est le seul parlement au monde où on ne *parlemente* pas. On ne voit guère, d'ailleurs, ce que pourrait être la pensée d'un Bien commun, d'un intérêt européen supérieur qui n'entre pas dans les vues des uns ni des autres.

L'Europe des commissaires ne sera jamais un espace de débat, c'est-à-dire une démocratie à part entière. Pis, elle dissout les démocraties dans leur cadre national. L'Europe de Bruxelles a oublié Athènes.

Et la voilà qui, toute à son dialogue avec Ankara, tourne le dos à Rome, à l'héritage romain, le fameux chemin de ronde appelé *limes*, la « frontière ». Parce que la frontière, pour les Romains, est la condition de la loi. On n'imagine point de loi qui soit universelle. Toute loi s'applique à un territoire nettement délimité, pas au-delà. Les Romains ont substitué au modèle tribal le principe de la Cité, comme le montre Michel De Jaeghere dans un livre magistral<sup>3</sup>.

Et puis, le troisième héritage, à l'évidence consubstantiel à l'esprit européen, c'est le legs chrétien, « les racines chrétiennes ». Les principes politiques tirés du christianisme sont simples : d'abord, la séparation du temporel et du spirituel ; ensuite, l'inviolabilité de la personne humaine ; enfin, le refus de la puissance pour la puissance qu'illustra, dans la Bible, ce petit roi David qui jugeait qu'Israël ne devait accepter de puissance que celle qui était nécessaire au maintien de son indépendance : tel est le visage du prince modéré qui est, depuis des siècles, la figure inspiratrice de la « main de justice » et qui répond au fameux « *Nisi potestas a Deo* ».

Ces principes sont aux antipodes du gigantisme. Ce Léviathan sans âme qui pointe à l'horizon entend faire vivre sous l'empire des mêmes règles tous les peuples allant de l'Irlande jusqu'aux Républiques turkmènes, en quelque sorte l'Europe « de l'Atlantique à l'Aral » ; la technocratie de marché usurpe aujourd'hui, pour en trahir le sens, le beau mot d'« Europe ».

Le refus d'inscrire en 2004 dans le marbre de la Constitution européenne les « racines chrétiennes », au moment même où Bruxelles prétend faire entrer la Turquie dans l'Europe, ne relève pas seulement d'un exercice inouï de « théophobie » militante, avec, comme visée secrète, de nous faire accéder à une forme inédite de laïcisme absolu, sans précédent dans l'histoire des hommes. Il s'agit bien de changer la nature même du projet européen, de l'inscrire autrement dans l'histoire : on ferme la porte à Dieu. Pour faciliter l'entrée d'Allah ?

Ainsi, l'ensemble de nos héritages est aujourd'hui nié par cette appellation d'« Europe » qui est en réalité, derrière l'abus de mots, tout autre chose que l'Europe, une négation pure et simple de ses fondements, de sa nature composite, de sa tradition démocratique, de son exaltation de la loi et du droit.

Cette Europe qui se détourne de son patrimoine, sans *limes* ni identité, sans plus de prise sur le monde qu'un courant d'air entre deux océans, pourrait bien s'évanouir. Ce qui est donc en jeu,

sous la fameuse question européenne, c'est de savoir si l'Europe restera dans l'Histoire ou en sortira.

Au 14 juillet 2004, nous apprenons que le peuple français sera directement consulté pour adopter la « constitution ». L'inculture au sommet de l'État produit ses plus beaux fruits : la date choisie pour le référendum coïncide avec l'anniversaire de la chute de Constantinople, le 29 mai 1453. Un symbole.

Je vais me lancer à corps perdu dans cette bataille. Comme Don Quichotte à Lépante. À gauche, il y a Fabius qui vire au non. À droite, aucun poids lourd. J'irai donc croiser le fer avec les chefs du parti socialiste et de l'UMP.

J'essaie de faire comprendre que la logique du traité de Rome a été renversée et qu'on est passé d'une Europe de la coopération et de l'Union douanière à « l'intégration des nations dans une purée de marrons », selon l'expression gaullienne.

Devant l'Académie des sciences morales et politiques, le 27 septembre 2004, je suis invité, à l'orée de la campagne, à définir le « souverainisme ». Le mot va entrer sous les voûtes du quai Conti. Grande satisfaction métapolitique, petite joie sémantique. C'est un mot importé du Québec par notre équipe. Devant ce beau parterre de l'intelligence française, je le résume comme « la défense du primat du pouvoir légitime sur les pouvoirs de fait, selon la vieille dialectique où s'inscrit toujours la politique française dans ce qu'elle a de plus constant : la défense, vis-à-vis de l'extérieur, de la souveraineté de la nation face aux *hégémonies* et aux empires, et, à l'intérieur, l'affirmation de la souveraineté de l'État face aux *féodalités* de tous ordres, ainsi que l'illustration d'une civilisation originale dans un monde qui tend plus que jamais à nier l'originalité et la diversité des peuples ».

Les souverainistes sont les défenseurs de l'Europe qui a fonctionné, d'une Europe des États, du Marché commun et de la préférence européenne.

De réunion en réunion, je restitue les mots forts et précieux que m'a confiés Maurice Schumann avant sa disparition :

– Philippe, ne laissez jamais dire que c'est l'Europe qui a fait la paix. Car c'est l'inverse : c'est la paix qui a fait l'Europe. Le dessein des pères fondateurs était d'emballoter l'Allemagne et de contenir l'Union soviétique. C'est l'équilibre de la terreur, la bombe atomique qui a garanti l'absence de guerre.

On a beau argumenter, rien n'y fait. Nous sommes au pied d'une montagne dogmatique. La solitude me pèse. De plateau télévisé en conférence de presse, j'ai beau expliquer que le « oui » est cacophonique et le « non » polyphonique, on ne l'entend guère. Quand le « non » s'exprime, l'oreille des médias se fait paresseuse, voire hostile. Toutes les élites – politiques, économiques, culturelles, spirituelles – montent la garde autour du « oui ».

Je vais pourtant lever deux lièvres qui vont changer la donne : le plombier polonais et la photo de famille avec la Turquie.

Ce sont mes amis Christophe Beaudouin et Guillaume Peltier qui ont sorti, de derrière les fagots, la « directive Bolkestein », promise à une soudaine notoriété.

Par l'introduction du « principe du pays d'origine », la directive édicte qu'un prestataire de services sera désormais soumis aux dispositions légales de son *pays d'origine* et non pas du pays où il travaille. C'est une révolution ! N'importe quelle entreprise d'intérim lettone pourra venir exercer en France, mais en restant soumise au droit du travail letton, beaucoup moins contraignant. Comment faire entendre la portée de ce bouleversement ? En lançant dans le public une métaphore pédagogique. Je cherche une expression populaire qui parlerait à tous les Français. Très vite, je pense à Fernand Raynaud : « Qui c'est ? C'est le plombier... » Eurêka ! Je claques des doigts :

– Qui c'est ? C'est le plombier polonais !

J'inaugure la formule dans la salle des Quatre Colonnes, à l'Assemblée, puis sur Europe 1. Les journaux la reprennent, elle tourne en boucle. Le plombier polonais devient, à son corps défendant, l'artisan du « non ». Toute la plomberie du « oui » des

beaux quartiers est en péril. Le plombier polonais en salopette entre chez les Français, dans les bistrots et les deux-pièces. Partout où il y a des robinets qui coulent, il s'invite dans les familles, il éclipse Giscard – le Jefferson de l'Auvergne – et surclasse les orateurs ouiouistes – des robinets d'eau tiède.

J'ai allumé la mèche<sup>4</sup>. Le cordon court. Les défenseurs de la Constitution crient au mensonge ! Ils se prennent dans la trousse à outils. Plus ils se débattent, plus ils donnent au plombier de la notoriété. Je vais faire de Frits Bolkestein une figure allégorique en l'appelant désormais « Bolkestein-Frankenstein ». La presse flambe. Sarkozy et Hollande hurlent au populisme. Rien n'y fait, c'est une grande fuite. Sinistre à tous les étages.

Bientôt un événement inattendu se produit : j'obtiens le renfort de deux alliés imprévus pour propager ainsi ce mythe de campagne qui va vampiriser le débat référendaire. Deux alliés involontaires : d'abord, José Manuel Barroso, puis Bolkestein lui-même.

Depuis Bruxelles, le président de la Commission fait le voyage à Paris pour défendre son collègue, l'ami Frits. Avec une grande solennité, et en un parfait contretemps avec les partisans de la Constitution, il affirme, piqué au vif, que la Commission européenne n'entend pas revenir sur le « principe du pays d'origine ». Cette déclaration confond les apôtres ouiouistes qui, depuis quelques jours, juraient sur tous les tons que la fameuse directive était retirée. Le mensonge est éventé. Maladresse magnifique : la vérité sort de la bouche des enfants et parfois des commissaires, quand ils se comportent comme des enfants.

Mais Frits Bolkestein lui-même a pris la mouche. Il a décidé d'en découdre et de venir en personne se justifier à Paris<sup>5</sup>. Tous les journalistes se précipitent au-devant de Frankenstein-Bolkestein pour voir sa tête. Il y a foule à sa conférence de presse. Pince-sans-rire, il déclare :

– Je souhaite la présence de plombiers polonais pour faire du travail dans ce pays. Parce que c'est difficile de trouver un électri-

cien ou un plombier là où j'habite, dans ma maison de campagne, au nord de la France, près de Maubeuge, à Ramousies.

Enchanté de sa trouvaille, il rit à gorge déployée. La salle est interloquée et se met à rire aussi. Alors il ajoute qu'il cherche une nounou pour les enfants. La salle explose. Le plombier polonais prend du galon, la nounou roumaine fait son entrée en scène. Merci à l'ami Frits ! Toute la France parle de la résidence secondaire de Bolkestein. Giscard, l'auteur de la Constitution, crie à la xénophobie. Mais le fantôme du plombier polonais prospère. Avec sa pince-monseigneur, il va terrasser le dragon Frankenstein.

Les rieurs passent du côté du « non ». L'atmosphère de la campagne change, la foule afflue, les salles se remplissent, la colère gronde, le non monte. Partout on sent les Français submergés par un triple sentiment de dépossession d'eux-mêmes : la mondialisation, qui aspire nos forces vives ; l'immigration, qui dissout notre identité ; et l'Europe, qui mange nos libertés. Les Français voient, hagards, l'usine qui se démonte, la mosquée qui s'installe et le porte-monnaie qui se vide.

Le lièvre que j'ai levé – Bolkestein – en cache un autre qui gîte à Istanbul. Il est turc. Il s'appelle Abdullah Gül.

Le commissaire Barnier et Alain Juppé ont proposé à Jacques Chirac un coup magistral : le texte du « traité établissant une constitution pour l'Europe » sera adressé par la poste à tous les électeurs. Un pâté de cent quatre-vingt-dix pages. Indigeste. Illisible. Un embrouillamini. Comme un contrat d'assurance où les articles piégés sont écrits en lettres minuscules. Mal de tête garanti.

Les Français destinataires se partagent en trois catégories : ceux qui, sans le lire, le jettent au panier ; ceux qui s'agacent en le lisant de n'y rien comprendre ; et ceux qui au contraire le comprennent et s'en agacent encore plus. C'est une superbe opération de pédagogie à contre-emploi, aux effets dévastateurs. Devant Alain Juppé, visiblement heureux de ce joli coup de marketing direct, je brandis le document miracle :



– Avec ce cadeau dans les boîtes à lettres, monsieur Juppé, vous allez faire plus pour le « non » que nous ne pourrions le faire nous-mêmes.

Et j'ajoute avec un brin de malice :

– Vous aurez finalement apporté à Jacques Chirac deux contributions décisives : la dissolution de l'Assemblée en 1997 et la dissolution du « oui » en 2005.

En scrutant ligne à ligne le document, je fais une découverte formidable : le traité constitutionnel, signé par les chefs d'État, l'a été aussi par le Premier ministre turc. L'autographe est en bas de page, écrit en turc. Je fais rechercher la photo où on voit la Turquie à la table des paraphes de la Constitution, le 23 octobre 2004. Recep Tayyip Erdogan, la plume à la main, se trouve assis à côté de son ami Jacques Chirac. Il représente ainsi, auprès des vingt-cinq membres signataires de l'Union européenne, le vingt-sixième pays signataire. Je brandis la photo et le traité. On nous avait pourtant répété : « Ceux qui disent que la Turquie va entrer dans l'Europe sont des menteurs ! » Or la preuve est là. Et cette preuve a été envoyée par la poste au domicile de tous les Français.

C'est une déflagration. Oh, cachez-moi ce texte que je ne saurais voir ! Nous voilà à fronts renversés. J'invite les téléspectateurs à ne pas jeter à la poubelle le texte du traité et, au contraire, à le lire consciencieusement ; Juppé, lui, ne le juge plus nécessaire. J'insiste :

– Allez donc à la page 165. Et lisez l'instrument juridique qui permet d'identifier le texte : vous y découvrirez que la Turquie est déjà dans l'Europe.

Le « oui » flageole. Bras dessus, bras dessous, Nicolas Sarkozy et François Hollande montent sur les mêmes tréteaux. Et les mêmes *tabourets* puisqu'on les voit tous les deux à la une de *Paris-Match*, hissés sur deux sièges de bar. Ils se sourient, on dirait deux ravis des santons de Provence. Le Sarkholland trinque à l'Euroland.

Je les retrouve au grand débat de TF1, animé par Patrick Poivre d'Arvor. Avant d'écrire ces lignes, j'ai revu ce débat<sup>6</sup>. Avec le recul du temps, les images et les propos me paraissent surréalistes. Quel dommage qu'en France, la télévision n'exerce que rarement le droit de suite ! Avec le temps, ce qu'a dit le « non » s'est avéré, il était dans le réel. Ce que le « oui » a prétendu s'est révélé faux, il était dans l'utopie.

Ce soir-là, les deux compères du « oui » sont de nouveau côte à côte. L'un attend que l'autre ait fini de parler pour mentir à son tour. Nicolas Sarkozy s'insurge avec force :

– Non, la Turquie ne recevra pas de crédits de préadhésion. Non, la préférence communautaire ne sera pas supprimée. Non, il n'y a pas de renforcement prévu des pouvoirs de Bruxelles.

Hollande, quant à lui, fait chanter les surlendemain à venir :

– Il y aura plus de croissance, plus de prospérité et d'emplois. Les économies vont toutes converger. Déjà le monde entier nous regarde et nous envie. Les États-Unis n'ont qu'à bien se tenir. Demain l'Europe-puissance tiendra la dragée haute au monde entier...

Tous ces propos iréniques paraissent aujourd'hui tellement décalés !

Quelques semaines auparavant, le 13 janvier 2005 à l'Élysée, j'avais de nouveau rencontré le président de la République, à son invitation. Cette conversation m'avait édifié sur le « nominalisme politique » de nos plus hauts responsables, qui, d'un doigt, font tourner les mots comme des toupies au-dessus de leurs insouciances et de leurs légèretés. Ce matin-là, je lance à Jacques Chirac :

– Comment vous, le chef de l'État en charge de l'essentiel, en êtes-vous arrivé à vouloir placer la France sous curatelle ?

Il me regarde, courroucé, et me répond d'un ton cassant :

– Mais comment peux-tu dire cela ? Faire l'Europe, ce n'est pas défaire la France...

– Et l'article I-6 du projet de Constitution ?

- Mais c'est une histoire de juriste, ça !
- Une histoire de juriste ? La supériorité du droit européen sur tous les droits nationaux, y compris constitutionnels ?
- Il n'y a pas ça dans la Constitution française !
- Mais je vous parle de la Constitution européenne, monsieur le président. Celle qui va s'imposer, justement, à la nôtre.
- Mais non... Dans la Constitution européenne non plus, ça n'existe pas.

Il s'embourbe – il le sent –, il s'empourpre, s'agite, croise et décroise ses longues jambes. Puis il assène – en me vouvoyant pour mettre de la distance avec l'importun que je suis :

- Il n'y a pas un juriste en France – vous m'entendez ? – pas un juriste qui va vous croire !

À cet instant précis, en observant son regard ulcéré et troublé, je comprends qu'il n'a pas lu le texte. Et qu'il s'en moque. En fait, il veut me dire : votre argument n'intéressera justement que les juristes, les spécialistes. Mais pas le peuple, loin de ces considérations sophistiquées.

En réalité, depuis des années, nos hommes politiques ne savent pas ce qu'ils signent : Marrakech, Schengen, Amsterdam, Nice, etc. Ils se laissent porter par la vague, de sommet en sommet, et procèdent par petits abandons, croyant sauver leur peau, guidés par une seule hantise : qu'on ne puisse jamais les prendre en flagrant délit de *tiédeur européenne* et que jamais on ne les soupçonne d'avoir cédé « aux égoïsmes nationaux ». Car voilà le pire péché. Impardonnable. Aux yeux des médias. Quand nos politiciens se mettent « en mode Europe », à Bruxelles, ils interdisent toute protection de nos marchés nationaux. Mais, quand ils se trouvent devant des paysans en colère, ils se mettent « en mode France » et s'écrient : « Il faut acheter français ! »

Alors, quand une pensée un peu française leur traverse l'esprit, ils la chassent. Ainsi notre pays n'est-il plus défendu ! Ses intérêts vitaux sont bradés. Au nom d'un impératif moral supérieur à

notre survie en tant que nation, on nous assène : il faut que la France meure pour que les Français vivent...

Au soir du 29 mai 2005, beaucoup ont cessé de se laisser abuser. Le « non » l'emporte. Je pèse mes mots en écrivant mon communiqué de victoire. Dix ans après, je m'aperçois qu'il n'a pas pris une ride : « Le référendum a révélé une véritable fracture, comme s'il y avait deux France. Celle de la mondialisation heureuse a passé son temps à expliquer à celle des déchirures, de la friche et de la peur : la France est une nostalgie résiduelle ; la Turquie, une chance ; l'euro, une réussite ; la mondialisation, une aubaine ; l'immigration, une aube nouvelle ; les incendiaires, des victimes ; les casseurs, des cœurs tendres ; la société multiculturelle, notre destin. Ce soir, la France des terroirs, qui souffre, interpelle la première en son exil doré : "On n'emporte pas la patrie à la semelle de ses souliers." »

Dix ans ont passé. Tous ceux qui disaient le vrai sont partis ou sont oubliés. Et ceux qui se sont toujours trompés occupent encore le devant de la scène. Comme si l'imposture, à condition de s'y complaire, était un gage de longévité. Drôle d'époque où les crédulités et les innocences couronnent et récompensent les séductions de l'erreur et la rédemption par le mensonge.

- 
1. *Les Turqueries du Grand Mamamouchi*, Albin Michel, 2005.
  2. Le 6 octobre 2004.
  3. *Les Derniers Jours : la fin de l'Empire romain d'Occident*, Les Belles Lettres, 2014.
  4. L'histoire est bien racontée par *Libération* le 11 juin 2005 : « Retour sur le plombier polonais ».
  5. Le 6 avril 2005.
  6. « Face à la Une », débat sur le référendum européen, 9 mai 2005, INA.

## Nicolas, le lapin-tambour

---

Quelques semaines seulement après le référendum du 29 mai 2005, le « non » du peuple français a été méticuleusement contourné. La machine a repris sa marche en avant comme si de rien n'était : la négociation sur l'entrée de la Turquie a commencé à la date prévue, en octobre 2005. Sous la présidence de Jacques Chirac, deux chapitres de questions à régler ont été ouverts. Sous celle de Nicolas Sarkozy, onze. Sous celle de François Hollande, un seul. Le rythme s'est ralenti mais n'a pas été suspendu. Les dés roulent.

La Turquie a conservé son statut d'« État candidat ». 4,454 milliards d'euros de « subventions de préadhésion » seront même versés pour la période 2014-2020. Qui le sait ?

Le secrétaire d'État aux Affaires européennes Jean-Pierre Jouyet a affirmé, au nom du nouveau président Nicolas Sarkozy : « La France n'a pas l'intention de briser le processus de négociation actuellement en cours <sup>1</sup> . »

Le ministre Kouchner, au nom du Quai d'Orsay, a multiplié les déclarations tonitruantes : « La Turquie est en Europe, les opposants à l'adhésion ne cherchent qu'à maintenir une Europe conçue comme un club chrétien, réservé aux pays de tradition chrétienne. Il convient de tendre la main à la Turquie. »

Rien n'a changé. L'hirondelle du « non » n'aura volé qu'un seul printemps. Quant à la directive Bolkestein, elle a servi de prémices à une novation majeure : dorénavant, le système des pavillons de complaisance n'est plus réservé au droit de la mer. Les législations nationales elles-mêmes sont désormais soumises à l'impératif de rentabilité. Les entreprises vont et viennent pour faire leur

*law-shopping* sur le marché des normes. Le nombre des « travailleurs *low cost* », « détachés », a bondi de 780 % en dix ans. Peu à peu, le droit applicable glisse du territoire à la personne, physique ou morale. L'Europe d'avant-garde retrouve finalement le vieux système barbare de la personnalité des lois, comme au temps où le juge demandait à chacun : « Sous quelle loi vis-tu ? », pour lui appliquer le droit de sa tribu. C'était au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, dans la Gaule des Mérovingiens.

De la souveraineté des peuples à la suzeraineté des marchés, le « progrès » masque ainsi une involution historique, un retour à l'aube du Moyen Âge. Dans la société médiatique, les mots prennent du volume à mesure qu'ils perdent leur sens. Le consumérisme politicien a tout emporté. D'un candidat à l'autre, on zappe. On n'est plus que dans un jeu de frimousses.

La campagne présidentielle de 2007 fut à cet égard un chef-d'œuvre de marketing. Un exercice d'escamotage et de haute voltige. Nicolas Sarkozy enchaîna avec brio les saltos avant et les saltos arrière pour « réconcilier la France du oui et la France du non ». Il fallait réussir l'exploit de faire voter avec le même bulletin ceux qui croyaient encore à l'Europe et ceux qui n'y croyaient plus, ceux qui avaient réclamé une constitution et ceux qui l'avaient rejetée. Faire monter, ensemble, dans la même bétailière, les coqs gaulois du « non » et les cabris devenus chèvres depuis la défaite du « oui ».

Le traité constitutionnel qui avait été enterré à Paris devait renaître de ses cendres à Lisbonne en 2007. La présentation en fut redessinée. Seul l'emballage devait changer. L'artiste réussit son exercice de mystification. Rares furent les voix qui s'élevèrent pour protester. Car c'était une filouterie.

On a accusé Nicolas Sarkozy de duper son monde. Moi qui le connais bien, je ne crois pas qu'il mente. Il est dans l'instant. Et c'est l'instant qui change. C'est un capteur d'ondes. Il est médiumnique. Il cherche le bon tempo. Voilà pour la forme. Mais, sur le fond, il ne change pas. Il est américain, du « parti républicain », ci-

toyen du monde. Il se conduit comme un obligé, son quinquennat fut celui de la triple soumission : à l'Amérique d'abord – il fit rentrer nos armées et notre diplomatie au bercail de l'OTAN ; à Bruxelles ensuite – avec le traité de Lisbonne ; à l'islam enfin – avec la création du « Conseil français du culte musulman » et sa déclaration sur « l'islam de France » qui inaugure une nouvelle ère, celle de l'islamisation de la France.

Il n'a pas de doctrine. Il veut simplement être aimé. Il trahit beaucoup moins qu'il n'est trahi lui-même. Il faut dire qu'à gauche comme à droite, tant dans les grands partis politiques qu'au sein des équipes gouvernementales, les valeurs de reconnaissance et de loyauté ne sont plus de saison. L'esprit chevaleresque a cédé le pas aux « tontons flingueurs ».

À chaque fois que Nicolas a effectué une nomination et qu'il a eu à choisir entre deux prétendants, il a fait un jaloux et un ingrat. Le jaloux s'égosille et se pose en victime ; mais l'ingrat, méthodique, pique, tel un scorpion. C'était déjà vrai du temps des corridors, des dagues et des toges. Mais l'honneur était sauf car il y avait aussi les duels du petit matin.

Ce qui est nouveau – et même récent – dans la vie publique aujourd'hui, c'est l'utilisation à des fins mortelles des canaux médiatiques et judiciaires. La presse et la justice n'ont qu'à se baisser pour ramasser la bonne info, la bonne fuite, déposée au bon endroit.

On peut vitrifier un concurrent en le confiant à une officine qui va le scanner et le mettre entre les mains d'un juge d'instruction. La nouvelle génération de magistrats en mal de notoriété foisonne de ces petits juges qui sont ravis de l'aubaine. Certains de leurs aînés leur ont appris à l'École nationale de la magistrature à haïr les puissants, on leur a inculqué que ce sont forcément des salauds et que le pouvoir et ses convoitises sont par définition criminogènes. Faute de changer la société et de pouvoir faire la révolution en place publique, les juges font leur révolution de palais. C'est l'esprit même du « Mur des cons » qui affiche la liste des

proscrits qu'il faut faire tomber. Beaucoup d'hommes politiques, pour régler leurs comptes, se font occasionnellement auxiliaires de justice.

Partout où il y a un numéro un et un numéro deux, c'est toujours la même histoire de Iago et Brutus : le premier se plaint du second, trop envahissant, le second travaille à la mise hors jeu du premier. Le tandem Sarkozy-Fillon relève à cet égard d'une des plus belles figures allégoriques du flingage mutuel. Mais le comportement des deux hommes est différent. Sarko est fort en gueule avec Fillon mais les choses s'arrêtent là. Fillon, lui, a la culture du secret. Il se livre peu. Il a été élevé à Solesmes. Il en a gardé l'air onctueux. Il est monocorde et pratique le silencieux.

Je connais très bien François depuis l'enfance. Sa famille est vendéenne, il est originaire de mon canton. Plus tard, je l'ai retrouvé au Mans, quand je faisais mon service militaire au 2<sup>e</sup> RIMA. Il était l'attaché parlementaire très puissant du ministre Joël Le Theule. Déjà, à l'époque, il était enclin à la confiance de Vendéen à Vendéen. Plus tard, avec Olivier Guichard, nous l'avons soutenu à bout de bras pour qu'il devienne président de la région des Pays de la Loire. Il m'en a été reconnaissant et nous avons toujours gardé des liens de confiance. Puis nous avons combattu ensemble contre le traité de Maastricht. Il contrarie sa nature. C'est un blanc déguisé en bleu ; beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît.

Je me souviens d'un déjeuner, le 9 octobre 2008, à Matignon. Ce jour-là j'ai découvert que, derrière l'homme placide et impeccablement peigné, avec sa raie de premier communiant, il y avait une nature fragile, éruptive, explosive. Nous déjeunions sur la pelouse, tout près du pavillon de musique. Dès l'apéritif, son portable s'est mis à vibrer. Le visage crispé, il s'abandonne un instant :

- C'est Sarko. Il attendra.
- Tu fais attendre le président ?

François, visiblement excédé, me répond :



– Il n’a qu’à me traiter autrement ! Chaque jour est une humiliation. J’ai déjà démissionné deux fois. Insupportable.

Le portable sonne de nouveau. Je suis stupéfait. Quelle ambiance ! Voyant ma surprise, il m’explique, fourchette en l’air, que Sarko ne respecte que les rapports de force. En souriant, je lui glisse :

– Tu es devenu méchant ?...

– Non, au contraire, je suis trop gentil. Si je lui faisais du mal, alors il me respecterait ! Tu n’imagines pas les colères de Sarko : je tiens mon téléphone à bout de bras et j’attends que l’orage passe.

Je suis effaré par tant d’animosité entre les deux hommes. En partant, il me glisse à voix basse énigmatique, un précepte de son mentor Le Theule :

– Tu sais Philippe, en politique, pour nuire, il faut être proche...

Quelques mois plus tard, le 10 novembre 2009, il m’invite à déjeuner de nouveau sans autre raison apparente qu’amicale. Il s’en prend à ma naïveté en s’agaçant :

– Depuis que tu es dans le Comité de liaison de la majorité, je t’observe, tu as l’air tout coiffé de Sarko. Tu devrais faire attention. C’est un monteur de coups redoutable. Il va t’utiliser. C’est un homme qui ne s’embarrasse jamais des autres.

Alors il penche la tête, l’air désolé, avec son visage de jeune homme candide et offusqué. Il hésite un instant et, en frappant sur la table avec le manche de son couteau, il finit par me livrer cette confidence :

– Tu verras, Philippe, ça finira mal. C’est Sarko qui fera tomber Sarko. Il fait n’importe quoi et multiplie les imprudences. Je le lui dis pourtant, mais il ne m’écoute pas.

– Il y a des affaires embêtantes ?

– Sarko répète toujours à propos de Villepin : il finira pendu par moi à un croc de boucher. Eh bien, moi, je te dis, Philippe : si ça continue, c’est Sarko qui finira à un croc de boucher. Et c’est la Justice qui l’accrochera. Elle sait tout.

Dans l'instant, j'ai mis cette parole sur le compte des outrances verbales dont les hommes politiques sont coutumiers. Mais elle m'a quand même troublé par sa virulence, qui contrastait avec le tempérament sans aspérités de mon ami François.

La déliquescence des mœurs politiques donne ainsi le spectacle navrant d'une piscine sanguinolente où les caïmans et les crocodiles se mangent entre eux. Clemenceau disait : « La démocratie, c'est des rats dans un égout. » Mais le pire du pire, c'est la déliquescence de la pensée politique. On est dans le « ouïne », la « droiche », très loin du vieux précepte : « que ton oui soit un oui, que ton non soit un non ».

Le sarkozysme a changé la politique. Il a installé un nouveau modèle d'homme public qui « parle à l'amble », comme il arrive qu'on « marche à l'amble » : l'incoordination est préméditée, entre les bras et les jambes, les serments et les actes. Ce qui compte, c'est la force de l'instant. Le mot qui fait mouche. Et qu'on oublie, l'instant d'après.

Pendant les campagnes présidentielles, il n'a pas son pareil pour respirer l'air du temps, il hume les salles, observe les moutons blancs sur la houle. Il ne s'entête pas. Il cherche les courants chauds. En ce temps-là, quand il se sent perdu, il hèle celui qu'il appelle « l'alchimiste », le docteur Buisson.

Alors il l'installe en face de lui, le boîtier à la main. Il s'absente de lui-même. Il est tout en frémissement, tout en candidature, prêt à tout entendre, à tout répéter. Il regarde l'alchimiste ouvrir sa petite mallette, sortir ses cornues, les aligner sur la table, verser les liquides, rouge, vert, bleu. Ce sont des prélèvements d'opinion. Sous l'œil attentif et fasciné de Nicolas-le-zappeur, l'alchimiste fait ses mélanges. Les couleurs, les mots ont été testés sur des échantillons de cobayes, des « panels représentatifs ». Il y a deux cornues qui restent vides. Les cornues de la « mondialisation heureuse » et de la société multiculturelle. En revanche, Nicolas regarde avec une fascination gourmande la troisième. Celle-là est pleine à ras bord : c'est celle de l'« Identité nationale ». Le mot fait

un malheur chez les goûteurs. Alors Nicolas surmonte ses aversions. Il faut faire le job, prononcer les mots qui conviennent, esquiver ceux qui fâchent : Racines : + 5. Protections : + 3. Identité : + 15. Europe : – 5. Construction de mosquées : – 15. La séance est terminée. On range les cornues. On a le bon mélange. Il a fait prévenir Arlette Chabot qui attend le scoop<sup>2</sup> :

– Dès mon élection, je créerai un ministère de l'Identité nationale.

Vives protestations à gauche. Trois jours après, la courbe de Sarko repart à la hausse : cinq points d'un coup. Merci, docteur Patrick.

Nicolas prend sur lui quand il est en campagne. Un vrai compétiteur qui n'hésite pas à dissimuler ce qu'il est vraiment. Ses dilections le portent plutôt vers le Qatar que du côté du plateau de Millevaches ou du Mont-Saint-Michel. Son bureau de la rue de Miromesnil est tapissé de photos touchantes, dont la plus récente date du 20 décembre 2014 : ils sont tous deux, côte à côte, Valls et Sarkozy, à entourer le prince Nasser Al-Khelaïfi, en une circonstance particulière, la fête nationale du Qatar, qui a eu lieu au Qatar-Saint-Germain.

Un jour, Nicolas, seul à seul, me glisse avec fierté, en déjeunant :

– J'aime cet homme, mon ami Nasser. Je te confie un secret : il m'appelle « mon frère ».

Je lui réponds pour le mettre en garde :

– Le Qatar ne finance pas que le Paris-Saint-Germain. Ne t'es-tu jamais interrogé sur d'éventuels liens avec le terrorisme ?

Mais il est fidèle en amitié et ne changera pas ses habitudes de conférencier exotique.

Je me souviens d'un long déjeuner à sa mairie de Neuilly où il m'avait ouvert son cœur. Il est vrai que les circonstances s'y prêtaient, c'était quelques jours après sa défaite européenne, cuisante, humiliante et qui ouvrit devant lui un trou noir. Il s'était fâché

en direct sur le plateau de Patrick Poivre d'Arvor, avait refusé de me serrer la main. Et, au démaquillage, il m'avait incendié :

– Tu m'as insulté pendant la campagne en me traitant de lapin-tambour !

Hélas, c'était vrai. J'avais cédé à un bon mot. Depuis, tout le monde l'appelait le « lapin-tambour ». C'était à Tours le 20 mai 1999, la salle s'échauffait. Je feignais l'apitoiement sur la liste concurrente. Je mimais les petits coups d'épaule... Soudain, par la pensée, je revis un spot publicitaire à succès qui vante les mérites des piles Duracell. L'image du lapin-tambour s'imposa à moi. L'association des mimiques est irrépressible. Je lançai à la salle :

– Sarkozy, il me fait penser au lapin-tambour Duracell. Il répète en agitant ses baguettes : « J'aime la politique... j'aime la politique. » Eh bien moi, j'aime la France.

Toutes les télévisions en firent leurs choux gras. Mais, dans les couloirs de l'Assemblée, j'allai vers lui pour lui présenter mes excuses. Il s'en montra touché et m'invita à déjeuner, à sa mairie de Neuilly.

Le 16 juin 1999, je vois un homme sans rancune mais au fond du trou. Il paraît complètement défait et m'annonce dès l'entrée sa sortie :

– Je quitte la politique. Je retourne dans mon cabinet d'avocat. Je n'en peux plus. C'est un métier de guignol.

– C'est définitif ? Tu devrais réfléchir un peu avant de l'annoncer. Tu sais, la politique, ça va, ça vient...

– Oui, Philippe, mais toi, tu as un port d'attache, où tu peux te réchauffer. Moi, non. Toi, tu as tes racines ici. Moi, non. *Ce pays ne me dit rien*. Avec Cécilia, nous ne sommes heureux qu'à Buda et à New York.

Le regard est douloureux. Il me semble désemparé. Je ne sais quels mots improviser pour ne pas mettre de chaux vive sur la plaie.

Ce jour-là, j'ai compris que Nicolas se sent de passage, il préfère le voyage à la pérennité. Pour lui, la politique est une expé-

rience, un terrain de jeu, la province française un exotisme. Plus tard, quand il a été élu président, à l'Élysée, il m'a confié :

– Je ne ferai qu'un mandat. En cinq ans, je vais tout changer. Et après, je partirai faire du fric, comme Clinton...

Il ne croit pas à l'œuvre du temps. Il croit que la politique, c'est le mouvement perpétuel. Il pense vraiment, comme un ludion électronique qui toupille et pirouette, qu'il faut « tout changer », renverser la table. Comme Clinton. Comme si la France, un vieux pays fragile, chargé d'histoires sédimentées, ressemblait à l'Amérique. Le Sarkoland incarne d'une manière emblématique cette nouvelle génération politique qui n'est plus adossée à la France mais à la postmodernité. Tout ce qui est pérenne devient sujet à dérision. Tout ce qui demeure apparaît suspect. On change de chaîne, on change de mœurs, on change de produit, on change de président : on a eu Sarko, on a Hollande. Savon cric, savon crac. Un tabouret chasse l'autre. Les deux compères n'ont que le mot « réforme » à la bouche : en fait de réforme, ils entendent adapter la société aux contraintes extérieures de la tornade mondialiste. Quitte à détruire les tissus conjonctifs et à répandre l'injustice.

Les deux siamois de *Paris-Match* ne se quittent plus. Ils étaient côte à côte, ils sont face à face. Mais, comme pour les chaises musicales, c'est toujours la même tonalité. La même politique, ou plutôt la même absence de politique, le même mélange de segmentation et de show-business, le même culte de l'image. Seul le style change, chacun a ses coups de menton, ses intonations, ses premières dames, l'une qui chante et l'autre qui fait chanter.

Un président « normal » succède à un président « anormal », à la tête d'une France normalisée, avec de moins en moins de pouvoir. Le pouvoir, c'est quand on l'a. Ils ne l'ont plus. Ils n'ont conservé que les afféteries. Ils font des lois qui n'en sont plus pour amuser la galerie. Quand il n'y a plus de mœurs, on fait des lois. Une société vivante, qui a encore des mœurs, fait peu de lois. Montesquieu nous l'avait pressenti : « C'est une très mauvaise politique que de changer par les lois ce qui doit être changé par les

manières<sup>3</sup>. » En réalité, le pouvoir est un composé : il y a la *potestas*, le pouvoir de gouverner, et l'*auctoritas*, l'aura, la puissance symbolique. Un monarque qui perd l'*auctoritas* perd le respect qu'on a pour la fonction. Un monarque qui fait des lois est faible.

Or, aujourd'hui, on a perdu à la fois la *potestas* et l'*auctoritas*. La *potestas* est partie à Bruxelles et l'*auctoritas* dans les médias. Le roi est nu, il ne reste que le casque et le scooter. Un pouvoir sans un minimum de durée et de sacralité n'a plus de légitimité. Il vit, il survit comme le petit homme d'aujourd'hui. C'est un pouvoir désaffilié. Il ne recherche plus cette alliance séculaire avec le Temps qui, seul, peut donner profondeur et hauteur, au-dessus des impatiences trop humaines. Il n'a plus d'horizon, car il ne se retourne que vers un passé convenu, qui est une projection du présent, un passé de remords, reconstruit, qui renvoie au miroir brisé de nos hontes ultimes.

Je repense souvent à l'histoire allégorique des bâtisseurs de cathédrales qui, après l'effondrement du chœur de Beauvais, ont eu la sagesse de renoncer à pousser toujours plus loin vers les nuages les hauteurs de leurs voûtes.

Ceux qui veulent sauver l'humanité en s'échappant d'eux-mêmes finissent toujours par la rejoindre en leur commune perdition. À vouloir aller trop loin, on se perd en chemin. Il faut retrouver la mesure et l'humilité, comme le conseillait Albert Camus : « De nombreuses générations ont cru que leur mission était de *refaire* le monde. La nôtre devrait se donner pour mission d'éviter qu'il ne se *défasse*. »

Aujourd'hui, à l'école, on serine aux enfants : « Il faut sauver la planète », et on leur fait perdre le sens des voisinages et des charités élémentaires. On leur donne le goût des urgences lointaines. Le politicien ressemble à ce gosse qui court dans tous les sens au nom des fraternités cosmiques. Il n'a plus de mémoire non plus que de dessein, il devient fou. Fou de plaisir, fou de l'instant, le fou de Chesterton qui a tout perdu sauf la raison.

Combien de temps une patrie peut-elle ainsi s'oublier elle-même ? Combien de temps peut-elle vivre sans patriotisme ? Peut-elle seulement survivre, amnésique ? Nos politiciens ont perdu l'idée de France. Or une nation n'existe pas sans contours ni conteurs. Si elle cesse de se définir et de rêver, si elle perd ses frontières et son dédale historique et romanesque, elle s'abîme. Ainsi a-t-on soustrait tout un peuple à l'intuition précieuse du Temps long. Pendant que prospèrent en toute discrétion ceux qui sont ses ennemis mortels.

- 
1. Juin 2008.
  2. « À vous de juger », 8 mars 2007.
  3. *De l'esprit des lois*, livre XIX, ch. XIV.

## Tariq Ramadan, le maître de la Taqiya

---

Il a une silhouette archétypale de l'ancienne Égypte. Raffiné, élégant, un peu ahuri, une sorte de hiéroglyphe échoué sur la rive. Il parle peu, il a le regard intérieur du scribe, la moue du Sphinx. Souvent, il se retourne, pour s'assurer que son escorte est bien là. Quatre carabiniers veillent sur lui, même dans l'enceinte du Parlement européen. Ils ne le lâchent pas. Car cet homme est menacé. Une *fatwa* de condamnation à mort pèse sur lui. Converti de l'islam au catholicisme, Magdi Allam a reçu le baptême le 22 mars 2008, lors d'une veillée pascalle, des mains du pape Benoît XVI dont il est proche. Il s'appelait Magdi, il se prénomme Christiano. Même s'il vit ainsi, jour et nuit, sous haute surveillance, rien ne l'impressionne. Rien ne le fera taire. Dans un français parfait, orné d'un accent italien succulent, il me répète souvent :

– J'espère que mon baptême servira d'exemple aux rares musulmans convertis au christianisme, obligés de cacher leur nouvelle foi de peur d'être assassinés par les terroristes islamistes alors que des milliers de convertis à l'islam vivent sereinement leur croyance sans aucune menace.

À Bruxelles, on garde ses distances avec lui. Les députés l'observent de loin comme une bête curieuse. Beaucoup d'entre eux le perçoivent comme un provocateur et un hurluberlu. S'il est si peu entouré, c'est qu'on a peur qu'il porte la poisse. Il ne faut pas être vu à ses côtés. Sa compagnie peut défaire les réputations. Car on le dit « islamophobe ». Avec sérénité, il vit cette quarantaine, dépouillé de toutes les vanités. Il offre sa solitude comme un acte de courage oblatif pour le « rachat des lâchetés occiden-



tales » afin d'épargner, sur leurs chemins tranquilles, tous ceux qui ne veulent pas voir les malheurs à venir.

Il regarde l'Europe comme un fruit mûr qui va tomber dans l'escarcelle de l'islam. Souvent, il me répète :

– Il n'y aura pas de choc de civilisations. Car la vôtre va se coucher.

Je lui raconte l'histoire de mon livre *Les Mosquées de Roissy*<sup>1</sup>. L'exaspération des Services secrets devant l'inertie de nos gouvernants les a conduits à me confier plusieurs rapports confidentiels sur l'islamisation rampante de la France. En comptant sur ma hardiesse afin qu'ils soient publiés « pour faire bouger les lignes ».

Ainsi suis-je en mesure de révéler dès 2006 que, sous le tarmac de l'aéroport de Roissy, pénétré comme un gruyère par les islamistes, il y a au moins vingt-sept salles de prière. Je fais découvrir, à travers mon enquête, preuves à l'appui, que des islamistes sont parvenus à infiltrer les services de sécurité des grands aéroports et à prendre le contrôle de zones entières où transitent bagages et passagers.

Ce noyautage discret inquiète les Services de renseignement qui écrivent en conclusion de leurs notes d'alerte adressées au sommet de l'État : « L'islamisation avance sans bruit mais avec un indéniable esprit de conquête. » Le scénario n'est pas difficile à prévoir : « La confrontation est devant nous, à l'extérieur et à l'intérieur. »

À la sortie de mon livre, le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, tente de désamorcer la polémique par des gesticulations rassurantes. Il se rend lui-même à Roissy. On étouffe le débat. La réaction du milieu politique sera finalement... le déni. « Il n'y a aucun risque d'une épreuve de force. Il y a juste quelques tensions. »

On livre au public inquiet un impeccable syllogisme. Certes, l'islam *radical* existe. Mais l'islam *modéré* ne demande qu'à le vaincre. Il faut donc encourager l'islam modéré. L'islam radical est plutôt dans les caves. L'islam modéré est plutôt dans les mos-

quées. Il faut donc sortir des caves et construire des mosquées. En développant ainsi l'islam, on fera reculer le terrorisme, « dont les musulmans sont les premières victimes ». C'est déjà la même antienne.

Aujourd'hui, on constate que c'est le plus souvent dans les mosquées, au contact de certains prêches de feu extrémistes que se forme la nébuleuse des terroristes, ainsi endoctrinés au jour le jour.

Dix ans après cet avertissement, la guerre est bel et bien là, à nos portes. Soixante-dix ans après la paix de 1945, l'armée française se déploie sur notre territoire, afin de protéger nos concitoyens menacés par les combattants de l'ombre de l'islamisme. Bientôt, en juin 2015, on égorgera sur le territoire national, du jamais-vu depuis la Révolution française.

Au même moment, nos soldats se projettent sur les théâtres extérieurs contre les djihadistes qui égorgent ou crucifient des Coptes ou des Chaldéens refusant de prononcer la profession de foi musulmane.

Deux cents millions de chrétiens d'Orient et d'Afrique sont menacés de mort. Partout dans le monde, « les adorateurs de la Croix doivent payer, se convertir ou mourir ». L'État islamique fait apposer sur leurs maisons la lettre « N », signifiant Nazaréen, s'inscrivant ainsi dans la tradition des signes distinctifs de sinistre mémoire.

Pourtant, ces chrétiens sont là-bas chez eux, à perpétuelle demeure, depuis deux mille ans. Ils y sont nés et y ont pris racine bien *avant l'islam*, bien avant la croisade. C'est donc de leur terre ancestrale qu'ils vont être chassés. Cette guerre est mondiale. Chez nous, c'est une guerre d'intimidation. En Orient, c'est une guerre d'élimination.

Au loin, les chrétiens sont persécutés, chez nous, l'enjeu est d'abord sémantique et pénal : la christianophobie est une opinion, l'islamophobie est un délit.

Nous sommes en voie d'*houellebecquisation*. Les aiguilles ont tourné. Avec la peur. Et la soumission. C'est un implacable mouvement d'horlogerie. « Tout se passe comme si l'islam radical voulait effacer toute trace des deux monothéismes qui l'ont précédé<sup>2</sup>. »

Cette guerre, j'ai bien peur qu'elle ne soit perdue d'avance. Les islamistes ont l'argent du pétrole, ils ont le nombre : « L'enfantement est le djihad des femmes », résume Annie Laurent ; la submersion démographique est en marche. Ils ont la force du caractère – haute pression spirituelle contre basse pression spirituelle. Et puis, celui qui dispose de sa vie dispose de celle des autres.

Et nous, nous avons des élites consentantes, incapables d'appeler les choses par leur nom. De dire que c'est une guerre qui nous est faite. Et de désigner l'ennemi.

Face à face, il y a des âmes pleines et des âmes vides.

D'un côté, il y a cette proclamation édifiante<sup>3</sup>, reprise en 1998 par Recep Tayyip Erdogan, alors maire d'Istanbul :

« Les minarets seront nos baïonnettes,  
Les coupoles nos casques.  
Les mosquées seront nos casernes,  
Et les croyants nos soldats. »

De l'autre, toute une branchitude avachie, qui ne se sent plus capable de porter son histoire, qui rêve de sortir de soi et de s'abolir dans une histoire nouvelle, de se donner à une civilisation extérieure *virile*.

Faillite spirituelle.

Sourdement, les âmes veules cherchent un nouveau maître. Au xx<sup>e</sup> siècle, ce fut Berlin, Moscou puis Washington. Maintenant, le nouvel absolu, le nouvel exotisme, c'est l'islam. Le nihilisme occidental, prenant congé d'une chrétienté flageolante, préparait, depuis longtemps, cette fascination étrange pour une foi sans faille, incarnée par cette religion forte qui permet de renouer avec la différenciation sexuelle, avec le combattant au feu et la femme au foyer. L'hédonisme consumériste finit ainsi sa trajectoire en ve-

nant, par une sorte de ruse hypnotique, se fondre dans son exact contraire. *Big Brother* a fait place à la nounou *Big Mother* qui s'offre aujourd'hui à *Big Other*, un peu rude mais décapant.

Je me suis longtemps posé cette question : pourquoi donc les élites européennes, dans leur candeur, paraissent-elles si tranquilles devant la montée de l'islamisme ? Et pourquoi semblent-elles croire vraiment à la victoire de l'islam modéré – l'islam de paix – sur l'islam radical – l'islam de guerre ?

Il suffit d'ouvrir le Coran ou d'écouter des spécialistes rigoureux comme Annie Laurent ou Rémi Brague pour se convaincre que la parole de Mahomet appelle à la confrontation, au djihad, tant que le monde entier ne sera pas « soumis ».

C'est une rencontre en 2007 avec Tariq Ramadan, l'orateur vedette du congrès de l'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF), au cours duquel il fut réclamé de doubler le nombre de mosquées, qui m'a donné la clé de l'énigme.

Mon face-à-face, organisé par Serge Moati<sup>4</sup>, avec ce philosophe musulman qui n'est autre que le petit-fils du fondateur des Frères musulmans, a éclairé ma lanterne. Il a paré toutes mes attaques avec un art de l'esquive qui, souvent, l'éloignait du Coran. Il paraissait lisse comme un galet qui roule dans le Nil en crue. Sans aspérités, sans agressivité apparente, il disait le contraire de ce qu'il avait écrit et proclamé naguère.

On m'a expliqué ensuite cette posture tactique : il ne s'éloignait du Coran que pour s'en rapprocher. Il ne faisait qu'appliquer certaines prescriptions<sup>5</sup> qui autorisent, voire recommandent, lorsque cela paraît nécessaire, la dissimulation. C'est ce qu'on appelle la *taqiya* : quand on est minoritaire, la sécurité prime l'affirmation de la religion.

L'Europe actuelle offre aux musulmans radicaux qui se sont établis sur ce qu'ils appellent les « terres d'infidélité » l'occasion de recourir à une forme de *taqiya*. Il s'agit de s'adapter extérieurement au contexte en respectant les normes, principes et habitudes des pays concernés, *tant que* les circonstances ne sont pas favo-

rables à l'instauration de l'islam comme religion dominante et à la pleine application de la *charia* – la loi islamique. Tout est donc fonction du rapport de forces.

Face à nos élites politiques et médiatiques, qui se tiennent dans une splendide ignorance du Coran et de la Sunna, les autorités institutionnelles de l'islam pratiquent la *taqiya*. Le 32<sup>e</sup> congrès de l'UOIF qui s'est tenu à Pâques 2015 au Bourget, avec la participation de 130 000 musulmans, fut un modèle du genre. Tariq Ramadan y médita le thème parfaitement rassurant : « Mohamed, prophète de miséricorde et de paix ».

Cet universitaire sait manier la dialectique. Il joue sur les mots familiers aux Européens, tels que le « réformisme » – qui évoque, chez nous, la modernisation de la pensée, mais qui est compris, chez les musulmans, comme l'islamisation de la modernité, et donc le retour scrupuleux à la lettre du Coran. Cet homme sans vergogne ose s'exclamer :

– Le Vieux Continent n'a plus d'âme !

Il faut donc lui en donner une autre, une âme musulmane. L'Occident, exténué, est entré en hibernation. Ce sont les stratégies de la *taqiya* qui bercent son sommeil. On trouve désormais dans les mêmes cercles, les mêmes colloques, les mêmes manifestations, bras dessus bras dessous, les endormeurs et les endormis, l'islamiste et l'islamo-gauchiste, Ramadan et Plenel. D'où cette tranquillité, mélange d'engourdissement et de refus d'affronter la vérité. Le statut de minoritaire en islam n'est jamais durable.

La France sera-t-elle un jour une république islamique ? Quand on médite l'histoire et qu'on lit attentivement le Coran et la Sunna, la question n'est plus de savoir pourquoi mais *quand*. J'ai interrogé le démographe Gérard-François Dumont : compte tenu du différentiel de fécondité et des vagues migratoires à venir, le nombre de musulmans en Europe pourrait passer de vingt-neuf millions aujourd'hui à cinquante millions en 2050, soit une augmentation de 72 %. Quant à la population non musulmane, elle diminuerait de 8,47 %. Soit deux pourcentages très contrastés : plus

72 % d'un côté, moins 8,4 % de l'autre. Mais ces chiffres ne tiennent pas compte du tsunami migratoire qui va bientôt déferler sur nous.

Nos politiciens nous expliquent, pour nous rassurer : il n'y aura pas de choc entre l'islam et la laïcité, il y aura une acclimatation ; un islam de France est possible.

Ils n'ont pas tout à fait tort. Tout cela sera bientôt vrai : l'islam assurera la paix. Le moment venu. Quand la France sera musulmane. Alors nous passerons du domaine où nous sommes aujourd'hui, le *Dar el-Harb* – la Demeure de la guerre – au *Dar el-Islam* – la Demeure de l'islam. Car le monde est divisé en deux parties : celle qui connaît la paix, qui obéit au Coran grâce à l'application de la loi islamique, et celle qui n'est pas encore conquise.

L'islam enseigne que l'humanité entière est destinée à se reconnaître musulmane ou à se soumettre au Dieu du Coran et à sa charia. Il n'y a donc de paix que dans les territoires et chez les peuples islamisés ou gouvernés par un État musulman. Ailleurs règnent l'injustice et la mécréance.

Dans le Coran, les verbes « tuer » et « combattre » apparaissent respectivement 62 fois et 51 fois, dont 10 et 12 à l'*impératif*. Excusez du peu ! On est loin du commandement de Jésus : « Aimez vos ennemis. » Comme l'explique l'historien Rémi Brague, la violence se retrouve aussi dans l'Ancien Testament mais elle est seulement *descriptive* : on évoque la violence. Dans le Coran, elle est *prescriptive*, on appelle à la violence : « Tue les infidèles. » Le grand historien des trois monothéismes précise : « Les terroristes d'aujourd'hui se réclament des aspects les plus sombres de l'islam des débuts. L'histoire de celui-ci, telle qu'elle est racontée par les musulmans, relate les pires violences, commandées ou commanditées par Mahomet : celui-ci fait assassiner certains de ses adversaires de tous âges et des deux sexes ; il fait décapiter des prisonniers par centaines ; il fait torturer le trésorier d'une tribu vaincue pour lui faire avouer où se trouve l'argent, etc. [...] Ceux qui se réclament de ces scènes se fondent sur un prin-

cipe que tous les musulmans acceptent [...] : Mahomet est pour les croyants un “*bel exemple*”. En conséquence, on peut invoquer les faits et gestes du Prophète, homme choisi par Dieu et rendu parfait, pour légitimer des comportements<sup>6</sup> . »

Dès lors, il est très difficile de distinguer entre ce qui serait le « vrai » islam, religion de paix et d’amour, et la « maladie » de l’islam, faite de violence et d’intolérance, car ces deux aspects cohabitent dès l’origine. Comment reprocher à cet imam, expulsé de France en 2004, d’avoir expliqué dans quels cas et de quelle façon on pouvait battre sa femme, alors que ce conseil figure en toutes lettres dans le Coran<sup>7</sup> ? précise Rémi Brague<sup>8</sup> .

Mahomet lui-même a dirigé personnellement vingt-sept campagnes militaires et en a décidé trente-huit autres. Le prophète de l’islam a donc tué, pillé, obligé des vaincus à se faire musulmans, réduit les captifs en esclavage. Ses éclatantes victoires, dont le Coran se fait l’écho, accrurent son prestige et contribuèrent largement au succès et à la propagation de l’islam. Comme le note Max Weber, l’islam est « une religion de guerriers<sup>9</sup> ».

Les prescriptions coraniques et l’exemple de Mahomet ont servi de fondement à l’élaboration de la doctrine du djihad. La racine de ce mot revient quarante et une fois dans le Coran.

Les idéologies islamistes reprennent à leur compte la bipartition du monde. Il en résulte que la paix avec les non-musulmans ne peut être que *temporaire*. Le droit musulman a même forgé le concept de *Dar el-Solh* – la Demeure de la trêve ou de la conciliation. Sa durée est limitée à dix ans mais peut être reconduite pour plusieurs périodes.

Le djihad, compris comme un combat seulement spirituel ou moral pour les « musulmans modérés », n’a pas de fondement coranique. L’islam n’est pas, ne peut pas être une religion « modérée ».

Quant à la laïcité, c’est un concept totalement inconnu en islam. Il n’existe d’ailleurs pas de mot arabe pour le traduire. L’islam est un système politico-religieux qui se présente comme un tout. À

Médine, Mahomet a fondé le premier État islamique du monde, il y a exercé tout à la fois le principat et le pontificat.

Par sa structure fondamentale, l'islam voit une unité insécable là où le christianisme cultive une distinction créatrice, impliquant en principe la collaboration entre les deux pouvoirs et non leur confusion ou la soumission de l'un envers l'autre.

L'islam est un régime total, c'est-à-dire à la fois religion et État.

L'installation d'une république islamique emportera comme conséquence pour les « gens du Livre » – chrétiens et juifs de France – l'application du statut de « dhimmitude » fondé sur un verset explicite<sup>10</sup> : « Combattez ceux qui ne croient pas en Dieu et au Jour dernier, ceux qui ne déclarent pas illicite ce que Dieu et son Prophète ont déclaré illicite ; ceux qui, parmi les gens du Livre, ne pratiquent pas la vraie religion ; combattez-les jusqu'à ce qu'ils paient directement le tribut après s'être humiliés. »

Pour beaucoup de musulmans, la laïcité est synonyme d'athéisme. Il n'y aura pas de confrontation entre l'islam et la laïcité. Car il n'y aura plus de laïcité. Il y aura donc un islam de France, dans la grande communauté des Croyants, l'Oumma. Il s'agit d'une communauté politique de foi, une « fidéocratie ». Elle est unique, transcende les nationalités et les appartenances. L'Oumma est une nation à part, séparée du reste des hommes et supérieure à toutes les autres<sup>11</sup>. Elle protège le musulman, l'encadre, le prend en charge. Mais, à l'intérieur de cette Oumma fraternelle, le musulman n'est pas vraiment libre ni responsable, liberté et responsabilité allant de pair. Il y est soumis à la surveillance de ses frères en religion. Dans l'Oumma, le droit des musulmans de changer de religion n'existe pas. La charia est supérieure aux lois civiles.

L'idée d'une instance représentative – le Conseil français du culte musulman –, imaginée par Nicolas Sarkozy, est une plaisanterie. L'islam, dans sa version sunnite, ultramajoritaire chez nous, ignore le principe d'une structure hiérarchique dotée de pouvoirs d'interprétation magistérielle revêtus du sceau de l'authenticité.



En fait, nos dirigeants se laissent conquérir par la *taqiya* et ils envisagent les réalités de l'islam selon les critères propres au christianisme que, par ailleurs, ils s'attachent à anéantir.

Il s'agit d'une douce illusion. L'islam ne veut pas notre mal. Il veut notre bien. Historiquement, de par le monde, il n'a jamais cherché à coexister dans la paix avec une autre philosophie ou d'autres religions. Quand il prend la place, il reste à sa place. Au nom d'Allah, il prend toute la place.

On veut nous convaincre que la présence de millions de musulmans en Europe n'aura pas d'incidence sur notre avenir. Alors que, sous nos yeux, déjà la France change de visage. Et que demain, peut-être, elle changera de demeure. L'Europe tout entière entrera dans le *Dar el-Islam*. Les églises pourraient devenir des mosquées, comme l'a suggéré le recteur Boubakeur, pourtant un « musulman modéré ». Le 30 mai 1453, à Constantinople, un dignitaire errant dans la rue bredouillait et versait toutes les larmes de son corps devant la main de Fatma apposée avec le sang d'une chrétienne sur le porche de Sainte-Sophie. Une voix d'outre-tombe lui répondit :

– Il est trop tard pour sangloter. Les prières de remords ne servent plus à rien. Que n'avez-vous bredouillé, crié, pleuré avant-hier, avant la prise de la ville ?

Dans l'armée française, aujourd'hui, il y a 15 % de musulmans. Demain, 50 % ? Y a-t-on réfléchi ?

Nos hommes politiques, sourds à l'appel de l'Orient chrétien martyr et aux leçons des attentats du 7 janvier, sont devenus des dhimmis en puissance. Ils portent le cilice et pratiquent la repentance. Interrogé par *Libération*<sup>12</sup>, Alain Juppé, qui se vante de n'avoir jamais lu le Coran, s'est indigné que des mères portant le voile islamique ne puissent pas accompagner les sorties scolaires. Il en appelle à sa propre mère : « Quand ma maman allait à la messe, elle portait un foulard. » Ainsi ose-t-il invoquer les racines chrétiennes de la France pour mieux justifier le port du voile islamique, qui n'a rien à voir avec un foulard. Subversion totale de

l'histoire de France par des élites aveugles ou pétrifiées devant le risque d'une confrontation.

Nos élites ont accepté, par avance, leur *diminutio capitis*. Afin de s'acclimater à l'esprit de dhimmitude, elles pratiquent au jour le jour la dhimmitude de l'esprit. Nous sommes dans une inversion logique absolue : à chaque fois que l'*islamisme* frappe, nos élites déclarent l'urgence pour prendre des mesures contre « l'islamo-phobie ». Tariq Ramadan peut rire sous cape. Le fruit est mûr.

- 
1. Albin Michel, 2006.
  2. Pascal Bruckner, *Le Figaro*, 8 avril 2015.
  3. Ziya Gökalp, théoricien du nationalisme turc, 1876-1924.
  4. « Ripostes », France 5, 28 janvier 2007.
  5. Sourate 3, versets 28-29, sourate 16, verset 106.
  6. Rémi Brague, « Sur le “vrai” islam », *Commentaire*, n<sup>o</sup> 149, 2015, p. 11.
  7. Coran, sourate IV, verset 31.
  8. Rémi Brague, art. cit.
  9. Max Weber, *Sociologie des religions*, Flammarion, 2006.
  10. Sourate IX, verset 29.
  11. Coran III, 110.
  12. *Libération*, 29 janvier 2015.

## La Transocéanie

---

Le ciel est encore plus menaçant que d'habitude. Les nuages viennent chercher la brume jusque dans la rue. Comme on dit chez moi, le temps s'écoute. Il n'y a pas un souffle de vent mais le ciel est plombé.

Je marche vers mon bureau en hâtant le pas. Bruxelles est telle qu'en elle-même, triste et cafardeuse. Je fredonne la chanson du plat pays :

*« Avec un ciel si bas qu'un canal s'est perdu,  
Avec un ciel si gris qu'un canal s'est pendu <sup>1</sup> ... »*

En m'approchant du parvis, j'observe une agitation peu commune : le Palais de l'Europe est sur son trente et un. La police fédérale belge filtre la circulation de part et d'autre de la rue Wiertz.

Toutes les entrées sont bouclées. Pour pénétrer dans le bâtiment, il faut montrer patte bleue étoilée. C'est l'avantage d'être bagué. Le portique valide mon badge. Et je pénètre un peu par hasard dans le saint des saints.

Au pied de la grande passerelle de verre et d'acier qui surplombe la rue, le service d'ordre est sur les nerfs. Bientôt s'ouvrent les portes des minibus grand luxe suivis par plusieurs berlines noires à vitres teintées et plaques « CD » – corps diplomatique – qui s'arrêtent devant l'entrée du « Paul-Henri Spaak building ». En quelques minutes, des dizaines de nœuds papillons s'agglutinent sur le tapis rouge : des Européens, des Américains, des Japonais, quelques figures des pays du Golfe. Les congratulations sont bruyantes, chaleureuses, toutes en anglais ; il est clair que ce sont des amis qui se retrouvent, ils parlent la même langue

et le même langage ; quatre grooms invitent les hôtes de marque à entrer prestement.

Aucun Conseil européen n'est à l'ordre du jour à Bruxelles. Pourtant, en ce soir du 17 mars 2007, dans les salons d'honneur d'une institution quasi déserte, le président du Parlement européen reçoit en grande pompe et sous haute sécurité tout un gotha politico-financier. Ma place n'est pas ici, mais la curiosité m'y retient quelques instants. Je veux savoir quelle est l'*affectio societatis* de ce concours discret et inhabituel de notoriétés.

Je reconnais plusieurs personnalités françaises : le PDG d'Axa, Henri de Castries – il a de la branche et de l'entregent –, le patron du lobby d'affaires Business Europe avec son allure de maître de forges, Ernest-Antoine Seillière, qui boit un thé froid, la patronne d'Areva, Anne Lauvergeon, soucieuse et gourmande, accoudée à un mange-debout. Entre les tables hautes des buffets, slalome, dans un smoking un peu plus foncé que les autres, le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, le saint laïc de l'eurobéatitude. On sent bien, à le voir incliner le buste à chaque pas, qu'il a pris la mesure de sa charge. Il est en mission. Entre deux gaufrettes belges, il se confie, dans un anglais admirable, à ses voisins. Il salue avec componction son ami Giuliano Amato, l'homme qui a rédigé la Constitution européenne et préparé la matrice du traité de Lisbonne. Celui-ci entonne un plaidoyer *pro domo* : « Je préfère avancer doucement et démembrer les souverainetés pièce par pièce, retourner à la période d'avant Hobbes... La démocratie n'a pas besoin d'être souveraine. »

José Manuel Barroso se multiplie, avec une aisance de chef d'État, auprès de ses invités. Il rajuste son col en amidon. Sans doute le plus gominé, il est aussi le plus entouré. Quelle course astrale ! L'ancien militant maoïste a changé de cocktail. Il a troqué Molotov contre Monnet. Comme Cohn-Bendit, il s'est mis aux flûtes et au champagne. Il a fini sa révolution personnelle en smoking. A-t-il vraiment changé depuis sa jeunesse ? Il est passé na-

turellement du maoïsme à la programmation néolibérale mondialiste. Après tout, les deux systèmes, qui se sont affrontés pendant soixante-dix ans, partagent la même foi scientiste dans l'économie et la même allergie viscérale à la démocratie. Il n'a fait, comme tant d'autres, que recycler son internationalisme révolutionnaire en transitant par l'université de Georgetown. Il est passé de la « révolution au service des peuples » à la « révolution au service des marchés ». Ce soir, il s'apprête à répéter ce qu'il a dit dans son « discours sur l'état de l'Union », devant les députés :

– L'Union européenne est, depuis près de soixante années, un laboratoire pour la coopération supranationale transfrontalière, et c'est tout naturellement qu'elle se pose en championne de la gouvernance mondiale.

Et il va conclure avec la prophétie de Jean Monnet :

– La Communauté elle-même n'est qu'une étape vers les formes d'organisation du monde de demain.

La plupart des invités « européens » de la soirée sont membres, à Bruxelles, du groupe interparlementaire Spinelli, qui œuvre à l'édification d'une Europe fédérale dirigée par l'actuelle Commission, qu'ils ont rebaptisée le « gouvernement européen ». Ce groupe est solidement arrimé à l'Amérique *via* l'OTAN. Ses membres, fédéralistes dans l'âme, croient que les États-Unis d'Europe ne se feront qu'avec les États-Unis *en* Europe.

Les députés présents, triés sur le volet, répondent sans surprise aux canons européistes : j'aperçois l'ancien Premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, corpulent, disert, insubmersible. Son nom restera associé à une impressionnante succession de controverses sur son attitude en amont du génocide rwandais, puis lors de l'éclatement de l'affaire Dutroux, le scandale de la dioxine et le démantèlement de Dexia, sauvée de ses fautes de gestion par l'argent du contribuable. Ce soir, dans ce grand hall, il est comme chez lui. Inamovible.

Il parle à l'oreille d'un homme de haut rang, le comte de Lipens, qui sera bientôt congédié, en pleine nuit, par le gouverne-

ment belge pour sa responsabilité dans le naufrage du groupe bancaire Fortis. La conversation s'élargit à leur compatriote Karel De Gucht, le futur commissaire négociateur européen du traité de libre-échange transatlantique, qui sera poursuivi pour fraude fiscale en Belgique. Du beau monde.

Je crois reconnaître, un peu à l'écart, accoudé à une table haute, l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger, marqué par les ans mais encore vif, entouré de Richard Holbrooke, le futur « Monsieur Afghanistan » de Barack Obama, et aussi du secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, qui échange des éclats de rire avec Javier Solana, le représentant pour la politique étrangère de l'Union européenne.

Au milieu de cette brillante ronde intercontinentale de convives, péroré un personnage massif, ventru, un Irlandais qui paraît être le maître de cérémonie. C'est Peter Sutherland. Un personnage considérable. Après avoir été commissaire européen à la Concurrence sous Jacques Delors, il est devenu un omnipatron de multinationales.

Je vois s'approcher de lui les « deux Mario », Draghi et Monti, ses « *dear colleagues* », deux bons serviteurs de Goldman Sachs. Cette banque américaine fut impliquée dans les plus grands scandales financiers mondiaux de ces dernières années. C'est cette pieuvre qui a falsifié les comptes publics grecs pour que ce pays membre de l'OTAN intègre la zone euro ; et c'est elle, parmi tant d'autres, qui sera au cœur du scandale des *subprimes* aux États-Unis, véritable spirale infernale précipitant le monde dans la crise financière de 2008. Or Goldman Sachs est un vivier des élites globales. Mario Draghi, ancien vice-président de ladite banque, deviendra bientôt le président de la Banque centrale européenne à Francfort. La dérive n'est plus à la marge du système, elle est désormais au cœur de ce dernier.

Barroso vient au-devant de Monti. Manuel embrasse Mario. Lors de la défaite de ce dernier aux élections législatives, Manuel expliquera aux Italiens, sur le ton du reproche, qu'ils ont mal voté,

car « on ne peut pas définir notre politique économique sur la base de considérations électorales à court terme ». Mais au fond, cela n'a pas beaucoup d'importance ; comme l'a avoué Mario Draghi, « les marchés sont moins inquiets des résultats électoraux que les hommes politiques ». Pourquoi ? Tout simplement parce que les marchés savent, eux, comme le confie Draghi, que « le processus de réformes continuera à se faire avec le *pilota automatico* (le *pilote automatique*)<sup>2</sup> ». Qu'importe le résultat des urnes, le pilote automatique est le même pour tous. Hier la Grèce. Aujourd'hui l'Italie. Demain la France. L'« ordre spontané » du marché ne peut pas souffrir de la démocratie.

Bientôt, les toasts vont m'édifier sur la raison sociale de cet aréopage. Le mastodonte Sutherland est un champion du transformisme. Ce soir, il change encore de casquette. En montant sur une petite estrade, il prend la parole en tant que président de la section Europe de la Commission trilatérale. Cette organisation influente, qui préfère l'ombre à la lumière, a été fondée il y a quarante ans par David Rockefeller, Henry Kissinger justement, et le brillant penseur américain Zbigniew Brzezinski. Elle réunit périodiquement une sélection cooptée de quelque 400 personnalités clés des pays riches : patrons de multinationales, hommes des médias et de la politique, commissaires européens, hauts fonctionnaires des ONG, intellectuels triés sur le volet. Cette « superclasse invisible », comme l'a dénommée le directeur de Reporters sans frontières Christophe Deloire, cherche à accomplir ce que le tout premier président de la Commission européenne, Walter Hallstein, prophétisait : « la suppression nécessaire de la frontière entre le politique et l'économique ». Plus tard, lors d'une conférence à Paris, la Trilatérale, ce « parlement virtuel », ira jusqu'à mettre en garde, en la présence attentive de notre ministre des Affaires européennes, Élisabeth Guigou, les peuples récalcitrants contre leurs pulsions : « Nous voulons sauver l'Europe de la *tyrannie* des référendums. » Oui, vous avez bien lu. Ces élites sont en révolte contre ce qu'elles appellent « le caprice des peuples ».

Je réalise que, ce soir, à Bruxelles, le Parlement a le grand honneur d'abriter la réunion annuelle de cette assemblée discrète. On retrouve presque les mêmes membres qu'au groupe de Bilderberg<sup>3</sup> ou au forum de Davos. L'engagement de confidentialité signé par les membres et l'absence de la presse assurent à tout ce petit monde la liberté de parler sans précaution, de tisser des liens tous azimuts, d'échanger sur tous les sujets stratégiques. Le but est évidemment d'harmoniser les positions entre Européens et Américains, de concocter les règles de la « bonne gouvernance », de distiller la parole libérale-mondialiste.

Un peu plus tard, lorsque j'interrogerai François Fillon sur le dîner qu'il a donné en 2011 pour les membres du Bilderberg à Matignon, il aura cette réponse candide :

– Ce sont eux qui nous gouvernent !

Il se souvenait de cette analyse prophétique de son ancien mentor, Philippe Séguin, qui, dès 2003, avait écrit : « Là où la démocratie existe, on décide de moins en moins, et, à l'inverse, là où on décide de plus en plus, il n'y a pas de démocratie<sup>4</sup>. »

Le groupe Bilderberg accueillera comme membre à part entière, deux ans plus tard<sup>5</sup>, l'ancien Premier ministre accompagné de Christine Lagarde, la future présidente du FMI, pour son assemblée annuelle en Angleterre. Entre-temps, je découvre que l'un de ses membres, le docile Herman Van Rompuy, a dû en 2009, au cours d'un dîner au château du Val-Duchesse, près de Bruxelles, passer un véritable entretien d'embauche avant d'être nommé président du Conseil européen. L'investiture passe donc par les cercles obscurs de l'oligarchie mondiale. En 2015, Alain Juppé a été agréé au Bilderberg qui s'est réuni en Autriche.

Toutes ces arènes confidentielles sont puissantes. Leurs membres appliquent la même feuille de route. Peu visibles mais pas vraiment secrètes. On ne peut pas dire qu'elles complotent, ou alors il conviendrait de parler d'un complot à ciel ouvert. Certes, tous ces cénacles toisent les peuples. Mais ils ne



cherchent pas à se dissimuler ; leurs identités, leurs agendas, leurs objectifs sont publics, en ligne, revendiqués et assumés. Et s'ils ne se cachent pas, c'est parce qu'ils ont déjà le pouvoir. Le pouvoir d'influence. Leurs conciliabules ne relèvent pas d'une conspiration mais d'un tour d'esprit. La « main invisible », ce sont en fait des milliers de petites mains qui ont le même tour de main, le même mental, les mêmes réflexes. Et qui composent les superlobbies du grand capitalisme. En toute quiétude, ils se retrouvent pour ce genre de dîners entre soi au Parlement européen. Cette année à Bruxelles, l'an prochain... à Washington.

Leur programme est clair, limpide, inscrit noir sur blanc dans les *brief notes* qu'ils distribuent avant qu'on les retrouve mot pour mot dans les communications de la Commission européenne et les résolutions du Parlement de Strasbourg : il s'agit notamment d'acclimater les Européens au futur marché transatlantique, afin de créer plus tard une « fédération », de San Francisco à Yalta et Ankara. Élucubration ? On nous annonce justement ce soir-là que la future assemblée parlementaire transatlantique sera composée de *congressmen* américains et de députés européens. Beaucoup de ces mondiocrates qui travaillent à la mobilité universelle ont créé et animent les principaux laboratoires des normes et des politiques économiques européennes, comme le Transatlantic Policy Network, l'European Roundtable of Industrialists, la Business Europe, le Transatlantic Business Dialogue.

Leurs retrouvailles et leurs travaux sont financés par des multinationales et souvent généreusement subventionnés par la Commission elle-même, avec l'argent du contribuable européen. Depuis la chute du Mur de Berlin, ces lobbies œuvrent à la création de la grande arène marchande dont rêvait Jean Monnet. Les négociations en cours, menées pour l'Europe par l'un d'entre eux devenu commissaire, Karel De Gucht, visent à fondre le marché unique européen dans un nouveau marché unifié, euro-américain. L'objectif secret du futur traité transatlantique greffé sur le partena-

riat transpacifique et l'ALENA<sup>6</sup> est d'absorber 90 % du PIB mondial.

Cette sorte d'« OTAN économique », habile déclinaison de l'OTAN stratégique, fera de l'Amérique la tête de pont d'une union interocéanique, lui permettant de maintenir ce que le penseur Brzezinski a appelé une « hégémonie de cooptation » au bénéfice des multinationales contrôlées par leurs élites. Et au détriment de l'économie européenne.

Nous allons devoir baisser de 40 % ce qui nous reste de droits de douane sur les produits agricoles et industriels pour les aligner sur le taux américain. Les consommateurs français sont tenus dans l'ignorance de l'invasion à venir des produits de l'agro-business américain. Il nous faudra supprimer ce qu'il reste de nos protections et nous mettre à parité avec le moins-disant social, écologique, sanitaire et culturel américain. Notre modèle de société ne survivra pas à ce marché transatlantique qui nous livrera aux multiples appétits américains. Entreront chez nous, librement, la viande aux hormones, les farines animales, les volailles lavées à l'acide et à la chlorure, gorgées de pesticides interdits, etc. Les appellations d'origine seront balayées : on mangera le roquefort de Baltimore, le cassoulet du Nevada, on boira du bordeaux de Virginie et du champagne de Floride.

Et pour surmonter les éventuelles résistances nationales, le traité prévoit un tribunal arbitral *privé*, devant lequel les quelque 82 000 multinationales avec leurs 870 000 filiales disséminées dans le monde pourront, hors du contrôle de toute puissance publique, faire comparaître nos *États* récalcitrants ; et ces entreprises anationales auront le droit de leur réclamer des millions de dollars de dommages-intérêts.

J'ai vu, de mes yeux vu, comment, dans la capitale mondiale du lobbying, à travers les étapes de la fabrication des normes européennes, l'Europe est peu à peu devenue la cinquante et unième étoile du drapeau américain. Et ceci depuis l'acte unique européen et les trois cents directives « Delors » qui préparaient le

démantèlement de nos protections douanières en 1985. Ces directives furent un copier-coller des préconisations intitulées « Europe 90 » et publiées quelques jours plus tôt par le lobby de la *Roundtable*.

La machinerie d'influence massive de la superclasse mondiale n'est qu'un satellite de Washington. D'ailleurs, les hauts fonctionnaires de la Commission avouent qu'ils passent davantage de temps aux États-Unis que dans les États membres. Ainsi a-t-on découvert que la directive « Reach » sur les produits chimiques reprenait quasi mot à mot les préconisations de l'American Enterprise Institute. De même, les ambitions françaises d'utilisation militaire de Galileo pour le GPS européen se sont heurtées à une lettre de protestation américaine adressée aux députés européens. On l'a vu récemment sur le projet relatif aux transmissions de données à caractère personnel des passagers aériens.

La signature du traité transatlantique par cette Union européenne sans visage et sans rivage achèvera ce que les historiens du futur appelleront – et je pèse mes mots – un suicide civilisationnel : les mondiocrates œuvrent, non seulement à l'émergence de l'entreprise du troisième type – *la firme anationale* – mais aussi à l'éradication de nos langues et de nos cultures traditionnelles, à la domestication des consciences, des loisirs, des goûts, des pensées intimes. Ce qu'ils veulent, c'est avoir en face d'eux des nomades en appétit, une société désarticulée, des consommateurs compulsifs, des femmes seules obligées de travailler le dimanche et des fils de pub qui vont au supermarché le soir. Cette marchandisation touche à la culture et à la nature : c'est la superclasse mondiale qui finance le slogan « Sauver la planète » pour éloigner les enfants de leurs voisinages charnels, pour en faire des enfants hors-sol. On sauve la planète mais on ne parle plus à son voisin.

Dans ce petit monde qui aspire à gouverner le grand monde, tout se compte et rien ne compte. Ces hommes-là pilotent, cigare en bouche, calculette en main, un post-Léviathan globalitaire qui, depuis plus de trente ans, écrit les étapes de la déconstruction,

cherchant à abattre toutes les frontières – géographiques, écologiques, politiques, morales, culturelles – et à tribaliser les sociétés.

C'est ainsi que M. Sutherland, avec son titre de conseiller spécial pour les migrations auprès du secrétaire général de l'ONU, a applaudi des deux mains le rapport des Nations unies prônant une « Migration de remplacement » pour l'Europe. Il osera déclarer, le 20 juin 2012 à Londres, devant la Chambre des Lords, que « l'Union européenne doit faire de son mieux pour *détruire* l'homogénéité interne des nations européennes ».

Cette oligarchie postnationale porte en elle la dernière utopie de l'Occident. Croyant à la *Fable des abeilles* du triste docteur Mandeville – « les vices privés feront le bien public » –, elle tente d'imposer un « ordre » mondial – en réalité un désordre total – fondé sur la cupidité, l'égoïsme narcissique et l'instrumentalisation de l'autre. D'ailleurs, ce qu'oublie de nous dire ses adeptes d'aujourd'hui, c'est que Mandeville s'était livré à une apologie du crime et de la prédation des élites : « Leurs crimes conspiraient à leur grandeur [...] et toujours depuis lors, les plus grandes canailles [...] ont contribué au bien commun<sup>7</sup>. » Pas étonnant qu'avec de telles références, les élites du « capitalisme sauvage » aient été comparées aux esprits mafieux par le grand sociologue Thorstein Veblen, le théoricien de la « classe de loisir » : « L'homme de finance idéal ressemble au délinquant idéal, écrit-il, en ce qu'il convertit sans scrupule hommes et biens à ses propres fins, qu'il considère avec un mépris endurci les sentiments et les aspirations d'autrui et qu'il se soucie fort peu du résultat éloigné de ses actes<sup>8</sup>. »

Mais la ruse du prédateur contemporain est de dissimuler sa cupidité derrière une grande ouverture « morale ».

Récemment, trois cent soixante-dix-neuf firmes mondiales ont signé une proclamation soutenant le mariage homosexuel : « Autoriser le mariage entre personnes de même sexe améliore le *moral* des employés, leur productivité, et permet de supprimer les inutiles fardeaux administratifs imposés par la différence de lois

entre les États<sup>9</sup>. » Le « sociétalisme » au service du productivisme, la boucle libérale-libertaire est ainsi bouclée.

Lors de la Gay Pride annuelle de San Francisco, la capitale du « *No limit* », les grands noms de la Silicon Valley défilent au milieu du cortège : Google, Facebook, Amazon, Microsoft, Goldman Sachs, Walt Disney, Apple soutiennent toutes les campagnes « progressistes ». Tous ces patrons rêvent d'une nouvelle gouvernance au service de leurs profits.

Comptant sur le relais servile de ses obligés politiques et médiatiques, la superclasse mondiale se comporte partout comme l'administration d'occupation d'un pays qu'elle ne comprend pas, dont elle ignore les héritages et les élans. Elle observe, entre perplexité et ricanements, ces hommes, ces femmes, ces peuples qui refusent d'être réduits à l'état de consommateurs intubés et d'androïdes, qui refusent d'abandonner leurs ancrages, leur goût du beau, leurs gestes désintéressés.

On a sans doute trop vite oublié la terrible confession du président Mitterrand sur son lit de mort : « La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre méconnue, vitale, une guerre économique, sans mort apparente. Les Américains veulent un pouvoir sans partage sur le monde<sup>10</sup>. »

La « globalisation », cette nouvelle utopie par laquelle l'Occident américanisé tente d'imposer son imperium économique et culturel au reste du monde, conduit à une impasse. D'ailleurs, ses puissants logiciens, ses armées d'experts arrogants sont myopes. Ils n'ont pas vu venir la crise financière de 2008, la chute du niveau de vie des classes moyennes européennes et américaines ou l'irruption de l'« État islamique ». Ils les ont même largement provoquées. Oui, provoquées. Car si les gouvernants d'aujourd'hui ne réussissent pas à soigner la crise, c'est qu'ils font semblant de ne pas voir d'où elle vient. Or, en réalité, ils le savent bien. La cause, c'est eux.

C'est leur politique absurde qui a refusé de protéger les Européens quand il le fallait, qui les a menés à signer des traités hon-

teux, abolissant les frontières protectrices – qu’il s’agisse de commerce ou de migrations humaines –, démolissant un à un les pouvoirs des États et des démocraties nationales – c’est-à-dire les pouvoirs du peuple. Cette politique a enrichi sans limites une poignée d’hommes d’affaires au niveau mondial, et a, en contrepartie, engendré la précarité, l’insécurité, le chaos chez le petit peuple, celui-là même qu’ils avaient la mission sacrée de protéger. Exactement ce que, avec Jimmy Goldsmith, nous avions prédit il y a vingt-deux ans déjà.

- 
1. Jacques Brel, *Le Plat Pays*.
  2. *Il Sole 24 ore*, 7 mars 2013.
  3. Forum d’influence créé en 1954 à Oosterbeek, aux Pays-Bas.
  4. *Le Figaro*, 18 août 2003.
  5. Le 6 juin 2013, dans le Hertfordshire, au nord de Londres.
  6. L’Accord de libre-échange nord-américain.
  7. *La Fable des abeilles* [1714], Vrin, 1990.
  8. Thorstein Veblen, *Théorie de la classe de loisir* [1899], Gallimard, 1970.
  9. Extrait de la proclamation publiée par *Les Échos*, 5 mars 2015.
  10. Georges-Marc Benamou, *Le Dernier Mitterrand*, Plon, 2005.

## Poutine, le monde libre

---

Yalta est plus connue par l'histoire que par la géographie. C'est une ville superbe. Devant moi se déploie une architecture grandiose, où voyagent, sur les baies et les façades éclatantes de blancheur, les beautés du monde latin et du monde oriental. On devine, dissimulée par les ardeurs du soleil, comme la prémonition de toutes les cruautés des mers chaudes. À l'abri des surenchères de marbre de Carrare et de calcaire coquillier d'Inkerman, se tapissent des ombres immenses, celles de l'histoire et de la tragédie. Les ombres de ceux qui rient, de ceux qui pleurent, les cris de l'enfant tsarévitch Alexeï, qui appelait ses sœurs au jeu dans les jardins, et la voix rauque de Staline, le bourreau essuyant sur sa grosse moustache sa pelle à gâteau qui découpe le monde en deux parts.

Dès les parterres d'ipomées et de crocus, au pied des premières colonnades, sous les premiers balcons, on sent qu'en ce lieu se sont côtoyés la gloire et le sang. Ces hauts palmiers hiératiques ont trop bonne mine pour ne pas se souvenir de ce qu'ils ont vu du dernier séjour des Romanov, qui fut un arrachement. Les explosions florales, somptueuses, affichent une élégance trop discrète, une nature trop bien peignée, un sourire trop exagéré pour ne pas savoir ce que les grandeurs mondaines ont pu cacher ici de larmes et de destins brisés. En cette villégiature impériale de Yalta qui parle au monde entier – le long de cette Côte d'Azur de la Crimée –, on a l'âme en vacances, au bord de la mer Noire qui est si bleue ! Il fait chaud, le ciel est lumineux comme une promesse. On est dans l'excès. De couleur, de soleil, d'arabesques. L'excès des insolences estivales, qui pourraient mal finir.

Quand j'entre dans le palais dallé de granit rose, l'archimandrite, supérieur du monastère de Sretensky, le père Tikhon, m'attend déjà. Il me fait visiter son exposition sur les Romanov. C'est un personnage. Grand écrivain, directeur spirituel et ami de Vladimir Poutine, il fait revivre, par les arts, la Russie des anciennes dynasties depuis les Rurikides.

À même les boiseries anciennes de la pré-Renaissance, sont accrochés les souvenirs de la famille impériale. La puissance évocatrice de ces débordements de vie est bouleversante : la salle à manger n'a pas changé, il y a encore les gobelets des petits et leurs ronds de serviette ; la salle de classe des grandes-duchesses est restée telle quelle, avec les bouliers et les ardoises. Partout sur les murs, on retrouve des photos de la famille du tsar. Les enfants ont l'air si heureux, ils ont l'été au cœur. Cette touchante tranquillité qu'on lit sur les visages angéliques contraste avec la gravité des regards mangés d'angoisse du père et de la mère, comme s'ils devinaient déjà tous les deux le sort tragique qui les attend.

Dans la bibliothèque demeurent, défraîchis mais aux lignes de crayon intactes, en désordre sur les tapisseries, suspendus par des épingles à papillons, des dessins d'enfants qui témoignent d'un bonheur insouciant. Le père Tikhon me cite le mot de la princesse Olga : « À Saint-Pétersbourg, nous travaillons, et à Livadia, nous vivons. » C'est en effet dans ce « palais d'Été » de Livadia – en grec « la clairière » – que subsistent encore aujourd'hui les images de vacances de la famille impériale qui allait être sauvagement immolée.

Du haut en bas du palais, d'un escalier à l'autre, l'Histoire va et vient, entre songes et cauchemars, d'une guerre mondiale à la suivante. À l'étage, la mémoire et l'innocence des petits Romanov ; au rez-de-chaussée, les témoignages des accords et les clichés triomphants de la conférence de Yalta qui a mis fin à la Seconde Guerre mondiale.



Je retrouve, entre les deux patios, l'italien et le mauresque, l'exacte reproduction du décor de la photo officielle avec les trois fauteuils où étaient assis Roosevelt, Churchill et Staline. On a l'impression qu'ils sont encore là. Rien n'a bougé de la disposition des pièces, ni de la couleur des peintures. Le « salon Blanc », où eut lieu la signature, a même gardé sur la table au tapis vert les trois petits drapeaux fameux des vainqueurs : ceux de l'URSS, de l'Angleterre et des États-Unis. Il est pénible pour un Français de penser au drapeau manquant, celui de la France. J'entends monter en moi le cri d'amertume de François Mauriac : « Pour la première fois dans l'Histoire, les grands se réunissent mais les fauteuils de Talleyrand et de Chateaubriand demeurent vides. »

Soudain, le protocole me fait signe. C'est l'heure. Une grande agitation envahit les couloirs. Je passe devant la chambre du tsar et de l'impératrice Alexandra pour rejoindre le bureau de Nicolas II. C'est dans cette pièce célèbre que le président a voulu symboliquement me recevoir, marquant ainsi sa volonté de renouer avec la Sainte Russie. Le tsar est de retour. La révolution est décidément éteinte. J'aperçois les anciens livres qui furent ceux de l'empereur et de la dynastie ; le fauteuil, le guéridon, la cheminée me donnent l'impression que ce bureau est encore bien vivant. Le tsar s'est juste absenté. Il va revenir.

J'attends quelques instants. Soudain, en face de moi, c'est un crépitement comme je n'en ai jamais vu. Toute la presse russe est là, attentive, ordonnée, curieuse : le premier des Russes a décidé de recevoir un Français *rebelle* aux sanctions. Pour une scène insolite de pied de nez à l'euratlantisme ! Un spectacle à ne pas manquer. On vient voir le mouton européen à cinq pattes. Et le grand fauve, bien sûr.

Le voilà justement qui entre dans la pièce : placide, très maîtrisé, costume bleu foncé, cravate sombre, il a le pas court, rapide. Recroquevillé sur lui-même, il chaloupe. Sa densité physique est impressionnante. Tout d'une pièce, compact, il a les épaules larges. L'envergure compense la taille moyenne. La poignée de

main est ferme et franche, le regard bleu en lame d'acier. Quand il s'assoit, il se cale comme un lutteur, la jambe droite part en arrière, le bras gauche vient solidement s'appuyer sur l'accoudoir du fauteuil, prêt à l'esquive. Un ancien judoka. Il a le visage typique d'un Russe au sang mêlé : blondeur varègue, pommettes mongoles, yeux russes, menton slave.

Je suis venu en Crimée pour signer un protocole portant sur plusieurs projets de parcs historiques, dont l'un près d'ici. D'entrée, le président russe me confie son étonnement de voir un Européen braver l'interdiction de créer des liens avec la Russie sanctionnée. Il se dit touché par le geste. Il m'appellera plus tard le « chevalier français ». Je revendique haut et fort, d'entrée de jeu, ce franchissement de ligne rouge :

– Nous pensons, comme beaucoup d'Européens, que les sanctions sont des actes de guerre et que les coopérations sont au contraire des actes de paix. Je suis fier et heureux de vous dire que nous sommes venus poser un acte de paix. Et puis nous portons témoignage que l'amitié franco-russe est indéfectible. Je veux que vous sachiez, monsieur le président, que les peuples européens ne pensent pas comme leurs dirigeants, les dirigeants de Bruxelles. Ils vous regardent comme un chef d'État qui a une parole pour le monde.

Le Parc du Puy du Fou n'est pas le parc de la globalisation, lui dis-je, c'est le parc des racines et nous respectons l'âme russe. Pour cette raison, nous sommes profondément heureux de nous installer en Russie parce que nous croyons que l'avenir de l'Europe ne doit pas s'écrire sur le continent américain. L'avenir de l'Europe doit s'écrire sur le continent européen et l'Europe ne pourra pas se faire sans la Russie.

– Merci infiniment. Je partage complètement votre analyse. J'espère que ce n'est pas trop risqué pour vous.

En esquissant un sourire, Vladimir Poutine ajoute :

– Si j'ai bien compris, vous avez eu l'idée, en venant me voir, de faire une petite piqûre de rappel aux dirigeants européens,

c'est ça ?

– Oui. Tout à fait. On va bien voir si je suis puni à mon tour. Peut-être la Commission de Bruxelles va-t-elle me mettre des menottes ?

– J'espère que ce ne sera pas le cas.

Le piquant de mes propos non conventionnels semble ravir Vladimir Poutine. La connivence est immédiate. Alors qu'on le dit toujours glacial, impassible et impénétrable, il paraît disert et souriant. L'humour affleure dans l'échange quand nous nous attardons sur le projet de parc moscovite :

– Et comment allez-vous traiter la campagne de Russie de 1812 ? m'interroge-t-il, le regard taquin. Vous êtes Français...

– Oui. Mais nous ne venons pas chez vous pour faire un parc français en Russie, nous ferons un parc russe avec des Français. Nous mettrons en scène la retraite des grognards. Peut-être que les Français n'étaient pas dignes de la victoire, comme l'a reconnu Napoléon.

– ... Ou plutôt que les Russes étaient invincibles...

– En tout cas, nous, les Français, depuis la Bérézina, nous savons que les sanctions ne servent à rien, car la Russie est un trop grand pays qui a de la réserve...

Vladimir Poutine éclate de rire. Il invite le protocole à donner congé à la presse. Toutes les caméras quittent le bureau de Nicolas II. Nous restons seul à seul. L'entrée en matière a été chaleureuse. La confiance est là. Nous ne sommes plus dans le propos diplomatique et nous entrons dans un échange personnel, à bâtons rompus. Je veux comprendre les ressorts cachés de la marche du monde, vus par « le Diable ». J'irai jusqu'au bout de mes questions.

Je pousse Vladimir Poutine à m'expliquer la confrontation des visions du monde entre la Russie et l'Amérique : la Russie veut un monde *multipolaire*, m'explique-t-il, les États-Unis le veulent *unipolaire* – atlantiste, mondialiste. Les sanctions sont une aberration géostratégique pour la France. Elles coupent l'Europe de la Rus-

sie alors que les complémentarités sont évidentes, entre les biens industriels et les sources d'énergie, entre nos cultures et nos richesses spirituelles. L'Europe de saint Benoît et de saint Vladimir, celle de Pouchkine, de Tolstoï, de Balzac et de Victor Hugo.

– La Russie avait vocation à devenir l'interface entre la Chine et l'Union européenne. La crise ukrainienne a abîmé ce rêve eurasiatique. L'Amérique y a mis son veto.

Il me fait comprendre que la Russie n'a désormais d'autre choix que de se tourner davantage vers la Chine et l'Inde. Et nous, les Français, nous n'avons pas d'autre horizon, hélas, que l'américanisation de l'Europe.

– Vos dirigeants passent à côté de leur avenir. Comme on dit en Russie, ils ne cessent de marcher sur le même râteau. Trop souvent sans culture, ils ne connaissent plus les leçons du passé. Ainsi ignorent-ils que l'Ukraine est historiquement un pays lié à nos affections. Quant à la Crimée, revenue à la mère patrie, l'ancienne Chersonèse et Sébastopol ont une importance civilisationnelle et même sacrée, inestimable pour la Russie, comme le mont du Temple à Jérusalem pour les croyants de l'islam et du judaïsme. Le baptême du grand-duc Vladimir I<sup>er</sup> eut lieu à Chersonèse en Crimée ; et le baptême des Russes eut lieu à Kiev en Ukraine.

En réalité, en écoutant cet homme d'État qui cherche à embrasser l'avenir du monde et qui parle sans détour, je comprends que nous assistons aujourd'hui à une formidable inversion historique : jusqu'à la chute du Mur, la Russie représentait le bloc soviétique, le bloc soumis, et l'OTAN le monde libre. Désormais, la Russie libérée de toute idéologie révolutionnaire, assiste en pays libre à l'instrumentalisation de l'OTAN pour asservir le monde à l'Amérique ainsi qu'à son modèle de société. Le monde libre, indépendant, ne serait-il pas désormais à l'Est, le monde asservi – sous domination américaine – désormais à l'Ouest ? Si l'Europe et les nations européennes veulent sortir de la récession, voire d'une disparition pure et simple – puisqu'on nie aujourd'hui les va-

leurs chrétiennes qui ont forgé leur identité –, elles doivent se tourner vers le monde orthodoxe qui résiste envers et contre tous à une forme de décadence occidentale reposant sur l'individualisme absolu, le nihilisme transgressif et le consumérisme globalisé.

Aujourd'hui la Russie, où je vais régulièrement, ne représente plus, selon moi, une menace, elle est même pour nous une opportunité remarquable sur le plan économique comme sur le plan moral, parce qu'elle est sortie de l'idéologie que nous avons fabriquée pour elle – Marx et Engels étaient des Européens. Elle peut donc nous aider à nous libérer nous-mêmes de nos dérives idéologiques, quelles qu'elles soient. Hélas, l'Europe n'est plus pensée comme un ensemble de nations aux cultures proches qui peuvent travailler ensemble de manière multilatérale, mais comme une idéologie, un absolu, un magma en fusion sans consistance et sous influence, l'Europe des Femen et du terrorisme médiatique.

Un an après cet entretien du 14 août 2014, j'ai pu constater que l'Histoire n'a pas traîné. Obama, qui tient Merkel et Hollande dans sa main, commande les destinées de l'Europe, tant sur le plan militaire que diplomatique. L'Amérique a besoin d'un ennemi pour tenir et cimenter l'Alliance atlantique, qui n'a plus de raison d'être depuis la disparition du pacte de Varsovie et la chute du communisme. Elle a donc besoin d'un diable. Et ce diable, c'est Poutine. S'il n'y a plus de diable, la brouette risque de perdre ses grenouilles en route. Nul ne pourra plus les retenir. Les Européens échapperont alors à la fêrle américaine.

Mon père me rappelait souvent les liens de notre famille avec l'Amérique. Notre ancêtre, qui fut ministre de la Guerre, le général de Ségur, participa à la guerre d'Indépendance. Ce qui nous vaut d'être membres de la prestigieuse National Society of the Sons of the American Revolution. Mais l'amitié ne doit pas entraver la lucidité. Mon père me répétait :

– J'ai vu de près les Américains pendant la guerre. Je les aime beaucoup, ils ont de l'allant, mais ce sont de grands enfants. Ils jouent avec le monde.

Il faut croire qu'aujourd'hui les Européens sont aussi devenus puérils. La différence entre les enfants et les adultes, c'est le poids de l'Histoire et le prix de leurs jouets.

Pour l'heure, la brouette transatlantique accompagne, en queue de convoi, les pyromanes américains partout où il leur prend l'envie d'aller mettre le feu : le Kosovo, l'Irak, la Libye, la Syrie, l'Ukraine. Leurs voyages sont nos voyages ; leurs conflits, nos conflits ; leurs aventures, nos aventures. C'est la définition même d'un protectorat.

Notre président est un proconsul américain qui a choisi de rendre visite à Castro plutôt que d'associer la France à la grande commémoration patriotique du 9 mai 2015 à Moscou. C'est plus qu'une faute, une erreur stratégique. Qui est passée inaperçue, car beaucoup d'intellectuels français ont salué cette « entrevue historique » à la une des journaux. Sans doute avaient-ils la larme à l'œil à cause de leurs souvenirs de jeunesse. Ces gens-là en veulent à Poutine de ce qu'ils ne sont plus. Ils l'accusent d'être un ancien du KGB, quand eux-mêmes ont passé leur jeunesse chez Mao, Castro, Pol Pot.

La presse française a parlé de « l'isolement de Poutine », le jour de cette parade militaire qui célébrait le soixante-dixième anniversaire de la victoire de la Russie sur l'Allemagne nazie.

Un drôle d'« isolement ». Sur l'estrade officielle, le président de la Russie était entouré du président de la Chine et du Premier ministre de l'Inde. À la tribune, il y avait trois milliards d'hommes représentés. Le parti communiste chinois a ensuite déclaré : « Cette cérémonie a propulsé à un nouveau stade le partenariat stratégique global entre la Chine et la Russie. » Bientôt, en Europe, on dénoncera chez Poutine cette dérive vers l'Asie. Ainsi lui reprochera-t-on ce qu'on a provoqué.

Moscou est devenue la capitale du système polycentrique face au bloc unipolaire sous clé américaine. La diplomatie européenne, au contact des grands enfants yankees, est devenue infantile. Elle relève d'un monôme dans une cour d'école : Hollande met les

maines sur les épaules de Merkel qui les dispose sur les épaules d'Obama. Et en avant pour le tour du monde. Seul l'Américain sait où il va.

Au rebours de nos intérêts, les sanctions contre la Russie ont des conséquences stratégiques pour l'Europe. « Leur but caché n'est pas de mettre la Russie à genoux, mais d'empêcher que la coopération entre Russes et Européens n'engendre le premier concurrent de l'économie américaine<sup>1</sup>. »

Seule la France peut aider l'Europe au nécessaire retournement stratégique que le président russe appela de ses vœux à la fin de notre entretien :

– Pensez-vous, m'interrogea-t-il, qu'il puisse y avoir un jour un mouvement d'émancipation des vieilles nations européennes face à l'Europe technocratique et américaine ?

– Bien sûr que oui. Et plus tôt que nous ne le pensons. Un jour, Margaret Thatcher m'avait dit : « On s'est débarrassé des commissaires à l'Est. Ce n'est pas pour obéir à d'autres commissaires à l'Ouest. » Bientôt ce système oligarchique va s'effondrer. Alors, il faudra bâtir la grande Europe confédérale...

– C'est le bon sens, reprit Vladimir Poutine. Helmut Kohl et François Mitterrand nous l'avaient secrètement proposée après la chute du Mur de Berlin. Mais les Américains veillaient. Ils voulaient que l'Europe passe de l'atlantisme au mondialisme.

– De Gaulle, lui aussi, avait proposé la Grande Europe. Il avait même prédit : « Un jour viendra où la Russie boira le communisme, comme le buvard boit l'encre. » Préparez-vous, monsieur le président, votre projet de « Grande Europe » sera bientôt à l'ordre du jour.

Alors, Vladimir Poutine, qui connaît ses classiques, d'un geste de la main, m'interrompit :

– Oui... Oui... L'Europe de l'Atlantique à l'Oural.

1. Vladimir Yakounine, président du Dialogue franco-russe, *Le Figaro*, 21 avril 2015.



## « Les dissidents étaient à l'Est, ils vont passer à l'Ouest »

---

Les dernières paroles de Soljenitsyne furent elliptiques. Et prophétiques. Au cours d'un aparté inattendu, le maître s'élança. C'était du côté de Tambov, à mi-chemin entre Moscou et Volgograd où il m'avait emmené pour la visite d'une future bibliothèque construite avec le concours actif du Puy du Fou. Ce lieu parlait au cœur du maître parce que là, en 1921, les paysans koulaks s'étaient révoltés contre l'Armée rouge et l'ordre avait été donné par les commissaires politiques de nettoyer les forêts à l'arme chimique. Nous marchions sur la terre noire anthracite d'une plaine sans contours, immémoriale, en attente d'être fécondée.

D'un geste large, embrassant les blés à venir, le grand penseur dessina deux cercles entremêlés en murmurant, tête baissée :

– Pendant longtemps, le sort de la Russie fut lié à celui de l'Europe. Dostoïevski écrivait en français. Mais aujourd'hui, c'est fini, nos routes divergent. Vous roulez à l'abîme. Alors que, tout endoloris, nous nous relevons du néant.

– Vous espérez encore pour la Russie, mais pas pour l'Europe ?

– Si, pour les deux. Mais avec un décalage dans le temps. Mon instinct me dit que la Russie va renaître dès maintenant.

Derrière le visionnaire, le bûcheron de Cavendish n'était pas loin, il battit du pied sur une souche bourgeonnante, comme pour la prendre à témoin, et ajouta d'un ton assuré :

– Ici, il reste encore des racines vivantes. Elles sont en train de donner des pousses. Il y aura une restauration des valeurs civiques et spirituelles. Vous, en Europe, vous êtes dans une

éclipse de l'intelligence. Vous allez souffrir. Le gouffre est profond. Vous êtes malades. Vous avez la maladie du vide. J'ai senti tout cela dans le Vermont. Le système occidental va vers son état ultime d'épuisement spirituel : le juridisme sans âme, l'humanisme rationaliste, l'abolition de la vie intérieure... Toutes vos élites ont perdu le sens des valeurs supérieures. Elles ont oublié que le premier droit de l'homme, c'est le droit de ne pas encombrer son âme avec des futilités.

– Et comment croyez-vous qu'on puisse désencombrer notre âme ?

– Par l'affleurement de l'instinct de vie.

Alors le maître laissa entendre qu'il y aurait un point de retournement. À partir d'une nécessité immuable qui est dans les lois de l'Univers.

– Le gouffre s'ouvrira à la lumière. De petites *lucioles* dans la nuit vacilleront au loin. Au début, peu de gens les distingueront et sauront abriter ces lueurs tremblantes, fragiles, contre toutes les tempêtes hostiles. Il y aura des hommes qui se lèveront, au nom de la vérité, de la nature, de la vie ; ils cacheront, dans leurs pèlerines, des petits manifestes de *refuzniks*. Ils exerceront leurs enfants à penser différemment, à remettre l'esprit au-dessus de la matière. Ils briseront la spirale du déclin du courage. Ainsi viendra l'éclosion des consciences dressées. Aujourd'hui les dissidents sont à l'Est, ils vont passer à l'Ouest.

Soljenitsyne nous a quittés en 2008. Son intuition ne l'avait pas trompé. Sa chère patrie, après bien des convulsions, a retrouvé le chemin de ses anciennes harmonies. Dans le même temps, à la minute même où nous inaugurons un McDonald's en Europe, les Russes inaugurent l'iconostase d'une nouvelle église orthodoxe.

Chez nous, l'affaïssement se poursuit. Et l'abêtissement. L'éclipse est bien là. La béance donne le vertige. On continue de glisser sur la pente inexorable de la décivilisation.

J'ai connu, pendant trente ans, le vacarme de la vie politique active. Puis je suis parti. J'ai abandonné mes mandats, après mon

cancer.

Quand on est sur son Aventin et qu'on n'a plus les yeux fixés sur le va-et-vient de la politique au jour le jour, on perçoit plus nettement, depuis la ligne de crête, le mouvement général des choses.

J'ai consacré du temps à observer, pour comprendre. À travers le prisme très personnel de mes souvenirs, de mes rencontres, de mes combats, j'ai entrepris de raconter comment j'ai vu partir ceux qui disaient la vérité, comment j'ai vu prospérer ceux qui ne cessaient de mentir. Comment j'ai assisté à l'effacement de notre pays, comment j'ai vu s'écrouler les pans de mur et les poutres maîtresses.

À travers mes romans historiques et, aujourd'hui, ce récit de ce que j'ai vu, entendu, pressenti, j'ai voulu montrer aux amoureux de la France blessée comment ont été descellés les pierres d'angle et les soubassements. J'ai écrit pour les générations nouvelles. Pour reconstruire. La France est entrée en dormition, mais elle n'est pas morte.

C'est pourquoi j'ai souhaité esquisser un guide de sortie vers la lumière à ceux qui égarent leurs derniers pas dans le doute et le désarroi. Je pense souvent au mot de Pascal : « Joie, joie, pleurs de joie, certitude. » La joie reviendra. Avec les certitudes, atemporelles.

Quand on erre, les mains ouvertes sur le vide, dans une maison qui s'effondre et qu'on désespère dans la nuit noire, au bord de l'abîme, il faut chercher les *murs porteurs*. Au milieu des gravats, peut-être demeurent-ils encore debout. Ils sont les seuls vestiges des demeures pérennes qui permettent de s'orienter. Les murs porteurs sont signalés au loin par les lucioles dont parlait Soljenitsyne.

à l'épreuve du Temps, il y a des murs qui tiennent et d'autres qui s'effondrent. Le Mur d'Hadrien est resté longtemps. Le Mur de Berlin s'est écroulé. Nous verrons bientôt tomber le Mur de Maastricht. Le mur du mensonge. Car le rêve de la fusion des nations –

le rêve européen des élites postnationales – s’est évanoui dans le cœur des peuples. Il s’est désintégré parce qu’il était tramé dans un tissu de mensonges : la prospérité, la sécurité, la puissance, la protection. On n’a rien vu de tout cela. Et ce n’était pas cela que les élites globales recherchaient vraiment.

Le rêve s’est brisé sur la réalité : le marasme, l’appauvrissement, la grande passoire et le pouvoir lointain, évanescents des nouveaux « bolcheviques de marché ».

Bien sûr, on nous dit, comme au temps de l’*Internationale*, que c’est normal, que si on est encore dans le tunnel, c’est parce qu’il « n’y a pas assez d’Europe », pas assez d’intégration européenne – comme on disait chez les Soviétiques que, si les choses n’allaient pas bien, c’est parce qu’il n’y avait pas assez de communisme. Ainsi parle-t-on quand on prétend résoudre un problème avec les modes de pensée qui l’ont engendré. Aujourd’hui, les peuples se détournent de cette Europe mortifère. Les Grecs ne rêvent plus, ils s’endettent, ils cauchemardent. Les Anglais ne rêvent que d’une chose, c’est de voter leur sortie.

Quand le Rideau de fer fut démantelé, les forces morales, enfin libérées, provoquèrent les retrouvailles fécondes des patries charnelles et des élans spirituels.

Quand le Mur de Maastricht tombera, on pourra, de nouveau, en France, reparler de la France, évoquer les racines, les protections, les nécessaires filiations, les communautés d’affection. On pourra parler aussi d’Europe confédérale et de francisation de la France, car l’identité est toujours la sœur siamoise de la souveraineté. On retrouvera la *politique*, au sens fort du terme, c’est-à-dire au sens de la force des idées qui mènent le monde. La politique s’est dégradée en un protocole compassionnel et un exercice de voyeurisme : on a mis des compresses pour soigner des hémorragies. Et les hommes politiques sont devenus visiteurs de crash. On choisit, aux élections, dans le premier rang, celui qui pleure le mieux.

Bientôt s'allumera une autre luciole, une autre petite lumière d'espoir, c'est l'instinct de transmission et de génération. Il y aura – parce que c'est la nature qui toujours triomphe – des isolats de résistance de plus en plus nombreux. Les « Modernes » ont voulu la stérilisation, ils l'ont organisée pour eux-mêmes. Le marché des mères porteuses ne sera pas suffisant pour la fourniture d'enfants des couples désaffiliés. Les apprentis sorciers qui s'en prennent à la famille et au mariage vont faire briller demain, dans leur miroir inversé, le don de la vie comme une rareté, un scintillement diamanté. Le temps de l'homme désinstitué va finir. On voudra se réaffilier, se rattacher, savoir d'où on vient. Comprendre que chacun doit forger l'anneau de sa mémoire.

Partout, déjà, les dissidents arrivent en place publique. C'est la grande catacombe à ciel ouvert. La « Manif pour tous » en fut un acte inaugural. Une belle luciole, la chandelle des Veilleurs et des Invisibles. Demain, s'étendra une marqueterie discrète de cellules de dissidence française qui composeront une société parallèle, une culture parallèle, qui ouvriront des écoles parallèles hors contrat, pour échapper à la rééducation permanente des pédagogistes et ministres analphabètes. Et se multiplieront, à l'écart des circuits officiels, les associations d'entraide, avec de multiples capillarités créatives qui finiront par miner la dictature de Big Mother, maternante mais malhabile à dresser la nature contre la nature.

Le progressisme est mort. Il a sombré dans la technophilie. Mais il ne le sait pas encore. Un jour, on retrouvera les étymologies : la patrie, la terre des pères, renvoie à la paternité. La nation, la naissance, renvoie à la maternité. On a voulu fabriquer une société de frères sans père ni mère. Il faudra bien reconnaître, face à la guerre contre la famille et contre la famille des familles – la communauté nationale –, l'objection de conscience, le refus de l'impôt quand on ne voudra plus payer de sa vie la mort des autres. Les premiers objecteurs iront en prison. Puis les murs de la prison tomberont, on ne peut pas emprisonner tout un peuple. Car ceux qui luttent contre la vie et brisent les attachements vitaux

ont choisi de ne pas survivre. Ils feront place nette. Ils n'auront pas de successeurs. Les derniers survivants seront les enfants des cercles de survie, les évadés de l'ordre marchand.

Je me souviens de Beyrouth, en pleine guerre, les maronites avaient posé, au bord des routes éventrées, de grandes affiches qui criaient leur espoir de renaître un jour :

*« Il est, paraît-il,  
Des terres brûlées  
Donnant plus de blé  
Qu'un meilleur avril<sup>1</sup>. »*

Merveilleuse chanson des amours perdues et retrouvées. Je n'ai jamais oublié cette marche avec le grand dissident, ces mots terribles sur les gouffres et cette lumière des petites lucioles.

Et puis cette terre noire de Tambov qui a connu le feu de l'Enfer. Elle donne aujourd'hui les plus beaux blés.

Il va falloir encore descendre, endurer, Soljenitsyne nous a prévenus. Nous avons été moqués, piétinés, humiliés, caricaturés. Mais les peuples commencent à ouvrir les yeux.

La souffrance permet toutes les rédemptions à ceux qui luttent contre elle. La Providence a déposé dans nos cœurs de Français une sémantique allégorique : dans le mot « souffrance », il y a encore le mot « France ».

Le temps est revenu, de la résistance française. *Gesta dei per Francos*.

---

1. Jacques Brel, *Ne me quitte pas*.

# Remerciements

---

Je tiens à remercier Lise Boëll pour avoir cru à ce livre et porté cette nouvelle aventure éditoriale avec un enthousiasme communicatif et de précieux conseils. Je remercie chaleureusement Richard Ducousset et Francis Esménard pour leur fidélité depuis plus de trente ans déjà ! Je remercie également Mylène et Fabienne qui ont su retrouver la mémoire de mes agendas et de mes archives qu'elles avaient précieusement gardés.

## DU MÊME AUTEUR

*Lettre ouverte aux coupeurs de têtes et aux menteurs du  
Bicentenaire*

1989, Éditions Albin Michel

*La Chienne qui miaule*  
1990, Éditions Albin Michel

*Notre Europe sans Maastricht*  
1992, Éditions Albin Michel

*Avant qu'il ne soit trop tard*  
1993, Éditions Albin Michel

*La Société de connivence*  
1994, Éditions Albin Michel

*Dictionnaire du politiquement correct à la française*  
1996, Éditions Albin Michel

*L'Aventure du Puy du Fou*  
1998, Éditions Albin Michel

*La Machination d'Amsterdam*  
1999, Éditions Albin Michel

*Vous avez aimé les farines animales, vous adorerez l'euro*  
2001, Éditions Albin Michel

*La 51<sup>e</sup> étoile du drapeau américain*  
2003, Éditions Albin Michel



*Quand les abeilles meurent, les jours de l'homme sont comptés*  
2004, Éditions Albin Michel

*Les Turqueries du Grand Mamamouchi*  
2005, Éditions Albin Michel

*Les Mosquées de Roissy*  
2006, Éditions Albin Michel

*Une France qui gagne : la preuve*  
2007, Éditions du Rocher

*Le Puy du Fou, un rêve d'enfant*  
2010, Éditions Albin Michel

*Les Secrets du Puy du Fou*  
2012, Éditions Albin Michel

*Le Roman de Charette*  
2012, Éditions Albin Michel

*Le Roman de Saint Louis*  
2013, Éditions Albin Michel

*Le Roman de Jeanne d'Arc*  
2014, Éditions Albin Michel

# Table des Matières

|                                                               |     |
|---------------------------------------------------------------|-----|
| Page de Copyright                                             | 2   |
| Introduction                                                  | 3   |
| I - « D'où parles-tu, camarade ? »                            | 5   |
| II - L'Énarchie apatride                                      | 14  |
| III - Chirac, le cavalier des steppes                         | 20  |
| IV - Giscard, le colin froid                                  | 29  |
| V - « Vive la crise ! »                                       | 37  |
| VI - Une espérance française                                  | 47  |
| VII - Pompidou et Raymond la Matraque                         | 52  |
| VIII - Le parjure et l'amour de l'autre                       | 57  |
| IX - Le temps de la traque                                    | 65  |
| X - Cohn-Bendit, le bourgeois                                 | 73  |
| XI - La dékoulakisation à la française                        | 80  |
| XII - La corruption près de chez soi                          | 88  |
| XIII - B.H.L. et la petite main jaune                         | 94  |
| XIV - Secrétaire des tas de sable                             | 105 |
| XV - Mitterrand, le Florentin                                 | 117 |
| XVI - Hassan II, le visionnaire                               | 126 |
| XVII - Les conscrits de Maastricht                            | 134 |
| XVIII - L'irruption de Soljenitsyne dans l'histoire de France | 147 |
| XIX - L'omerta française                                      | 158 |
| XX - Comment on a fait monter les sondages                    | 165 |
| XXI - Interdit aux chiens et aux lobbies                      | 178 |
| XXII - La présidentielle truquée                              | 188 |
| XXIII - Ils se tiennent par la barbichette                    | 195 |
| XXIV - Pasqua et les poivrons corses                          | 203 |
| XXV - Trichet et le Veau d'or                                 | 216 |

|                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------|-----|
| XXVI - Le krach de la transcendance                                     | 225 |
| XXVII - Le chassé-croisé démographique                                  | 233 |
| XXVIII - « La digue a cédé »                                            | 240 |
| XXIX - L'homme d'après                                                  | 245 |
| XXX - Hollande et les deux tabourets                                    | 257 |
| XXXI - Nicolas, le lapin-tambour                                        | 269 |
| XXXII - Tariq Ramadan, le maître de la Taqiya                           | 280 |
| XXXIII - La Transocéanie                                                | 291 |
| XXXIV - Poutine, le monde libre                                         | 303 |
| XXXV - « Les dissidents étaient à l'Est, ils vont<br>passer à l'Ouest » | 313 |
| Remerciements                                                           | 319 |
| Du même auteur                                                          | 320 |